

هذا من الأصل

Supplément « Sans visa »



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14314 - 5 F

SAMEDI 2 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'isolationnisme monétaire allemand

DÉCIDÉMENT, l'Allemagne s'intéresse d'abord à l'Allemagne. Il y a quelques jours, Bonn avait fait preuve de solidarité en acceptant de participer au financement de l'effort de guerre des forces alliées dans le Golfe. Son absence d'engagement militaire, sa croissance économique soutenue, ses alliances politiques avec les autres pays occidentaux, rendaient difficile le refus d'une contribution financière importante.

Aujourd'hui, l'Allemagne rappelle qu'en matière économique et monétaire son individualisme prévaut toujours sur sa volonté de coopération internationale. A peine dix jours après l'accord des grands argentiers du groupe des Sept à New-York sur la nécessité d'une détente mondiale du loyer de l'argent, la Bundesbank a décidé de relever ses taux directeurs. Certes, à New-York, ni le ministre des finances, M. Theo Waigel, ni le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, n'avaient promis de participer à la détente générale des politiques monétaires. Mais leurs collègues étrangers avaient certainement espéré que, guerre du Golfe et récession américaine aidant, Francfort s'inquiéterait un peu plus qu'à son habitude du climat international.

Où, jeudi, M. Pöhl n'a même pas cherché à se disculper. S'il s'est déclaré conscient de la situation internationale, il a rappelé que la politique monétaire allemande ne peut pas tenir compte de considérations extérieures. Contrôle de la masse monétaire et surtout maîtrise de l'inflation, tels sont les maîtres mots des gouvernements de la banque centrale de Francfort, et rien ne paraît pouvoir les détourner de leur objectif de rigueur. Sur tout au moment où ils redoutent les débordements financiers issus de la réunification.

N'ayant même pas été avertis - l'Europe avance ! - les responsables français manifestent une irritation bien compréhensible. Dans l'entourage de M. Pierre Bérégovoy, on évoque l'extraordinaire indifférence à l'égard du reste du monde, ou encore le mépris total pour les considérations politiques monétaires.

La décision allemande repose la question classique des limites de la coopération internationale. Que faire lorsque l'un des plus puissants membres du club des pays industrialisés refuse de se soumettre à la volonté de ses partenaires ? Sur le terrain de l'économie et de la finance, ce sont les marchés qui jouent le rôle d'opinion publique. Or ces marchés ne peuvent pour l'instant qu'approuver la Bundesbank, qui leur permet d'obtenir une meilleure rémunération de leurs capitaux investis à Francfort. Quant aux gouvernements, ils n'ont aucune sanction à leur disposition.

Les Etats-Unis pourraient, pourquoi pas, se venger en faisant payer plus cherement à Bonn le coût de leur présence militaire sur le sol allemand. Les Européens pourraient, pourquoi pas, faire front contre les conceptions allemandes de l'union monétaire, notamment contre la vision de la sacro-sainte indépendance de la banque centrale. Mais ces mesures de rétorsion ne sont pas nécessairement dans leur intérêt. En matière économique, la prospérité de tous dépend le plus souvent de celle de chacun.

Lire page 22 les articles d'ALAIN VERNHOLDES et CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON.

M 0147 - 0202 0 - 5,00 F



Les combats continuent à la frontière du Koweït

De nouvelles unités irakiennes attaquent l'Arabie saoudite

La bataille de Khafji continuait vendredi 1^{er} février en début d'après-midi. Non seulement des soldats irakiens continuaient de résister dans des quartiers de cette localité saoudienne située à une dizaine de kilomètres de la frontière koweïtienne, mais on apprenait,

de source alliée, que de nouvelles unités blindées irakiennes, attaquées par l'aviation de la coalition, avaient franchi la frontière saoudienne et engagé des combats d'artillerie et de chars.

Il se confirme donc que M. Saddam Hussein veut contraindre ses adver-

saires à lancer prématurément leur offensive terrestre pendant que ses forces, sans cesse bombardées, ont encore une certaine capacité opérationnelle.

Le président Bush a, pour sa part, souligné jeudi qu'il n'était pas disposé

à se laisser imposer la conduite de la guerre et qu'il n'était pas désireux, pour le moment, d'engager un conflit au sol pour libérer l'émirat.

A Moscou, le Parti communiste prend de plus en plus ses distances à l'égard de Washington.

PRES DE KHAFJI

de notre envoyée spéciale

La situation demeurait confuse, vendredi 1^{er} février, dans la ville frontalière saoudienne de Khafji, presque entièrement reprise jeudi par l'armée saoudienne, mais où demeuraient des poches de résistance. L'armée irakienne concentrait des renforts à proximité. Une nouvelle tentative de percée opérée par des chars avait d'ailleurs été repoussée à l'aube, indiquait-on de source officielle saou-

dienne, mais les échanges d'artillerie se poursuivaient toujours dans le courant de la matinée entre les troupes du royaume, qui occupent une partie de la ville, et les forces irakiennes, qui bombardaient, semble-t-il, la région proche du poste-frontière.

La bataille de Khafji ne paraît donc pas encore conclue, d'autant plus que l'armée saoudienne ne peut investir la totalité de la ville, dans laquelle se terrent toujours des franc-tireurs et où l'armée ira-

bre de mines et de pièges. Par ailleurs, des mouvements de troupes irakiennes se poursuivaient vendredi matin de l'autre côté de la frontière koweïtienne, où des colonnes se dirigeaient vers le sud étaient signalées.

Jeudi dans la soirée, pourtant, le général Khaled Bin Sultan, commandant en chef de la force conjointe arabo-islamique, était venu se rendre compte sur place de la situation.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 4

M. De Klerk annonce la fin de l'apartheid

Le président Frederik De Klerk s'est engagé, vendredi 1^{er} février, lors de l'ouverture de la session parlementaire au Cap, à abolir dans les prochains mois les trois derniers textes de lois régissant l'apartheid. Ces trois piliers de la ségrégation raciale appelés à disparaître sont le Group Areas Act qui réglemente l'habitat séparé en fonction de la couleur de la peau ; le Land Act qui réserve 87 % du territoire à la population blanche ; et le Population Registration Act, qui divise tous les Sud-Africains en fonction de leur race. Ce dernier texte, à la source de l'apartheid, sera remplacé par des « mesures temporaires de transition » avant l'adoption d'une nouvelle Constitution qui doit faire l'objet de négociations.

Lire page 12 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER



Lire également

- Le film des événements : « Changement de calendrier ? » par JACQUES DE BARRIN
- La Turquie en première ligne par NICOLE POPE
- La « voix » d'Israël dans la drôle de guerre par ALAIN FRACHON
- Ryad peut supporter un arrêt momentané de la production d'eau douce par GUY HERZLICH
- Les réactions dans les pays du Maghreb par GEORGES MARION
- Les Koweïtiens de Taïf par BERTRAND LE GENDRE

pages 3 à 10

Le congrès de la FEN

Un entretien avec M. Yannick Simbron
Une forteresse ébranlée page 16

La tension en URSS

Le comité central du Parti demande le rétablissement de l'ordre constitutionnel page 13

Relations franco-chinoises

Reprise de la coopération économique page 13

Les « rénovateurs » et M. Noir

Une crise de confiance page 14

L'affaire Bousquet

Une possible reprise du procès devant la cour d'appel page 15

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

Sommes-nous, aujourd'hui, encore capables de jouir d'une œuvre ?

Savons-nous encore lire un texte, voir un tableau, écouter une note ?

George Steiner
Réelles présences
Les arts du sens

nrf essais

GALLIMARD

Jacques Lesourne élu directeur du « Monde »

L'assemblée générale de la SARL éditrice de notre journal a accepté à l'unanimité, vendredi 1^{er} février, la démission d'André Fontaine de ses fonctions de gérant, directeur des publications, et désigné Jacques Lesourne pour lui succéder. Cette élection ne faisait pas de doute, tous les porteurs de parts ayant indiqué auparavant qu'ils appuieraient la candidature de Jacques Lesourne. La passation des pouvoirs s'est déroulée en présence du personnel de l'entreprise, des associés et de quelques intimes.

Relève

par André Fontaine

ON ne quitte pas sans un petit pincement au cœur une maison à laquelle on a consacré l'essentiel de son existence et que l'on dirige depuis six ans. A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un journal comme celui-ci, pour lequel l'immense majorité de son personnel est fière d'éprouver un attachement jaloux, pour ne pas dire viscéral. Et lorsque ce journal vient de vivre et vit encore, au prix d'efforts, et même de sacrifices, considérables, la rude aventure de la modernisation, des démnagements, des changements et donc des adaptations de toutes sortes.

Avoir conduit l'entreprise dans ces moments-là, avoir pu mesurer l'énergie, le dévouement, l'investissement, déployés par ceux qui m'ont fait l'amitié de travailler

directement avec moi, et par les journalistes, les cadres, les employés, les ouvriers, constitue un privilège, marqué d'instants inoubliables, dont je serai toujours profondément reconnaissant.

Pour être passionnante, la tâche n'en était pas moins lourde, souvent très lourde, laissant rarement l'esprit et les nerfs en repos. A la nostalgie se mêle donc un sentiment de soulagement, d'autant plus net que le fardeau se trouve maintenant dans les mains du sage Jacques Lesourne, dont on a déjà eu l'occasion de dire l'aisance, dans la gestion comme dans la réflexion. A lui et à ceux qui l'entourent, bravo, et plus encore, bon courage !

Lire la suite page 16

Les damnés du Brésil

Des centaines de milliers d'enfants sont condamnés à la criminalité. Rares sont ceux qui y échappent.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Sur près de 60 millions d'enfants brésiliens, 20 millions vivent dans la misère, 9 millions sont à l'abandon, livrés à eux-mêmes, un demi-million d'entre eux au moins se prostituent et plus d'un million ont été tués l'an dernier. Les statistiques concernant l'enfance au Brésil donnent la nausée.

Derrière chacun de ces chiffres, un drame quotidien est vécu par des gamins et gamines dans les bidonvilles de Sao Paulo, des grandes cités du pays ou des quelque cinq cents favelas de Rio-de-Janeiro, qui, lorsqu'ils ne sont pas partie d'un gang organisé, ne trouvent leur survie qu'en se regroupant en bandes.

Tous ces jeunes miséreux sont, bien évidemment, aussi la proie d'employeurs peu scrupuleux, qui les exploitent pour quelques

cruzeiros ou pour rien du tout. Selon l'Institut national de la statistique (IBGE), 2 millions d'adolescents, entre dix et dix-sept ans, travaillent sans recevoir de salaire et 1,7 million perçoivent un demi-salaire minimum, soit l'équivalent d'environ 150 francs.

Dans un tel environnement, il est impossible de délimiter une frontière précise entre les multiples fléaux qui s'abattent sur ces enfants : prostitution, drogue, délinquance, malnutrition sont étroitement mêlés.

Les escadrons de la mort, parfois liés à la police et à certains secteurs socioprofessionnels, ou simplement commandités par des truands, font - littéralement - la chasse à ces enfants de la rue. La Baixada Fluminense, dans la zone nord de Rio-de-Janeiro, détient à cet égard la palme absolue de la criminalité.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 IR ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,70 FS ; USA (période), 2 \$; USA (journal), 2,50 \$.

هذا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Changement de calendrier ?

Les forces de la coalition, qui voulaient se donner encore un peu de temps avant d'entamer, sans risques excessifs, la reconquête du Koweït, ne seront peut-être pas en mesure de le faire avant le calendrier de leurs opérations. Vendredi 1^{er} février, des bombardiers B-52 et des hélicoptères Apache auraient pris pour cible une colonne d'un millier de véhicules blindés irakiens qui faisaient route vers l'Arabie saoudite.

Il aura fallu aux forces alliées trente-six heures d'âpres combats pour reprendre aux troupes irakiennes la ville saoudienne de Khafji sans avoir, pour autant, réussi à éliminer toutes les poches de résistance. Bagdad a crié victoire : « C'est le début de la mise à genoux de Satan », a annoncé l'agence de presse INA. Cette bataille terrestre marque le début du processus de libération du tombeau de Mahomet (à La Mecque), de la Palestine, du Golan et du Liban.

En lançant ce que les alliés ont qualifié de « missions-suicides », la « bataille de Khafji » se serait soldée par plusieurs centaines de morts et de prisonniers irakiens, - M. Saddam Hussein cherche à forcer la main de ses adversaires et à prévenir leurs manœuvres d'encerclement de ses troupes solidement retranchées au Koweït. La dictature de Bagdad,

qui a passé la nuit de mercredi à jeudi avec ses chefs militaires sur le front sud, s'efforce probablement aussi de rendre cette guerre plus meurtrière et donc plus impopulaire.

S'exprimant devant les dirigeants d'organisations juives, le président George Bush a clairement indiqué, jeudi, qu'il n'était pas prêt à se laisser dicter sa conduite par M. Saddam Hussein et donc « pas désireux, pour le moment, d'engager un conflit terrestre ». Alors que, malgré tout, les combats gagnent en intensité - un avion-espion a été porté disparu derrière les lignes ennemies avec 14 militaires à bord, - le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a réussi à acheminer en Irak un premier convoi de 19 tonnes de fournitures médicales. Il a, d'autre part, lancé vendredi un « appel solennel » à tous les belligérants « pour que soient prises en compte, sans délai, les exigences d'humanité ».

Un « deuxième front »

De leur côté, les experts en environnement ont évoqué, jeudi, le spectre d'une « marée noire généralisée » et totalement incontrôlable après la découverte d'une nouvelle nappe de pétrole. Les pays riverains du Golfe multiplient les mesures préventives pour contraindre la première

marée noire, qui s'approchait, vendredi, du port saoudien de Al Jubail, où sont installées deux usines de dessalement de l'eau de mer. « Si le brut continue de se déverser ainsi en mer, ont averti ces experts, aucune technologie connue ne sera en mesure de lutter contre une pollution d'une telle ampleur ».

Israël, où un autre missile Scud est tombé, vendredi, sans faire de victimes, a répété, par la voix de son ministre des affaires étrangères, que sa réponse serait « dure et douloureuse ». Pour l'heure, l'Etat hébreu accuse l'OLP de chercher à ouvrir un « deuxième front » dans la « ceinture de sécurité » qu'il occupe dans le sud du Liban et, à partir de là, de tirer des roquettes, mais aussi d'infiltrer des commandos palestiniens en Galilée.

A cet égard, le chef de la diplomatie israélienne a demandé aux pays du tiers-monde de « définir clairement leurs positions » dans le conflit en cours. Des voix se font entendre avec insistance dans le monde arabo-musulman, notamment en Algérie et au Maroc, pour inviter les Etats qui appartiennent à ce monde-là et qui font partie de la coalition anti-irakienne à retirer leurs contingents d'Arabie saoudite.

« La coalition contre l'Irak est « militairement et diplomatiquement cohérente », a affirmé, jeudi, une

M. Roland Dumas devant la commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale. Tant que la « préalable » de l'évacuation du Koweït ne sera pas levée, « la ligne de conduite de la France restera la même », a-t-il insisté. Le secrétaire général du Quai d'Orsay s'est rendu en tournée d'explication dans plusieurs pays du Proche-Orient, notamment en Iran où - simple coïncidence ? - sont déjà sur place des émissaires algériens, yéménites et irakiens.

Diplomatie de la canonnière

La Chine est favorable à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU à une « date appropriée », a déclaré, jeudi, le ministre des affaires étrangères. Pékin, qui a appelé à cette occasion son abstention lors du vote de la résolution 678 autorisant un recours à la force pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït, a redit son souhait de voir la crise se résoudre par des « moyens pacifiques ».

L'Union soviétique a, quant à elle, de plus en plus de mal à dissimuler ses appréhensions face à une extension du conflit, et ce malgré les assurances renouvelées de Washington que le but de l'opération « Tempête du désert » n'est pas de détruire l'Irak. Ainsi, le comité central du Parti communiste a-t-il adressé, jeudi, une

mise en garde aux Etats-Unis, les invitant à limiter leurs buts de guerre et appelant à un cessez-le-feu.

A l'heure où les médias soviétiques commencent à être mis au pas, leurs commentateurs n'en ont que plus de poids. Ainsi, l'agence Tass se demande si les objectifs de la Maison Blanche « n'étaient pas d'établir sa domination sur les réserves pétrolières mondiales et donc sur le monde entier ». Plus virulent encore, *Sovetskaya Rossiya*, l'un des quotidiens conservateurs, évoquant la « diplomatie de la canonnière », n'hésite pas à dénoncer, dans ses colonnes, « le vrai génocide du peuple irakien ».

Le traditionnel pèlerinage aux lieux saints d'Arabie saoudite, le Hadj, qui, cette année, doit commencer à la mi-juin, pourra-t-il avoir lieu, même si le tombeau du Prophète se trouve à 1 500 kilomètres du front ? Le roi Fahd n'a encore pris aucune décision. Mais, M. Ahmed Ben Bella, ancien président algérien et confident de M. Saddam Hussein, a une opinion plutôt tranchée sur la question : « Que soient maudits les pèlerins qui iront à La Mecque, cette année. »

JACQUES DE BARRIN

Multiples visites dans la capitale iranienne

Paris exclut formellement que M. Scheer rencontre des responsables irakiens à Téhéran

Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a démenti vendredi 1^{er} février que le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, qui se trouve depuis jeudi à Téhéran, M. François Scheer, ait pour mandat de discuter de nouvelles initiatives de paix. Il a exclu formellement que M. Scheer rencontre les responsables politiques irakiens qui se trouvent en même temps que lui dans la capitale iranienne.

M. Roland Dumas a lui-même réaffirmé jeudi qu'« il ne peut être envisagé de solution tant que le Koweït est occupé. Il ne peut être mis fin au conflit que par la volonté clairement exprimée des dirigeants irakiens d'évacuer le Koweït. Tout passe par ce préalable ». Le ministre a aussi souligné que « la coalition est cohérente sur le terrain des hostilités et cohérente sur l'action diplomatique ». Le Conseil de sécurité des Nations unies a, en outre, rejeté jeudi, sans réunion formelle mais après consultations privées, la demande formulée par divers pays arabes depuis plus d'une semaine de convoquer un débat sur un cessez-le-feu.

Une importante délégation irakienne conduite par le ministre délégué aux affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi, est arrivée

jeudi après-midi à Téhéran, porteur d'un message du président Saddam Hussein « sur les relations bilatérales et la guerre du Golfe ».

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, est arrivé presque au même moment dans la capitale iranienne « pour les contacts que justifie la situation dans le Golfe », tandis qu'on annonçait la venue prochaine du ministre algérien des affaires étrangères, M. Sid Ahmed Ghazali, et d'une délégation du Yémen.

Toutes ces délégations devaient avoir des entretiens, mais séparément, avec le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati. De source française on affirmait que M. Scheer n'avait pas non plus l'intention de rencontrer M. Ghazali, avec qui il s'est entretenu la semaine dernière lors d'une tournée dans les pays du Maghreb.

Les avions réfugiés en Iran

Un diplomate iranien à l'ONU, M. Javad Zarif, a affirmé jeudi que ces visites étaient purement coïncidentes : « La semaine dernière, nous avions des Indiens, des Jordaniens et des Pakistais et les Algériens devaient venir depuis un certain temps. » L'arrivée massive en

Iran d'appareils militaires irakiens est un des thèmes des diverses conversations de M. Velayati. Selon la télévision iranienne, c'est à la suite « de protestations iraniennes auprès des autorités irakiennes » contre l'entrée de ces appareils en Iran que M. Hammadi est venu à Téhéran où on lui demandait de fournir des explications. Le chef de la diplomatie iranienne a, selon l'agence IRNA, exprimé dès jeudi à M. Hammadi

le « mécontentement » de son pays et reproché à Bagdad que ces appareils n'aient pas sollicité l'agrément de Téhéran avant de pénétrer dans l'espace aérien iranien.

Les pays membres de la coalition ont affirmé jusqu'à présent se saisir des engagements de ne pas traiter plusieurs fois répétés par les autorités irakiennes, et de leurs démentis quant à l'hypothèse d'un « pacte secret » entre Téhéran et

Bagdad. Certaines interrogations subsistent néanmoins. Ainsi l'Iran n'a jusqu'à présent reconnu que l'arrivée de seize appareils irakiens alors que différentes sources militaires alliées les évaluent à quarante-cinq environ.

Le porte-parole du département d'Etat américain, M^{me} Tutwiler, a pour sa part rappelé jeudi que les pilotes de ces appareils devaient être traités en prisonniers de guerre,

conformément à la troisième convention de Genève. Selon ce texte, a-t-elle déclaré, « une nation non belligérante sur le territoire de laquelle entrent des forces armées traitera ces forces comme des prisonniers de guerre ; cela sans préjudice d'un d'un traitement plus favorable qui peut être accordé selon les dispositions spécifiques de la convention. Ils ne peuvent cependant être autorisés à retourner en Irak ». - (AFP, AP, Reuters)

Le Parti communiste soviétique se prononce pour un cessez-le-feu

Le plénum du Parti communiste soviétique, réuni jeudi 31 janvier à Moscou, a pris pour la première fois position dans la crise du Golfe : il s'est prononcé pour un cessez-le-feu. Plus qu'une remise en cause du soutien du Kremlin aux Etats-Unis, cette attitude traduit, selon les observateurs, sa préoccupation face au désir manifeste des militaires les plus conservateurs d'aller plus loin : un de leurs quotidiens, *Sovetskaya Rossiya*, a en effet accusé jeudi Washington, dans un article au ton le plus critique jamais adopté à ce jour, de se livrer à « un véritable génocide du peuple irakien ». Le journal dénonce au passage la presse réformiste, accusée d'« accabler de critiques le président d'un pays (l'Irak) qui a signé un traité d'amitié avec l'URSS ».

Le Parti communiste demande à « la direction soviétique d'entreprendre des démarches auprès du Conseil de sécurité et de la communauté internationale de façon à éviter l'effusion de sang et à proclamer un cessez-le-feu », selon une résolution dont a rendu compte lors d'une conférence de presse M. Alexandre Drazsokhov, membre du bureau politique. « Il n'y a pas eu de divergences mais un élargissement des points de vue » au sein du plénum, a affirmé M. Drazsokhov, une façon de reconnaître que tous les communistes ne partagent pas les mêmes analyses devant cette guerre.

Ces réserves exprimées par le parti interviennent deux jours après le communiqué commun adopté à Washington par le secrétaire d'Etat américain James Baker et son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh, affirmant notamment que les combats pouvaient s'arrêter « si l'Irak s'engageait sans équivoque à se retirer du Koweït ». Un responsable américain au contact des entretiens a estimé, jeudi, que les Etats-Unis ont ainsi obtenu la poursuite du soutien de l'URSS dans la crise du Golfe en promettant de mettre une sourdine à leurs critiques de la répression dans les pays baltes. - (AFP)

« M. Saddam Hussein est un fauteur de guerre »

déclare M. Pierre Joxe

« Nous n'avons pas de raisons de penser, pour le moment, qu'il y a modification de la position du président des Etats-Unis et du gouvernement américain » dans la guerre du Golfe, a indiqué, jeudi 31 janvier, le nouveau ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à l'occasion de sa première conférence de presse. La phase militaire dans laquelle la France est engagée est « une action malheureusement nécessaire » pour faire renaitre « les chances de la paix ».

« Il y a eu des semaines et des mois de discussions internationales, en particulier dans un lieu significatif de la vie internationale, un lieu essentiel de la recherche de la sécurité collective, c'est-à-dire l'Organisation des Nations unies », a ajouté le ministre de la défense. La des décisions ont été prises. Elles ont été soutenues par des dizaines de pays à travers le monde et un certain nombre de pays, dont la France, participent à la mise en application. Cette position n'est pas modifiée et sa mise en œuvre se poursuit.

La guerre est « cruelle ». Elle impose, a dit M. Joxe, « des sacrifices à des militaires français qui ont besoin du soutien et qui reçoivent heureusement un soutien très large de l'opinion française ». Esti-

mant que « le chef de l'Etat irakien est un fauteur de guerre, car personne ne peut oublier ce qui s'est passé le 2 août 1990 », le ministre de la défense a ajouté : « La France, qui a peut-être été le pays qui a le plus longtemps et le plus efficacement œuvré pour cultiver et développer les chances de paix, participe à cette action pour faire renaitre les chances de paix, une paix qui arrivera ».

M. Joxe a annoncé qu'il se rendrait, la semaine prochaine, en Arabie saoudite pour se faire présenter le dispositif « Daguet », et, au retour, il ira à Toulon, port de départ de la logistique nécessaire au contingent français sur place.

En réponse à une question sur la riposte possible de la coalition à une éventuelle attaque chimique de l'Irak, le ministre de la défense a affirmé : « Le problème pour la France ne se pose pas. Aucune de nos unités n'est dotée d'armes chimiques. C'est la position formelle et explicite du chef de l'Etat », dont on sait qu'il avait demandé, en 1988, que la France renonce à des stocks chimiques de sécurité après qu'il en eut été question lors de l'élaboration, par le gouvernement de M. Jacques Chirac, de la programmation militaire 1986-1990.

Pour que
vous
exportiez
vos
compétences,
l'Acife
importe
les faits.

Vous parlez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place ! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports : tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Etrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livre du Français à l'Etranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie.

Pour plus d'informations, tapez 3615 code A1 Acife ou 3617 code A9 Acife.

PUBLICATIONS
ACIFE
LE BON DEPART

Afrique du Sud - Algérie - Allemagne Fédérale - Angola - Arabie Saoudite - Argentine - Australie - Autriche - Bangladesh - Belgique - Bénin - Birmanie - Bolivie - Brésil - Burkina Faso (ex Haute-Volta) - Burundi - Cameroun - Canada (sans Québec) - Centrafrique - Chili - Chine - Colombie - Congo - Corée du Sud - Côte d'Ivoire - Danemark - Djibouti - Egypte - Emirats Arabes Unis - Equateur - Espagne - Etats-Unis - Ethiopie - Finlande - Gabon - Ghana - Grèce - Guatemala - Guinée - Guinée-Bissau - Haïti - Honduras - Hong Kong - Hongrie - Inde - Indonésie - Irak - Irlande - Israël - Italie - Jamaïque - Japon - Jordanie - Kenya - Koweït - Liban - Libéria - Lichtenstein - Luxembourg - Madagascar - Malaisie - Malawi - Mali - Maroc - Mexique (du) - Maurice - Mauritanie - Belgique - Mozambique - Niger - Nigeria - Norvège - Nouvelle-Zélande - Oman - Pakistan - Panama - Paraguay - Pérou - Philippines - Pologne - Portugal - Qatar - Roumanie - Royaume-Uni - Rwanda - Saint-Dominique - Sénégal - Serbie - Sierra Leone - Singapour - Soudan - Sri Lanka - Suède - Suisse - Syrie - Tchad - Thaïlande - Togo - Trinité et Tobago - Tunisie - Turquie - U.R.S.S. - Uruguay - Venezuela - Vietnam - Yémen du Nord - Zambie - Zaire - Zimbabwe.

LA GUERRE DU GOLFE

La situation

Les Américains tentent de retrouver l'équipage d'un avion abattu

Tandis que les combats se poursuivaient dans le secteur de Khafji, le Pentagone laissait entendre, jeudi après-midi 31 janvier, que des opérations de recherche étaient en cours pour tenter de localiser et récupérer l'équipage d'un avion américain abattu derrière les lignes irakiennes.

Les porte-parole officiels se refusaient à donner aucune précision sur cette affaire. Ils se sont également refusés à confirmer les informations de la chaîne CBS, selon laquelle il s'agirait d'un EC-130 « Compass Call », un appareil de surveillance électronique et de brouillage.

Des parlementaires américains avaient, de leur côté, indiqué à l'issue d'une réunion avec des responsables du Pentagone qu'il s'agissait en fait d'un AC-130 « Spectre », une version puissamment armée de ce même appareil (voir encadré). Selon ces parlementaires, son équipage était com-

posé de quatorze personnes. C'est la première fois depuis le début des hostilités qu'un avion de cette taille est abattu par les défenses irakiennes. Jeudi également, un porte-parole militaire irakien s'est borné à annoncer que dix nouveaux « objectifs aériens » - avions ou missiles - avaient été détruits par les défenses de l'Irak.

L'aviation française a, pour sa part, poursuivi vendredi ses raids contre des positions de la garde républicaine du président Saddam Hussein en territoire irakien. Selon un communiqué du ministère de la Défense publié à Paris, les Jaguar et Mirage-F1 qui ont mené deux attaques dans la matinée ont regagné leur base saoudienne sans encombre.

En mer, l'aviation britannique a continué de prendre à partie des bâtiments irakiens. Le commandement britannique a

ainsi annoncé jeudi qu'un navire de débarquement irakien avait été « attaqué et neutralisé » la veille dans le nord du Golfe. Il s'agit d'un navire de construction soviétique « du type Polnochny », déplaçant 1 100 tonnes et pouvant transporter près de deux cents hommes avec leur équipement lourd.

Tandis qu'un nouveau missile Scud irakien tombait jeudi en Cisjordanie occupée, sans faire de victimes, le porte-parole du Pentagone indiquait que des rampes de missiles du même type avaient été repérées dans la région de l'Irak proche de la frontière jordanienne, où des véhicules jordanais ont été récemment détruits et leurs occupants tués. Selon la Jordanie, qui a protesté auprès de Washington, ces véhicules, parmi lesquels figuraient plusieurs camions-citernes, ont été pris pour cible par des appareils américains.

Le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, a indiqué que les Etats-Unis « regrettaient profondément la mort de quelque civil que ce soit », tout en rappelant que la région dans laquelle se trouvaient ces véhicules « était une zone de guerre et qu'elle continuerait à être extrêmement dangereuse, compte tenu de la poursuite de la campagne contre les Scuds ».

Pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, l'Allemagne a, pour sa part, organisé à partir de jeudi soir un pont aérien afin de fournir du matériel militaire à l'Etat hébreu, notamment des blindés ultra-sophistiqués, des équipements de protection contre les gaz et une batterie de missiles antimissiles Patriot.

Les Pays-Bas ont, de leur côté, décidé d'envoyer en Turquie deux batteries de défense antiaérienne équipées de missiles

Hawk, accompagnées de cent cinquante hommes.

A Washington, le président George Bush a confirmé jeudi à des dirigeants d'organisations juives américaines que les Etats-Unis n'étaient pas encore prêts à déclencher une guerre terrestre pour obtenir un retrait irakien du Koweït et que l'offensive aérienne devait se poursuivre. Selon ces responsables, M. Bush a également assuré qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu tant que l'Irak ne se sera pas retiré du Koweït. « Il n'y aura pas d'arrêts intermittents des hostilités », a déclaré M^{me} Shoshana Cardin, l'une des responsables de la Conférence des présidents des principales organisations juives américaines, citant le président américain. Selon elle, M. Bush estime qu'« il y aura plus de bombardements aériens avant qu'il y ait une guerre terrestre ». « Il n'est pas désirable pour l'instinct d'engager un conflit terrestre », a-t-elle conclu. (AFP, Reuters, AP.)

Des unités irakiennes menacent l'Arabie saoudite

Suite de la première page

A cette occasion il s'était même félicité de la reprise quasi totale de la ville par l'armée saoudienne, appuyée par l'artillerie et des hélicoptères Cobra des « marines » américaines. Pour son premier engagement réel dans un conflit, l'armée saoudienne avait en effet, après trente-six heures de combats, réussi à repousser presque entièrement l'offensive irakienne, menée par six cents à huit cents hommes et cinquante chars.

Toute la journée de jeudi, les combats avaient fait rage à Khafji. Un combat dans lequel s'affrontaient une division blindée saoudienne et des unités du Qatar déployées dans le cadre de la force commune des pays du Golfe, et les troupes irakiennes qui avaient pris possession de cette ville frontalière saoudienne mardi à minuit, alors que bizarrement elle n'était pas défendue.

En première ligne, l'armée saoudienne, qui opérait avec ses chars, était soutenue à environ 5 kilomètres derrière elle, par l'artillerie des « marines » et par les hélicoptères Cobra appelés en renfort, dont les missiles Dow ont, semble-t-il, fait mordre sur les blindés irakiens : quarante-six chars et transports de troupes de fabrication soviétique ont été détruits selon un officier américain. Plusieurs brûlaient encore dans la nuit.

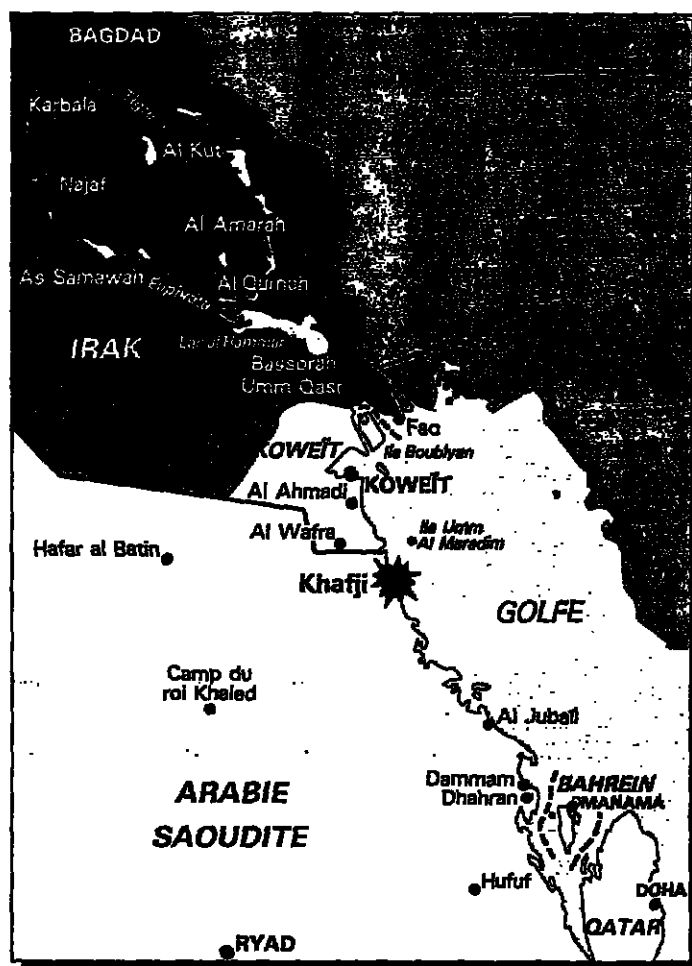
Tandis qu'en début d'après-midi la plus grande partie des troupes irakiennes qui s'étaient vues encerclées et leurs chars détruits, se rendaient, selon un officier de liaison américain, les échanges d'artillerie se poursuivaient dans certains quartiers. Notamment autour du château d'eau, poste d'observation pour les troupes irakiennes, qui, à

force d'être systématiquement visé, se désagrégeait dans des nuages de poussière. Les troupes saoudiennes tentaient aussi de gêner la retraite des unités irakiennes.

Deux cents morts et blessés

A l'issue de ces combats terrestres les plus violents depuis le début de la guerre, les troupes saoudiennes auraient fait, selon le général Khaled Ben Sultan, trois cent cinquante prisonniers irakiens, qui ont été conduits jeudi soir dans un camp aménagé en plein désert. En uniforme, semblant exténués, certains d'entre eux ont précisé n'avoir pas mangé depuis deux jours. Les pertes irakiennes sont évaluées, de source américaine, à environ deux cents morts et blessés alors que, selon le commandant en chef saoudien, l'armée ou la garde nationale saoudienne n'ont eu que six morts et huit blessés et deux tanks détruits.

Après que l'armée saoudienne eut repris la plus grande partie de la ville, les « marines » sont allés récupérer à l'intérieur deux de leurs unités de reconnaissance et de renseignements composées de six hommes chacune, qui avaient été surprises mardi soir par l'entrée des troupes irakiennes. Cachés au sommet d'un immeuble, d'où ils avaient précipité leur chef, ils avaient pu donner de précieuses indications à l'artillerie américaine sur l'emplacement des troupes irakiennes, ces hommes n'avaient pas été détectés par les soldats de Bagdad. Selon le colonel John Admire, commandant de la task force de la première division des « marines », les soldats irakiens ont pénétré par deux fois dans l'immeuble, mais sans repérer



les deux hommes, qui avaient pris soin, a-t-il précisé, de détruire leur code de transmission ainsi que certains documents secrets pour le cas où ils seraient pris. En revanche, deux soldats américains, un homme et une femme, que Radio-Bagdad a annoncé avoir faits prisonniers, sont portés manquants.

Ces deux soldats, qui appartiennent à une unité de transports motorisés basé à Dhahran, auraient disparu, indique-t-on de

source américaine, alors qu'ils effectuaient une mission de transport et non de combat) sur une route parallèle à un pipeline qui court entre 40 et 180 kilomètres, au sud de la frontière saoudo-kuwaitienne. Rien ne prouve donc pour l'instant que leur disparition soit liée au combat de Khafji et les opérations de recherches pour les localiser se poursuivent.

Offensive suicidaire

Minimisée par le commandement américain, jugée « suicidaire » par le général Khaled Bin Sultan, l'offensive irakienne n'en démontre pas moins que le président Saddam Hussein veut signifier au moins à l'opinion arabe, sur laquelle semblent encore reposer quelques-uns de ses espoirs, que son armée est capable d'affronter l'imposante coalition alliée rassemblée contre lui. Pour sa propagande, ce premier affrontement de deux armées arabes, dont l'une était soutenue par l'artillerie américaine, n'est sûrement pas inutile.

Pour l'heure, à Khafji, les considérations politiques ne sont pas de mise. Dans la nuit, alors que le grondement des bombardiers lâchant leurs tonnes de munitions sur les troupes irakiennes des premières lignes massées à plusieurs kilomètres de là était distinctement entendu, le ciel de la ville rougeoyait encore des derniers échanges d'artillerie entre Saoudiens et Irakiens. Les vestiges de la bataille étaient visibles le long des rues bien que, dans l'obscurité, la plupart des maisons aient l'air d'avoir été peu touchées, à l'exception bien sûr des immeubles atteints par les missiles.

Houreur de cette première victoire, les soldats saoudiens et du Qatar et un petit détachement koweïtien, qui avaient réussi à quitter Khafji sans dommage, se congratulèrent en attendant le prochain round. La grande offensive terrestre n'est certes pas commencée, mais visiblement le président Saddam Hussein entend montrer que sur ce terrain le prix à payer sera élevé.

FRANÇOISE CHIPAUX

Du EC-130 Compass Call au AC-130 Spectre

Les Etats-Unis ont reconnu avoir perdu, au-dessus de l'Irak, un avion quadri-turbopropulseur C-130 Hercules, sans préciser sa mission ni la composition exacte de son équipage, qui permettrait d'en déduire le type d'opération qu'il menait.

Car, au sein de la panoplie américaine, le C-130 n'est pas seulement un avion de transport sur longue distance, de ce modèle dont la France a acquis une douzaine d'exemplaires.

Le C-130 peut être, aussi, dans sa version EC-130H Compass Call, un appareil conçu pour la surveillance électronique du champ de bataille et le brouillage des communications adverses (notamment les radars et les transmissions). Dans

cette version, cet appareil est un peu comparable au Transal Gabriel de guerre électronique que la France a déployé, au sein de son dispositif « Daguet », sur une base saoudienne.

Enfin, il existe une version AC-130 Spectre ou, encore, Gunship, qui est un avion destiné à détruire des objectifs de nuit, avec une grande précision, à l'occasion de missions spéciales. Le Spectre est armé d'un canon de 105, d'un canon de 40, de deux canons de 20 et de deux mitrailleuses de 7,62 représentant, au total, une puissance de feu de 17 000 coups à la minute. Il intervient à l'appui rapproché de commandos au sol, en mission de reconnaissance armée ou de sauvetage.

La femme soldat américaine portée disparue serait la première prisonnière de la guerre

La femme soldat américaine portée disparue jeudi 31 janvier, en même temps qu'un autre soldat alors qu'ils se trouvaient tous deux en mission dans le nord de l'Arabie saoudite, pourrait bien être la première prisonnière de guerre (POW) du Golfe. De source militaire, on précisait que les deux MIA (Missing in action) disparus n'étaient pas impliqués dans les combats.

Pour étonnante qu'ait pu être cette nouvelle, ce n'est pas la première fois pourtant que des femmes sont prisonnières. A Washington, une spécialiste de l'histoire des femmes dans l'armée, M^{me} Linda Pauw, a déclaré à l'AFP qu'« il y avait eu des femmes prisonnières de guerre dans l'histoire américaine ». « Mais personne n'avait auparavant fait d'histoires à propos du sexe » des soldats, a ajouté M^{me} de Pauw, présidente du Centre Minerva, chargé de ces problèmes. Dans le passé, le nombre de femmes victimes de guerre ou de prisonnières passait souvent inaperçu car elles appartenaient au personnel médical, a ajouté M^{me} de Pauw. Durant la seconde guerre mondiale, 67 infirmières américaines avaient ainsi été capturées par les Japonais après la chute de l'île de Corregidor, aux Philippines. Une autre l'avait été par les Allemands. De tels incidents n'ont pas eu lieu durant la guerre du Vietnam.

Regoûter les effectifs

La perception des femmes militaires aux Etats-Unis a cependant changé depuis qu'une femme, un capitaine de vingt-neuf ans, a mené un assaut durant l'invasion américaine du Panama, il y a plus d'un an. Depuis, le nombre de femmes dans le Golfe s'est considérablement accru, passant à 30 000 sur quelque 500 000 militaires actuellement déployés, ce qui représente une proportion de femmes dix fois supérieure à celle autorisée durant la guerre du Vietnam.

A cela une excellente raison, si l'on en croit d'autres spécialistes militaires américains : après la suppression du service militaire en 1973 pour « en tenir à un strict

volontariat, les chiffres des nouvelles recrues étaient loin d'être satisfaisants et leur niveau n'était pas non plus à la hauteur des critères exigés par l'armée.

L'ouverture aux femmes, effectuée surtout au début des années 80, qui a permis à certaines de trouver un travail ou une certaine émancipation, est venue à point nommé pour regonfler les effectifs. Et du même coup leur redonner une certaine « qualité ». D'après les statistiques officielles, les femmes ont ainsi représenté entre 1981 et 1983 jusqu'à 13 % du total des nouveaux engagés. En outre 92 % d'entre elles avaient accompli leurs études secondaires ou supérieures, contre seulement 62 % pour les hommes.

Reste que les règlements leur interdisent toujours officiellement de participer directement aux combats, d'être déployées dans des navires de guerre ou de piloter des chasseurs. Mais elles sont de plus en plus affectées à des positions rapprochées du théâtre des combats. « Le combat direct est devenu une définition érotique. Cela ne veut pas dire que vous ne pouvez pas ouvrir le feu », a également indiqué M^{me} de Pauw, puisque les femmes ont le droit d'être engagées dans les combats « défensifs ».

Des B-52 américains effectueront des raids à partir de la Grande-Bretagne

Des bombardiers lourds américains B-52 effectueront des missions en Irak et au Koweït à partir de la Grande-Bretagne. M. Tom King, ministre de la Défense, a annoncé, jeudi 31 janvier, devant les Communes que le gouvernement avait donné son accord à l'utilisation, par un « nombre limité » de B-52, de la base aérienne de Fairford, dans le Gloucestershire, à 120 kilomètres à l'ouest de Londres. Cette base avait déjà été utilisée en avril 1986 lors du raid américain contre la Libye.

LONDRES

de notre correspondant

Il semble que seulement une vingtaine de B-52 opéreront à partir de Fairford. Ces appareils mettront de six à huit heures pour atteindre leurs cibles et devront être ravitaillés en vol. Ils seront notamment chargés d'effectuer des « bombardements de saturation » sur la garde républicaine. La décision d'utiliser cette base a été prise en raison du manque de place sur les autres aéroports militaires susceptibles d'accueillir les B-52.

M. King a d'autre part révélé que les Britanniques déployaient désormais 42 000 hommes dans le Golfe et que le coût de l'opération atteignait

1,25 milliard de livres (12,5 milliards de francs). Il s'est réjoui de la décision allemande de contribuer, pour 270 millions de livres, à l'effort de guerre britannique et a exprimé l'espoir que « d'autres pays amis et alliés » suivront cet exemple. Les regards sont désormais tournés vers le Japon.

M. King a également présenté un bilan de l'action alliée deux semaines après le début des hostilités. Les raids aériens ont permis, selon lui, « la destruction de toutes les installations nucléaires et de la moitié des centres de production d'armes chimiques et biologiques, des dépôts de carburant et de munitions, la mise hors service d'un grand nombre d'aéroports et la réduction progressive de la capacité à lancer des missiles Scud ». Cinq des dix-neuf appareils perdus au combat par les alliés sont britanniques.

M. Dan Quayle, vice-président des Etats-Unis, en visite en Grande-Bretagne, a cité jeudi la mise à la disposition de l'aviation américaine de la base de Fairford comme la preuve de l'excellente coopération entre les deux pays. M. Quayle s'est entretenu, au 10 Downing Street, avec le premier ministre, M. John Major. Il a affirmé que les alliés « n'étaient pas pressés de commencer l'offensive terrestre ». Le vice-président américain avait déclaré, avant son entretien à la chaîne CNN, qu'il fallait se débarrasser de Saddam Hussein. Il a rectifié ses propos quelques heures plus tard

en précisant que l'objectif américain « n'était pas de lui faire quitter le pouvoir mais le Koweït ».

Les Britanniques ont appris avec inquiétude la mission en Iran du secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Schœrer (voir page 3). Le Foreign Office n'avait pas été averti de cette visite, qui suscite tel la crainte que la France se lance à nouveau dans des initiatives de paix sans consulter ses alliés. Un haut responsable du Foreign Office a reçu par téléphone, du Quai d'Orsay, l'assurance que ces craintes étaient « absurdes ».

Le nouveau ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, qui devait faire, vendredi 1^{er} février, une brève visite à Londres, sera probablement interrogé à ce sujet par ses interlocuteurs britanniques. Il devrait s'efforcer de les rassurer sur les intentions françaises au cours de son entretien avec M. King.

DOMINIQUE DHOMBRES

Des B-52 utiliseraient la base de Moron en Espagne. - Des bombardiers américains B-52 utilisent depuis dix jours la base hispano-américaine de Moron-de-la-Frontera dans le sud de l'Espagne, où ils chargent des bombes avant de s'envoler vers une destination « inconnue », affirme, vendredi 1^{er} février, le quotidien *El País*, citant des sources militaires. - (AFP.)



LA GUERRE DU GOLFE

militaire

La Turquie en première ligne

Près de la frontière irakienne, avions et hélicoptères américains décollent chaque jour de la base turque de Batman

BATMAN

de notre envoyée spéciale

Accroupi près du pôle dans l'obscurité enfumée de la grotte, le vieux berrig, et quelques troglodytes qui ont choisi de demeurer dans les ruines grandioses de Hasankeyf, autrefois une puissante capitale, est un des rares habitants du sud-est de la Turquie que la guerre, qui se déroule de l'autre côté de la frontière irakienne, ne semble pas avoir affecté : « Comment pourrais-je savoir qui a tort ou raison ? Allah décidera ! » Ces quelques familles, qui vivent isolées avec un accès très limité aux informations, ont vu débarquer, il y a deux semaines, plusieurs dizaines d'habitants de la ville voisine de Batman, venus chercher refuge contre d'éventuels bombardements chimiques dans les centaines de cavernes creusées il y a plusieurs siècles dans les falaises surplombant le Tigre.

La vie dans les cavernes ne convient pas à tout le monde, et les habitants sont restés chez eux après quelques jours. Un semblant de vie normale a repris à Batman, mais 20 % des habitants sont encore absents, et les avions et hélicoptères

américains qui décollent quotidiennement de la base aérienne située aux portes de la ville, ainsi que la silhouette des hautes cheminées de la raffinerie pétrolière rappellent constamment que Batman pourrait être la cible pour des représailles irakiennes.

La région tout entière est en état d'attente inquiète. La vie économique, déjà ralentie par l'embargo, s'est arrêtée complètement depuis le début des hostilités. L'avenir est si incertain que les marchands ne paient plus leurs fournisseurs, et de nombreuses boutiques sont fermées. A Cizre, à 30 kilomètres de la frontière irakienne, les rues étaient complètement désertes jeudi. Les centaines d'échoppes, où s'arrêtaient autrefois les cinq mille camionneurs qui franchissaient quotidiennement cette frontière, n'avaient pas même levé leurs stores métalliques.

La télévision officielle, qui, au plus fort de la panique qui a précédé le début de la guerre, continuait d'affirmer qu'il n'y avait rien d'inhabituel, annonce aujourd'hui que la situation est à nouveau normale. Les déclarations rassurantes des autorités sont démenties par une activité militaire

incessante et, sur les collines dominées par Cizre, des camps militaires gigantesques ont été déployés, avec artillerie et chars, dans des champs brouillés et enneigés.

Après deux semaines de guerre, le gouvernement commence tout juste à s'acquiescer du bien-être de la population, en majorité kurde, du Sud-Est. Mais les mesures de sécurité qui ont été prises sont insuffisantes.

A Batman, quelques abris sont signalés par des pancartes, mais ce sont pour la plupart des caves privées sans équipement. Un café, situé dans un sous-sol, pourrait également servir d'abri, bien qu'aucune précaution n'ait été prise pour isoler le local et éviter d'éventuelles émanations de gaz toxique. A Diyarbakir, la capitale régionale, le gouverneur affirme que la ville dispose de masques à gaz en

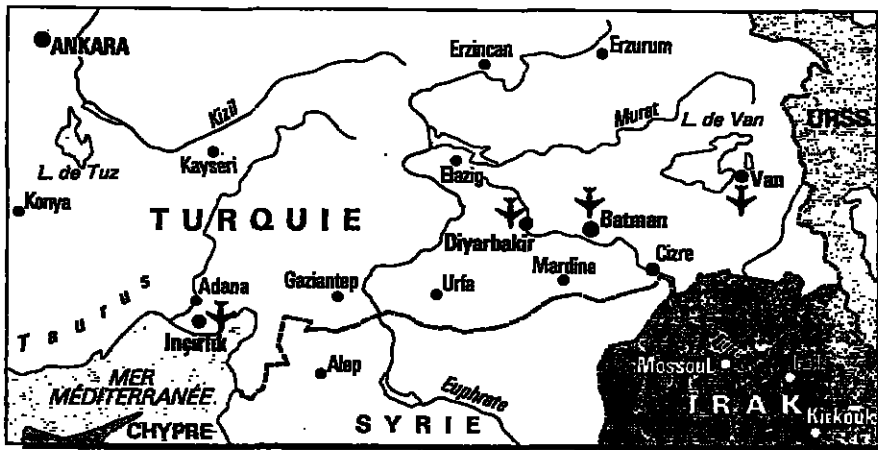
quantité suffisante. A Batman, 5 300 masques ont été reçus par le directeur de la protection civile pour une population de 150 000 personnes. Dans les deux cas, les autorités ont promis que les masques seront distribués « en cas d'urgence ».

Les habitants du Sud-Est ressentent amèrement ce qu'ils considèrent comme un manque de responsabilité de la part du gouvernement, qui les a

placés dans une situation dangereuse, en première ligne, en autorisant les avions américains à bombarder l'Irak à partir de la Turquie, sans leur donner les moyens de se protéger de façon adéquate. La population n'a cependant pas attendu l'aide des autorités, avec lesquelles ses relations sont de toute façon tendues, pour prendre des dispositions. De nombreuses familles ont calfeutré leurs fenêtres avec des feuilles de plastique ou des bandes isolantes. D'autres gardent toujours à proximité un seau d'eau et des serviettes pour protéger leur visage.

Au monastère syriaque de Mar-Gabriel, qui a survécu à de nombreux conflits au cours de ses mille six cents ans d'existence, les moines acceptent la situation actuelle avec philosophie, ce qui ne les empêche pas d'avoir organisé leur défense. Un mur épais a été construit à l'entrée d'une crypte du quatrième siècle, où les religieux pourraient, si nécessaire, s'abriter avec, à leur côté, la présence rassurante du sépulchre de Jean l'Arabe, un moine du septième siècle, dont l'os a été lissé et poli par les baisers de tant et tant de fidèles au cours des siècles.

NICOLE POPE



Jérusalem accuse les Palestiniens d'ouvrir un deuxième front dans le sud du Liban

Des responsables de la défense israélienne ont accusé les Palestiniens, jeudi 31 janvier, de chercher à ouvrir un « deuxième front » dans le conflit du Golfe, en bombardant de roquettes des objectifs israéliens dans le sud du Liban.

Des dizaines de roquettes sont tombées pour la troisième nuit consécutive sur la zone de sécurité instaurée par l'Etat hébreu au nord de sa frontière, a annoncé, jeudi, l'armée israélienne. Dans la soirée, l'armée a bombardé quatre villages du Liban sud où sont déployés des combattants de l'OLP et des miliciens libanais chiites.

La population a commencé à fuir le camp de Rachidien, qui abrite dix-sept mille réfugiés et constitue un flot armé sous le contrôle de l'OLP. Quelque cent cinquante familles ont quitté ce camp qui a subi, jeudi, un violent bombardement de l'armée israélienne - le deuxième en trois jours - après le tir, à l'aube, par des combattants palestiniens, de quatre-vingts missiles Grad vers Israël.

Le général Antoine Lahad, qui commande la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban sud (ALS), a estimé que « la riposte

de l'ALS et d'Israël aux bombardements palestiniens a été insuffisante ». « Si les tirs continuent nous frapperons plus fort et transformerons le Liban sud en terre brûlée », a-t-il prévenu.

De son côté, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), une des trois principales composantes de l'OLP, a reconnu, jeudi, la mort de trois de ses combattants lors d'une tentative d'infiltration en Israël. Dans un communiqué, le FDLP, a en outre, réitéré son intention de poursuivre les attaques anti-israéliennes « pour faire face à l'agression contre l'Irak et défendre l'intégrité ». — (AFP, Reuters.)

M. Mitterrand a téléphoné à une famille israélienne. — Le président Mitterrand s'est entretenu jeudi 31 janvier, par téléphone, avec une famille d'agriculteurs israéliens du kibboutz Kfar Hanassi, où l'un de ses deux fils avait séjourné dans le pays. Selon M. Schmuël Avidor, le chef de famille, M. Mitterrand s'est enquis de la situation dans le pays. Lors de sa dernière visite en Israël, le chef de l'Etat s'était rendu dans cette famille. — (AFP.)

La « voix » d'Israël dans la « drôle de guerre »

Quand un jeune général, fort civil, alerte, informe et rassure un pays inquiet

JERUSALEM

de notre correspondant

« C'est notre valium national », « le Grand Tranquillisant », « le lien entre le gouvernement et le peuple aux abris ». Une fois de plus, jeudi soir 31 janvier, le général Nahman Shai s'est acquitté de la mission très spéciale qui lui revient dans la « drôle de guerre » que vit Israël : il est, à la radio et à la télévision, « la voix » qui informe. Elle se fait entendre quelques minutes après les hurlements des sirènes d'alarme, lorsque toute la population est dans les pièces épaisses, masquées à gaz à portée de mains ou déjà sur le visage.

Comme dans une séquence maintenant bien ordonnée, presque sans surprise, les hurlements des sirènes à deux tons viennent d'abord glacer le sang. Suit, à la radio, un premier message pré-enregistré, annonçant que des missiles viennent d'être tirés sur Israël. Enfin, quelques minutes plus tard, c'est « la voix », celle du général Shai, celle qui vient donner les premières précisions alarmistes ou rassurantes.

Le pays est divisé en six zones, désignées chacune par une lettre de l'alphabet hébreu, et Shai commence toujours par donner la lettre de l'endroit « où c'est tombé » ; tout le reste du pays, éprouvant un incontestable soulagement, est alors autorisé à quitter masques à gaz et pièces épaisses.

La deuxième information prend plus de temps. Elle est annoncée avec prudence, après que les équipes de la défense civile, en combinaison NBC (nucléaire-bactériologique-chimique), ont vérifié le point d'impact : « C'est du conventionnel », a toujours dit Nahman Shai, jusqu'à présent. Il intervient une troisième fois pour indiquer, le cas échéant, le bilan des victimes et des dégâts matériels.

Le style Shai est le plus éloquent des traditions militaires, du « négatif-positif » soigneusement aboyé au micro. Nahman Shai travaille sur le mode de la conversation, sérieux mais calme, ton doux et propos mesurés, n'hésitant jamais à dire qu'il ne sait pas, ou pas encore, comme s'il donnait avec une extrême attention une sorte de bulletin météorologique... un peu spécial. Il refuse rarement une note d'humour ou peut laisser transparaître une certaine lassitude, mais sans jamais céder au découragement. Il sait qu'il est en première ligne, responsable du moral du pays, en ces quelques minutes cruciales où plusieurs millions de personnes l'écoutent dans un silence total.

Quarante-quatre ans, marié, père de trois enfants, visage d'étudiant - qui apparaît en médaillon à la télévision au moment des alertes - il est devenu une figure nationale. Très symboliquement, il est « le » général de cette « bataille de l'ar-

rière », stratège du micro, porte-parole sécurisant d'une campagne de défense civile. Nahman Shai est un général d'adoption et ne le cache pas : le grade va automatiquement avec la fonction qu'il exerce, celle de porte-parole de l'armée israélienne. Mais il a pris du galon dans le civil : il a été journaliste (presse écrite et télévision) avant d'entrer au service de presse du ministère des affaires étrangères, d'être porte-parole de l'ambassade à Washington puis, tout dernièrement, patron de la radio de l'armée, une des plus écoutées du pays.

Aide militaire allemande

Jeudi soir, donc, Shai a de nouveau commenté, presque en direct, le dernier en date des tirs de missiles irakiens sur Israël. Il était un peu plus de 18 heures et, pour la deuxième fois consécutive, l'Irak a touché les Palestiniens des territoires occupés. La vingt-huitième fusée al Hussein, dirigée contre l'Etat hébreu, est allée s'écraser en Cisjordanie, près d'un village palestinien et tout de même assez loin de la région côtière. « Ni victimes, ni dégâts », a annoncé la radio israélienne en indiquant qu'aucun missile anti-missile Patriot n'avait apparemment été

tiré sur la fusée irakienne. Le bouclier de Patriot ne couvrirait que certaines régions urbaines.

Deux semaines après le début de la guerre du Golfe, le porte-parole de la défense civile ont dressé un premier bilan des huit salves de missiles déjà lancées sur Israël. Quatorze personnes sont décédées des suites de ces bombardements. Le chiffre comprend des morts par étouffement dû aux masques à gaz, par crise cardiaque ou bien des suites de blessures directes ou indirectes. On compte près d'un millier de blessés, trois mille familles sans abri et des destructions matérielles assez importantes.

Les milieux militaires n'en manifestent pas moins un prudent soulagement. Les tirs de Saddam Hussein, disent-ils, semblent de plus en plus courts et de plus en plus imprécis, comme si les bombardements sur la zone des rampes de lancement commençaient à se faire sentir. De même ne cachait-on pas une grande satisfaction devant l'aide militaire d'urgence de quelque 700 millions de dollars débloquée par l'Allemagne et qui se traduit déjà par l'arrivée de nouvelles batteries de Patriot et de véhicules blindés de détection et de contamination de type Fuchs.

Nahman Shai avait quelques bonnes nouvelles à annoncer à « son public ».

ALAIN FRACHON

Pour les juifs « irakiens » d'Israël

« L'ennemi numéro un de la paix, c'est Saddam Hussein »

JERUSALEM

de notre envoyé spécial

Ran Cohen rêve de revoir un jour sa ville natale, revenue sur les lieux de son enfance, sentir à nouveau les odeurs qui ont marqué sa jeunesse, celles d'une ville arabe : Bagdad. Mais un jour de paix, et en touriste, souligne ce colonel - de réserve - d'une unité parachutiste de l'armée israélienne. Donc, aux yeux d'un homme qui est aujourd'hui député du Ratz (centre gauche) et militant du camp de la paix, après que Saddam Hussein aura été éliminé. Car, pour cet « irakien » qui a vainement tenté en 1990 d'établir des relations informelles avec l'Irak - du type de celles qui ont été nouées entre Israël et le Maroc par l'intermédiaire de la communauté juive de ce dernier pays - « l'ennemi numéro un de la paix, c'est Saddam Hussein ».

« Je suis partisan de négociations avec tout le monde, même avec le diable, mais aujourd'hui l'élimination de Saddam Hussein est une nécessité absolue », dit-il,

car ce « dictateur » a tué toute chance de paix dans la région pour un moment, et l'on ne pourra rétablir une atmosphère de paix sans éliminer Saddam Hussein. Ran Cohen - blessé deux fois, « pas par des Arabes mais par des Israéliens » qui l'accusaient de « trahison » - explique que Saddam Hussein a brossé un processus laborieux : « Nous avons mis des années à voir l'OLP changer, mais à partir de maintenant - et avec les prises de position pro-irakiennes de Yasser Arafat - il est très difficile d'entretiens de nouvelles relations avec la centrale palestinienne. » « Peut-être après la guerre verra-t-on la possibilité d'une nouvelle initiative de paix », estime-t-il, mais pour l'instant la priorité est à la destruction de l'arsenal irakien. Pour Ran Cohen, il ne fait aucun doute que si Saddam Hussein possède des armes chimiques, bactériologiques ou nucléaires, il les utilisera.

Autre « irakien », Shlomo Hillel, ancien ministre, ancien président de la Knesset et député travail-

liste, partage ce point de vue. Pour Saddam Hussein, « seule compte la force militaire », et « il pense qu'il peut arriver à satisfaire son orgueil, il ira jusqu'au bout ». Autrement dit, si le président irakien juge de son intérêt - « et s'il en a les moyens » - d'utiliser « le chimique, le bactériologique ou le nucléaire pour causer des dégâts n'importe où, il le fera sans tenir compte du prix que son peuple devra payer pour cela ».

Si Saddam Hussein survit aux attaques alliées, même s'il perd la guerre, il sera considéré dans le monde arabe comme le véritable vainqueur, tel Nasser après la guerre de 1967, estime encore Shlomo Hillel. Celui-ci, originaire de Bagdad, fut - alors qu'il avait à peine dépassé vingt ans - le principal artisan de l'immigration clandestine de quelque 150 000 juifs d'Irak entre 1945 et 1951 (1). A ce titre, il a parcouru une bonne partie du monde arabe, réussissant le « sauvetage » d'une communauté hier menacée et qui, aujourd'hui, est largement repré-

sentée dans tous les secteurs d'activité d'Israël, ce qui est en politique, dans l'armée - qui a compté un chef d'état-major « irakien » - ou dans le monde des affaires. Triste retour de l'histoire : deux des banlieues de Tel-Aviv les plus touchées par les missiles Al Hussein sont des quartiers « irakiens ». Saddam Hussein aura peut-être été battu, son armée vaincue, poursuit Shlomo Hillel, mais il sera celui qui a lutté contre le monde entier. « Déjà il a l'appui de la rue arabe » et il deviendra le « héros ».

Le danger de la « bête blessée »

Tel est justement le but du « dictateur irakien », dit Ran Cohen : rassembler sous sa férule le monde arabe, en devenir le seul leader après avoir évincé les régimes modérés comme celui du Caire, les monarchies telles que la dynastie wahhabite ou d'autres dictateurs comme Assad de Syrie. Mais, pour arri-

ver à ses fins, il a besoin d'Israël, dont il veut se servir comme d'un outil. C'est pour cela, insiste Ran Cohen, que l'Etat hébreu ne doit en aucun cas intervenir dans la guerre du Golfe et doit, au contraire, laisser agir les armées alliées. Une position que le soldat-député ne vit pas toujours facilement, par exemple, lors des alertes aux missiles. « Quand je pense que je suis colonel des parachutistes et que je suis là », ne peut-il s'empêcher de dire, coïncé avec sa famille dans la pièce étanche de son appartement de Jérusalem.

Malgré un consensus en faveur de la « retenue », maintenu tant bien que mal en Israël, la question d'une éventuelle riposte aux attaques répétées de l'Irak n'est toutefois pas sans poser problème à certains, surtout au regard des performances de l'aviation alliée. « Si Israël est persuadé que l'Irak sortira de la guerre avec un potentiel militaire suffisamment réduit pour ne plus représenter un danger sérieux, il ne bougera pas », assure Shlomo

Hillel. Quant aux déclarations de M. Itzhak Shamir ou de son ministre des affaires étrangères, M. David Levy, selon lesquelles, Bagdad ayant « dépassé la ligne rouge », Israël ripostera à un moment ou à un autre, Shlomo Hillel en relativise la portée : « Nous devons le dire », confie-t-il, avant d'ajouter qu'il n'est cependant pas dans les habitudes du pays de frapper inutilement, de « perdre un seul homme, un seul avion pour satisfaire notre orgueil ».

En revanche, souligne Shlomo Hillel, « si Israël est convaincu que le travail n'est pas fini, alors se posera un problème, car une bête blessée est très dangereuse. Un Irak qui aura échoué contre le Koweït et les Américains n'aura plus qu'un pays contre lequel utiliser son potentiel militaire. L'Israël sera véritablement en danger ».

YVES HELLER

(1) Shlomo Hillel a raconté cet épisode dramatique de sa vie dans un livre, le « Souffle du Levant », publié aux éditions Didier Érudition, dans la collection « Grands documents ».

LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences du conflit

Un journaliste britannique maltraité par des soldats irakiens

Le journaliste britannique Bruce Cheesman, qui avait disparu à Bagdad au moment du déclenchement de la guerre, a déclaré, en revenant d'Irak, avoir subi de mauvais traitements de la part de soldats irakiens qui l'avaient pris pour un pilote américain. Dans un article publié jeudi 31 janvier par le quotidien *Evening Standard* de Londres, l'un des deux journaux pour lesquels il travaillait à Bagdad, M. Bruce Cheesman, trente-cinq ans, raconte être sorti de son hôtel pour chercher un téléphone, peu après le début du premier bombardement allié sur Bagdad, le 17 janvier.

« En tournant au coin d'une rue, j'ai été soudain agrippé par derrière par un soldat. Il m'a saisi aux épaules et lorsqu'il a crié « un pilote américain », d'autres soldats ont accouru. »

Conduit au QG de l'armée de l'air, il a été délesté de sa seule pièce d'identité et des 2 700 dollars qu'il portait sur lui. Obligé de s'allonger sur le sol, il a été ligoté, et, les yeux bandés, transféré d'un bâtiment à un autre, pendant que les bombes pleuvaient sur la ville.

Tandis qu'ils le soumettaient à un interrogatoire « musclé », les militaires lui ont dit que sa cellule était celle du journaliste britannique, d'origine iranienne, Farzad Bazoft, pendu l'année dernière après avoir été condamné pour espionnage parce qu'il avait tenté d'enquêter sur une explosion dans une usine militaire proche de Bagdad.

M. Cheesman a passé quatre jours les mains attachées, dans une cellule de cinq mètres sur quatre, nourri d'une assiette de bouillie d'avoine, pas même bonne pour un animal, dit-il. Quand il demandait à aller aux toilettes, ses gardiens se moquaient de lui et lui donnaient des coups. En deux jours, il a été autorisé une seule fois à faire ses besoins, et ses bourreaux, pendant ce temps, le frappaient au ventre. Le quatrième jour, le ministère de l'information a finalement confirmé sa véritable identité. Les responsables du ministère qu'il a ensuite rencontrés paraissaient embarrassés de ce qui s'était passé. M. Cheesman est arrivé à Amman jeudi. — (Reuters, AP, UPI.)

La Croix-Rouge appelle au respect des lois de la guerre

GENÈVE

de notre correspondante

Devant les violations par M. Saddam Hussein de la convention internationale sur les prisonniers de guerre, que l'Irak a signée, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a coutume de s'écarter d'une neutralité parfois considérée comme compassée et rigide, a lancé, vendredi 1^{er} février, par la voix de son président, M. Cornelio Sammaruga, un appel solennel :

« Dans la guerre qui fait rage au Moyen-Orient, les destructions infligées de toutes parts risquent d'être immenses, peut-être sans précédent dans cette région du monde. Des millions de civils ont été pris au piège de l'occupation et des bombardements, sans refuge possible et sans protection. Le nombre de combattants tombés en mains ennemies s'accroît. Des centaines de milliers de jeunes gens s'apprêtent à affronter des combats terrestres qui s'annoncent meurtriers. La détermination des adversaires en présence et l'accumulation d'un potentiel destructeur redoutable laissent présager des dévastations irréversibles. Lorsque le voile de la censure se lève, toute l'horreur des souffrances infligées aux peuples de la région, aux combattants et à leurs familles s'étalera aux yeux du monde. »

« L'un des aspects les plus inquiétants de ce conflit est de constater que les lois de la guerre, qui sont l'expression des principes irreductibles et universels de l'humanité et des exigences de la conscience publique, pourraient sombrer face à d'effrayantes impétuosités politiques, militaires ou de propagande. »

« Le droit de choisir des méthodes ou des moyens de guerre n'est pas illimité. Les armes indiscriminées ou aveugles, celles qui portent atteinte de façon disproportionnée aux êtres humains et à l'environnement sont prohibées. Les blessés, civils et militaires, les prisonniers doivent faire l'objet d'une attention et d'une protection particulières, selon des règles précises que l'ensemble des États du monde se sont engagés à respecter. »

« C'est pourquoi le CICR lance aujourd'hui, au nom de toutes les »

victimaires civiles et militaires, un appel solennel à tous les belligérants pour que soient prises en compte sans délai les exigences d'humanité. Respecter les victimes et les traiter avec humanité dans l'esprit des Conventions de Genève, c'est l'expression d'un patrimoine universellement partagé, gage de réconciliation. C'est aussi la dernière chance offerte de prévenir un échec plus grave encore que le recours à la force. »

C'est évidemment à M. Saddam Hussein que s'adresse notamment la partie du message concernant les prisonniers de guerre et l'appel au respect des règles de la 3^e convention de Genève, que pas même Hitler n'a violée. Les délégués du CICR peuvent rendre visite sans difficulté aux prisonniers irakiens détenus en Arabie saoudite. Mais une référence à l'« universel » peut-elle être entendue par le président irakien ?

ISABELLE VICHNIAC

Déontologie sous surveillance

Les frictions entre médias et militaires continuent de susciter des réactions. Après la société des journalistes de TF 1, les syndicats de journalistes FO et CFTC de la chaîne ont dénoncé les « critiques injustifiées » du Conseil supérieur de l'audiovisuel concernant un reportage de TF 1 diffusé lundi 28 janvier (le Monde du 31 janvier). Pour sa part, la CSA a décidé d'envoyer en Arabie Saoudite deux de ses membres afin d'étudier sur place les conditions de travail des journalistes. Un conseiller de l'Elysée est également sur place dans le même but.

Les 19 députés de tous les groupes de l'Assemblée nationale, qui ont constitué un Observatoire parlementaire sur la couverture par les médias de la guerre du Golfe ont tenu une réunion de travail avec la CSA, et auditionneront mardi 5 février plusieurs associations de journalistes.

Enfin, le directeur de l'Humanité, M. Roland Laroy a déclaré que les journaux qu'il dirige « ne se considèrent pas engagés » par la « déclaration d'allégeance » que constitue la lettre du président de la Fédération nationale de la presse française, M. Claude Puh, adressée au premier ministre sur les difficultés rencontrées par les journalistes dans l'exercice de leur métier (le Monde du 1^{er} février).

Emigrés koweïtiens à Taëf

Pour les dirigeants de l'émirat repliés en Arabie saoudite, rien ne sera plus comme avant. Quant aux Américains, ils préparent déjà la reconstruction...

TAËF

de notre envoyé spécial

L'émir Jaber s'était un peu avancé : « Le retour au Koweït est imminent », avait-il prédit de Taëf, où « Son Altesse » est exilé avec son gouvernement. Et, comme un émir ne saurait mentir, les faits ont fallu lui donner raison. Arraché de haute lutte à une poignée de soldats irakiens, un flot koweïtien, presque une bande de sable, est tombé le surfeur aux mains des alliés.

Deux jours plus tard, un hélicoptère américain y débarquait un commando koweïtien pas peu fier d'y planter le drapeau de la « mère patrie ». Même si un porte-parole koweïtien a malencontreusement minimisé cet exploit en affirmant que les eaux recouvrent l'île de Qurah les deux tiers de l'année, cette « libération » est tombée à pic. C'est à peu près la seule bonne nouvelle dont l'émir Jaber pouvait se féliciter à ce moment-là.

Six mois d'occupation irakienne et quinze jours d'hostilités ont mis le Koweït à feu et à sang. Et cela ne fait que commencer. La guerre sera plus longue que ce que l'émir feint de croire, et l'après-guerre s'annonce plutôt sombre. Le pays sera en ruine et aspire déjà à plus de démocratie. Bon gré, mal gré, la famille de l'émir a promis de tenir compte de cette aspiration. Pour la dynastie des Al Sabah, qui régnait jusqu'ici sans partage sur le pays, quoique en tolérant une opposition légale et avec pour principal souci le cours du brut, c'est une concession de taille.

Rien ne sera plus comme avant : le dignitaire anonyme qui, sous son keffiyeh blanc, répète, entre deux gorgées de thé, les promesses faites à l'opposition commentée avec philosophie les événements. La situation n'est pas gaie pour les Koweïtiens de Taëf, auxquels le gouvernement saoudien a imposé un second exil, loin de tout, pour une prétendue raison de sécurité. Le centre-ville est à 20 kilomètres de l'hôtel Sheraton, où les Al Sabah ont été isolés. Ryd, la capitale, à deux heures d'avion, et Djeddah à trois heures de route.

Les promesses de la reconstruction

On ne peut imaginer paysage plus rude que ces montagnes calcaires où le gouvernement koweïtien prend son mal en patience. Un décor d'une austérité dénotant : c'est dans ces vallées désolées que Thomas Edward Lawrence gagna son nom de Lawrence d'Arabie, non loin de La Mecque, que des panneaux routiers interdisent aujourd'hui aux non-musulmans. L'été y est presque supportable et l'hiver souvent frisque. Noyés dans les nuages, au milieu des Mercedes princières, des soldats saoudiens avaient du mal, ce jour-là, à se réchauffer.

Ce sont les Saoudiens que l'on remarque d'abord dans l'enclave koweïtienne de Taëf, mais ce sont les Américains qui ont la cote. Le gouvernement en exil vit à l'heure de CNN, diffusée partout dans l'hôtel, et nombreux sont les hauts fonctionnaires qui arborent sur leur diadème la robe traditionnelle de la région — un petit insigne : la bannière étoilée mêlée aux couleurs koweïtiennes.

A l'heure des repas, on ne croise guère, en fait d'Occidentaux, que des Américains dans la salle à manger du Sheraton, où les ministres et leurs collaborateurs partagent l'ordinaire de l'hôtel. Les Américains ont pris racine à Taëf et ont ouvert dans le parc de l'hôtel une ambassade, la seule jusqu'à présent. Ils y poussent leurs pions, préparent activement l'après-guerre et ses lendemains prometteurs. Le Koweït sera presque entièrement à reconstruire et la course aux contrats est déjà commencée : tout ce que les pays riches comptent d'hommes d'affaires entrepreneurs connaît désormais l'adresse du Sheraton de Taëf.

Le chiffre de 25 milliards de dollars a été avancé par les Koweïtiens. C'est ce qui pourrait coûter la remise en état de leur pays saccagé par la guerre, routes et aéroports, centres de télécommunications et raffineries, denrées alimentaires et armements divers, sans compter les besoins qui n'ont pas encore été recensés.

Les Américains, sur lesquels repose l'essentiel de l'effort militaire, ont réclamé et obtiendront la plus grosse part du gâteau. Sous le nom de « programme d'urgence pour la reconstruction du Koweït », divers contrats ont été ou seront bientôt conduits à Washington pour l'équivalent de « plusieurs millions »

de dollars » avec des entreprises américaines, l'armée et des agences gouvernementales. Paris n'a pas les mêmes titres à faire valoir. Comme les autres ambassadeurs occidentaux, son représentant auprès du gouvernement koweïtien en exil, M. Jean Bressot, est installé à Djeddah, d'où il tente, par de fréquents voyages, de plaider la cause des Français.

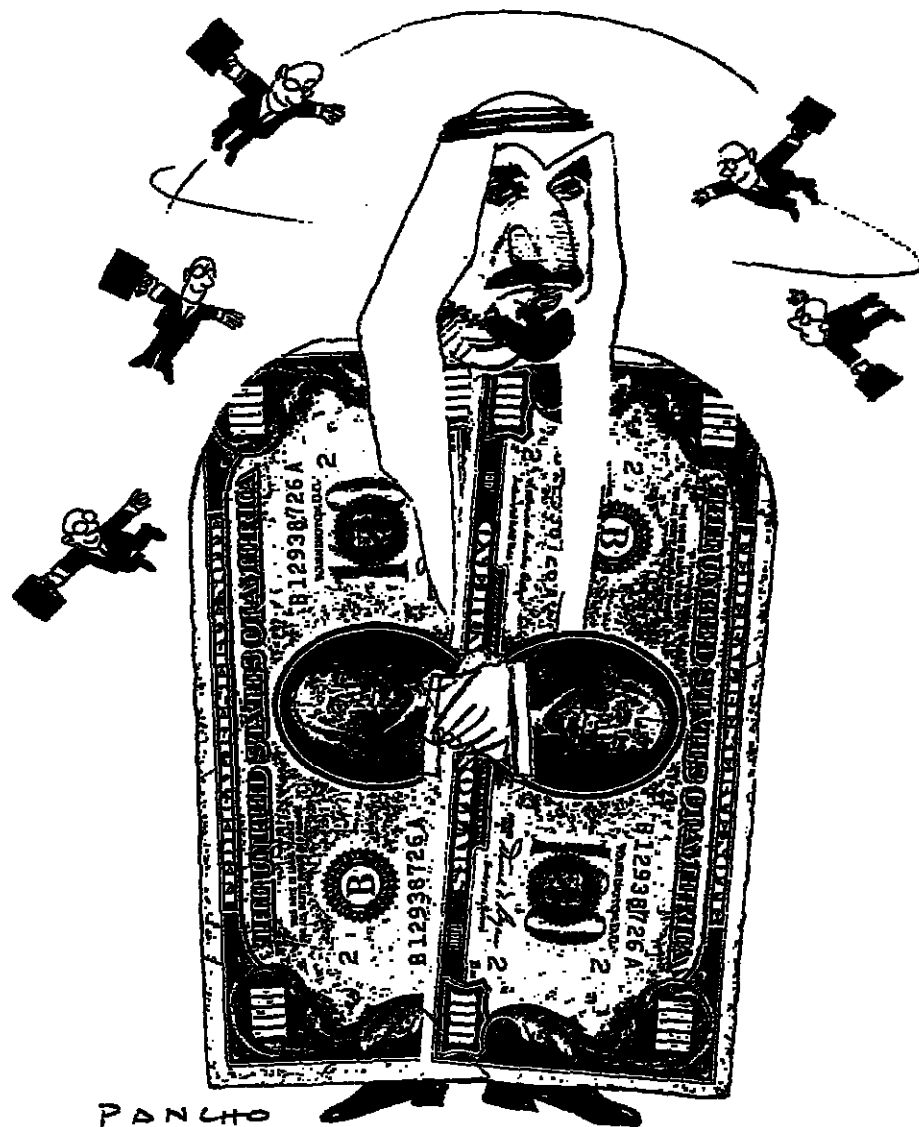
Un contrat de 655 millions de francs, portant sur des canons, a déjà été conclu par le Groupement industriel de l'armement terrestre. Le nouveau de l'émir, personnage influent du gouvernement, laisse entendre que son pays est intéressé par les compétences françaises en matière de communications, mais c'est à peu près tout.

La colossale richesse du Koweït continue d'exciter les convoitises. Déjà avant l'invasion irakienne, en 1989, le produit national brut annuel s'élevait à 27 000 dollars par citoyen koweïtien, un record dans la région du Golfe, même s'il faut ramener ce chiffre à de justes proportions : l'émirat ne comptait à l'époque que 650 000 nationaux pour 60 % d'étrangers. Six mois après le coup de force de Saddam Hussein, les choses ont à peine changé.

100 milliards de dollars

La puissance financière des Koweïtiens inspire toujours le même respect, mêlé à la crainte de les voir en mal user. Les Irakiens occupent le pays, mais l'émir Jaber a gardé la clé de la tirelire : 100 milliards de dollars pèsent depuis Londres, que les Koweïtiens ont investis à l'étranger ces dernières années, au fur et à mesure qu'ils engrangeaient les revenus du pétrole. Des dénégations qui n'en sont pas coupent court, aujourd'hui, à toutes les questions sur l'éventuelle cession de tel ou tel de ces avoirs.

Les Koweïtiens se prétendent assez riches pour vivre des revenus de leurs revenus : leur budget de 100 milliards de dollars leur rapporterait 9 milliards par an, un chiffre que la rumeur colporte volontiers à Taëf mais qui paraît quelque peu exagéré. Du coup, la question ne se pose même pas de savoir si, après la « victoire », ils seront solvables. « Ils sont tellement riches, plaisante un diplomate occidental, qu'ils ont de quoi reconstruire trois ou quatre fois leur pays. » Tout le monde redoute, en revanche, que les événements ne contraignent un jour les Koweïtiens à se séparer des participations qu'ils détiennent dans des



Une révolution bourgeoise ?

Ce « plus tard » alimente toutes les spéculations. Les Al Sabah ne veulent pas revenir à Koweït-Ville en donnant l'impression de n'avoir rien appris de leur déconfort ni rien oublié de l'impénitence de leurs sujets. Pendant des années, moins de deux mille princes ont régné sur les 18 000 kilomètres carrés du petit émirat en se réservant le contrôle de l'essentiel des richesses. Cela n'a pas été sans grognements, mais, du moins, les Koweïtiens s'enorgueillissaient-ils d'avoir une Constitution, contrairement à leurs voisins saoudiens qui vivent — plutôt bien — sous le régime de la monarchie absolue.

Ladite Constitution a beau avoir été suspendue au gré des caprices princiers, une première fois en 1976 et la seconde en 1985, elle servait d'enjeu au débat politique. Six mois d'occupation irakienne et douze résolutions des Nations unies plus tard, les choses n'ont guère changé. Au cours d'une « conférence populaire » réunie à Djeddah au mois d'octobre 1990, les Al Sabah ont juré de respecter cette fois la Constitution et de convoquer au plus vite de nouvelles élections. C'était le minimum que l'opposition attendait

d'eux, elle qui avait refusé de céder aux sirènes de Saddam Hussein en s'abstenant de collaborer avec lui.

Toutes tendances confondues, les Koweïtiens ont fait bloc, mais personne n'est en mesure de prédire jusqu'où ira la démocratisation promise. « C'est le Parlement qui décidera », se contentent de répondre les exilés de Taëf quand on leur pose la question. Avant le séisme du 2 août, la « démocratie » koweïtienne avait cela de particulier que 95 % de ses habitants n'avaient pas le droit de vote : les moins de vingt et un ans, les femmes, les étrangers et, entre autres, les naturalisés d'après 1923. Cela changera-t-il ? L'émir et sa famille acceptent-ils de faire des citoyens à part entière, comme ils sont légitimes à le réclamer ? « C'est le Parlement qui décidera. »

La révolution koweïtienne, si elle doit avoir lieu, ne sera pas de type nassérien, mais de type « bourgeois ». Trop longtemps éloignés du pouvoir, les commerçants, les hommes d'affaires et les intellectuels ne veulent plus pâtir du malheur de notre pas nés princes. Ils exigent des Al Sabah quelques droits élémentaires, mais, surtout, qu'ils partagent le pouvoir, donc la richesse.

Que la famille régnante soit prête ou non à se laisser faire — on l'a dit, divisée, — son prestige, qui est réel, n'en sortira pas intact ; elle n'a su ni prévoir ni empêcher l'invasion du Koweït, qu'elle a fui sans gloire. L'un de ses premiers gestes, une fois en lieu sûr, a été de s'assurer les services d'un cabinet de relations publiques d'outre-Atlantique pour « vendre » le Koweït aux Etats-Unis.

Les Américains, qui ignoraient jusqu'au nom même du pays des Al Sabah, étaient en droit de savoir pour qui et pour quoi leurs « boys » allaient mourir. On leur a parlé du respect du droit international, sans leur dire que le slogan « Koweït libre », auquel les Koweïtiens sont en train de prendre goût, résonnait parfois comme un tiroir-caisse.

BERTRAND LE GENDRE

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BOBIGNY
Par jugement en date du 11 juin 1987, M. B. P. a été déclaré coupable d'avoir détenu et importé des articles de maroquinerie contrefaisant la marque CARTIER. Il a été entre autres condamné à quatre mois de prison avec sursis et à 5 000 F de dommages-intérêts au profit de CARTIER.



TRÉCA

mattes, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)

CAPELOU

57, AV. DE LA REPUBLIQUE, 75011 PARIS TEL. 43 67 40 25 • METRO PARMENIER

LA GUERRE DU GOLFE

Les effets de la marée noire

Ryad peut supporter un arrêt momentané de la production d'eau douce

La nouvelle merée noire qui commence depuis le 30 janvier à s'écouler dans le Golfe peut-elle, succédant à la nappes qui descendent depuis une bonne semaine le long de la côte orientale d'Arabie saoudite, menacer l'approvisionnement en eau du pays ? Pas pour l'instant, estiment les spécialistes.

L'Arabie saoudite recourt très largement au dessalement de l'eau de mer pour son alimentation en eau potable, parce que l'eau y est rare et parce qu'elle a les moyens de réaliser et de faire fonctionner des installations de dessalement, au demeurant fort coûteuses.

Actuellement, plus de la moitié de l'eau potable consommée dans le pays, notamment dans les villes de la zone orientale, est fournie par les usines de dessalement : l'agriculture, qui consomme beaucoup plus encore, utilise des puits ou des pompes ; l'industrie a recours en partie à de l'eau usée recyclée.

par conduite depuis Jubail. Celle-ci ne représente que 75 % de l'approvisionnement, le reste étant fourni par pompage à partir d'une nappe souterraine profonde d'eau saumâtre : plusieurs usines de traitement ont été construites à cet effet autour de Ryad, par des industriels français (Degrémont) ou britanniques. En cas de besoin, selon les responsables de la SWCC, ces stations de traitement, dont la capacité dépasse 300 000 mètres cubes par jour, mais partiellement utilisées pour ménager la nappe souterraine non renouvelable, pourraient fournir la moitié de l'eau consommée dans la capitale, voire davantage. Compte tenu des réserves, Ryad pourrait même se passer pendant plusieurs jours de la production de Jubail - plus qu'il n'en est nécessaire pour que - à sa vitesse d'écoulement des jours précédents - la nappe de 60 kilomètres de long, qui devrait atteindre Jubail dans une semaine, ait totalement dépassé la zone.

Il faut cependant ajouter l'effet sur l'alimentation en électricité. Les deux grandes usines de dessalement, avec une capacité de 14,8 millions de MW ont ensemble fourni 11,8 millions de mégawatts-heures en 1990 aux agglomérations de l'est (sur une production totale de 19,8 millions). Selon les experts, notamment ceux de la SIDEM, la marée noire en provenance du Koweït perturberait sérieusement leur production, si elle ne l'interdit pas. Mais les installations pourraient rapidement être remises en état. Bref, la pollution n'est pas trop grave, à condition qu'elle ne dure pas trop longtemps ou ne se renouvelle pas trop fréquemment.

Menaces sur l'électricité

On compte en Arabie saoudite une vingtaine d'usines de dessalement d'eau de mer. Les trois quarts sont situées sur la côte de la mer Rouge et alimentent les villes de l'Ouest (Yanbu, Djeddah, Médine, La Mecque, Taïf...). Mais on trouve sur la côte du Golfe les deux plus importantes installations dont la capacité a été accrue à plusieurs reprises. Celle de Jubail, surtout, sans doute la plus importante du monde, construite sous la direction de groupes japonais, a produit 301 millions de mètres cubes en 1990 (soit près de la moitié de la production saoudienne), dont les trois quarts vont à la capitale, Ryad. Celle de Khobar, à laquelle a participé la société française SIDEM (Société internationale de dessalement d'eau de mer) a produit 88 millions de mètres cubes en 1990, et alimente la zone voisine - notamment les villes de Dhahran et de Dammam.

Pourtant, il ne semble pas que la « marée noire » puisse menacer le ravitaillement en eau potable de Ryad, sauf dans le cas d'une pollution durable du Golfe. Des protections ont été prévues pour les prises d'eau sur le Golfe où circulent beaucoup de pétroliers et où les pollutions ne sont pas rares (le Monde du 30 janvier). L'eau est captée à plusieurs mètres au-dessus de la surface et, selon les responsables de la SWCC (Saline Water Conversion Corporation) chargée du dessalement, peut être encrée plus profond.

Surtout, la capitale ne dépend pas totalement de l'eau acheminée

Les répercussions dans le monde

L'aide japonaise sera financée par des emprunts d'Etat et des augmentations fiscales

Le gouvernement japonais a arrêté jeudi 31 janvier les modalités du financement de la contribution de 9 milliards de dollars qu'il s'est engagé à verser pour soutenir les alliés dans la guerre du Golfe. Ces mesures seront soumises au Parlement à partir du 20 février.

TOKYO

de notre correspondant

Le déboursement de la contribution japonaise aura un effet pratique nul sur le taux de croissance. Reste à la financer. Le gouvernement a décidé d'agir en deux étapes : en procédant d'abord à l'émission de titres d'Etat à court terme, puis à une augmentation provisoire des taxes sur le pétrole et de l'impôt sur le revenu des sociétés. Un accroissement de la fiscalité sur les tabacs a été également décidé, mais il sera plus long à mettre en place car il faudra modifier les machines de vote automatique.

Premier problème : pour émettre ces « emprunts de guerre », les premiers depuis la défaite de 1945, le gouvernement doit obtenir l'approbation du Parlement. Compte tenu de la majorité dont dispose au Sénat une opposition en principe hostile à cette contribution, un vote favorable devra être laborieusement négocié.

Deuxième problème : cette émission va à l'encontre du principe d'austérité auquel paraissait jusqu'à présent attaché le ministère des finances, soucieux de rétablir l'équilibre des finances publiques. « La situation est très mauvaise », estime le ministre dans son rapport annuel : la dette publique s'élève à 200 000 milliards de yens à la fin de l'année fiscale 1990 (mars 1991), soit 47,3 % du PIB.

300 francs par Japonais

L'objectif du ministère était de réduire de 8,4 % en 1990 à 5 % en 1991 la part des emprunts dans le financement du déficit budgétaire. La dette cumulée des emprunts

d'Etat depuis 1975 s'élève à 160 000 milliards de yens (soit 1 100 milliards de dollars). L'émission des « emprunts de guerre » ne représentera certes que 0,5 % du total mais, compte tenu des émissions déjà prévues pour 1991, le montant de la dette financée par les émissions de titres sera 2,4 fois supérieur aux revenus de l'Etat à la fin de l'année fiscale prochaine. Le service de la dette pour 1991 s'élèvera à 15 800 milliards de yens, soit 25 % du budget.

Troisième problème : l'augmentation des taxes (doublement de l'impôt sur le pétrole et augmentation de 3,2 % pendant un an de l'impôt sur les sociétés) suscite l'opposition des partis de gauche, de l'opinion publique et des milieux d'affaires. Elle se traduira par 10 000 yens supplémentaires (environ 300 F) pour chaque citoyen, soit le montant déjà consacré par chacun d'eux à l'aide au développement.

Le prix du paquet de cigarettes augmentera de 10 yens. Une mesure qui suscite - ce qui ne manque pas de sel étant donné les pressions de

Washington pour que le Japon soutienne davantage leur effort de guerre - un tollé de la part des fabricants américains de cigarettes.

Beaucoup de Japonais sont mécontents et exigent de savoir comment sera employé le sacrifice qu'on leur demande. Dans le cas où la guerre durerait plus de trois mois, il y a de fortes chances que les Etats-Unis demandent une nouvelle contribution à Tokyo. Cette fois, il sera encore plus difficile de la faire assumer au contribuable.

Les milieux d'affaires pensent que, compte tenu des difficultés qu'ils rencontrent (chute des profits des entreprises, resserrement du crédit), ce n'est pas le moment d'augmenter la pression fiscale sur les sociétés. Une réduction de 1 % des frais de fonctionnement de l'administration permettrait de financer la moitié de la contribution japonaise, a récemment avancé le nouveau président du Keidanren (patronat), M. Gaishi Hiraiwa.

PHILIPPE PONS

Au dernier congrès du PCI à Rimini

Les communistes demandent le retrait immédiat des forces italiennes du Golfe

Dès avant sa naissance officielle qui aura lieu, dimanche 3 février, à l'issue du vingtième et dernier congrès communiste, le nouveau Parti démocratique de la gauche (PDS) s'est aligné, jeudi 31 janvier, à Rimini, sur la position non interventionniste préconisée par l'aile la plus dure de l'ancien PCI.

RIMINI

de notre envoyé spécial

« Arrêtez le massacre ! Rappelez immédiatement les forces italiennes du Golfe ! » M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti jusqu'à l'élection prochaine de nouvelles instances dirigeantes, l'a affirmé avec force : « Nous appelons immédiatement le gouvernement italien à faire sienne notre proposition d'une trêve unilatérale et à transmettre cette invitation à l'ONU et à la Communauté européenne. » Dans l'esprit de M. Occhetto, une suspension « même temporaire » des combats pourrait permettre à la Communauté européenne, aux pays arabes ou aux non-alignés « de reprendre l'initiative » et d'exercer « une pression sur Saddam Hussein ». Il n'a pas précisé les moyens non militaires qui pourraient être employés pour contraindre l'Irak à lâcher sa proie koweïtienne, mais

sous les acclamations des congressistes, il a néanmoins fermement invité le Conseil de sécurité des Nations unies à déclarer simultanément, avec l'annonce d'une trêve des combats, « son intention de convoquer au plus tôt une conférence sur le Moyen-Orient ».

Dans un premier temps, toutefois, le PCI, qui vit en principe son vingtième et ultime congrès sous l'étiquette communiste (le Monde du 1^{er} février), appelle le gouvernement italien « à soutenir la plate-forme proposée cette semaine conjointement par les Etats-Unis et l'URSS ». De nature à parer la menace de scission brandie avant le congrès par l'aile gauche du PCI, cette position résolument pacifiste qui risque, à l'avenir, de mécontenter sérieusement la faction plus réformatrice et social-démocrate du parti (environ 10 % de l'électorat communiste), s'accompagne bien évidemment d'une rhétorique sans faille contre le « dictateur irakien ». Tour à tour qualifié d'« arrogant, violent, criminel, odieux », l'attitude du président Saddam Hussein est fermement condamnée. Le PCI, rappelle-t-on, avait approuvé l'embargo décidé par les Nations unies contre l'agresseur, mais était, en revanche désemparé de l'ultimatum lancé à l'Irak pour le 15 janvier.

« La guerre est une aventure sans retour », s'est écrié M. Occhetto.

citant par deux fois le pape Jean-Paul II, dont il a loué au passage la « sagesse ». Clin d'oeil aux catholiques, invités à abandonner la Démocratie chrétienne pour rejoindre en masse le nouveau PDS ? Sans doute, mais la position du secrétaire général vis-à-vis du conflit n'est pas de pure tactique électorale. Elle puise sa substance dans la tradition antimilitariste et anti-américaine d'un parti que certains avaient cru en stase terminale et qui, au contraire, a démontré une grande vitalité dans des habits presque neufs.

Pour M. Occhetto, la guerre est certes de la responsabilité du gouvernement irakien, mais « le complexe militaire-industriel » des Etats-Unis a également, selon lui, joué un rôle dans le déclenchement des hostilités. En attendant, tant dans les développements politiques qu'économiques de son long discours émaillé de sombres références anticapitalistes, M. Achille Occhetto semble avoir dansé autour du feu sans jamais se brûler. Il a en effet préconisé la transformation du PCI en PDS ne relevant, au fond, que d'un changement d'étiquette. Le premier commentaire, jeudi soir, de M. Bettino Craxi, chef du Parti socialiste italien, chargé d'instruire le dossier concernant l'éventuelle entrée du PDS dans l'Internationale socialiste, a d'ailleurs été fort négatif.

PATRICE CLAUDE

M. Le Pors en solitaire

M. Anicet Le Pors, ancien ministre de la fonction publique, qui fait partie, avec M. Charles Fiterman, des principaux animateurs du courant « refondateur » du PCF, et qui siège avec celui-ci au bureau politique du parti, s'est rendu, jeudi 31 janvier, à Rimini, pour assister au vingtième congrès du Parti communiste italien. Il y a été invité à titre privé comme l'ont été d'autres contestataires et, en particulier, l'un des autres anciens ministres communistes, M. Marcel Rigout, animateur des « restructurateurs », qui a pris, lui, ses distances avec les instances nationales du PCF.

La présence de M. Le Pors en Italie risque de provoquer quelques remous à l'échelon du PCF, qui a envoyé sur place une délégation officielle conduite par M. Maxime Gremetz. Il semble d'ailleurs que M. Le Pors ait accepté cette invitation pour tester, justement, la volonté d'« ouverture » affirmée par M. Marchais, en décembre, au terme du vingt-septième congrès du PCF.

Depuis le début des hostilités

Soixante-dix attentats ont été commis dans le monde contre des intérêts alliés

De nouveaux attentats ont eu lieu jeudi 31 janvier contre des intérêts des membres de la coalition anti-irakienne au Yémen, au Pérou et au Chili.

Trois attentats dirigés contre les pays de la coalition se sont produits jeudi 31 janvier à Sanaa, la capitale du Yémen : des rafales d'armes automatiques ont été tirées sur l'enceinte de l'ambassade des Etats-Unis, une bombe a explosé dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur du Japon, et une grenade a été lancée dans celle de l'ambassadeur de Turquie. Ces attentats, qui n'ont pas fait de victimes, n'avaient pas été revendiqués vendredi 1^{er} février en fin de matinée.

L'action de « groupes locaux »

Des attentats ont également eu lieu en Amérique latine : à Santiago (Chili), une bombe incendiaire a endommagé les bureaux de la banque américaine Chase Manhattan, et trois obus de mortier ont été tirés, vendredi 1^{er} février à l'aube, contre l'ambassade des Etats-Unis à Lima (Pérou).

Selon la police, ce dernier attentat serait l'œuvre du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui a revendiqué, mercredi 30 janvier, la destruction, à

Lima, d'un monument à la gloire du président John Kennedy et l'explosion de deux bombes incendiaires dans les locaux de l'Institut culturel américano-péruvien.

Dans son communiqué, le MRTA, qui apporte son « appui militant au peuple arabe », accuse les Etats-Unis de « violer la libre détermination des peuples ».

Selon le département d'Etat américain, soixante-dix attentats ont eu lieu contre des intérêts des membres de la coalition anti-irakienne depuis le déclenchement de la guerre, le 17 janvier.

Ces attentats ont fait deux morts : un gardien de banque, décédé lors de l'explosion de la Fransabank à Bealbek, au Liban, le 23 janvier, et un poseur de bombe italien, tué par son propre engin à Manille (Philippines) le 19 janvier.

Selon M. William Baker, qui dirige le département d'investigation criminelle du FBI, seuls trois de ces attentats émaneraient directement d'agents irakiens. « La plupart ont été perpétrés par des groupes locaux dont les liens avec l'Irak ne sont pas établis », a affirmé M^{me} Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat.

« Alliée fidèle », la Turquie réaffirme ses ambitions européennes

LA HAYE

de notre correspondant

Dans un entretien publié mercredi 30 janvier par le quotidien néerlandais NRC Handelsblad, l'ambassadeur de Turquie à La Haye, M. Bişgin Uzun, affirme que « la Communauté européenne a pu constater qu'en période de crise elle pouvait se reposer sur la Turquie », qui est « un allié fidèle », en même temps qu'un « maillon solide dans la protection de la sécurité en Europe ».

En conséquence, les Doyens « ne peuvent plus [la] maintenir à distance, dès lors qu'il s'agit de son adhésion pleine et entière à la Communauté ». « Imaginez », dit le diplomate, « que la Turquie ait adopté, dans la crise du Golfe, une attitude hésitante ou qu'elle ait choisi l'autre camp : cela aurait été désastreux pour l'Europe ». Et M. Uzun de constater : « L'Ouest s'illustre la Turquie pour son attitude déterminée et l'encouragement à continuer... Mais on ne peut pas, d'un côté, continuer à nous complimenter et, de l'autre, garder fermée la porte de la CEE ».

L'ambassadeur turc n'ignore pas que la Communauté ne souhaite pas s'élargir avant le 1^{er} janvier 1993. Il sait aussi que l'adhésion de son pays « ne se fera pas du jour au lendemain ».

Mais Ankara, estime-t-il, a le droit de savoir dans quel délai l'intégration de la Turquie pourrait

devenir réalité. A propos de la guerre du Golfe, M. Uzun dément que la Turquie ait des visées sur une portion du territoire irakien : « Nous ne cherchons pas l'aventure et nous n'avons aucunement l'ambition d'agrandir notre territoire ».

Participation néerlandaise à la défense aérienne

se dit par ailleurs convaincu que Saddam Hussein n'ouvrira pas un second front. L'OTAN a néanmoins décidé de renforcer le dispositif de protection aérienne dans la région frontalière avec l'Irak. A sa demande, les Pays-Bas vont détacher en Turquie deux escadrons de défense antiaérienne, habituellement stationnés en Allemagne. Quelques cent-cinquante militaires néerlandais partiront « à court terme », équipés de deux batteries de missiles air-sol Hawk, qui peuvent détruire les avions ennemis volant à une distance de 35 kilomètres et à une altitude de 15 kilomètres.

L'emplacement définitif du détachement néerlandais est l'objet de pourparlers avec les autorités d'Ankara. Mais il est probable que les batteries de missiles Hawk seront installées à côté des batteries de missiles Patriot déployées par les Pays-Bas sur la base de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Ces équipements peuvent être intégrés au réseau du radar.

CHRISTIAN CHARTIER

En Espagne, polémique entre socialistes et communistes sur la participation au conflit

MADRID

de notre correspondant

La guerre du Golfe est en passe de déteindre sérieusement les relations entre socialistes et communistes espagnols. Depuis le début du conflit, la coalition Gauche Unie, dont la principale composante est le PC, est la seule des grandes formations politiques nationales à avoir clairement pris position contre l'envoi de navires espagnols dans la zone. Son président, M. Julio Anguita, s'est résolument érigé en porte-parole des mouvements pacifistes, dont l'impact sur la population est indéniable. Ce qui lui a notamment valu de se retrouver exclu des contacts que maintient régulièrement le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, avec les principaux leaders de l'opposition pour les informer des derniers développements du conflit.

Dans ce contexte, la polémique entre Gauche Unie et socialistes est désormais centrée sur le thème délicat de la désertion. Les principaux responsables de la coalition communiste ont multiplié ces derniers jours les promesses d'« appui social, juridique et politique » à tous ceux qui « refusent de collaborer à toute intervention militaire de notre pays ». Les socialistes ne peuvent ignorer qu'il s'agit là d'une question sensible aux yeux de l'opinion publique. Nombre d'Espagnols se sont indignés de voir envoyer dans le Golfe non seulement des professionnels de la marine, mais aussi de simples conscrits. Le gouvernement a finalement réagi par l'inter-

médiaire de son ministre de la défense, M. Narcis Serra. Habituellement connu pour sa circonspection, M. Serra, dans une intervention à la télévision, n'a pas mâché ses mots. Il a accusé la Gauche unie d'inciter à « commettre un délit » et d'être ainsi coupable d'un acte d'une « énorme gravité politique », qui « mine les fondements mêmes de l'Etat de droit ».

Ce qui a provoqué, a conclu le ministre, « la rupture de la confiance du gouvernement dans ce parti politique, dont il n'est pas sûr qu'elle pourra se rétablir dans le futur ».

La réponse de la Gauche unie a été sur le même ton. Ses dirigeants ont accusé le ministre de « mentir de manière éhoulée » dans sa présentation des faits et ont menacé de porter plainte devant les tribunaux. Ils ont assuré qu'ils n'avaient nullement appelé à la désertion, mais simplement offert leur appui à ceux qui « prennent une telle décision en leur âme et conscience ».

La Gauche unie a également annoncé qu'elle allait demander la modification de la loi actuelle sur l'objection de conscience, afin qu'elle reconnaisse aussi le droit à l'objection aux jeunes gens déjà sous les drapeaux. Une modification qui, dans les circonstances actuelles, conduirait sans doute nombre de conscrits appelés dans le Golfe à se déclarer sur-le-champ objecteurs !

THIERRY MALINIAK

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions dans le monde

Au cours d'une imposante manifestation à Alger les islamistes s'en sont pris ouvertement au président Chadli Bendjedid

Comme il l'avait annoncé, le Front islamique du salut (FIS) a réuni, jeudi 31 janvier à Alger, une importante manifestation de soutien à l'Irak. Au cours du meeting qui a suivi, de vifs propos ont été adressés au président de la République, invité, en termes de pleine violence, à quitter le pouvoir.

ALGER

de notre correspondant

Le FIS supporte mal d'être réprimé, surtout lorsque le premier personnage de l'Etat s'en mêle. Le 23 janvier dernier, devant les députés, le président Chadli Bendjedid avait pris à partie les islamistes, accusés de faire de la « surenchère » en exigeant l'entraînement et l'envoi de volontaires algériens en Irak (le Monde du 25 janvier). Huit jours plus tard, les islamistes lui ont répondu en mettant dans la rue leurs gros bataillons venus scander leur résolution à mourir pour l'Irak et l'islam.

Arrivés la veille de tout le pays, logés en camps de toile dans les quartiers périphériques, des dizaines de milliers de manifestants barbus, robe recouverte d'un blouson ou d'un ample burnous, tête coiffée d'une calotte blanche ou d'un bonnet de laine, ont défilé sous une pluie gendrée, selon une liturgie désormais bien réglée : sur tout le parcours, veillant à l'épais service d'ordre destiné à protéger la direction du FIS, emmenée par MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, et pour cantonner les journalistes aux endroits désignés : derrière, défilent les troupes exclusivement masculines - compactes et disciplinées, arborant peu de pancartes mais témoignant par leurs slogans de la

grandeur de Dieu, de leur piété et de leur volonté de vivre le djihad en Irak. Compte tenu des obstacles mis par les autorités (trains spéciaux interdits, barrières routières, contrôles de toutes sortes), les manifestants ont un certain mérite à être quand même parvenus à se rassembler.

L'événement, pourtant, aura moins été cette obstination à réunir que les discours tenus place du 1^{er} mai, lorsque les manifestants, avec une discipline quasi militaire, se sont rangés dans la tribune offi-

cielle. Alors qu'un militant, torche à la main, parvenait difficilement à enflammer un drapeau israélien détrempé par la pluie, un premier orateur faisait crier à la foule : « Mort aux croisés ! Mort aux juifs ! Mort à la France, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ! Mort aux traîtres qui ont vendu les lieux saints aux croisés ! »

Puis venaient les menaces adressées au pouvoir : « Notre patience a des limites, lorsque nous nous rassemblerons à nouveau, ce ne sera plus pour

parler, mais pour prendre des décisions concernant l'Etat islamique », a assuré M. Benazzou Zoubda, vice-président du FIS. Poursuivant dans la même veine, M. Abassi Madani devait lui aussi évoquer la perspective de l'Etat islamique et, surtout, s'en prendre au président algérien en déclarant : « Le pouvoir personnel est dévolu, il faut accélérer le changement, il faut un changement radical, sinon c'est le peuple qui s'en chargera (...). Nous ne sommes pas ici pour marcher sur la présidence. Nous le

ferons le moment venu. » Un troisième orateur apostrophait bientôt le président : « Le peuple est là, et il te demande de partir si tu ne reviens pas à la raison. » Enfin M. Ali Benhadj, après avoir précisé que les manifestants étaient là « pour boire le sang des juifs », assurait : « Les députés sont des traîtres et le président ne représente que lui-même. »

De tels propos avaient déjà été tenus dans les mosquées ou dans quelques réunions, mais ils étaient loin d'être systématiques. Publique-

ment tout au moins, le président de la République semblait même respecté par le FIS, dont le principal leader, M. Abassi Madani, était régulièrement invité en consultation auprès du chef de l'Etat, au même titre que les autres dirigeants de partis. Il est aussi notable que, malgré son opposition définitive au pouvoir en place, le FIS ait pris soin de ne pas précipiter les échéances, s'abstenant de demander des élections législatives qu'il pensait aisément gagner.

L'ombre de l'armée

Le modus vivendi qui s'était en quelque sorte établi, semble avoir été rendu caduc par la guerre du Golfe. Les divergences radicales entre les islamistes et le pouvoir ont repris tout leur sens et chacun paraît désormais parler un ton au-dessus. Chacun invoque l'ombre de l'armée, le pouvoir laissant entendre qu'il n'hésitera pas à faire appel à elle si la nécessité s'en fait sentir, les islamistes assurant que l'armée rêve, comme eux, d'en découdre avec les forces de la coalition et non avec ses « frères ».

Il est vraisemblable que, si la guerre devait durer, le climat politique indiquerait bientôt à se détacher un peu plus encore, rompant le fragile équilibre grâce auquel survit le pays. Sans doute le pouvoir, qui semble avoir sincèrement cru que la manifestation de jeudi était le prélude à une agitation insurrectionnelle, s'est-il tenu un peu vite. Mais ses préoccupations, comme la vivacité de la riposte du FIS, sont de mauvais augure dans une situation où aucune force politique autre que celle des islamistes ne paraît en mesure de donner de la voix.

GEORGES MARION

Revenu d'un long séjour en Irak

M. Ben Bella critique vivement la France et les Etats-Unis

ALGER

de notre correspondant

Revenu d'un long séjour en Irak, M. Ahmed Ben Bella, ancien président algérien, a rendu compte de son séjour au cours d'une conférence de presse tenue le 31 janvier à Alger. M. Ben Bella a visiblement été bouleversé par ce qu'il a vu à Bagdad. Il n'a cependant dit que peu de choses sur la situation de l'Irak en guerre, insistait surtout sur le soutien à Saddam Hussein et à son pays, « grâce auquel, nous Arabes, nous pourrions aujourd'hui relever la tête ». Parlant sans notes, devant beaucoup plus de partisans invités qu'il n'y avait de journalistes, M. Ben Bella s'est rapidement échauffé :

« Le temps de la parole est passé », a déclaré l'ancien président avant de déclamer, durant deux bonnes heures, le « génocide organisé » et la « croisade » menée contre

l'Irak. S'en prenant vivement à la France, M. Ben Bella, qui estime que « dans l'imaginaire de chaque Français il y a une croix », a appelé l'Algérie à rompre ses relations diplomatiques avec les pays de la coalition et a demandé que « soient frappés les intérêts américains partout dans le monde ».

« Je ne suis pas fier quand notre armée est toujours l'arme au pied alors que nos frères sont assassinés », a encore martelé l'ancien chef de l'Etat, qui a appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale « pour aller au secours de nos frères ». « Faisons une chose politique », a-t-il demandé. « Que ce gouvernement d'union ne parle que de l'Irak et oublie les réformes en cours. »

A propos de M. Saddam Hussein, M. Ben Bella a assuré que celui-ci « possédait encore toutes ses forces et réservait encore des surprises ». « Saddam », a-t-il ajouté, « a des missiles dotés d'ogives nucléaires capables d'attein-

dre n'importe quel point du globe, y compris New-York. » Quant à Israël, il participait « à des bombardements de l'Irak à partir de l'Arabie saoudite - Saddam et Tarek Aziz me l'ont dit ». Selon l'ancien président, les Palestiniens, encadrés par la politique d'Israël à leur égard, auraient eux-mêmes demandé au président irakien de bombarder l'Etat juif à l'arme chimique, malgré les risques

[Au cours de la réunion, qui tenait plus du meeting que de la conférence de presse, M. Ben Bella s'est en effet pris, en termes injurieux, à la presse française et plus particulièrement au correspondant du Monde qu'il estimait intervenir de manière qu'il estimait interdite de poser des questions. Quelques instants plus tard, c'était au tour d'un journaliste d'El Moudjahid d'être insulté. M. Ben Bella est hâtes contempler du fait. En septembre 1990, déjà, il avait interdit à une journaliste de Libération de monter à bord du bateau qui le ramenait en Algérie et où avait pris place la presse internationale. Il avait de même passé une bonne partie de sa première conférence de presse, le lendemain

encourus par les Arabes qui y habitent. M. Ben Bella a terminé sa conférence de presse en prononçant vigoureusement à l'adresse des responsables saoudiens (« Qu'ils soient maudits, eux et les pélerins qui vont à La Mecque cette année ») et le président Bush, « qui fonctionne comme le Par- rain, comme un chef de la Mafia ».

G. M.

de son retour, à gourmander les journalistes en des termes tout juste acceptables. Ce nouvel incident intervient alors que le gouvernement algérien a récemment expédié les copies de la presse internationale, accusés de malveillance et de désinformation. Président de la République algérienne lorsque y fut instauré le parti unique et que furent supprimées toutes les libertés démocratiques, aujourd'hui à la tête du Mouvement pour la démocratie en Algérie, M. Ben Bella, malgré les années et malgré l'objectif qu'il assigne à son parti, semble avoir de la démocratie et de son corollaire qu'est la liberté de la presse, une conception encore hébraïque.]

(Publicité)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Audience publique du tribunal correctionnel de NANTERRE, 15^e chambre en date du 10-11-1989.
- M. CARDONA Jean-Luc, Marie, Henri, né le 10 novembre 1941 à ORAN (Algérie), et demeurant à VANVES (92), 31, rue de la Paix.
- a été condamné à la peine de 1 AN d'emprisonnement avec sursis.
Pour : fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt. Le tribunal a ordonné la publication, par extrait, du jugement dans « LE MONDE ».
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 28 mars 1990.
- M. SISOUBRAK Soumek, né le 9 décembre 1954 à LAOTHAIR (Lacs) et demeurant à LOGNES (77), 15, Cour-de-la-Tour-Auvergne.
- a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis, 50 000 F d'amende et a été condamné à la confiscation des 9 machines à coudre.
Pour : emploi de 9 étrangers non titulaires d'un titre les autorisant à exercer une activité salariée, d'aide à séjour, 3 étrangers en situation irrégulière, d'hébergement collectif sans déclaration.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal « Le Monde ».
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 20^e chambre de la cour d'appel de Paris, du 3 mai 1990.
- M. TABOURIN Jean-Pierre, né le 12 octobre 1942 à LAVAREY-LES-NIMES (23) et demeurant à NANTERRE (92), 58, rue du Volant.
- a été condamné à 4 MOIS d'emprisonnement avec sursis pour le délit et 3 amendes de 2 000 F chacune, pour les 3 contraventions.
Pour : homicide involontaire et infractions aux mesures générales de sécurité.
La Cour a, en outre, ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE MONDE ».
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 JOURS sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 56 de l'Entreprise LEVE, de la rue Volant à NANTERRE (92), où M. Jean-Pierre TABOURIN exerce son activité.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 12^e chambre de la cour d'appel de Paris du 25 juillet 1990.
- M. HU Yaoming, né le 8 mai 1969 à ZHEJIANG (Chine) et demeurant à PARIS (104), 36, passage du Prado.
- a été condamné à 1 AN d'emprisonnement et 7 amendes de 20 000 F chacune.
Pour : emploi d'étrangers sans titre régulier et aide à séjour irrégulier.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal « Le Monde ».
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 20^e chambre de la cour d'appel de Paris, du 3 mai 1990.
- M. TABOURIN Jean-Pierre, né le 12 octobre 1942 à LAVAREY-LES-NIMES (23) et demeurant à NANTERRE (92), 58, rue du Volant.
- a été condamné à 4 MOIS d'emprisonnement avec sursis pour le délit et 3 amendes de 2 000 F chacune, pour les 3 contraventions.
Pour : homicide involontaire et infractions aux mesures générales de sécurité.
La Cour a, en outre, ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE MONDE ».
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 JOURS sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 56 de l'Entreprise LEVE, de la rue Volant à NANTERRE (92), où M. Jean-Pierre TABOURIN exerce son activité.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 20^e chambre de la cour d'appel de Paris, du 3 mai 1990.
- M. TABOURIN Jean-Pierre, né le 12 octobre 1942 à LAVAREY-LES-NIMES (23) et demeurant à NANTERRE (92), 58, rue du Volant.
- a été condamné à 4 MOIS d'emprisonnement avec sursis pour le délit et 3 amendes de 2 000 F chacune, pour les 3 contraventions.
Pour : homicide involontaire et infractions aux mesures générales de sécurité.
La Cour a, en outre, ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE MONDE ».
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 JOURS sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 56 de l'Entreprise LEVE, de la rue Volant à NANTERRE (92), où M. Jean-Pierre TABOURIN exerce son activité.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 20^e chambre de la cour d'appel de Paris, du 3 mai 1990.
- M. CHIGNONNIER Ernest, né le 3 mars 1925 à PARIS (12), et demeurant à FONTENAY-SOUS-BOIS (94), 13, rue Edmond-Amy.
- a été condamné à 4 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende. Pour infractions aux mesures générales d'hygiène et de sécurité des bâtiments et de blessures involontaires avec ITT supérieure à 3 MOIS (sans commettre le 4 août 1987, à Paris).
Pour extrait conforme.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 9 juillet 1989.
- M. LE HERISSE Bernard, né le 5 janvier 1944 à BRIVE-LA-GAILLARDE (19) et demeurant à AULNAY-SOUS-BOIS (93), 27, allée de la Caléna.
- a été condamné à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.
Pour : soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration. Délits commis à AULNAY-SOUS-BOIS de 1985 à 1987.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro, le Monde et France-soir.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre (section B), de la Cour d'Appel de Paris du 14 décembre 1989.
- M. TEBIS Béatrice, née le 1^{er} mai 1939 à DIJON (21) et demeurant à PARIS (114), 52, rue de la Folie-Régénérée.
- a été condamné à 2 ANS d'emprisonnement avec sursis et 50 000 F d'amende.
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro, le Monde et France-soir.
2^o L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où TEBIS Béatrice a son domicile.
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE TOULOUSE

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Toulouse du 24 octobre 1989, définitif à ce jour, la cour d'appel de TOULOUSE, chambre des appels correctionnels, a condamné :
- M. BOUSQUET Roger, né le 26 janvier 1929 à GRAULHET (81), et demeurant à GRAULHET (81), 21, rue du Colonel-Naudy.
- à la peine de 24 mois d'emprisonnement dont 18 mois avec sursis, 80 000 F d'amende, a ordonné la confiscation de cette peine avec celle pour : soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt par dissimulation de sommes, soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, passation d'écriture inexacte ou fautive dans un livre comptable.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro, le Monde et France-soir.
2^o L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de GOURNAY-SUR-MARNE (93) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 7 (SARL « T.C.S. » TEMPORARY CENTER SERVICE) de la rue Ambroise Thomas à Paris (75009) où M. POUSTILNIK Richard exerce son activité (société ayant fait l'objet d'un jugement de liquidation de biens prononcé le 14 janvier 1982 par le Tribunal de Commerce de Paris).
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE TOULOUSE

Par arrêt de la 9^e Chambre (section B), de la Cour d'Appel de Paris du 24 novembre 1989 (désistement de pourvoi du 16-07-90).
- M. POUSTILNIK Richard, né le 15 mars 1949 à Paris (3^e), ayant demeuré à NYON 1260 (Suisse), 30, rue Saint-Jean et actuellement à GOURNAY-SUR-MARNE (93), 23, rue Henri-IV.
- a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement.
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro, le Monde et France-soir.
2^o L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de GOURNAY-SUR-MARNE (93) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 7 (SARL « T.C.S. » TEMPORARY CENTER SERVICE) de la rue Ambroise Thomas à Paris (75009) où M. POUSTILNIK Richard exerce son activité (société ayant fait l'objet d'un jugement de liquidation de biens prononcé le 14 janvier 1982 par le Tribunal de Commerce de Paris).
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre (section B), de la Cour d'Appel de Paris du 24 novembre 1989 (désistement de pourvoi du 16-07-90).
- M. POUSTILNIK Richard, né le 15 mars 1949 à Paris (3^e), ayant demeuré à NYON 1260 (Suisse), 30, rue Saint-Jean et actuellement à GOURNAY-SUR-MARNE (93), 23, rue Henri-IV.
- a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement.
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro, le Monde et France-soir.
2^o L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de GOURNAY-SUR-MARNE (93) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 7 (SARL « T.C.S. » TEMPORARY CENTER SERVICE) de la rue Ambroise Thomas à Paris (75009) où M. POUSTILNIK Richard exerce son activité (société ayant fait l'objet d'un jugement de liquidation de biens prononcé le 14 janvier 1982 par le Tribunal de Commerce de Paris).
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 12 juin 1989.
- M. LAVAL Domalique, né le 2 mai 1952 à Paris (10^e) et demeurant à CHEDOKY (37).
- a été condamné à 20 000 F d'amende, confiscation de montre contrefaisante. Pour : délit d'œuvre contrefaisante.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal « Le Monde ».
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre (section B), de la Cour d'Appel de Paris du 24 novembre 1989 (acte de désistement de pourvoi du 16-07-90).
- M. POUSTILNIK Richard, né le 15 mars 1949 à Paris (3^e), ayant demeuré à NYON 1260 (Suisse), 30, rue Saint-Jean et actuellement à GOURNAY-SUR-MARNE (93), 23, rue Henri-IV.
- a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement (confusion avec peine de 18 MOIS d'emprisonnement, prononcée le 24-11-89 par la 9^e Ch. de la C.A. de Paris, pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures).
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro, le Monde et France-soir.
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de GOURNAY-SUR-MARNE (93), et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 7 (SARL « T.C.S. » TEMPORARY CENTER SERVICE) de la rue Ambroise Thomas à Paris (75009) où M. POUSTILNIK Richard exerce son activité (société ayant fait l'objet d'un jugement de liquidation de biens prononcé le 23-10-1982 par le Tribunal de Commerce de Paris).
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre (section B), de la Cour d'Appel de Paris du 24 novembre 1989 (acte de désistement de pourvoi du 16-07-90).
- M. POUSTILNIK Richard, né le 15 mars 1949 à Paris (3^e), ayant demeuré à NYON 1260 (Suisse), 30, rue Saint-Jean et actuellement à GOURNAY-SUR-MARNE (93), 23, rue Henri-IV.
- a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement (confusion avec peine de 18 MOIS d'emprisonnement, prononcée le 24-11-89 par la 9^e Ch. de la C.A. de Paris, pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures).
Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro, le Monde et France-soir.
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de GOURNAY-SUR-MARNE (93), et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 7 (SARL « T.C.S. » TEMPORARY CENTER SERVICE) de la rue Ambroise Thomas à Paris (75009) où M. POUSTILNIK Richard exerce son activité (société ayant fait l'objet d'un jugement de liquidation de biens prononcé le 23-10-1982 par le Tribunal de Commerce de Paris).
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.
P.L.E. GREFFIER EN CHEF.

البيان

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

Si Pierre Cornille était encore de ce monde, il tiendrait un sujet digne de lui avec le départ de M. Jean-Pierre Chevènement de son poste de ministre de la défense. Tous les éléments d'une tragédie y sont réunis et bien dans le goût du maître de Rouen : à commencer par la guerre, toile de fond obligée d'une bonne pièce dans le style tragique. Sans oublier ces empoignades de tête ou se collectant l'âme, le cœur, la raison ; et la crainte de trahir, et la souci d'être fidèle.

Où est la trahison ? Où, la fidélité ? Quels sentiments doivent l'emporter, l'amitié ou les convictions ? Peut-on échapper à la trahison de l'une ou des autres lorsqu'il devient impossible de ne pas choisir ? Que commande la fidélité lorsqu'elle rassemble des exigences à ce point tyranniques ? Le dilemme, ce maître mot de la tragédie, qui unit alors les plus célèbres rivaux du théâtre français, Cornille et Racine ; le dilemme, maître mot, aussi, de la vie politique, a réclamé ses droits : qu'il soit tranché.

Décider est par nature un acte de courage (courage, autre repère du vocabulaire tragique), à plus forte raison quand il aurait été possible de s'en abstenir, rien n'empêchait M. Chevènement de faire taire ses inquiétudes et ses objections publiques, de devenir (ou de le feindre) un docile ministre de la guerre se conformant à la voix des sondages pour s'en faire un paravent.

Au contraire, invoquer la République pour se détacher de celui qui la préside, courir le risque de déplaire ; si l'on veut bien convenir que ce n'est ni une provocation ni une insolence ; que la trahison, de l'Etat ou de son chef, est exclue, s'en aller ne manque pas de panache, que Cornille nommait gloire. Il est assez fait reproche aux ministres de consentir à tout afin de conserver leur poste et les petits agréments qui y sont attachés pour que l'on puisse remarquer celui qui s'est résolu à une autre voie. Ce n'était pas si simple.

D'AUTANT que, ce faisant, il y a plus de coups à recevoir que d'éloges à entendre. S'il en est, de ces derniers, ils sont de l'ordre de l'hypocrisie, qu'ils viennent de l'opposition de droite, toujours engluée de l'esprit d'église, ou qu'ils émanent d'un Parti communiste dont les compliments relèvent de la meilleure tradition jésuite.

Cette démission-là n'ayant bien sûr rien à voir avec la précédente, l'avenir, au moins le plus proche, c'est l'isolement et l'exclusion pour longtemps, sinon pour jamais dans la situation actuelle, de toute fonction de gouvernement. Quant au « long terme », celui pour lequel, fût-ce, on « prend date », il est riche de doutes et de dangers, plutôt que de certitudes.

De là à supposer que ce geste est « gratuit », il n'y a qu'un pas. Franchissons-le. Ne serait-ce que parce qu'il ne fera pas varier d'un iota la politique de la France en ces circonstances, qu'il ne compromet rien, qu'il ne nuit à rien, passé la vague de l'événement. Au contraire, pourrait-on penser, en glissant un œil vers le profil de M. Pierre Joxa, s'il se

peut plus douter pour ce poste que pour le précédent. Ensuite, parce qu'il serait tout à fait absurde d'imaginer M. Chevènement prenant la tête des pacifistes, ce magna, ou devenant le 78^e signataire de ce groupe dit des « 75 » qui veut faire bégayer l'histoire en sortant une demi-copie du « manifeste des 121 » contre la guerre d'Algérie. Comme s'il y avait des points communs entre la guerre d'Algérie et la guerre du Golfe ; l'une, quoi qu'on en ait, franco-française, l'autre, sinon mondiale, du moins « mondialisée ».

A ceci près que, même « simple », la guerre d'Algérie a montré aux Français, pour ceux qui pourraient s'en souvenir, qu'une guerre ne se termine pas sur un claquement de doigts, qu'il ne suffit pas de souhaiter un cessez-le-feu pour qu'il intervienne dans les vingt-quatre heures ; autrement dit que, la guerre déclenchée, il est tout à fait vain d'être « contre », la question étant de savoir comment en sortir et non plus d'y être favorable ou hostile.

Chevènement

Faut-il rappeler (pour s'appuyer sur une comparaison après l'avoir écartée) que, entre le moment où Charles de Gaulle parle officiellement de l'autodétermination de l'Algérie et le moment où sont signés, en 1962, les accords d'Évian, il s'écoule trois années. Encore y avait-il à l'époque une volonté commune des adversaires. S'ils divergeaient sur les modalités du passage à l'indépendance, le principe en était acquis de longue date. On ne peut pas vraiment en dire autant aujourd'hui de M. Saddam Hussein et des forces alliées.

SAIT-ON seulement pour quoi l'on se bat ? Le rétablissement de la souveraineté intérieure et extérieure du Koweït ? Le retour au statu quo ante ? Même cela n'est pas certain, au moins du côté français, si l'on veut bien s'en rapporter aux fameux « tout est possible » de M. François Mitterrand, le 24 septembre, à la tribune des Nations unies, si « l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes ». Et voici que Soviétiques et Américains paraissent faire leur cette proposition selon laquelle une promesse de retrait vaudrait retrait.

Fait-on la guerre pour abattre le dictateur de Bagdad ? Pour rétablir les États-Unis dans leur mission de gendarme du monde, ainsi que le promet sans vergogne M. George Bush dans son message sur l'état de l'Union ? Fait-on la guerre pour les pétroliers, si ce n'est pour les gnomes de Zurich ? A mesure que passe le temps, ce temps qui a priori joue en faveur de M. Saddam Hussein, la confusion grandit sur les buts de la guerre.

OR, de toutes les entreprises politiques, la guerre est la plus compliquée. Il y a fait des objectifs clairs et simples, compréhensibles. Les conséquences peuvent ne pas l'être (ainsi qu'on l'a vu après les deux premières guerres mondiales), les buts le doivent. Pour conserver le soutien de l'opinion,

pour préserver la qualité du moral des troupes.

La paix peut se permettre d'être tortueuse et amphigourique – et Dieu sait que la vie politique intérieure française le démontre au-delà du raisonnable – la guerre ne le peut pas. Ce n'est pas par hasard si l'on accuse les militaires d'avoir un vocabulaire réduit à deux mots : « affirmatif » et « négatif ». C'est le minéralisme du métier.

En quoi on ne cesse de voir que la facette militaire du conflit est, pour partie, accessoire. Tout aussi importante est sa facette psychologique (le célèbre « viol des foules ») que traduit (que trahit ?) la presse, dont les militaires guident la main, l'oreille et le regard.

Pourtant, aussi encadrée – restons courtois – que soit l'information, aussi obsédante que soit l'ultra-pédagogique image américaine de la guerre, rien ne pourra empêcher que filtre l'idée d'une guerre confuse, où l'on saura de moins en moins pour quoi l'on se bat et aux côtés de qui.

Car quand on songe que la guerre, dont tous les effets sont éparpillés aux ressortissants civils des nations alliées occidentales, est déjà dite « longue » alors qu'elle ne dure que depuis quinze jours, on se demande quelle épithète il va falloir découvrir ou inventer quand elle aura duré trois mois, quand elle aura duré...

Ces questions sont sans valeur à côté de cette évidence que la guerre est une roue à crémaillère : le retour en arrière est impossible. Si l'on ose dire, la guerre vit sa propre vie et, sur elle, les hommes, fussent-ils gouvernants, n'ont pas autant de pouvoirs qu'ils le croient et qu'ils le devraient.

P.S. – L'« Amateur » du 19 janvier (« Métronome ») craignait que la détention d'armes ne soit hissée, en France, à la hauteur d'un droit de l'homme. A ce propos, M. Pierre Montagnon, de Paris, écrit ceci : « Que les citoyens d'une nation ayant subi, durant quatre ans, le poids de la barbarie nazie, prennent, devant les armes, un air de virginité effarouchée me stupéfie toujours. Le premier de nos droits abolis par les Allemands, en juin 1940, dans l'heure même de leur arrivée, fut précisément celui de conserver une arme. Sous peine de mort ! Comment peut-on l'oublier ? »

« Les nazis ou leur équivalence ne seront plus jamais les maîtres ? Qu'en savez-vous ? Déjà, certains vous considèrent (votre « Journal » du 2 juin 1990) comme « un salaud et un traître ». Supposez que ceux-là soient un jour au pouvoir. Que feriez-vous s'ils venaient frapper à votre porte ? Vous laisseriez-vous arrêter tranquillement, dans l'attente d'un nécessaire renversement du cours de l'histoire ? Vous donneriez-vous l'intense satisfaction de cracher à la figure de ces nazis, avant de succomber sous leurs crosses ? Ou sauteriez-vous par la fenêtre ? »

Des personnalités soutiennent les parlementaires socialistes pacifistes. Une trentaine de personnalités viennent de signer un texte de soutien aux parlementaires socialistes qui ont voté contre « cette sale guerre du Golfe ». Dénouant l'annexion du Koweït comme un « acte de barbarie », les signataires s'élèvent contre la « barbarie généralisée » que constituent les bombardements alliés et ils se demandent si les parlementaires PS anti-guerre ne sont pas « porteurs de la morale du socia-

lisme en considérant que l'autodétermination des peuples est le seul fondement véritable du droit international ». Parmi les signataires figurent notamment MM. Didier Dassenel, Thierry Jonquet, Gilles Perrault, écrivains proches de M. Alain Krivine (LCR, trotskiste), les dessinateurs Cabu, Loup, Siné, CGB, ainsi que MM. Roland Castro et Félix Guattari.

« Rassemblement des pacifistes du Forum ». Les responsables du Forum pour une paix juste au Moyen-Orient organisent un rassemblement, samedi 2 février, à partir de 14 heures, sur la place de

la Madeleine à Paris au cours duquel se déroulera une « action spectaculaire et non violente ». Les pacifistes du Forum ont annoncé, jeudi 31 janvier, leur intention d'organiser, chaque samedi à partir du 9 février un rassemblement contre la guerre du Golfe à proximité de l'église Saint-Eustache, au Forum des Halles. Constitué fin août, le Forum a notamment reçu le soutien des Verts, de l'AREV (Alliance rouge et verte), des reconstructeurs et des rénovateurs communistes, du MRAP, de l'Association France-Palestine et de la CIMADE.

« L'Appel des 75 » lance une campagne de télégrammes pacifistes. Les représentants de « l'Appel des 75 » contre la guerre du Golfe, qui se sont réunis, jeudi 31 janvier à Paris, ont décidé de lancer une campagne tendant à faire parvenir un million de télégrammes pacifistes au président de la République. Le texte actuel de ce télégramme indique : « Avec les 75, je dis : Arrêtez la massacre. Halte à la guerre ! » Ces télégrammes seront remis à la présidence de la République le 16 mars.

Jamais, les médias n'avaient déployé de tels moyens pour nous faire suivre une « guerre en direct ». Jamais, pourtant, nous n'avons été aussi mal informés. Car, pour Saddam Hussein comme pour George Bush, l'information est une arme trop importante pour être laissée aux mains des journalistes. Images censurées, « porte parole » silencieux, explications embarrassées, pronostics aussitôt démentis, bribes de vérités... qui n'en sont pas. Tout est fait également pour minimiser l'action des « Résistants pour la paix » qui s'opposent à la guerre et recherchent des solutions réalistes au conflit. Une gigantesque manipulation est à l'œuvre, interdisant à l'opinion publique de comprendre les pourquoi et les comment, de peser sur l'après.

Manipulation Chrétien
démontre les mécanismes de LA MANIPULATION
Chez les marchands de journaux ou à T.C.
49, rue Polakowski,
75009 Paris. Tél. 42.46.37.50.
Prix : 15 F.

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS A PARIS 104.7 FM

AKEN-PROVENCE 104.8 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	MARSEILLE 104.8 FM	REIMS 104.7 FM
AMBIENS 104.7 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	METZ 105.3 FM	RENNES 104.7 FM
ANGERS 104.7 FM	DIJON 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM
ARCACHON 104.7 FM	GAP 105.5 FM	MORLAIX 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM
ALGERIE 104.4 FM	GRENOBLE 104.8 FM	NANCY 105.5 FM	ST-MALO 104.7 FM
AVIGNON 94.9 FM	GUERET 88.7 FM	NANTES 104.7 FM	ST-NAZAIRE 104.7 FM
BOYONNE 105.1 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	NEVERS 104.6 FM	TOULON 104.7 FM
BESANCON 104.9 FM	LAMAL 104.7 FM	NIMES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
BEZIERS 96 FM	LE HAVRE 104.7 FM	ORLEANS 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
BIARRITZ 105.1 FM	LE MANS 104.7 FM	PAU 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
BORDEAUX 104.7 FM	LILLE 92 FM	PERPIGNAN 90.5 FM	VALANCE 105.9 FM
BREST 104.7 FM	UMOGES 104.7 FM	POTTERS 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
CHALON S/S 106.7 FM	LORIENT 104.7 FM	QUIMPER 104.7 FM	
CHAMBERY 97.6 FM	LYON 104.6 FM		

et G.O. 183 KHZ

EUROPE 1
L'information en continu

L'ODYSSÉE DE L'ESPÈCE !

2100
récit du
prochain siècle

12 milliards d'humains
La révolution de l'intelligence
Le siècle de la femme
Les cités marines
Les sauvages urbains...



700
chercheurs
présentent une
vision globale
et cohérente
de l'évolution
du monde
tout au long
du prochain
siècle.

604 pages tout en couleurs 195 F

Payot

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions en France

M. Rocard se propose d'améliorer l'information des parlementaires

Sans écartier formellement une nouvelle session extraordinaire du Parlement, demandée par les présidents des groupes RPR et PC de l'Assemblée nationale, M. Michel Rocard a proposé, jeudi 31 janvier, l'ouverture des commissions à tous les parlementaires qui souhaiteraient y participer, et même, « en tout ou partie », à la presse.

A l'exception de ceux qui représentent des agglomérations dotées du câble et qui peuvent donc recevoir, comme les principaux dirigeants des pays engagés dans la guerre du Golfe, les images et les commentaires de la chaîne américaine CNN, les députés et les sénateurs se trouvent, dans leur département, aussi peu informés que leurs concitoyens pour répondre aux questions souvent précises dont ils font l'objet. A ce sentiment d'impuissance, d'autres ajoutent le fait qu'il ne faudrait pas donner l'impression à l'opinion que le Parlement est en vacances pendant que les soldats français font la guerre au Proche-Orient.

C'est pour tenir compte de ces réactions, notamment, que le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, et son homologue du RPR, M. Bernard Pons, avaient réclamé la convocation du Parlement en session extraordinaire, en vertu de l'article 29 de la Constitution. Celui-ci prévoit que « le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du

premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé ».

« Depuis l'ouverture des hostilités dans la région du Golfe, les Parlements des principaux pays de la coalition siègent en permanence. (...) Il est regrettable que le Parlement français ne puisse, dans les mêmes conditions, bénéficier d'une information officielle et qu'il soit également privé de toute possibilité de débat », avait affirmé M. Pons, après avoir suggéré, dans un premier temps, que le Parlement soit réuni une journée par semaine pendant toute la durée du conflit.

Une solution pragmatique

Après avoir consulté les autres présidents de groupes de l'Assemblée nationale, M. Rocard a préféré opter pour une solution à la fois plus pragmatique et moins risquée. Le mécanisme proposé « consisterait en des réunions de commission qui, sur décision des organes compétents, pourraient être ouvertes à tous les parlementaires, voire, en tout ou partie, à la presse ».

Les membres du gouvernement pourraient être entendus par ces commissions élargies. « Si cette formule ne donnait pas satisfaction et qu'une session extraordinaire apparaissait comme largement souhaitable, je reconsidèrerais aussitôt l'opportunité, au vu des circonstances, d'en faire la proposition au président de la

République », ajoute le premier ministre dans une lettre rendue publique dans la soirée de jeudi.

Dans la journée, le président du groupe UDF, M. Pierre Méhaignerie, avait estimé qu'une réunion du Parlement n'apporterait rien de plus que les rencontres organisées chaque semaine, à l'hôtel Matignon, avec les présidents des différents groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat. M. Méhaignerie souhaiterait, en revanche, qu'une session extraordinaire soit consacrée ultérieurement à « la préparation de l'après-guerre ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF, affirmait de son côté : « Est-ce vraiment opportun d'étaler de nouvelles divisions alors que l'hypothèse Chevenement vient seulement d'être levée ? Au moment où l'union est requise au front, il ne me paraît pas souhaitable de laisser apparaître des fissures dans la cohésion nationale ».

Enfin, au terme de la réunion de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui a entendu le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, jeudi pendant près de deux heures, M. Jean-François Deniau (UDF, Cher) a exprimé le vœu qu'il puisse y avoir des réunions communes des commissions des affaires étrangères et de la défense nationale, en présence des deux ministres concernés.

J.-L. S.

Les dirigeants du PS veulent éviter tout clivage entre partisans et adversaires de la guerre

Les dirigeants socialistes ont décidé de contourner le problème posé par la démission de M. Jean-Pierre Chevènement. Le comité directeur du PS, réuni samedi 2 février, ne devrait pas voir les amis de l'ancien ministre de la défense s'opposer à la direction du parti, encore qu'ils ne soient pas sûrs de voter le texte qui leur sera proposé. Le bureau exécutif s'est accordé, d'autre part, jeudi 31 janvier, sur une formule constante que « s'étant rangé au côté de Saddam Hussein », l'OLP avait « perdu une grande partie de sa crédibilité internationale ».

Les dirigeants socialistes ont opté pour le maintien du statu quo. Ainsi donc, M. Chevènement a quitté le gouvernement pour des « raisons de fond », comme il l'a écrit le 29 janvier à M. François Mitterrand, mais ces raisons ne provoqueront, jusqu'à nouvel ordre, aucune rupture, au sein du PS, entre les amis de l'ancien ministre de la défense et ceux qui réaffirment leur soutien total à la politique du président de la République. Socialisme et République, le courant dont M. Chevènement est le chef de file, a décidé de remettre à la semaine prochaine, après la réunion, samedi 1^{er} février, du comité directeur du parti, la

publication d'un texte expliquant sa position. Les autres courants sont convenus de soumettre au comité directeur une déclaration qui n'est pas destinée à provoquer un clivage avec les amis de l'ancien ministre.

Amortir le cabot

« M. Chevènement a appliqué la politique du président de la République avec, je crois, loyauté », a déclaré M. Pierre Mauroy après la réunion du bureau exécutif, jeudi 31 janvier. Le premier secrétaire a ajouté : « Il a adressé au chef de l'Etat une lettre qui manifeste un certain désaccord politique. Il appartient à Socialisme et République d'apprécier cette situation et à chacun de ses membres, puisqu'ils sont divisés, de se déterminer. » M. Mauroy a précisé qu'il n'avait « pas l'intention », lors de la réunion du comité directeur, de « déposer un texte particulier », ni d'« essayer de tirer les conséquences » du geste de M. Chevènement, dont les amis, a-t-il observé, ne souhaitent pas, de leur côté, provoquer à cette occasion un « débat d'orientation politique ».

Cette façon d'amortir le cabot que représente le départ de M. Chevènement a plusieurs explications. Pour les dirigeants du PS, l'impératif prioritaire reste d'éviter la formation au sein de leur parti de deux « camps », qui seraient perçus, l'un comme pacifiste, l'au-

tre comme belliciste. Au moment où l'Irak s'efforce d'entraîner la coalition qui lui fait face dans une bataille terrestre meurtrière qui donnerait un visage moins béni à la guerre, la majorité du PS, ayant approuvé l'ouverture des hostilités, craint une évolution de l'opinion, qui lui reprocherait d'avoir joué avec le feu. Son souci est, donc, de conserver un lien avec les adversaires de la guerre, afin de montrer que les socialistes dans leur ensemble ne s'y étaient résignés, le 15 janvier, que contraints et forcés par l'attitude de l'Irak, et avec une réprobation partagée par tous.

Cette majorité, d'autre part, est formée de plusieurs courants, qui n'ont pas forcément intérêt à mettre fin à la « synthèse » mise en place après le congrès de Rennes, en mars 1990. Le problème se pose particulièrement pour les deux groupes issus de l'ancienne courante mitterrandiste, c'est-à-dire M. Laurent Fabius et ses amis, d'un côté, M. Lionel Jospin et les siens, de l'autre. Les ex-mitterrandistes se retrouvent, en effet, sur une position semblable face à la guerre du Golfe. Un clivage avec les adversaires de celle-ci obligerait les fabusiens et les jospiniens à se rapprocher plus qu'ils ne le souhaitent. Aussi les uns et les autres évitent-ils soigneusement de trop s'avancer dans la dénonciation de ceux qui s'opposent, depuis le 15 janvier, au choix majoritaire.

Une illustration anecdotique de cette attitude a été donnée, jeudi soir, lors de la réunion de la commission exécutive de la fédération de Paris, qui devait, entre autres choses, désigner le candidat du PS à l'élection sénatoriale partielle du 10 février. M. Didier Motchane, l'un des principaux animateurs de Socialisme et République, initiateur des positions prises par ce courant depuis six mois, ayant déposé sa candidature, les fabusiens ont laissé aux jospiniens la charge de s'y opposer en votant contre. M. Motchane a été désigné grâce aux 26 voix de son courant, avec 17 voix contre, tandis que 7 membres de la commission choisissaient de voter blanc et que les fabusiens et les rocardiens - 29 au total - refusaient de prendre part au vote.

La crédibilité de l'OLP

Les amis de M. Chevènement argumentent de cette situation pour justifier, eux aussi, leur « retenue ». Pourquoi offrirait-ils à la direction du parti l'occasion de former une majorité contre eux, alors qu'il est bien plus profitable, de leur point de vue, de maintenir la situation de non-majorité issue du congrès de Rennes ? C'est l'argument qu'a mis en avant, au bureau exécutif, M. Pierre Guidon, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS et principal représentant de Socialisme et République dans les organes dirigeants du parti. M. Guidon a précisé que son courant est prêt à voter un texte commun au comité directeur, à condition qu'il n'ait pas de caractère « rétroactif », et il a accepté de faire partie du groupe de travail chargé de rédiger ce document. Ce groupe s'est réuni une première fois jeudi après-midi et doit se retrouver samedi matin.

M. Guidon a saisi l'occasion de déplacer le débat que lui donnait le bureau exécutif, la déclaration faite en Israël par M. Mauroy sur la situation de l'OLP. Le responsable des relations internationales a souligné les inconvénients que comporterait selon lui, pour la diplomatie française dans la région, les appréciations du premier secrétaire sur le fait que l'organisation palestinienne, en soutenant la politique de l'Irak, se serait « déconsidérée » et ne pourrait plus se « présenter » comme l'« interlocuteur unique » face aux Israéliens (le Monde du 31 janvier).

Après discussion, le bureau exécutif est convenu d'une formule constante que l'OLP a « perdu une grande partie de sa crédibilité internationale ». Présentant cette position à la presse, M. Mauroy a ajouté : « L'OLP peut-elle prétendre devenir l'interlocuteur unique ? C'est la question que nous avons posée à Jérusalem. Nous sommes dans un conflit. Qu'est-ce qui surviendra après ce conflit ? Personne ne peut le savoir ».

Ce qui est vrai de la situation au Proche-Orient l'est tout autant de la situation interne au Parti socialiste.

PATRICK JARREAU

Un siècle de débats

Les socialistes et le monde arabe

A la fin du dix-neuvième siècle, un socle commun réunit la grande majorité des socialistes au sujet de l'Orient. Il comprend, certes, la critique des excès de la colonisation « capitaliste », mais il s'organise, surtout, autour de l'idée que la France des droits de l'homme a aussi pour tâche d'apporter la civilisation chez les « barbares ». Chacun apporte sa nuance. Les guesdistes oscillent entre « ni un homme ni un sou » pour les expéditions coloniales et l'insurrection en grande pompe des monuments élevés en l'honneur de ces mêmes expéditions. Quant à Jaurès, il voit dans l'expansion coloniale l'un des acquis de la République. « L'Empire, écrit-il, nous a fait perdre deux provinces, la République nous a donné deux colonies (1) ». Sans doute prend-il en compte, dès 1906, la grandeur de l'héritage islamique et, en 1912, il décèle en Afrique du Nord « des forces morales neuves qui s'éveillent, un appétit de liberté, un appétit d'indépendance (2) », mais ces intuitions ne se traduiront guère par des prises de position précises.

Le congrès de Tours et la scission ne modifient pas cette situation. La

motion Blum, au congrès, prend d'ailleurs position contre toute propagande « indépendantiste » : « Le parti (...) ne peut accepter une propagande qui tendrait à fausser la haine des classes et à déclencher une guerre de races ». Lors de la guerre du Rif, en 1925, Blum s'oppose au mot d'ordre d'indépendance des Rifains, en justifiant la domination des nations plus avancées sur les « races retardataires ».

En fait, dans la SFIO des années 30, à la seule exception de Jean Longuet, le petit-fils de Marx, nul ne semble s'intéresser au monde arabe. L'avènement du Front populaire va-t-il changer cette situation ? Va-t-on assister à une audacieuse entreprise de décolonisation, à l'établissement de liens nouveaux avec le Maghreb, d'abord, avec l'ensemble du monde arabe, ensuite ? Maurice Violette, responsable des affaires algériennes, porte bien des espoirs, à la mesure de la haine que lui avaient vouée les colons quand il était gouverneur de l'Algérie - ils l'appelaient « Violette-Larbi », - mais le projet de réforme qu'il élabore, le projet « Blum-Violette », déçoit. Il se borne à accorder le droit de vote à vingt et

un mille musulmans algériens, sur plusieurs millions, choisis en fonction de leurs diplômes ou de leurs décorations militaires. Marius Moutet, ministre des colonies, estime bientôt le fait colonial « irrévocable ».

Les quelques militants qui portent un regard neuf sur le monde arabe et prévoient déjà l'irrésistible vague de décolonisation, de Daniel Oudrin à Charles André Julien, sont marginalisés. Non seulement la politique des socialistes ne se situe aucune avancée réelle vers le monde arabe, mais elle fait, très symboliquement, un pas en arrière. En janvier 1937, le gouvernement Blum dissout l'Etoile nord-africaine, qui s'était donné comme tâche de maintenir des liens étroits entre le nationalisme arabe et le mouvement ouvrier français, qui avait adhéré au Front populaire, mais qui critique la politique gouvernementale.

La décolonisation

Au sortir de la guerre, la motion du courant « de gauche » qui, en juin 1946, donna la victoire conduira au remplacement de M. Daniel Mayer par Guy Mollet, est prometteuse. Elle propose de « combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider les peuples d'outre-mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale ». Cependant, deux obstacles majeurs s'opposent à une véritable politique arabe.

Le premier est que les socialistes abordent cette question par le biais du Maghreb et de la décolonisation, et non par l'intermédiaire d'une politique à l'égard de pays indépendants où l'influence historique de la France n'est pas négligeable, qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Egypte ou du Liban. Or les peuples d'outre-mer ont une grande suspicion des luttes de libération nationale. Pour lui, la « libération nationale », dans les conditions présentes, conduit inévitablement au nationalisme, qui fait des petits pays des proies faciles pour les dictateurs de tout acabit. Cette étape nationaliste, estime-t-il, peut être évitée. Pour cela, il faut, d'abord, assurer « la libération individuelle de chaque habitant, [sa] libération économique, [sa] libération politique (3) ».

Cette conception explicite, aux yeux de Mollet, la priorité donnée à la « pacification » et le refus de toute négociation officielle avec le FLN. La tournure que prend, alors, la guerre - tortures, exécutions sommaires, massacre des populations - créera un fossé durable entre les socialistes français et la grande masse des populations arabes, spontanément solidaires du FLN algérien.

Le deuxième obstacle aux relations entre les socialistes et le monde arabe est lié, depuis 1948, à la création de l'Etat d'Israël. La

SFIO s'en proclame, en effet, solidaire, et le Populaire du 15 juin 1948 écrit : « Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté ses racines (...). La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre Internationale. » De cette approche, Guy Mollet ne se départira jamais, et il est loin d'être isolé : Léon Blum, par exemple, est sioniste depuis 1916 et a fait partie, en 1929, de la délégation française au congrès sioniste.

L'expédition franco-anglo-israélienne de Suez se situe au carrefour de ces deux préoccupations. Les motifs mis en avant n'empruntent guère au droit international, en l'occurrence, le refus égyptien d'accepter les décisions de l'ONU. C'est à peine si Mollet évoque cet aspect des choses. A l'essentiel, en revanche, sur la nécessaire solidarité avec Israël, et il est persuadé que Nasser est le véritable chef d'orchestre de l'entreprise de subversion à la guerre et qu'il, via l'Algérie, menace la France.

Surtout, en arrière-fond, il y a l'islam. Au conseil national de Puteaux, le 15 décembre 1956, Mollet déclare : « Je découvre que Nasser avait écrit son Mein Kampf (...) Il s'agit d'un monstre qui a dit ce qu'il allait faire (...) Ah ! Certes, nous ne sommes que soixante millions d'Arabes, mais il y a quatre cent millions de musulmans. (...) Nous allons les grouper autour du monde arabe. (...) Alors, quand vous me demandez pourquoi on a agi, camouflé, je réponds très simplement : oui, oui, c'est bien le complexe de Munich qui nous a animés. » Pierre Mendès France écrit : « Je le mis en garde contre les risques d'une action armée de notre part (...) Il se borna à me répondre qu'il ne souhaitait pas la guerre et qu'il y croyait pas ».

Avec l'échec, les tensions s'amplifient au sein du Parti socialiste. En juin 1956, au congrès de Lille, les divergences avaient éclaté sur l'Algérie. En octobre, l'armistissement de l'aviation qui transporte Ben Bella entraîne la démission du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Alain Savary, et de son chef de cabinet, M. Claude Cheysson. Avec Suez, ce sont quinze députés socialistes qui condamnent le recours à la force. La question se déplace bientôt sur le terrain disciplinaire.

En janvier 1957, Marcel Pivert est traduit devant la commission des conflits. Début mai, le Comité d'étude et d'action pour la paix en Algérie, présidé par le fils de Léon Blum, Robert, est dissous, accusé de constituer, de fait, une tendance. André Philip est exclu. Le bureau national des étudiants socialistes, qu'anime M. Michel Rocard, décide une action commune avec les étu-

dants communistes « pour la paix en Algérie » : il est dissous. Daniel Mayer se démet de son mandat de député : il n'est plus compatible, estime-t-il, d'être député-SFIO et président de la Ligue des droits de l'homme.

La minorité qui s'est ainsi constituée sur l'Algérie n'a, alors, aucunement l'intention de quitter le parti, mais la situation se tend peu à peu. Un an plus tard, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et la décision de voter « oui » au référendum font déborder le vase. Savary, Depierre et leurs amis quittent la SFIO et fondent le Parti socialiste autonome (PSA).

Israël et Palestine

Au fil des années, les distances avec le monde arabe s'accroissent. En 1967, au moment de la guerre des six jours, la SFIO est pro-israélienne, et Guy Mollet s'en prend vivement à la décision du général de Gaulle d'arrêter les envois d'armes au Proche-Orient. Cependant, la constitution, en 1971, du nouveau parti, rééquilibre les inclinaisons. Certes, les anciens de la SFIO, dans leur grande majorité, ne dissimulent pas leurs sentiments pro-israéliens, et M. François Mitterrand est, lui aussi, classé parmi les « amis d'Israël », mais le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement représente un pôle pro-palestinien, que renforce, à partir de 1974, les amis de M. Rocard.

En fait, l'entrée dans le nouveau parti de socialistes qui avaient été d'actifs partisans de la décolonisation permet de meilleures relations avec un certain nombre de partis arabes. La description va plus loin que le Maghreb : les rocardiens, par exemple, peuvent se prévaloir de très anciennes relations d'amitié avec le parti Baas irakien.

En tout cas, de Changer la vie (1971) aux Cent dix propositions (1981) en passant par le Programme commun de gouvernement (1972) et le Projet socialiste de 1980, les programmes sur lesquels s'engage le Parti socialiste affirment, désormais, une minutieuse symétrie : attachement « à la pérennité et à la sécurité de l'existence d'Israël dans des frontières sûres et reconnues » et reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, y compris celui « de constituer sa propre entité nationale ».

JACQUES KERGOAT

historien

(1) L'Avenir du Tarn, 27 octobre 1883.
(2) Journal officiel, débat à la Chambre, 21 février 1912.
(3) Bilans et perspectives, Plon, Paris, 1958.

« L'Humanité » critique les positions du PS sur l'OLP

Dans l'Humanité du 1^{er} février, l'éditorialiste Jacques Coubard affirme qu'on ne peut manquer de s'étonner de la prise de position du bureau exécutif du PS qui a pris acte, jeudi 31 janvier, de la perte de crédibilité de l'OLP pour des négociations à venir sur les conflits du Proche-Orient. « Avec qui d'autre que l'OLP pourrions-nous avoir des négociations sérieuses ? demande-t-il. Avec qui d'autre une paix durable pourrait-elle être imposée ? A répondre négativement à ces questions, on dilapide un peu plus du crédit dont la France dispose dans les pays arabes ».

Conclusion de l'éditorialiste : « Reconnaître la représentativité de l'OLP, la nécessité brûlante d'en finir avec une conception ségrégative du droit, c'est arracher à Saddam Hussein un prétexte à son crime contre le Koweït ».

Le quotidien du PCF accentue, d'autre part, sa dénonciation des responsabilités de l'Irak dans la guerre avec le souci évident de ne pas paraître ménager M. Sad-

dam Hussein en critiquant la position américaine.

Son directeur, M. Roland Leroy, dénonçait ainsi, jeudi, « la dictature et l'aventurisme de Saddam Hussein » en soulignant que la poursuite de la guerre « aggrave les problèmes et compromet le règlement de la question palestinienne ».

Dans son numéro du 1^{er} février l'Humanité réaffirme que la France « doit prendre d'urgence une initiative de paix en faveur d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations », en se référant aux prises de position des pays non-alignés, de la Chine et du comité central du Parti communiste soviétique.

□ Nouvelles initiatives de soutien aux soldats français. - Diverses personnalités, dont les chanteurs Gilbert Montagné et Serge Lama, l'animateur Michel Drucker et M. Michel Aurillac, ancien ministre de la coopération, ont rejoint le comité de soutien national aux soldats français, créé par M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron.

سكس وافيكو

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : lors de l'ouverture de la session parlementaire au Cap

Le président De Klerk s'engage à abolir les trois dernières grandes lois de l'apartheid

Le président Frederik De Klerk s'est engagé, vendredi 1^{er} février, devant le Parlement réuni au Cap, à abolir, dans les prochains mois, les trois derniers fondements juridiques qui constituent le système de l'apartheid : le Land Act, le Group Areas Act et le Population Registration Act. Le chef de l'Etat a également annoncé la création de conseils municipaux intégrés et l'ouverture de pourparlers sur la suppression de la ségrégation dans les écoles.

LE CAP

de notre envoyé spécial

Les promesses ont été tenues. Les organisations politiques autrefois interdites ont été légalisées par le président Frederik De Klerk lors de son discours du 2 février 1990 devant les députés réunis pour l'ouverture de la session parlementaire. M. Nelson Mandela, l'un des plus célèbres et des plus anciens prisonniers politiques du monde, est libéré le 11 février. L'apartheid dans les hôpitaux n'existe plus - du moins théoriquement - depuis le 16 mai. Le Separate Amenities Act, la loi régissant la ségrégation raciale dans les lieux ouverts au public, est abrogée officiellement le 15 octobre. L'Etat d'urgence, imposé sur tout le territoire en juin 1986, est finalement levé quatre ans plus tard y compris dans la province du Natal où il est resté en vigueur jusqu'au 18 octobre. En un an, l'Afrique du Sud a bien changé.

Le tournant amorcé est d'autant plus important que le dialogue, institué entre les ennemis d'hier, commence à porter ses fruits. A peine sorti de prison, Nelson Mandela est nommé vice-président du Congrès national africain (ANC) par les cadres de son organisation en exil à Lusaka. Le président De Klerk a enfin un interlocuteur. « Les négociations sur les négociations » peuvent donc commencer.

Le 2 mai 1990, à Groote Schuur,

près du Cap, le président De Klerk et une partie de son gouvernement rencontrent une délégation de l'ANC, conduite par Nelson Mandela, au sein de laquelle figure notamment M. Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste. En quarante-huit heures d'entretiens, « les obstacles sur la voie des négociations » sont définis. L'ANC exige la libération de tous les prisonniers politiques, la fin des procès, le retour de tous les exilés et la levée de l'état d'urgence. Le gouvernement, de son côté, souhaite contraindre l'ANC à abandonner la lutte armée.

C'est au cours du deuxième round de ces pourparlers, à Pretoria, le 6 août, que l'ANC accepte - mais sans l'abandonner - de suspendre la lutte armée. Le président De Klerk trouve à ce moment-là, dans la souplesse dont fait preuve l'ANC, la justification de ses choix antérieurs. De concession en concession, les deux interlocuteurs, qui se commencent par faire mentir bien maintenant, progressent pas à pas vers ce que l'un et l'autre appellent « une nouvelle Afrique du Sud démocratique et non raciale ».

Cependant, rien n'est joué. M. De Klerk est menacé par une extrême droite blanche qui voit d'un mauvais œil s'effiloche ses privilèges. La mobilisation spectaculaire de quinze mille fermiers qui ont occupé le centre de Pretoria pendant quarante-huit heures, en début de semaine, est révélatrice de cette grogne. Les fermiers blancs n'étaient-ils pas les supporters les plus fidèles du Parti national au pouvoir depuis 1948 ?

Nelson Mandela n'est pas logé à meilleure enseigne. L'immense respect dont il jouit au sein de la communauté noire ne le met pas à l'abri des critiques. La jeune garde de l'ANC, dont la plupart des membres ont été formés idéologiquement en Europe de l'Est, confondent parfois nécessité politique et mollesse. Ils reprochent au « compromis Nelson » de faire trop de concessions sans contreparties. Des critiques que les militants d'organisations d'extrême gauche

comme le Congrès panafricainiste (PAC) reprennent volontiers à leur compte.

La communauté noire est loin d'être homogène. L'accès de folie qui a fait au moins huit morts, au Natal, dans la nuit du 30 janvier 1991, alors que la veille, à Durban, les délégations de l'Inkatha de M. Mangosuthu Buthezi et de l'ANC convenaient de mettre fin à toutes les violences, vient à point nommé rappeler la fragilité de la trêve.

La levée des sanctions pour cette année ?

Rien ne sera plus jamais comme avant, se plaît-on cependant à répéter dans les milieux libéraux. C'est pour en convaincre la communauté internationale que M. Frederik De Klerk a pris son bâton de pèlerin à trois reprises dans l'année écoulée. Direction : les pays occidentaux, instigateurs des sanctions qui touchent de plein fouet l'économie sud-africaine. Le message est bien passé. Et les sanctions sont vacillantes. La mention « bien », décernée au mois de septembre par M. George Bush - qui a déclaré qu'il considérait les réformes entreprises comme « irréversibles » - a d'autant plus de valeur que les Etats-Unis sont le seul pays à avoir adopté une loi interdisant tout commerce avec l'Afrique.

Ce texte de loi porte en lui-même les modalités de sa remise en cause. Dès que quatre des cinq conditions suivantes seront satisfaites, les sanctions américaines pourront être levées par le président des Etats-Unis : abrogation du Population Registration Act, du Land Act, du Group Areas Act, du Separate Amenities Act, qui sont les quatre piliers de l'apartheid, ainsi que la levée de l'état d'urgence.

Deux de ces conditions (Separate Amenities Act et état d'urgence) étaient déjà remplies. M. De Klerk, a annoncé, vendredi 1^{er} février, lors de l'ouverture de la session parlementaire que les trois dernières lois fondamentales régissant l'apartheid seraient abrogées par le Parlement dans les prochains mois. Il s'agit du Group Areas Act qui réglemente le

lien d'habitation en fonction de la couleur de la peau, du Land Act qui réserve 87 % du territoire à la communauté blanche et du Population Registration Act qui divise les Sud-Africains à la naissance en fonction de leur race.

Cette dernière loi, qui est à la source de la discrimination raciale, sera remplacée par des « mesures temporaires de transition » avant l'adoption de la nouvelle Constitution à propos de laquelle les pourparlers devraient bientôt commencer.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

EN BREF

CONGO : les partis d'opposition reconnus. - Le gouvernement a décidé de reconnaître les partis d'opposition, sur la base de la loi de 1901 qui prévoit la liberté de création des associations, a-t-on appris, jeudi 31 janvier, de source informée à Brazzaville. Ce geste d'ouverture survient alors que la classe politique - opposition comprise - se prépare à se réunir, le 25 février, en Conférence nationale. - (AFP)

MALI : libération des élèves interpellés lors des émeutes de janvier. - Tous les élèves, qui avaient été interpellés au cours des manifestations violentes des 21 et 22 janvier à Bamako, ont été relâchés et remis à leurs parents, a annoncé jeudi 31 janvier, la télévision nationale. Selon elle, 196 élèves - sur les 232 personnes officiellement interpellées - ont été ainsi libérés. Jusqu'à présent, seuls 34 prévenus ont été déferés pour « trouble de l'ordre public, pillage, incendie, destruction d'édifices, vols et recels », précisent les autorités. - (AFP)

TUNISIE : nouvelles condamnations. - Le tribunal militaire a condamné, jeudi 31 janvier, à un an de prison M. Hamadi Jebali, membre du comité directeur du mouvement islamiste Ennahdha et directeur du journal *El Fajr*, et M. Mohamed Nouri, du barreau de Tunis, à six mois de la même peine.

SOMALIE

Des dizaines de milliers de civils continuent à fuir vers l'Ethiopie

Six cents Ethiopiens, réfugiés en Somalie, ont été massacrés, il y a dix jours, à Belet-Weyni (environ 344 kilomètres au nord de Mogadiscio), par un groupe d'hommes armés, a-t-on appris, jeudi 31 janvier, de source officielle éthiopienne. Six camps de réfugiés, hébergeant au total près de 75 000 personnes, ont été attaqués. Un grand nombre de réfugiés se sont noyés dans la rivière Wabe Shebele, alors qu'ils tentaient de s'enfuir, 20 000 autres réussissant à s'échapper et à gagner l'Ethiopie.

De leur côté, de nombreux Somaliens, fuyant également l'insécurité qui continue à régner dans leur pays, ont pu passer la frontière. Devant ce

soudain afflux de civils - plus de 74 000 Somaliens et 52 000 réfugiés éthiopiens sont arrivés en Ethiopie depuis ces trois dernières semaines - les autorités d'Addis-Abeba manquent de moyens. Selon le représentant local du programme alimentaire mondial (PAM), M. Michael Ellis, le pays « dispose de réserves alimentaires pour seulement six semaines, huit au plus ». Un appel pressant a donc été lancé à la communauté internationale, afin de rassembler d'urgence une aide alimentaire (19 000 tonnes de vivres sont nécessaires) et financière (estimée à 17 millions de dollars) pour loger dans des camps les nouveaux arrivants. - (AFP, Reuters)

M. Nouri avait été accusé de diffamation d'une institution judiciaire, à la suite d'un article dans le journal *El Fajr* demandant la suppression du tribunal militaire. En tant que directeur de la publication M. Jebali avait à répondre de la même accusation. M. Jebali a été arrêté à l'audience et M. Nouri a été laissé, pour le moment, en liberté. L'appel n'existant pas devant le tribunal militaire, tous deux vont se pourvoir en cassation. - (Corbis)

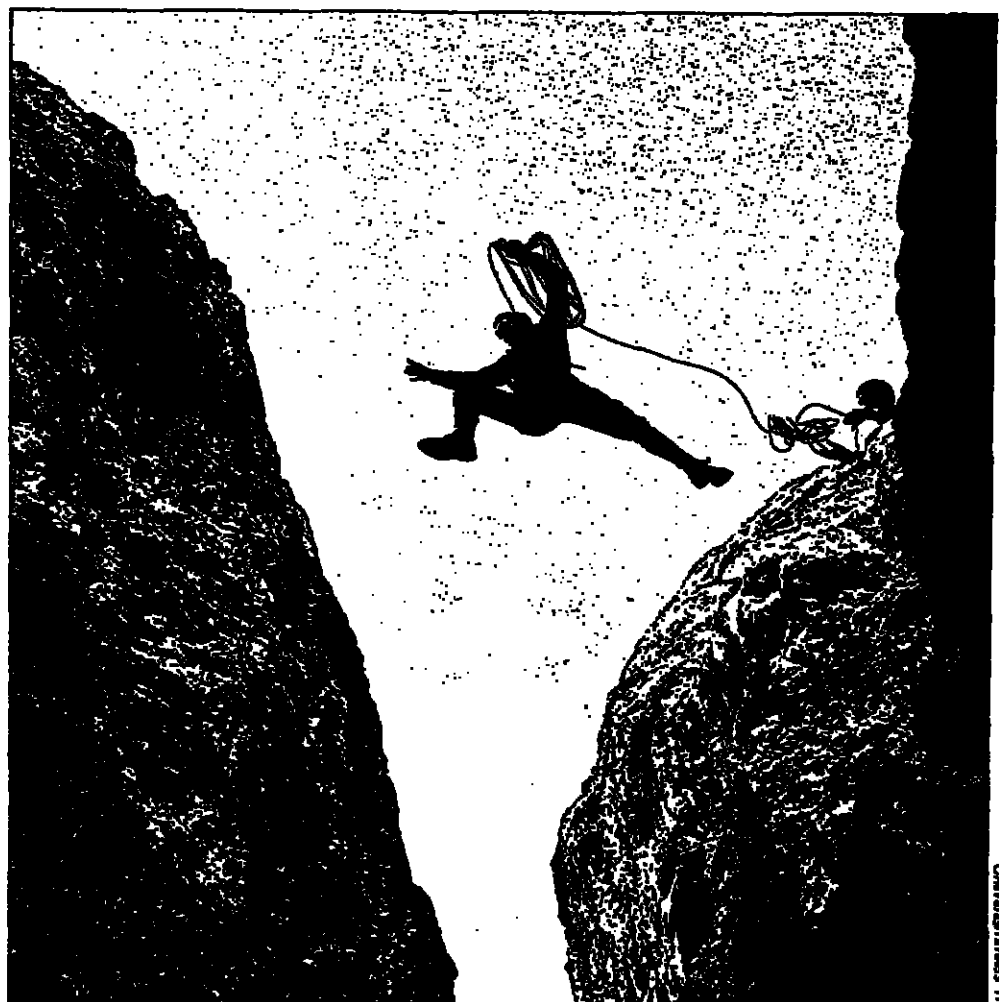
COLOMBIE : une otage de cartel de Medellín assassiné. - Les « extradables », bras armé du cartel de Medellín, ont assassiné Marina Montoya, sœur de l'ancien secrétaire de la présidence de la République, M. German Montoya, actuellement ambassadeur de Colombie au Canada. Ils l'avaient gardée en otage pendant plusieurs mois. Son corps a été retrouvé criblé de balles la semaine dernière mais il a été identifié seulement jeudi 31 janvier. - (Reuters, AFP)

ALBANIE : Remaniement ministériel. - Le présidium du Parlement albanais a procédé, jeudi 31 janvier, à plusieurs remaniements au sein du gouvernement. M. Fatos Nano a été relevé de son poste de secrétaire général du gouvernement et nommé vice-président du gouvernement. La même fonction de vice-président a été attribuée à M. Shkelqim Cani, tandis que le nouveau ministre de la

santé est M. Sabit Broks, qui remplace M. Ahmet Kamberi. M. Alfred Uci a été relevé de son poste de président du Comité à la culture et aux arts « en raison de son départ à la retraite », et est remplacé par M. Moikom Zeqo. Enfin, M. Aleks Luarasi a été désigné secrétaire général du gouvernement. En outre, plus de mille personnes ont manifesté jeudi à Tirana pour exiger le départ du ministre des affaires étrangères, M. Reiz Malin. Les manifestants, qui portaient des pancartes avec les inscriptions « Chine, Cuba, nous n'avons pas besoin d'eux », scandaient « A bas la dictature ! Nous voulons l'Albanie en Europe ». - (AFP, AFP)

ROUMANIE : le roi Michel veut rentrer dans son pays pour aider aux réformes. - L'ancien roi Michel de Roumanie a déclaré, jeudi 31 janvier à Londres, qu'il avait « l'intention de rentrer en Roumanie et de contribuer à l'application d'un programme de réformes politiques, sociales et économiques. Réclamant à la fois « des changements politiques qui permettront à la liberté et à la démocratie de se développer » et « une accélération du processus de privatisation industrielle », avec « la création d'une commission chargée d'examiner la situation économique afin d'attirer de nouveaux investissements », il n'a pas précisé la date de son retour.

Il y a les exploits d'un jour.



Et ceux de tous les jours.

La Diac s'investit chaque jour pour renouveler l'exploit. Celui de vous offrir des

financements exceptionnels. Jusqu'à 23,92%, vous profitez d'une location avec

option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 250 000 F (dont

15 625 F de premier

93 751 F de dépôt de

tion d'achat finale).

17 131 F. Coût total en

66 832 F. Renault 19

ETC clés en main au 01.01.91 : 62 500 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la

Diac, RCS Nanterre B702002221. Contactez M. Financement chez votre

concessionnaire ou agent Renault, ou au **NUMERO VERI 05.05.05.05**

Diac, l'exploit financier.



Handwritten signature or stamp in Arabic script, possibly reading 'Diac' or similar.

EUROPE

URSS : en présence du commandement militaire

Le Comité central du Parti communiste appelle au « rétablissement de l'ordre constitutionnel »

Réuni jeudi 31 janvier à Moscou en présence des commandants militaires, le comité central du PCUS a appelé au « rétablissement de l'ordre constitutionnel » dans toutes les républiques et à un cessez-le-feu dans le Golfe. Des proches de M. Boris Eltsine n'excluent pas cependant que le « virage à droite » puisse être amorcé lors de la réunion, vendredi, au sein du Conseil de la Fédération, de dirigeants des républiques et de M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

S'il fallait illustrer l'éclatement du centre de pouvoir en Union soviétique, la journée du 31 janvier en aura fourni un excellent exemple. Tandis que les membres du Comité central du PC, réunis en plénum sous la présidence de M. Gorbatchev, adoptaient, à huis clos, comme aux plus beaux jours, une « déclaration politique » conservatrice à souhait, le parlement de Russie se débattait dans les méandres de la procédure pour s'opposer aux décisions du pouvoir central et créait un « comité de défense » présidé par un général. Pendant ce temps, les républiques rebelles rejetaient, les unes après les autres, diverses mesures décidées par Moscou et le Conseil de la Fédération, création de M. Gorbatchev pour coordonner le centre et les républiques, s'apprêtait à se réunir vendredi sans aucune illusion sur l'étendue de ses pouvoirs. La population, elle, attendait l'annonce d'une trêve humanitaire des prix de détail qui paraît désormais inéluctable, alors que les intellectuels voyaient avec appréhension entrer en vigueur, vendredi, les nouvelles mesures de maintien de l'ordre public qui, après les événements des pays baltes, symbolisent, à leurs yeux, la fin de la perestroïka.

Offensive

sur le Golfe ?

Dans toute cette incohérence, il est apparu clairement que le Comité central, reprenant du poil de la bête, se tenait, lui, à une ligne directrice bien ferme. Outre les membres du Comité central, assistaient à la réunion les commandants des régions militaires du pays. On ignore ce qu'ils y ont dit, mais leur seule présence — même si, a affirmé à la presse M. Alexandre Dvassokhov, membre du bureau politique, il s'agit du retour d'une « vieille tradition » — témoigne de la convergence de vues et d'intérêts actuelle entre le commandement de l'armée et la direction du Parti.

Peut-être le poids de l'armée a-t-il pesé dans l'adoption d'un texte sur le conflit du Golfe qui, appelant au cessez-le-feu, va plus loin que les scrupules diplomatiquement exprimés par le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Gromyko, d'ailleurs présent au plénum. « Ces événements », a souligné devant la presse M. Valentin Faline, chef du département international du Comité central, se déroulent très près de nos frontières. Nous sentons le souffle de ce conflit. La logique des Nations unies ne doit pas devenir la logique de guerre et l'on ne peut pas admettre que le peuple irakien soit victime d'une politique dont il n'est pas responsable. On assiste visiblement en ce moment à une offensive des conservateurs soviétiques — spontanée ou téléguidée ? — sur la position de l'URSS dans le conflit du Golfe, comme en témoignent certains articles de la presse communiste orthodoxe.

« Comité de défense » russe

Sur le plan intérieur, le plénum a lancé un vibrant appel au rétablissement de « l'ordre constitutionnel » et au maintien de l'Union soviétique, estimant que ce dont le pays a besoin par dessus tout, c'est d'une « paix civile et d'unité nationale ». Il a épousé « le désir d'ordre et de calme de la société » et, tout en observant une minute de silence pour les victimes des récents événements dans les républiques baltes et caucasiennes, en a rendu responsables, selon la version désormais habituelle, les « violations des droits de l'homme et de la Constitution » par les indépendantistes, ainsi qu'une « certaine laxité de la part des organes d'Etat ». Enfin, après un rappel purement rhétorique de sa foi dans les réformes économiques, le Comité central a jugé « inadmissibles la création de formations armées illégales et la violation du principe d'une armée unique ».

Ce dernier avertissement s'adressait tout particulièrement à M. Eltsine, président de Russie, dont des propos récents sur la création d'une « garde nationale russe » ont scandalisé les responsables militaires — et le président Gorbatchev. Attaqué avec virulence dans la presse conservatrice, M. Eltsine a riposté jeudi au parlement russe en accusant « non seulement les généraux, mais aussi certaines structures du Parti » d'orchestrer une campagne pour le discréditer, lui et son parlement.

M. Eltsine a néanmoins jugé utile de rappeler qu'il était favorable à une armée unique et le chef de ce nouveau Comité de défense et de sécurité de Russie, le général Konstantin Kobets, s'est efforcé de se prononcer pour le maintien de l'armée

soviétique, « une approche rendue nécessaire par les facteurs militaires, historiques, politiques et économiques ».

Le parlement de Russie a, d'autre part, demandé au président Gorbatchev de suspendre son décret et la directive ministérielle instituant des patrouilles conjointes de la milice et de l'armée, en attendant que le Comité de surveillance constitutionnelle, saisi par les autorités russes, statue sur ces mesures. Plusieurs républiques — Géorgie, Moldavie, Lituanie — ont déjà rejeté ces mesures d'une manière ou d'une autre, mais le flou juridique le plus parfait entoure les compétences républicaines en la matière. Le ministre de l'Intérieur soviétique, M. Boris Pugo, affirmait, mercredi, dans un entretien à Rabotchnaïa Tribuna, que la « décision de rejeter les patrouilles est entre les mains des autorités républicaines. Si elles n'en veulent pas, que Dieu soit avec elles, c'est leur affaire ». Mais, de toute évidence, les autorités des républiques elles-mêmes ne savent pas à quoi s'en tenir. Le décret de M. Gorbatchev, postérieur à la directive ministérielle, est précisément interprété au gouvernement russe comme un moyen de renforcer juridiquement cette directive, dans la mesure où les décrets présidentiels ne sont pas soumis au contrôle constitutionnel.

L'application elle-même de ces nouvelles mesures de maintien de l'ordre est on ne peut plus confuse. Selon M. Pugo, les patrouilles seront placées sous le commandement de l'officier de milice, mais un autre responsable de la milice de Moscou expliquait tout le contraire, vendredi matin, dans la presse : ce sera au militaire de commander, précisant que, pour l'instant, il n'y avait nul besoin de chars et de blindés dans les rues de la capitale soviétique.

Haussée

des prix

Certains n'excluent pas que la réunion du Conseil de la Fédération, qui devait regrouper vendredi les présidents des républiques autour de M. Gorbatchev, permette de déamorcer les tensions. Outre les relations entre Moscou et les républiques, deux sujets devaient y être évoqués : la hausse des prix, que les responsables économiques commentent abondamment ces derniers jours et que le plénum du Comité central a également envisagée, et les mesures de maintien de l'ordre, les deux n'étant d'ailleurs pas forcément séparés.

Mais que peut faire le Conseil de la Fédération ? Sa dernière réunion, le 12 janvier, a tourné au camouflet puisque les appels des républiques à une « solution pacifique » à la crise balte se soldaient, le soir même, par

le massacre de Vilnius. M. Eltsine envisageait même de ne pas se déplacer pour assister à la réunion de vendredi, nous a indiqué le vice-ministre des affaires étrangères de Russie, M. Andreï Fedorov, justifiant à l'avance cette absence, avec un sourire jusqu'aux oreilles, par le fait que le président de Russie était, précisément vendredi, ses soixante ans, et qu'il serait dommage de « gâcher » cet anniversaire.

Comment alors exercer, par le poids des « relations humaines » comme dit M. Fedorov, cette pression qui pourrait amener M. Gorbatchev à « abandonner son virage à droite » ? Apparemment, les ponts ne sont pas coupés entre MM. Gorbatchev et Eltsine qui, toujours selon ce responsable russe, « se parlent au téléphone ».

Selon un sondage publié jeudi dans la presse indépendante, 60 % des Moscovites reconnaissent en premier lieu l'autorité de M. Eltsine, en cas d'instauration de l'état d'urgence, contre 11 % pour M. Gorbatchev. Mais on n'en est pas encore à se demander comment M. Eltsine, veut-il encore croire que le moment actuel peut constituer un tournant au cours duquel le « virage à droite » soit s'arrêterait, soit, au contraire, s'accroîtrait brutalement.

SYLVIE KAUFFMANN

Le Conseil nordique ouvre un bureau d'information en Estonie

COPENHAGUE

de notre correspondant

M. Thor Pedersen, ministre danois de l'Intérieur, a représenté son pays à l'inauguration, cette semaine, à Tallinn (Estonie), du premier bureau d'information que le Conseil nordique (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède) avait décidé l'an dernier d'ouvrir dans chacune des trois Républiques baltes. Soixante bourses ont été offertes à cette occasion aux étudiants estoniens pour des stages dans l'un des cinq pays d'Europe du Nord.

Par ailleurs, le groupe de presse danois Sjællandske Dagbladet a offert au quotidien de Vilnius *Vienpublika* une rotative qui vient d'être embarquée pour la Lituanie, grâce au Fonds d'aide aux démocraties danois. Fondé en 1989, *Republika* est devenu le principal journal indépendant de Lituanie où il tire à 230 000 exemplaires.

CAMILLE OLSEN

ALLEMAGNE : arrêté dans l'ex-RDA

Un terroriste repent de la Fraction armée rouge condamné à douze ans de prison

BONN

de notre correspondant

Le jugement du tribunal de Munich, concernant Werner Lotze, trente-huit ans, ancien terroriste de la Fraction armée rouge (RAF), était en juin 1979 le commandant en chef des forces de l'OTAN, M. Alexander Haig.

Après son arrestation au début de cette année, Werner Lotze, qui s'était refait une existence sans histoire en RDA, avait raconté tout ce qu'il savait sur les activités terroristes de ses anciens camarades pendant les années 70, permettant d'écarter les points encore obscurs de l'enlèvement et de l'assassinat du dirigeant patronal Hans Martin Schleyer en 1977 et du président de la Dresdner Bank, Jürgen Ponto, en 1979. Il avait également lancé un appel pour que les membres de la RAF encore en activité abandonnent leur combat.

Le parquet avait estimé que l'attitude de Werner Lotze justifiait un verdict de clemence à son égard. L'avocat général avait requis contre

lui une peine « inférieure à dix ans de prison », ce qui était fort peu au regard des crimes dont il était accusé : assassinat d'un policier, participation à l'attentat manqué visant en juin 1979 le commandant en chef des forces de l'OTAN, M. Alexander Haig.

Le tribunal n'a pas suivi ces requêtes modérées et a condamné Werner Lotze à douze ans de prison, estimant qu'il n'avait pas affirmé à un « témoin de la couronne classique » puisque ses aveux n'avaient ni permis l'arrestation d'autres criminels ni rendu possible d'empêcher une action criminelle. Pour le président du tribunal de Munich, les aveux de Werner Lotze ne font qu'apporter d'« intéressantes précisions historiques » sur les crimes commis par la « bande à Baader ».

Le procureur fédéral, M. Alexander von Stahl, a immédiatement fait appel d'un jugement qui va à l'encontre de la politique d'apaisement grâce à laquelle les autorités judiciaires allemandes espèrent mettre un terme définitif au terrorisme *made in Germany*.

LUC ROSENZWEIG

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

ASIE

CHINE : la visite de M. Jean-Marie Rausch à Pékin

L'aide française doit s'accompagner de progrès dans le domaine des droits de l'homme

Le ministre français du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, a achevé vendredi 1^{er} février une visite de quatre jours en Chine qui scelle, à la satisfaction de Pékin, la reprise pleine et entière de la coopération économique franco-chinoise, vingt mois après Tian anmen.

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine populaire va reprendre en 1991 sa place de premier bénéficiaire de crédits publics français à l'exportation sur protocole financier dans le monde : 2 milliards de francs, que les deux pays se sont mis d'accord pour répartir lors d'une prochaine réunion, dans la seconde moitié de l'année, de la commission gouvernementale mixte à Pékin.

Cependant, si le contribuable français se retrouve à nouveau en deuxième position derrière le japonais parmi les bailleurs de fonds de la Chine, sa générosité est désormais assortie d'un message plus ferme que par le passé concernant la démocratie. M. Rausch n'a, semble-t-il, pas mâché ses mots pour signifier à ses interlocuteurs que l'assistance française — réclamée à cor et à cri par nombre d'industriels — devait s'accompagner d'une poursuite de l'ouverture économique et d'une amélioration de la situation des droits de l'homme.

« La France entend demeurer fidèle aux idéaux qu'elle a proclamés en 1789. Elle a foi dans leur valeur universelle et elle continue de s'en inspirer pour déterminer son action », a-t-il déclaré à son homologue chinois, M. Li Lang-qing. Faisant le bilan de sa visite, le ministre français a précisé ne pas avoir reçu de réponse à ces propos, « ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas été entendus et écoutés ».

Fin

de non-recevoir

En marge de sa visite et avec sa bénédiction implicite, une délégation humanitaire française (1) a toutefois eu l'impression de faire la démonstration par la négative que les rencontres ministérielles avaient autant d'effet que l'eau sur les plumes d'un canard : malgré l'appui de l'ambassade de France et les encouragements de celle des États-Unis, les mandats du barreau de Paris ne sont parvenus à rencontrer aucun responsable des milieux des affaires étrangères, de celui de la justice ou de la cour intermédiaire de Pékin, qui juge les dissidents incarcérés pour participation aux troubles de 1989.

La délégation s'est entendue dire, au téléphone, que la Chine était « un Etat souverain qui n'a nul besoin de rendre des comptes aux étrangers ». Elle a repris l'avion et verra compte à la sous-commission des Nations unies pour les droits de l'homme, au Conseil de l'Europe et aux gouvernements

français et américains, de ce « refus total d'engager le dialogue », a constaté M. Jean-Pierre Mignard.

M. Rausch a souligné le caractère « graduel » de la reprise des échanges franco-chinois. Il s'est refusé à solliciter une entrevue avec le premier ministre, M. Li Peng, notoirement impopulaire dans l'opinion occidentale pour son action du printemps 1989, et celui-ci n'a d'ailleurs pas souhaité le rencontrer.

Le ministre français était accompagné de M. Alain Barrau, député de l'Hérault, maire de Béziers, et président du groupe d'amitié France-Chine à l'Assemblée nationale, qui a tenu à des parlementaires chinois un langage identique sur la question des droits de l'homme : reprise de la coopération économique moyennant progrès de la démocratie en Chine. « Nous restons vigilants », a-t-il dit.

Citroën sera, en 1991, le grand bénéficiaire de la reprise des financements publics déjà amorcée fin 1990 avec un premier protocole de rattrapage de 1,3 milliard de francs. Mais M. Rausch a précisé que le gouvernement n'entendait pas consacrer la totalité du protocole 1991 à la construction de l'usine Citroën de Wuhan. Un projet d'équipement téléphonique dans la province du Hunan par CIT Alcatel semble en bonne voie, de même que le principe d'une usine de fabrication de matériel téléphonique à Shanghai.

Taiwan

« élément incontournable »

Les autres projets franco-chinois en cours portent sur l'infrastructure des transports, le matériel aéronautique, l'environnement et l'agriculture. M. Rausch a également prospecté les perspectives de coopération entre la région lorraine et la province du Hubei, où sera implantée l'usine Citroën. Il a enfin assisté à la signature d'un accord permettant à la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises d'ouvrir un centre de formation de cadres supérieurs au sein du ministère chinois du commerce extérieur. Les étudiants y apprendront les techniques modernes de gestion à la française, concept assez éloigné de la réalité des firmes chinoises où règne encore, dans une large mesure, le secrétaire de cellule du PC.

Malgré la mollesse de la réaction de Pékin à la récente visite à Taiwan du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, M. Rausch a estimé prudent pour la France de ne pas « faire de la provocation » envers Pékin dans ce domaine. Il a cependant jugé que l'« élément incontournable » pour la France dans la région.

FRANCIS DERON

(1) MM. Jean-Pierre Mignard et Jean-Marie Biju-Duval, représentant le bûcheron de Paris et le Mouvement international des juristes catholiques, et le docteur Jean-Louis Boujenah, de Médecins du monde.

JAPON

Difficile début des négociations entre Tokyo et Pyongyang

TOKYO

de notre correspondant

Les premiers pourparlers entre le Japon et la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en vue de normaliser leurs relations se sont achevés, jeudi 31 janvier à Pyongyang, sans que les deux parties aient trouvé un terrain d'entente sur les questions qui les opposent : les compensations japonaises pour le passé et l'inspection des installations nucléaires nord-coréennes (le Monde du 1^{er} février).

Sur le premier point, le chef de la délégation japonaise, M. Noboru Nakahira, a exprimé ses regrets au nom de son gouvernement pour « un passé malheureux », formule désormais consacrée pour désigner soit la période de colonisation de la Corée, soit, lorsque les interlocuteurs sont chinois, l'expansionnisme nippon sur le continent. Mais il a rappelé la position officielle japonaise : Tokyo n'a pas été en guerre avec la Corée et n'a donc pas à verser des réparations à ce titre.

M. Nakahira a en outre déclaré que Tokyo ne se sentait pas lié par

les engagements pris en septembre dernier par les parlementaires libéraux-démocrates et socialistes de verser des compensations à la RPDC pour l'avant et l'après-guerre. Si, étant donné sa situation économique, la Corée du Nord peut espérer recevoir une aide financière du Japon, a poursuivi le diplomate, ce ne sera pas au titre de dommages de guerre. Il a rappelé que la dette nord-coréenne à l'égard du Japon s'élevait à 70 milliards de yens et que les créanciers nippons attendaient un remboursement au plus tôt.

An sujet de l'inspection des installations nucléaires, les Nord-Coréens ont réitéré leur position : il s'agit d'une question à débattre entre Pyongyang et l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) et non avec les Japonais. Ils ont néanmoins, semble-t-il, lié l'inspection de leurs installations nucléaires à un dialogue avec les États-Unis. Seul point d'accord de ces premiers entretiens : la permission aux quelque 1 700 épouses japonaises de Nord-Coréens de rendre visite à leurs parents au Japon. La prochaine session des négociations aura lieu début mars.

Ph. P.

YUGOSLAVIE : l'avenir de la Fédération

La Croatie réclame que l'armée soit exclue des débats politiques

BELGRADE

de notre correspondante

La présidence collégiale de Yougoslavie s'est réunie, jeudi 31 janvier à Belgrade, pour poursuivre avec les présidents des six Républiques les discussions sur l'avenir du pays. A l'issue de la première réunion, le 10 janvier dernier, le président en exercice de la fédération, M. Boris Jovic, avait déclaré que « les points de vue des six Républiques étaient si différents qu'il y avait peu de chance qu'ils se rapprochent ». Les rencontres bilatérales entre les dirigeants des six Républiques, qui ont eu lieu ensuite, devaient mettre en évidence aussi bien les divergences (nombreuses) que les points communs (rares) qui existent entre elles. Les partisans d'une confédération (la Croatie et la Slovaquie en particulier) s'opposent aux tenants (la Serbie et l'armée) d'une fédération centralisée.

Parallèlement, le premier ministre, M. Ante Markovic, avait entrepris une « tournée » dans les Républiques, pour tenter de définir les bases d'un programme minimal de « vie commune » pendant une période de transition. Les résultats de ces négociations devaient être communiqués au cours de la session de jeudi qui avait été préparée avec un soin minutieux. Elle s'est pourtant soldée par un échec.

Au bout de sept heures de discussions, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, et le représentant de cette République à la présidence collégiale, M. Stipe Mesić, ont quitté la séance. A leur retour à Zagreb, ils ont annoncé à la presse que « le débat, vu l'esprit dans lequel il était mené, était inutile ». En effet,

la délégation croate avait fait savoir que les négociations ne pouvaient être entamées avant que la présidence se prononce sur le film documentaire réalisé clandestinement par les services de renseignement de l'armée yougoslave et qui accuse la Croatie de préparer un « mouvement armé » ainsi que sur le document secret rendu public, mercredi 30 janvier, par les autorités slovènes dans lequel l'armée yougoslave se déclare résolue à « lutter pour l'idée communiste et pour une Yougoslavie fédérale et socialiste » (le Monde du 1^{er} février). La présidence ayant déclaré qu'elle répondrait lors d'une prochaine séance, le dirigeant croate a proposé que « l'armée soit exclue des débats politiques sur l'avenir de la Yougoslavie ». La délégation croate a répliqué que les accusations de « complots » portées contre son ministre de la Défense, M. Martin Spigelj, sont « sans fondement (...) et le produit d'une manipulation de l'armée yougoslave ».

Selon M. Mesić et Tudjman, « le ministre a agi sur l'ordre légal du gouvernement croate en publiant l'armée à la police légale de cette République ». M. Spigelj, qui devait être conduit dans la journée du 30 janvier devant le juge d'instruction du tribunal militaire de Zagreb à la demande du ministère croate de l'Intérieur, se trouvait dans l'appartement en visite officielle dans la République voisine de Slovaquie.

Jeudi soir, la présidence fédérale a annoncé, dans un communiqué incohérent, que le débat sur l'avenir de la Yougoslavie, qui n'a donc pas été abordé lors de la session, était reporté au 8 février.

F. H.

POLITIQUE

Conséquence des élections législatives partielles

Les « rénovateurs » de l'opposition ne croient plus en M. Noir

Sans attendre les résultats des trois élections législatives partielles dont le second tour a lieu dimanche 3 février, ceux qui, dans l'opposition, continuent de souhaiter la transformation du système politique ne croient plus aux chances de l'entreprise « rénovation » de M. Michel Noir.

Le maire de Lyon a beau expliquer qu'il « ne regrette rien », confirmer son intention de mobiliser les citoyens, il ne convainc pas. Parmi les personnalités rénovatrices de la première heure ou associées à la Force unie, il ne se trouve personne pour soutenir que, dans la partie de jeu de l'oeil commencée en mars 1989, les dés que vient de faire rouler M. Noir, en provoquant des élections législatives partielles dont le premier tour a été marqué par une abstention massive, auront permis d'avancer ne serait-ce que d'une case.

Dès le départ, cette entreprise-là avait paru, il est vrai, entachée de quelques vices de forme et de fond. Les plus optimistes demandaient à voir. Ils ont vu et ont rejoint les sceptiques. Ceux-là ont été frappés par le caractère isolé et médiatique de la démarche de M. Noir, son aveuglement sur l'impact de la guerre du Golfe. Ils n'hésitent plus à reprocher ouvertement au député du Rhône son entêtement et ce qui leur apparaît comme un manque

de discernement politique et de lucidité sur lui-même.

« Depuis notre première tentative de rénovation du printemps 1989, Michel Noir a toujours voulu tout casser, relève M. Philippe Séguin (RPR). Il vient d'apporter la démonstration par l'absurde que cela ne menait à rien. Il faut reculer tout le monde d'une case. Que de temps perdu ! » « Ce qui se passe là, ajoute M. Charles Millon (PR), président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, montre au moins que la rénovation ne se fera pas par les circuits médiatiques. Les Français attendent des réponses de fond et non des coups. » Preuve est donc faite, selon M. François Bayrou (CDS), que la « rénovation par la prise d'assaut est impossible. Ce mauvais coup de Michel Noir va rendre encore plus difficile les audaces. »

Compagnon de M. Noir dans l'éphémère Force unie, M. Pierre-André Wiltzer en tire également « des conclusions attristées ». Sur la méthode : « Les conditions d'une action véritablement collective n'étaient pas remplies, nous avons la démonstration que cette formule-là ne peut déclencher de grands mouvements. » Sur le fond, en soulignant « cette contradiction décevante de l'électorat de l'opposition qui critique les partis politiques, mais ne se dérange pas quand il a l'occasion de changer les choses ».

Ceux qui n'ont jamais cru que la rénovation pouvait réussir à l'extérieur des formations existantes

voient dans le camouflet lancé à M. Noir par les citoyens abstentionnistes une confirmation de leur analyse. Certains, comme M. Etienne Pinte (RPR), parlent déjà de cette affaire comme « d'une péripétie ». Mais tous jugent que les responsables de l'opposition continueraient de se fourvoyer s'ils en concluaient que le besoin de renouveau exprimé par l'électorat de droite s'est éteint.

M. Bayrou, délégué général de l'UDF, qui se dit « en phase harmonieuse » avec M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, souligne « qu'on en revient à une tentative de réhabilitation des mouvements existants ». M. Séguin entend également « continuer à travailler de l'intérieur pour préparer dans la mouvance gaulliste une grande force politique sans a priori idéologique ». M. Wiltzer voudrait que l'on déplace à présent l'entreprise sur le terrain des idées : « Il s'agit moins maintenant de pousser à la rénovation des structures que de redéfinir des convergences sur le fond. »

La guerre et le « subalterne »

A l'unanimité, tous ceux-là disent qu'il sera bien temps de rouvrir ce dossier une fois la guerre du Golfe terminée. Chacun sait que, pour cause de guerre, des lignes de clivages se forment, sur l'avenir de la France en Europe, sa défense, sa diplomatie, ses relations avec le monde arabe. M. Millon le pense, attache aussi à l'idée que les élections régionales de 1992 enclencheront obligatoirement une évolution des structures politiques actuelles. M. François Létard le croit aussi. « Les conséquences de la guerre, explique-t-on dans son entourage, seront d'une telle ampleur que tout ce qui se passe aujourd'hui apparaîtra bien vite subalterne. » On assure que M. Létard ne dispose pas d'une minute pour s'intéresser à ce genre de problème, façon fort aimable de renvoyer M. Noir au « subalterne ».

L'histoire du couple Noir-Létard devient compliquée. Le maire de Lyon a cru un peu vite qu'il distancerait durablement son partenaire de la Force unie. Les

conseillers de M. Noir expliquaient que le départ volontaire de M. Létard de la présidence du PR avait été « démenté » par la démission du RPR et de son siège de député du maire de Lyon. Aujourd'hui, M. Noir reproche au maire de Fréjus de l'avoir laissé plonger seul dans l'aventure, d'être resté figé sur le plot de départ. Il y a là un malentendu qui n'est pas près de se dissiper. Les Létardiens confient qu'ils ne sont pas enclins à « verser des larmes de sang » sur la mésaventure de M. Noir.

Le maire de Lyon envisage un tour de France, la création de clubs en province, la constitution d'un groupe parlementaire autonome à l'Assemblée nationale. Mais, pour peu qu'il ait été tenté par ce genre de projet, M. Létard ne semble guère passionné, considérant que le plus important, désormais, « est de savoir attendre ». Le fait que M. Noir agisse comme s'il ne se passait rien sur la scène internationale, comme si, dimanche dernier, l'abstention n'avait pas battu tous les records, est jugé sévèrement. « Il ne pourra pas rester en marge », affirme M. Millon. « Son avenir me paraît très sombre, observe M. Bayrou. Ce qui vient de se passer va le handicaper pour longtemps. » « Je souhaite sincèrement, explique M. Séguin, qu'il arrête cette démarche qui le conduit à l'impasse et lui procure tous les désagréments à Lyon, dans sa région et ailleurs. » En bon compagnon, M. Séguin souhaite que M. Noir réintègre le RPR. « Je me fais fort de l'y aider », dit-il, ironique.

DANIEL CARTON

Précision. — A la suite de l'article consacré, dans le *Monde* du 24 janvier, à M. Michel Noir, M. Jérôme Jaffré, vice-président de la SOFRES, nous prie de préciser que si son institut réalise bien des enquêtes d'opinion pour le maire de Lyon, il n'exerce auprès de M. Noir aucune activité de conseil politique.

Le garde des sceaux en visite à l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire

M. Nallet en « ministre des prisons »

« L'administration pénitentiaire ne sera pas sous mon ministère l'arrière-boutique un peu honteuse de l'institution judiciaire », créant une certaine surprise par un ton bien différent de celui de son prédécesseur, M. Henri Nallet a présidé, jeudi 31 janvier, la cérémonie de sortie de la dernière promotion de surveillants de l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP), à Fleury-Mérogis.

Sortant des considérations habituelles, mélange de patelines recommandations et de promesses jamais datées, le garde des sceaux a touché juste là où, depuis des lustres, le bâillement des ministères de la justice. Aux élèves-surveillants, sur le point de gagner dans quelques jours leur premier poste, M. Nallet, qui veut tout autant être « le ministre des prisons » que celui de professions plus prestigieuses comme les avocats ou les magistrats, a tenu un discours bien éloigné de la langue de bois et qui en a apparemment séduit plus d'un. Conscient de ce que l'ENAP, leur école, est le parfait anagramme de l'ANPE, le ministre sait bien qu'il n'y a pas de « vocation pénitentiaire chez les petits enfants », et que l'on vient là plus par nécessité que par goût. « Il est en effet des environnements de travail plus sordides que les établissements pénitentiaires », a-t-il ironisé sans se voir opposer de démenti.

Des promesses et un pacte

Il n'y a pas de quoi déprimer pour autant, estime M. Nallet, qui veut voir dans la fonction de surveillant, « peut-être la plus difficile », « une des grandes administrations de la République », comptable de l'exécution des décisions d'une justice rendue au nom du peuple français. « Cette fonction marie le respect et la considération de tous nos concitoyens », même si son image est « dévalorisée ». « Il est beaucoup plus facile de considérer les prisons comme des fonctionnaires de second rang que de régler les problèmes de la délinquance dans notre société », a poursuivi le ministre.

Aussi faut-il changer non seulement l'image de la profession, mais aussi sa réalité si l'on veut se convaincre et convaincre autrui de « l'utilité sociale fondamentale » de la fonction de surveillant.

Les bonnes paroles passant mieux avec quelques gratifications sonnantes et trébuchantes, M. Nallet a donc annoncé que les traitements des surveillants — c'est une vieille revendication — seraient ali-

gnés strictement sur ceux des gardiens de la paix et des gendarmes d'ici à 1996. Au-delà de la sensible augmentation de salaire (évaluée à 500 F au plus haut grade), c'est un progrès symbolique qui a été salué par une ovation inattendue dans ce cadre. De même, la promesse a été faite de faire passer, d'ici à 1992, la formation de quatre à huit mois. L'administration — la voie avait été largement ouverte lorsque M. Jean-Pierre Dintilhac, aujourd'hui directeur de cabinet de M. Nallet, était à la tête de l'administration pénitentiaire — devra faire de gros efforts de déconcentration, et les promotions internes seront facilitées et encouragées.

ON VOUDRAIT ÊTRE AIMÉ COMME LES AGENTS DE POLICE.



Ces promesses ne sont pourtant pas à sens unique : les surveillants de prison portent un uniforme, ce qui implique des droits, mais aussi des devoirs. M. Nallet, tout aussi fermement que lorsqu'il prend des engagements qui caressent les surveillants dans le sens du poil, les a rappelés à leur propre déontologie : s'ils sont attaqués, il les défendra, mais « si d'aventure », à l'intérieur des établissements pénitentiaires et au détriment des détenus, « la loi était transgressée », « mon devoir, a dit le garde des sceaux, serait d'être à l'égard des contrevenants d'une grande sévérité. Il y va des principes de notre démocratie et de l'honneur de votre administration ».

C'est un « pacte », a dit le ministre. Mais pour signer un pacte, il faut être deux. Fortement troublée depuis plusieurs années par des mouvements de protestation en profondeur, l'administration pénitentiaire est peut-être aujourd'hui mûre pour ce genre d'accord.

AGATHE LOGEART

M. Joxe et les questions religieuses

Le fédérateur de l'islam en France

Le premier texte que M. Pierre Joxe eut à signer à son arrivée Place Beauvau, en juillet 1984, fut un décret de nomination d'un pasteur en Alsace. N'en déplaise à ses prédécesseurs, dire qu'il fut le premier ministre de l'intérieur à prendre au sérieux la fonction de ministre des cultes, qui est traditionnellement rattachée à son portefeuille, n'est pas excessif.

Non seulement il s'acquitta de ses pouvoirs de reconnaissance des congrégations religieuses et de nomination des fonctionnaires du culte dans les départements concordataires, mais, bien plus, ce protestant de formation et de conviction, familier de l'Oratoire du Louvre (dont le pasteur, Pierre Fath, était l'un de ses conseillers privés) fréquentait les locaux de la Fédération protestante de France, recevait le grand rabbin, le cardinal-archevêque de Paris, de nombreuses personnalités musulmanes, allant même jusqu'à consulter des spécialistes à l'université Al-Azhar, au Caire, avant de s'attaquer au délicat problème de l'organisation de l'islam en France.

Cet intérêt pour les questions religieuses, M. Pierre Joxe l'avait particulièrement manifesté le 12 septembre 1980 à Strasbourg devant les parlementaires, les autorités religieuses du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Là, il fit un éloge remarqué du régime concordataire, d'une laïcité plus

ouverte et respectueuse de la liberté religieuse pour tous, y compris des musulmans. Des représentants du Comité national d'action laïque (CNAL) sont venus, jusqu'à son bureau, manifester leur désaccord avec un tel discours.

Le principal mérite de M. Pierre Joxe, ministre des cultes, restera cependant d'avoir amorcé l'organisation de la communauté musulmane, dont ses prédécesseurs s'étaient plutôt accommodés de la division. La taille prise par cette communauté, devenue la deuxième religion de France, la diversité croissante de ses besoins (notamment en lieux de culte), la montée des intégrismes et la fragilité du processus d'intégration (affaire du foulard islamique) ont mis en évidence le besoin d'interlocuteurs reconnus de l'islam de France.

Après maintes consultations, M. Pierre Joxe a refusé toute formule d'organisation autoritaire. Avec une quinzaine de personnalités représentatives de la diversité de cette communauté (origine nationale, sensibilité religieuse, implantation régionale), il a jeté les bases, en 1989, d'un Conseil de réflexion de l'islam de France (CORIF) qui, au fil des mois, fait ses preuves et contribue, dans le climat créé par la guerre du Golfe, à l'apaisement des passions.

H. T.

LES GRANDES OCCASIONS



GAGNEZ 1 AN D'ARGUS* SUR LA REPRISE DE VOTRE VÉHICULE

* Cette offre est réservée aux particuliers dont le véhicule à reprendre est coté à l'Argus, d'une année modèle antérieure à l'année modèle 1988, et qui achètent un véhicule d'occasion d'une cylindrée au moins égale à celle du véhicule à reprendre. Pour les véhicules n'étant plus cotés à l'Argus, offre de reprise 5000 F TTC ou beaucoup plus si son état le justifie.

** Valeur de reprise de l'année modèle qui suit celle du véhicule à reprendre, au cours moyen du jour, modifiée en fonction du kilométrage effectif, diminuée des frais éventuels de remise en état et de 15% de frais professionnels. Chez Citroën, les reprises ont vraiment de l'avance. Et du 1^{er} au 11 février, il y a encore plein d'autres choses à découvrir.

DU 1^{er} AU 11 FÉVRIER 1991

CITROËN EUROCASION



Un arrêt de la Cour de cassation

René Bousquet pourra, éventuellement, être renvoyé devant une cour d'assises

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 31 janvier, le pourvoi formulé par René Bousquet contre la désignation de la cour d'appel pour instruire la plainte déposée contre lui. Plus aucun obstacle juridique ne s'oppose donc désormais ni à l'instruction du dossier ni au renvoi éventuel devant une cour d'assises de l'ancien secrétaire général de la police sous le régime de Vichy, considéré, par les parties civiles, comme l'un des principaux responsables français des grandes rafles du Vel d'Hiv en 1942.

C'est peu dire que le parquet général de Paris aura manqué d'ardeur à diligenter les poursuites contre René Bousquet, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-un ans. Le gymnase judiciaire que courent M^{rs} Serge Klarsfeld et Charles Libman, au nom de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, rejoint par M^{rs} Joe Nordmann et Alain Lévy, au nom de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, a commencé le 13 septembre 1989 exactement.

Le subordonné de Bousquet, Jean Leguay, qui fut son délégué en zone occupée, est, à cette date-là, décédé depuis quelques mois, et l'instruction de son affaire, inachevée au moment de sa mort, a mis en lumière les respon-

sabilités propres de M. Bousquet. « En ce qui concerne les fonctions de M. Leguay, il n'avait aucun pouvoir de décision. Il était chargé de transmettre les informations et les ordres des autorités SS à moi-même ou au ministre de l'Intérieur », avait, par exemple, déclaré René Bousquet lui-même au juge d'instruction du dossier Leguay en 1985.

Donc, lorsque les parties civiles, en 1989, portent plainte contre René Bousquet, on peut penser que l'instruction, largement « débroussaillée » par celle de l'affaire Leguay, ira bon train. Mais pendant un an, il ne se passe rien. La plainte paraît avoir disparu dans les tiroirs du procureur général de Paris, M. Pierre Truche. Ce n'est que le 26 septembre 1990 que M. Truche demande l'ouverture d'une information judiciaire contre René Bousquet.

Dernière carte

Les raisons de cette lenteur ont été plusieurs fois évoquées dans ces colonnes. Si la volonté politique à juger Barbie a été sans faille, si le procès d'un Paul Touvier, rouage provincial secondaire de la Milice, est envisagé sans réticence, il en va tout différemment d'un Bousquet. Jeune technocrate promoteur de la III^e République, René Bousquet a effectué toute sa carrière politique avant la guerre sous les auspices du radicalisme toulousain. Dans les années 50, il reprit une brillante carrière de directeur général adjoint de la Ban-

que d'Indochine. Son procès serait assurément celui d'une certaine élite administrative française, compromise dans le régime de Vichy.

Le chef de l'Etat lui-même ne fait pas mystère à ses proches de sa répugnance à voir la « paix civile » risquer d'être troublée par ce procès. « Il y a d'autres moyens qu'un procès pour dénoncer la lâcheté du régime de Vichy. (...) Au-delà de la nécessaire lutte contre l'oubli, il peut paraître important de préserver la paix civile », explique ouvertement, en octobre, à votre confrère *Libération*, le nouveau ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman.

Ainsi M. Truche requiert-il, le 19 octobre, que la chambre d'accusation se déclare incompétente à instruire les plaintes. Pour le parquet général, l'affaire relève de la Haute Cour de justice, créée à la Libération, procédure lourde et hasardeuse dont le résultat serait à l'évidence l'extermination définitive du dossier. Les textes n'imposent pas que les jurés de cette Haute Cour soient choisis sur une première liste comprenant « cinquante sénateurs ou députés en cours de mandat au 1^{er} septembre 1959 ». Mais la chambre passe outre et, le 19 novembre, dans un arrêt remarqué, se déclare compétente.

Le parquet général renonce, alors, à se pourvoir en cassation. Reste évidemment... M. Bousquet lui-même, qui, jouant sa dernière carte, décide de se pourvoir contre cet arrêt du 19 novembre. La cour de cassation vient de lui ôter ce dernier espoir.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

VOILE : Coupe de l'America

Marc Pajot, capitaine débarqué

A moins d'un an du début des éliminatoires de la Coupe de l'America, programmée en janvier 1992 à San-Diego (Californie), le Défi français est en crise. Le conflit qui opposait, sur la gestion de cette entreprise, l'Association pour l'America's Cup en France, et Marc Pajot, initiateur de ce Défi, a abouti, jeudi 31 janvier, à la mise à l'écart de ce dernier. La Ville de Paris qui devait apporter 45 millions de francs et donner son nom au bateau, considère que les bases de l'accord ne sont plus réunies.

« *Fluctuat nec mergitur* » (Il est battu par les flots mais ne sombre pas). La devise de la Ville de Paris risque de ne pas s'appliquer au bateau qui devait porter son nom dans la prochaine Coupe de l'America. Marc Pajot qui avait prévu de s'envoler, vendredi 1^{er} février, pour la Californie afin de commencer, sur le plan d'eau de San-Diego, sa campagne d'entraînement pour le premier championnat du monde des « class America » en mai, puis les éliminatoires de la Coupe de l'America en janvier 1991, devra sans doute ajourner son projet.

Après avoir constaté que Marc Pajot refusait de limiter son action au rôle de directeur sportif et de barreur du Défi, le comité directeur de l'Association pour l'America's Cup en France, Marc Pajot avait, en effet, créé la société France cup, dont il était l'actionnaire majoritaire. Des divergences sur la gestion du Défi avaient abouti au retrait d'autres actionnaires. Cette situation, acceptée alors que les caisses de France Cup étaient vides, est, semble-t-il, devenue insupportable depuis que Marc Pajot a obtenu le soutien de la

de l'Association présidée par l'amiral Brac de La Perrière et des principaux partenaires techniques et financiers du Défi, comme MM. Roger Caille, président de Jet Services et propriétaire du chantier naval Multiplast, Serge Dassault, président de Dassault Aviation, Jacques Dewailly, président de la Compagnie générale de chauffage, et Henri Racamier, président d'ORCOFI.

Dans sa démarche, le comité directeur affirme avoir le soutien des principaux responsables opérationnels du Défi, de l'équipage, (à l'exception peut-être de Marc Bouet, le tacticien), et de la Fédération française de voile pour réunir les meilleurs talents autour d'un nouveau barreur.

Transparence financière

« Il s'agit d'offrir aux entreprises partenaires toutes les garanties de bonne gestion et de transparence financière (...). Cette mission ne peut être confiée à une société commerciale dirigée par un seul homme », a indiqué l'amiral Brac de La Perrière pour justifier la décision du comité directeur. Afin d'assurer la gestion du Défi au quotidien et de collecter les aides recueillies par l'Association pour l'America's Cup en France, Marc Pajot avait, en effet, créé la société France cup, dont il était l'actionnaire majoritaire. Des divergences sur la gestion du Défi avaient abouti au retrait d'autres actionnaires. Cette situation, acceptée alors que les caisses de France Cup étaient vides, est, semble-t-il, devenue insupportable depuis que Marc Pajot a obtenu le soutien de la

Ville de Paris à hauteur de 45 millions de francs.

L'Association pour l'America's Cup en France peut-elle pour autant se passer de Marc Pajot ? Le navigateur baulois ne peut certes pas lancer un autre Défi. Ce dernier a été déposé au nom du Yacht Club de France dont le président, M. François Cam, est membre du comité directeur de l'Association. D'autres barreaux de talent existent en France, mais aucun ne peut se prévaloir de l'expérience acquise par Marc Pajot et Marc Bouet qui avaient hissé *French Kiss* en demi-finale des précédents éliminatoires de la Coupe, en 1987 en Australie. Mais le plus grave dommage est peut-être celui porté à l'image du Défi français auprès des éventuels partenaires financiers.

Ainsi la Ville de Paris, qui venait de verser le 24 janvier un premier acompte de 10 millions de francs, a décidé de différer la signature définitive de l'accord avec l'Association, prévue le 31 janvier. « La Ville de Paris avait décidé d'apporter son soutien à une équipe qui n'existe plus. Nous considérons que les bases de l'accord ne sont plus réunies », a expliqué M. Jean-Michel Hubert, directeur des finances de la Ville de Paris.

Or, pour assurer sa participation au Championnat du monde des class America en mai et la survie du Défi jusque-là, quelque 30 millions de francs sont nécessaires. Malgré la confiance manifestée par les membres du comité directeur de l'Association, on peut douter qu'une telle somme soit réunie dans le contexte économique actuel.

GÉRARD ALBOUY

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle

Le bon cœur de Simone Weber

NANCY

de notre correspondant

En dépit des efforts déployés par ses avocats, aucun des médecins qui a comparu jeudi devant la cour d'assises n'a reconnu à Simone Weber la moindre affection cardiaque. L'accusée souffre de troubles broncho-pulmonaires, d'arthrose, d'allergie, mais de maladie de cœur point. Pourtant, le 5 mai 1980, soit neuf jours avant le décès subit de Marcel Fixard, Simone s'est présentée dans une pharmacie nancéienne, munie d'une ordonnance du docteur Loeb, de Strasbourg, pour y acheter deux boîtes de digitaline. L'ordonnance avait été falsifiée par Simone pour traiter, a-t-elle dit, sa tachycardie.

Gérard Loeb est un médecin ordonné et sérieux. Avant de venir déposer, il a consulté ses archives. « J'ai soigné M^{rs} Weber du 7 novembre 1974 au 21 décembre 1978. J'ai vérifié. Durant cette période, je l'ai rencontrée quarante-trois fois pour des problèmes broncho-pulmonaires ou allergiques, jamais pour des affections cardiaques ». Il précise qu'en dix-sept ans de carrière « il ne se souvient pas avoir de son propre chef prescrit de la digitaline. La digitaline, c'est trop délicat à manier. C'est un poison qu'on manipule goutte par goutte, pas plus de deux ou trois par jour ». Les trois autres médecins confirmeront n'avoir jamais traité l'accusée pour une semblable pathologie.

Pourtant, on n'a pas retrouvé de digitaline sur les restes de

Marcel Fixard. M^{rs} Michèle Rudler, « patronne » du laboratoire scientifique de la préfecture de police de Paris, qui a été chargée de l'examen toxicologique est formelle. « J'ai reçu des boîtes scellées provenant de l'autopsie qui avait été faite à l'hiver 1985. Aucun produit toxique, et notamment de la digitaline n'a été retrouvé dans les viscères putréfiés. » Elle explique ces conclusions par l'antécédent du décès. « Malheureusement, cinq ans après la mort et l'inhumation, très peu de molécules résistent à la décomposition. » M^{rs} Lagrange, avocat de la partie civile intervient : « Mais si M. Fixard en avait absorbé, aurait-on pu le constater ? » L'expert répond que non.

La cour a également entendu M^{rs} Rachel Catiau, la pharmacienne qui a délivré la digitaline à Simone Weber, qui, ce jour de mai 1980, a donné le nom de son premier mariage - Simone Thuot - et l'adresse de sa mère. Ce sont ces indications qui figurent dans l'ordonnance que la pharmacienne devra produire aujourd'hui sur demande de M^{rs} Robinet et Behr, les défenseurs de Simone Weber. Ce détail est d'importance. Simone Weber ne sait plus très bien si elle a pris les deux boîtes de digitaline qu'elle s'était prescrite. Or les experts, confirmés par le juge Thiel ont conclu qu'un seul casque subit pouvait survenir sur un cœur pathologique en cas d'ingestion de 8 mg de digitaline. Une boîte n'en contient que 4 mg.

MONIQUE RAUX

La Cité des sciences de La Villette « sur les traces de Beaubourg »

La Cité des Sciences et de l'Industrie de La Villette, à Paris, qui fête son cinquième anniversaire, a reçu cinq millions de visiteurs en 1990. Depuis son ouverture, vingt et un millions de personnes se sont rendues à La Villette. « En fréquentation, nous sommes sur les traces de Beaubourg » (plus de neuf millions de visiteurs par an), a estimé M. Roger Legarde, président de la Cité, faisant le bilan de l'activité. L'an dernier, un million de personnes ont fréquenté la médiathèque, 1,1 million les expositions payantes, 1,1 million la Géode, les autres profitant des activités gratuites. Parmi ces visiteurs, 18 % étaient des étrangers, 49 % venaient de Paris et de la région parisienne et 33 % de province. Des groupes scolaires y venaient pour des « classes Villette » pendant lesquelles

les élèves restent une semaine à la Cité avec leur professeur.

Avec un budget total de 722 millions de francs, La Villette entend élargir son public et accentuer ses efforts en faveur de l'éducation et de la formation. C'est ainsi qu'une « Cité des enfants », doit ouvrir ses portes en 1992. Dès cette année, seront également développés les stages de deux jours pour les professeurs du secondaire.

La Cité des sciences et de l'industrie célébrera son cinquième anniversaire en mars prochain, avec notamment deux grandes colloques, intitulés « Science, pouvoir et citoyen » et « La société industrielle et ses musées : demande sociale et choix politiques, 1890-1990 ».

Salem. La seule chose que l'on sait d'eux.

Salem. Cigarettes américaines.

SOCIÉTÉ

La préparation du congrès de Clermont-Ferrand

La FEN, forteresse ébranlée

Quatrième centrale syndicale française, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) traverse une crise profonde. Affaiblie par les divisions internes et par la désaffection des enseignants, confrontée aux mutations brutales du système éducatif, elle va tenter de reprendre souffle à l'occasion de son congrès, qui se réunira à Clermont-Ferrand du 4 au 8 février.

L'histoire de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), depuis une bonne quarantaine d'années, n'est pas avare de crises et de sévères empoisonnements. Le contraire eût été surprenant : faire cohabiter sous le même toit quarante-huit syndicats catégoriels regroupant toutes les familles de la gauche enseignante — depuis les trotskistes jusqu'aux différents clans socialistes en passant par les communistes de toutes sensibilités — n'a jamais été une mince affaire.

Ramenant pourtant à la veille d'un congrès, l'équilibre délicat de la fédération d'aujourd'hui est fragile, sa direction s'est ébranlée, son avenir s'incertain, son secrétaire général s'est défendu. La forteresse est ébranlée. Comme minée de l'intérieur par ses propres divisions. Parcourue depuis des mois par des rumeurs de rupture ou d'éclatement.

Le signe le plus perceptible de la crise est l'affaiblissement de la majorité de la FEN, organisée autour de la tendance Unité, indépendance et démocratie (UID), proche du Parti socialiste et dominée depuis toujours par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) et ses cent cinquante-dix mille adhérents, soit près de la moitié des trois cent cinquante mille membres de la fédération. Les élections professionnelles dans le monde enseignant ont ainsi été marquées, il y a quelques semaines, par une chute brutale du SNI, dont l'adhésion a reculé de huit points depuis 1987. Inversement, le Syndicat national des enseignants de second degré, le SNES, qui regroupe les professeurs de lycée, a progressé d'un point. Or le SNES et ses cinquante-dix mille adhérents constituent le pilier de la tendance Unité et action, qui ressemble notamment, depuis l'origine de la FEN, les enseignants proches du Parti communiste.

Pilonnage intensif

Cet avertissement sévère devrait être confirmé lors du congrès de Clermont-Ferrand. En effet, les dirigeants de la direction ne devraient être approuvés que par environ 54 % des mandats (contre 57 % en 1988 et plus de 60 % en 1985). Plus significatif encore, les votes qui auront lieu la semaine prochaine sur les motions d'orientation des différentes tendances devraient marquer un recul très sensible de la majorité UID ; celle-ci ne rassemblera guère plus de 54 % des mandats, contre 60 % en 1987. Sans être réellement menacée,

la majorité de la FEN est donc sérieusement bousculée par ses contestataires.

Car les critiques violentes, depuis des mois, de la tendance Unité et action ne sont pas nouvelles. Mais le pilonnage est de plus en plus intense. « La direction a perdu sa crédibilité sur tous les fronts », martèle inlassablement M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES. Incapable d'être un aiguillon sur les grands enjeux, absente des luttes quotidiennes sur le terrain, la majorité de la FEN n'a plus ni projet syndical ni projet de société. Du coup, elle se met à la remorque du politique et joue les porteurs d'eau pour le gouvernement. Bref, la direction de la FEN hypothèque gravement l'indépendance du syndicat. Bien calée sur son siège, la FEN tire indéniablement bénéfice — bien au-delà de la mouvance des enseignants communistes — de l'inquiétude des professeurs face à l'avenir, de leur crainte de voir le système éducatif bouleversé par l'ouverture des lycées, ou encore de leur anxiété face au remodelage annoncé des programmes et de l'organisation pédagogique.

«Syndicalisme de soumission»

L'opposition classique d'Unité et action n'aurait cependant pas suffi à placer la direction de la FEN dans la position très inconfortable où elle se trouve. La goutte d'eau a été l'apparition, un mois tout juste avant le congrès, d'un nouveau courant d'opposition, baptisé Autrement, dont le pilier est le SNETAA, le Syndicat national de l'enseignement technique, troisième poids lourd de la FEN après le SNI et le SNES. Car la création de cette nouvelle tendance, issue d'une scission au sein de la majorité UID, explique pour l'essentiel le recul perceptible de la majorité à Clermont.

Non seulement du fait de l'attitude traditionnelle du SNETAA, défenseur inlassable et efficace des enseignants de technique, ce nouveau courant renforce le pôle corporatiste de la FEN, mais surtout il alimente les critiques de la base contre une direction volontiers jugée trop lointaine et trop bureaucratique. Ainsi le chef de file d'Autrement, M. Michel Charpentier, secrétaire général du SNETAA et exclu du bureau exécutif fédéral de la FEN lors du congrès de La Rochelle en 1988, prône un «syndicalisme de proximité» contre le «syndicalisme de soumission et de fonctionnement à l'autorité», qui caractérise, à ses yeux, le fonctionnement actuel de la fédération.

L'attaque est frontale. La stratégie développée à plus long terme l'est moins. Désireux, semble-t-il, de jouer un rôle d'arbitre entre les deux grandes tendances de la FEN, Autrement risque cependant de ne pas avoir, immédiatement au moins, les moyens de ses ambitions. Tout laisse prévoir, en effet, que cette tendance ne réunira pas beaucoup plus de 5 % des mandats à Clermont. Reste que le coup porté est rude.

Ces critiques redoublées sont d'autant plus efficaces que la direction de

la FEN a indéniablement du mal à afficher une stratégie claire et mobilisatrice. Sur les deux terrains où elle avait décidé d'avancer lors du précédent congrès, à La Rochelle en 1988, elle se retrouve aujourd'hui en porte-à-faux. En effet, l'impasse est complète sur les perspectives carées depuis plusieurs années d'une «recomposition» globale du paysage syndical national. L'an dernier encore, dans le Monde, M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, lançait un appel à la «reconstruction» d'une «grande confédération syndicale». Or cet appel n'a rencontré aucun écho sérieux auprès des deux partenaires auxquels pouvait échoir le projet. M. Simbron. Difficile en effet d'imaginer que Forces ouvrières puisse envisager, pour l'instant, de rechercher des convergences avec la FEN alors que M. Marc Blondel a été élu, il y a deux ans, sur une ligne dure et farouchement indépendante. Quant à la CFDT, elle n'est manifestement pas un tête-à-tête avec la FEN, et sa branche enseignante, en craignant à l'évidence de perdre quelques plumes dans un éventuel rapprochement avec la FEN, «il faut que la FEN se clarifie. On verra ensuite ce qu'on pourra faire ensemble», note avec beaucoup de circonspection son secrétaire général, M. Jean-Michel Bouillier.

L'autre piste stratégique ouverte il y a trois ans n'a pas davantage permis d'engager une réelle dynamique. Il s'agissait de redéfinir le projet éducatif de référence de la FEN d'habiller les enseignants à «travailler autrement» pour s'adapter à l'évolution de l'école. Vaste et passionnant chantier, qui conduisit la fédération à repenser les pratiques pédagogiques et les contenus d'enseignement, les rythmes scolaires et les «parcours de la réussite», mais qui n'a pas permis de quitter pour une bonne partie des enseignants et en particulier pour ceux des lycées, bastion du SNES.

«Un marché de dupes»

A défaut de pouvoir appuyer pleinement sur sa base, la direction de la FEN engage alors un pari délicat : dans les mois qui précéderont le congrès de La Rochelle et l'élection présidentielle de 1988, elle négocie pied à pied avec les responsables socialistes, en l'occurrence l'équipe de Laurent Fabius, alors en charge de l'éducation au PS. La base de l'accord en cas de victoire des socialistes aux affaires est simple : la rénovation et l'adaptation du système éducatif en échange d'une revalorisation substantielle du métier d'enseignant. Cela s'avère en réalité, comme l'admet un responsable socialiste, un «marché de dupes» dans la FEN, aujourd'hui encore, le prix.

Car, à peine installé rue de Grenelle, en mai 1988, M. Lionel Jospin préfère remettre le dossier à plat : après mûre réflexion, et contre l'opinion du premier ministre, le ministre de l'éducation décide finalement d'engager d'abord les négociations sur la revalorisation et de remettre à plus tard le volet rénovation. Privée du

recours sur lequel elle tabulait, laissée en plan avec, sur les bras, un slogan sans réelles perspectives («Travailler autrement»), la direction de la FEN s'est trouvée contrainte de faire du sur-pilonnage à ses minoritaires du SNES, un large espace de revendication sur le terrain salarial et revendicatif classique.

Son état-major n'en finit pas, d'ailleurs, de ressasser le film noir de ces quelques mois. Dépassée au moment des négociations sur la revalorisation, la direction de la fédération se retrouve à nouveau très mal à l'aise lorsque le ministre engage, à froid, ses réflexions sur l'adaptation du système. Sur les deux dossiers, la FEN «n'assume pas pleinement» des progrès ou des réformes qu'elle avait pourtant appelées de ses vœux, note un observateur très attentif. A quoi Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI, répond sans ménagement : «Pour faire du syndicalisme réformiste, il faut être deux. Or nous avons en face de nous un gouvernement qui ne gouverne pas. Il se contente de régir. C'est donner la prime au syndicalisme du refus et cela nous place d'autant plus en porte-à-faux que nos propositions sont récupérées sans être efficacement mises en œuvre».

Une réorganisation par branches

Affaiblissement de son audience, impasse ou déphasage de sa stratégie : pour sortir de cette crise complexe, la direction de la FEN a placé le congrès de Clermont-Ferrand sur un autre terrain. Celui de la réorganisation interne. «Dans sa stratégie, commente un observateur, la FEN a mal évalué les conséquences du déplacement du centre de gravité du système éducatif du premier degré — qui constitue le gros de ses troupes à travers le SNI-PEGC — vers le second degré, et vers la chasse gardée du SNES». Evolution d'autant plus préoccupante pour l'actuelle direction que le poids de la démographie scolaire et l'ouverture des portes des lycées la rendent inéluctable.

Pour tenter de retrouver des prises solides à long terme, la solution envisagée consiste à remodeler en profondeur l'organisation de la fédération autour de quelques grandes branches d'activités (enseignants, direction, inspection, etc.). Outre la simplification du paysage actuel et l'amélioration de l'efficacité de l'ensemble, une telle refonte aurait surtout l'avantage de casser les fiefs constitués jusqu'aujourd'hui par le courant Unité et action dans les lycées, ou par Autrement dans l'enseignement technique.

C'est tout l'enjeu du congrès de Clermont-Ferrand. Mais un enjeu qui dépasse largement le monde enseignant. De l'issue du débat qui s'ouvrira sur la réorganisation, à terme, la capacité de la FEN à relancer son projet de reconstruction syndicale avec les autres centrales. Comme la possibilité pour le gouvernement de pouvoir s'appuyer sur un pôle réformiste pour piloter les nécessaires évolutions du système éducatif.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

COMMUNICATION

Mobilisation de l'UER et projet Euronews

La coalition des télévisions européennes

Le réseau de communications de l'Union européenne de radio-diffusion (UER) fonctionne à plein pour la couverture de la guerre du Golfe. Parce qu'il a mis en évidence la prééminence des images américaines, le conflit relance aussi l'intérêt pour le projet Euronews de chaîne d'information en continu, préparé par plusieurs membres de l'UER.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Cette coalition-là regroupe trente-neuf membres dans trente-deux pays. Mais ses seules armes sont caméras et satellites de communications. Les membres actifs de l'Union européenne de radio-diffusion — télévisions et radios d'Europe, du Maghreb et du Proche-Orient — ont mis en place des moyens exceptionnels pour couvrir le conflit du Golfe. Mais ces moyens seraient inefficaces sans canaux de transmission et d'échange. Tout en laissant la maîtrise du contenu rédactionnel à ses membres, l'UER a donc considérablement intensifié ses services de support logistique, en sus des traditionnels échanges de sujets d'actualité entre membres de l'Eurovision.

Chaque jour, sur les 13 800 kilomètres de liaisons terrestres qui irriguent le continent de Tobrouk à Belfast et d'Helsinki à Rabat, et grâce à deux répéteurs de satellites loués à Eutelsat, les images circulent. Au siège de l'UER, sur les hauteurs de Genève, les coordinateurs se relaient dans un bâtiment de verre fumé, relié en permanence aux points chauds du globe. Ici, on pense en heure GMT. Pour la première transmission du jour, à 4 h 45, le bureau de New-York propose des images de George Bush et de Saddam Hussein, mais aussi un reportage sur les tatonnements des Américains.

Plus tard dans la matinée, les propositions des membres sont recensées, avec leur contenu résumé, les indications techniques de son, couleurs, etc. Fédérales du roi Olaf de Norvège, gagnantes du rallye de Monte-Carlo, incendie de l'ambassade américaine à Varsovie... Demandes par plus de cinq membres, une dizaine de sujets seront parties d'EVN-0, l'envoi de 111 nouvelles. En revanche, un «expert saoudien» du pétrole ne sera pas du lot, faute de susciter l'intérêt. Et le ballet des appels et des téléx reprend, pour EVN-1 à 14 h 15, puis EVN-2 à 17 h 45, dernière limite avant les journaux du soir.

Le «marché aux images»

Plus de 14 000 «sujets» ont ainsi transité par l'UER en 1989. Le principe de base est la gratuité des frais techniques : chaque télévision verse au pôle commun et peut y puiser ce qu'elle veut. «Le système n'est pas la seule source d'images internationales des chaînes, comme il y a vingt ans. Mais il demeure un apport essentiel, et surtout une assurance pour les membres : celle de ne rien rater d'important», estime le belge Tony Naets, chef de la division des actualités. Des accords avec les autres unions de radiodiffuseurs de l'Est, d'Asiavision, etc. — et avec les grandes agences d'images mondiales complètent ce marché aux images.

Mais l'UER ne se contente pas de ces échanges. Elle étend aussi son réseau en cas de besoin. Elle a, par exemple, loué des antennes de satellite, installées à Dhahran, Jérusalem et Amman. A Genève, ordres et contreordres de réservation se succèdent : «La Cinquième» à 11 h 40 de Jérusalem... «La BBC voudrait un additif».

de trente minutes à 16 h 35... En liaison avec les coordinateurs de l'UER sur le terrain, chacun s'efforce de gérer au mieux les «files d'attente», qu'il s'agisse d'images «multilatérales» destinées à plusieurs pays — briefings des militaires américains, reprises de la télévision italienne — comme des reportages de chaque membre, et surtout des directs, les plus difficiles à «caser» dans les créneaux des journaux. Car tous les membres actifs (et certains des cinquante-quatre membres associés, du Japon à l'Australie et au Canada) peuvent utiliser ces antennes et ne s'en privent pas. Aux 200 transmissions quotidiennes par satellite normalement coordonnées par l'UER, sont venues s'ajouter près de 250 liaisons avec le Golfe (70 de Dhahran, 80 d'Amman, 100 de Jérusalem, environ, depuis la mi-janvier) et un gonflement des liaisons avec le reste du monde. Avec 200 transmissions par jour, Washington confirme néanmoins son rôle de capitale de la guerre...

Cette suprématie irrite un peu Tony Naets, qui y voit une concession à la facilité. «Les sources d'images brutes» sont limitées pour tout le monde, et nous ne sommes pas en retard sur les chaînes américaines. Par exemple, nous avons transmis en même temps que CNN les images de Saddam Hussein priant, capites à Amman. Malheureusement, certaines chaînes européennes préfèrent reprendre ces images avec le sigle «CNN». Peut-être parce que, en se contentant de traduire de l'américain, elles évitent de faire leur propre commentaire, donc de réfléchir...»

L'effet CNN pourrait pourtant provoquer un sursaut européen et accélérer la préparation d'Euronews, ce projet, préparé par un noyau de membres de l'UER, d'une chaîne paneuropéenne d'information, diffusée en cinq langues sur le satellite Eutelsat II.

Un contrepoint à la vision américaine du monde

Une des clefs du succès d'audience de CNN tient à son réseau de diffusion permanent, alors que les chaînes généralistes, qui forment le socle de l'UER, ont plus de contraintes pour bouleverser leurs programmes. Euronews désamalgamerait les débouchés du trésor d'images des membres de l'UER et valoriserait son réseau, en permettant notamment de suivre des événements dans leur continuité. L'idée séduit un nombre croissant d'hommes politiques, soucieux de contrebalancer la vision américaine du monde véhiculée par CNN. Mais sa mise en œuvre est encore suspendue à plusieurs conditions, dont la moindre n'est pas l'argent, car la rentabilité d'une telle chaîne est aléatoire à court terme.

Avant de voir le jour, Euronews doit convaincre au moins une dizaine de télévisions. Alors que les Britanniques sont réticents, les chaînes publiques italiennes, françaises et espagnoles font partie du premier noyau qui a élaboré le projet. Belges, Grecs et Finlandais ont confirmé plus récemment leur accord. Et l'obstacle juridique qui limite la participation des chaînes allemandes au projet pourrait être bientôt levé, avant une réunion prévue en février.

Avec des soutiens dans quatre grands pays, Euronews pourrait alors officiellement demander des subsides à la Commission européenne. Celle-ci est prête à contribuer au projet. Mais à quelle hauteur ? Le budget prévisionnel d'Euronews dépasse 200 millions de francs annuels. L'argent réuni, resterait encore à choisir un siège entre plusieurs villes candidates. Et surtout à réaliser un programme répondant aux besoins de publics très divers, à l'image de l'Europe.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Un entretien avec M. Yannick Simbron

Il faut «reconstruire le syndicalisme pour éviter sa balkanisation», nous déclare le secrétaire général de la FEN

«Le congrès de Clermont-Ferrand semble placé sous le signe de la crise, voire de l'éclatement de la FEN. La direction de la fédération paraît menacée. Cette dramatisation est-elle justifiée ?

— Qu'il y ait des difficultés, c'est indéniable. Un des objectifs du congrès est de mettre à plat ces difficultés et d'y apporter des réponses. Quitte à poser brutalement les problèmes, j'y suis résolu. Tous les systèmes de représentation — associatif, syndicaux, politiques — traversent une crise.

— Nous devons nous interroger sur ses causes profondes. Sur la montée des individualismes, les contradictions qui traversent le monde salarié aujourd'hui et l'affaiblissement des structures de réflexion, je n'ai pas de réponses toutes prêtes. Car il n'y a plus de système d'explication global, mécanique, des mutations sociales et politiques de plus en plus complexes. C'est la fin de la «pensée magique». C'est sur cette toile de fond que nous débattons des raisons particulières de la crise du syndicalisme enseignant au cours du congrès.

— Cette crise du syndicalisme, qui n'est tout de même pas nouvelle, semble vous prendre au dépourvu...

— La crise du syndicalisme est générale dans tous les pays indus-

trialisés. Car les mutations industrielles les plus radicales se sont opérées dans les secteurs de forte implantation syndicale, comme les chantiers navals ou la métallurgie. Néanmoins, tous les pays industrialisés n'ont pas réagi à cette crise de la même manière. Notre congrès doit nous fournir l'occasion de poser ces questions que les responsables politiques et syndicaux ne regardent pas en face. C'est un congrès d'étape qui doit établir un diagnostic.

«La mort à petit feu»

— Mais à quand les remèdes ?

— Dès les milieux des années 80, nous avons souligné le problème de l'évolution interne et cherché à jeter les bases d'une réflexion sur la reconstruction avec d'autres forces du mouvement syndical français. Depuis, l'idée de la reconstruction a avancé dans les faits. Mais sa perspective concrète, à cause du poids et des résistances des appareils syndicaux, s'est éloignée. Il est sûr que la FEN, plus que d'autres centrales syndicales, a toujours été attachée à l'unité syndicale.

— Maintenez-vous la perspective d'un congrès extraordinaire, avant la fin 1992, pour faire avancer cette «reconstruction» ?

— Nous sommes obligés d'organiser un vote pour convoquer un congrès extraordinaire puisque ce n'est pas prévu dans nos statuts. Nous irons au vote à Clermont. C'est le meilleur moyen de clarifier la situation. Nous ferons ce congrès sur la base d'une consultation individuelle des adhérents de la FEN. La méthode avait été utilisée en 1948, au moment de la constitution d'une fédération enseignante autonome. Elle n'est pas mauvaise.

— Ces projets de remodelage relèvent-ils de beaucoup, de la «cuisine d'approvisionnement» ?

— Nous maintiendrons le cap sur les deux lignes de force définies à La Rochelle en 1988 : le projet de reconstruction syndicale, mais aussi la nécessité de travailler autrement. C'est cela ou la mort à petit feu. La classe politique a pris un retard considérable dans la réflexion sur le système éducatif. Et l'idée qu'il est insensé de faire lentement son chemin. C'est une dérive redoutable.

— Quant à la reconstruction, elle est indispensable pour éviter une balkanisation du syndicalisme, déjà trop largement entamée. Il est bien évident que tout mouvement partagé sur la perspective de la reconstruction qui bouscule les frontières, les territoires, les équi-

liés actuels. Un syndicat de vingt mille adhérents peut parfaitement vivre douillettement, sans trop se préoccuper de ses voisins. Mais la vraie question, c'est : pour faire quoi ? Un tel émiettement conduirait à une addition de corporatismes sans principes et à la dégradation d'un syndicalisme de proposition, capable de faire des grands choix, de promouvoir un projet global et de fédérer des convergences, aussi bien sur les questions d'éducation que sur les problèmes de société.

— C'est pourtant cette vigoureuse défense corporative qui explique le renforcement du SNES dans le second degré, voire l'émergence de la tendance «Autrement» autour du SNETAA, et des enseignements du technique...

— Nous avions pensé que l'effondrement du communisme aurait des conséquences plus rapides sur les dirigeants au sein de la FEN. Or, aujourd'hui, nous assistons à une dégradation des idéologies et à une montée d'une sorte de «gang-bro-popolisme». C'est peut-être efficace à court terme, mais, à long terme, cela signifie la mort d'un vrai syndicalisme de proposition.

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Relève

Suite de la première page

J'ai su conclure, bien entendu, sans adresser un très grand merci à tous ceux qui, membres ou non de la Société des lecteurs, nous ont suivis ou rejoints au cours de ces six années fertiles en péripéties, crises et rebondissements. Sans leur fidélité, leurs encouragements, leurs critiques souvent salutaires, le journal qu'a fondé y a bientôt un demi-siècle Hubert Beauvillier ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui : le plus influent, à n'en pas douter, des quotidiens

de langue française. Je leur fais confiance pour aider l'équipe de relève à l'adapter aux temps difficiles que nous connaissons aujourd'hui, à poursuivre sa modernisation et à lui donner les moyens de son développement.

ANDRÉ FONTAINE

PS. — Je ne quite pas vraiment le Monde, puisque j'y garderai un bureau et continuerai d'y écrire. Je voudrais, de plus, en appeler à l'indulgence des trop nombreux lecteurs dont j'ai dû laisser, depuis quelques mois, faute de temps, le courrier sans réponse. Je vais tâcher, dans la mesure du possible, de réparer, au moins partiellement, cette omission.

Handwritten signature: J. J. J.

THÉÂTRE

Au comble du bonheur

Jacques Villeret est suffisamment célèbre pour faire rire avec « la Contrebasse » de Süskind

« Je tombe à bras raccourcis sur le plus grand des instruments féminins (je parle de sa forme), et, par contrebasse interposée, je viole ma propre mère. » Jacques Villeret parle, tout seul, à voix haute. Il joue la Contrebasse. Une pièce de théâtre, œuvre de l'écrivain allemand Patrick Süskind, auteur du livre best-seller mondial *Le Parfum*.

Patrick Süskind n'impose ni nom ni prénom à son quidam qui soliloque. Un nom, cela limite. Cela isole. Il préfère l'appeler « Quelqu'un ». « Un quelqu'un ». C'est-à-dire, peu ou prou, tout le monde. Ils. Elles. Vous. Ce « Quelqu'un » est l'un des huit contrebasistes de l'Orchestre National. Il vit seul. Il boit beaucoup de bière (le réfrigérateur est débordé). La musique, souvent, il n'aime pas. « Comme musicien, Mozart est très surestimé... Wagner me laisse plutôt froid... Je suis contre le jazz, et le rock, et toutes ces choses-là ».

Il a ses raisons à lui, de ne pas aimer : Wagner, nous dit-il, a composé *Tristan* « uniquement parce qu'il couchait avec la femme d'un ami qui l'a entretenu, lui Wagner, pendant des années ». Raison volontairement bête. Patrick Süskind sait que les bêtes aiment leur bêtise. Dès qu'ils lui donnent leur bêtise, elle les requinque, comme un verre de mus-

cadet. « Quelqu'un » est bêtement vantard : « La contrebasse est l'instrument le plus important de l'orchestre. » Il résume bêtement des clichés : « C'est dingue comme les prix ont augmenté depuis dix ans. » Il se trouve très malin de ne pas supporter la présence de sa contrebasse chez lui : il est bêtement miso : « Regardez-la, elle a l'air d'une grosse bonne femme, et vieille ». Il fait aussi des plaisanteries, nécessairement bêtes, vagues : « Beethoven a réduit en miettes plusieurs pianos, mais jamais une contrebasse. Il faut lui reconnaître ça. D'ailleurs il n'en jouait jamais ».

La Contrebasse est un triomphe. La salle est pleine soir après soir. Et, du début à la fin, le public meurt de rire. La raison est simple : Patrick Süskind a écrit exactement, à une virgule près, avec un savoir consommé, le monologue avec quoi, dans chaque pays, une vedette comique réussit un tabac sûr. Car un triomphe mondial comme la Contrebasse est un phénomène tripartite : le texte, la vedette comique populaire et le public.

Par l'emprise du cinéma, de la radio, du disque, de la télévision, de la scène, une actrice ou un acteur, même un acteur capable de finesse et d'art vertueux, comme Jacques Villeret, peut devenir une vedette

comique à laquelle le public s'attache. S'attache de tout cœur, fidèlement. L'un de ses désirs est le rire. Le rire qui dénote, qui dé-fatigue, qui fait respirer un petit peu à fond, après des journées exténuantes, entre les lignes d'une vie décourageante. L'effet immédiat bienfaisant de ce simple rire-là est irremplaçable, il n'a aucun substitut qui suscite juste le même effet. Ce rire a une parenté de thérapie avec l'alcool, qui n'a pas d'équivalent non plus, mais que les médecins ne peuvent recommander parce que la dose efficace est très modérée, et comment la maintenir ?

La revanche des moches

Pour que ce rire soit déclenché, il y a des règles. La vedette comique doit exprimer la revanche des moches. Il faut que ce qu'elle dit soit bête. Il y a la pause-bêtise du soir, comme la pause-café du dimanche. Une fois l'acteur devenu vedette comique, son public l'adore quoi qu'elle fasse. Une fois, à Toulon, Bourvil était allé jouer une opérette, *Pacifico*. Tout était loué depuis des semaines. Pour voir Bourvil, j'étais monté au dernier balcon. Le théâtre était ancien, le balcon était très profond, avec des volutes, des recoins, il y avait pas

mal de places d'où l'on ne pouvait pas voir la scène, d'autant qu'il y avait du monde en surplus, debout sur les marches.

En bas, sur le devant de la scène, Bourvil déclenchait des explosions de rires fous en tournant le dos à l'orchestre et en « baissant culotte » (authentique). En haut, des gens qui ne voyaient rien demandaient, quand les rires dévalaient : « C'est lui ou c'est pas lui ? » - « C'est lui », criaient les gens du fond, au comble du bonheur, hurlaient de rire aussi, de confiance. Si ce n'était pas lui, mais un autre acteur qui provoquait les rires (moins forts) d'un bas, personne ne pipait là-haut.

Le texte de la Contrebasse, mitonné aux petits oignons, est sciemment d'une rare pauvreté, d'une rare naïveté. Jacques Villeret, tel ou tel soir, est d'une rare absence, d'une rare laissez-aller, il joue, comme disent les acteurs, « en pilotage automatique ». Tout cela est attristant (cela se voit de toutes les places, nous ne sommes pas à Toulon). Mais il n'y aura jamais rien à redire à un déjeuné, à un dîner, du monde : rire, oublier, se détendre, respirer.

MICHEL COURNOT

Théâtre Hébertot, du mardi au samedi à 21 heures. Matinées samedi 18 heures et dimanche 16 heures. Tél : 43-57-23-23.

Les rêves coupables d'Adamov

« Si l'été revenait »

une pièce autobiographique proche de Strindberg

MARSEILLE

correspondance

Dans le chœur des Bernardines, église devenue théâtre, les rêves de *Si l'été revenait* ont des silences d'officiants. La dernière pièce d'Adamov, complètement onirique, n'est-elle pas une messe parodique avec résurrection des morts, aveux de culpabilité, confession de désirs troubles ? Isabelle Pousseur, chargée de la mise en scène, n'a rien voulu rationaliser. Elle ne livre aucune explication, met à nu un univers mental labyrinthique où affleurent des souvenirs et des effrois ; où resurgissent, thématiques, certains objets comme la balançoire qui, à la dernière image et aux derniers mots, « Tout est réglé », projette les deux vivants au-dessus d'un champ de morts.

L'espace est défini simplement par trois grands portiques, le mobilier et les accessoires descendant des cintres, parfois comme une pluie, selon les besoins. Il revient aux comédiens, dans ce dépouillement scénique, de prêter apparence et souffle aux fantômes, donner crédit aux fantasmes, sans rien résoudre, sans rien apaiser. Il leur appartient d'être réels et pourtant mystérieux, palpables en même temps qu'évanescent.

Venue de Bruxelles pour travailler

en résidence à Marseille, Isabelle Pousseur a réussi l'amalgame des comédiens belges et régionaux pour créer un style de jeu cohérent dans le balancement constant entre le flou et le précis, l'irréalité et l'hyper-réalisme de certains détails que le rêve impose avec intensité. Tantôt c'est une chorégraphie lente des personnages qui circulent dans une absence au monde, et tantôt un conflit brutal, essor d'une musique assourdissante, pendant lequel ils s'empoignent.

Le spectacle, dans sa beauté formelle, dégage ce qui est la beauté maléfique de l'œuvre, une angoisse de l'inaccompli. Comme si l'exorcisme d'Adamov, concernant l'échec affectif, social et politique, n'avait pas réussi à libérer ses héros - à le libérer - d'un passé qui demeure un passif. La pièce, dont la substance autobiographique est indéniable, doit beaucoup à Strindberg ; une filiation qu'Adamov a lui-même proclamée et revendiquée. Aussi le projet d'Isabelle Pousseur de monter le *Songe* après *Si l'été revenait*, et de les présenter comme un diptyque au prochain Festival d'Avignon, est-il de ceux dont on attend la réalisation avec une véritable excitation.

JEAN-JACQUES LERRANT

« Si l'été revenait », jusqu'au 9 février au Théâtre Les Bernardines.

« Le Système du monde » à La Villette

Quand on entre dans la petite salle Boris Vian, à la Grande Halle de La Villette, il y a déjà là un homme, un casque aux oreilles. Il triote une drôle de machine musicienne, qui tient des inventions de Nibbus et de l'*Odyssée* de l'Espace. Il donne l'impression de ne pas voir ni entendre les spectateurs, de se trouver réellement sur une autre planète qu'une déflagration intertemporelle aurait mise à portée de regard.

Le *Système du monde*, de Jean-Pierre Laroche, commence à l'intérieur d'un œil géant et se passe un peu partout sur Terre. Ou plutôt la Terre est juste un globe dans la galaxie. On s'y assied parfois, on la traverse. Des fragments de statue et des pantins se croisent, se saluent, feignent de jouer d'étranges instruments, tournent autour de pouilles, font éclater le Soleil et les étoiles...

Entre illusions et magie

Ici est le monde sans boussole, éclaté, parcellisé, sans envers ni endroit - qui rappelle par moments celui de Philippe Genty. Une musique planante plus que céleste est produite par la machine et les violons amplifiés, dont, imperturbable, joue l'homme au casque.

Avec une naïveté féroce, et une vraie poésie, le *Système du monde* mélange illusions optiques, magie électronique, automates primitifs. C'est tout son charme, un charme qui serait plus efficace si les mouvements de ces automates étaient plus variés. Mais naturellement, on y perdrait beaucoup de poésie, et pas mal de magie. Tel quel, le spectacle, qui dure à peine une heure s'arrête juste à la limite de la lassitude.

COLETTE GODARD

Grande Halle de La Villette, Salle Boris Vian, du mardi au samedi à 21 heures jusqu'au 10 février. Tél. : 42-40-27-28.

Travelling de Rome à Rennes. - Consacré à la représentation d'une grande ville par le cinéma, le Festival de Rennes propose pour sa seconde édition, du 4 au 12 février, un voyage à Rome sur grand écran. Fellini, Rossellini, Antonioni, Pasolini, De Sica, bien sûr, mais aussi les péplums, le *Spartacus* de Kubrick, le *Jules César* de Mankiewicz et... Astérix figurent au programme de ces « évènements romains » qui comptent plus de cinquante titres.

Renseignements : (16) 99-33-52-55.

MUSIQUES

Sur un fil

Délaissé par le chef, le violoniste Gérard Poulet a joué les équilibristes

Le nez dans la partition, hésitant, Gunther Herbig donne le départ du *Concerto pour violon*, de Sibelius. Gérard Poulet se lance à son tour. D'hésitation en décalages, les interprètes donnent l'impression de pister sur place.

Herbig aurait davantage dû se méfier d'une œuvre dont les difficultés de mise en place (pourant célèbres) ne se devinent pas à la simple lecture de la partition. Balance entre les différents papirs peu soignés, rythmique mal assurée, tempi fluctuants : l'œuvre ne résiste pas.

Désarçonné, Gérard Poulet paraissait en retrait, notamment dans le second mouvement où il s'est trouvé dans la situation de l'équilibriste qui assure ses points d'appui. La tête dans les épaules, nous avons tout de même pu apprécier, une fois de plus, la sonorité soyeuse de Poulet, la légèreté de son bras droit qui n'écraie jamais les cordes, son intonation presque toujours impeccable et la fraîcheur d'un jeu à mille lieues de la virtuosité mécanique, préméditée de tant de violonistes soviétiques. Les musiciens de l'orchestre lui ont fait une telle ovation, qu'il en a donné, le premier soir, un *Caprice* de Paganini et une *Sarabande* de Bach en bis.

En seconde partie, le nouveau patron de l'Orchestre de Toronto, a dirigé la *Première Symphonie*, de Brahms, d'une façon remarquable,

théâtre dans le bon sens du terme, sanguine, assez festive, vigoureusement articulée mais ménageant toutefois, lorsque le texte l'exige, des plages d'un lyrisme assez fondant.

Herbig était aidé, il est vrai, par un orchestre peu rancunier de l'avoir exposé sous un jour aussi peu favorable avant l'entracte, un Orchestre de Paris des bons jours, dont les vents (cors alertes et chantants, trombones décidés), les altos, violoncelles et contrebasses, profonds comme un Cavallé-Coll (effet saisissant lorsque le contrebasson s'est joint à eux) font regretter la dureté nasale de violons qui sonnent comme les anches d'un orgue espagnol.

Gunther Herbig doit une revanche à Gérard Poulet. Pourquoi n'inviterait-il pas le chef de file de l'école française de violon dans son chef de Toronto ?

ALAIN LOMPECH

Vendredi 1^{er} février, Gérard Poulet cède sa place au pianiste Sergei Edelmann qui jouera le *Premier Concerto*, de Mendelssohn. Salle Pleyel, 20 h 30. Le 3 mai, l'Orchestre de Toronto se produira, Salle Pleyel, à l'invitation de l'Orchestre de Paris. Gunther Herbig dirigera le *Concerto pour alto*, de Bartok et la *Sièzième Symphonie*, d'Anton Bruckner.

Les habits neufs de Kanté Manfila

Le guitariste et chanteur mandingue au Théâtre de la Ville. Justice est rendue

Les musiciens émigrent aussi. Pas nécessairement pour trouver une gloire de magazine ou rentrer dans les charts occidentaux. Mais souvent pour survivre, économiquement et artistiquement. Kanté Manfila, grand musicien de tradition mandingue, vit aujourd'hui à Paris, en précisant toutefois que s'il le pouvait, il retournerait en Afrique occidentale sans regret. « Car je suis africain », pose, timide par discrétion, l'ancien chef d'orchestre du groupe mythique des Ambassadeurs du Motel de Bamako, dont est issu Salif Keita, plus connu sous nos latitudes, passe en revue les bénéfices et les pertes du déracinement.

Respecté comme un ministre à Bamako, puis à Abidjan, où il transporta les Ambassadeurs dans les années 80, il lui a fallu accepter les contrats douteux et la vie de banlieue. Puis défendre sa musique, qu'il veut mandingue par-dessus tout, afin que nul ne le passe à la moulinette de la technologie pop. Mais il y eut aussi des rencontres, impensables au pays, comme celle avec Miles Davis au Festival de jazz de La Haye en 1987, ou avec d'autres musiciens africains également sinistrés pour cause de piratage.

Kanté Manfila, qui est né en Guinée, se définit comme un « essentiel », très attaché à son environnement familial. Son premier vrai disque européen fut donc très traditionnel, avec Mory Kanté à la kora et Djanka Diabaté aux chœurs. Puis il signe pour deux albums avec le label Mélodie. Le premier, *Dinlye*, est sorti début 1990. Le second est en vue. Manfila a compris mieux que personne que la technologie était un outil. Pour *Dinlye*, il avait eu recours à l'usage d'un synthétiseur très sophistiqué, qui donnait un habillage singulier à des musiques rigoureusement collées à sa culture. Un exemple, la kora, instrument difficile dont les bons joueurs sont rares : Kanté Manfila a préféré confier à Cheick Tidiane Seck, un



CATHERINE MILLET

ex-Ambassadeur, « qui en connaît suffisamment l'esprit » le soin d'en jouer sur son synthétiseur. Le griot mandingue, qui a choisi pour ses concerts au Théâtre de la Ville, où il se produira avec dix musiciens, de privilégier des morceaux dansants, voit à chaque pas franchi la

perspective du retour au pays, avec en poche un capital succès et une carrière protégée par une « grande SACEM » africaine et protectrice. VÉRONIQUE MORTAIGNE

Le 2 février à 18 heures et le 3 février à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Les midis musicaux

février 1991 - 12 h 45

Quatuor Carmina
Schubert, Webern
1^{er} février

Ensemble Carl Stamitz
Mozart
4 février

Robert Höll, baryton
Josef de Beenhouwer, piano
Schubert
6 février

Robert Höll, baryton
Schumann
8 février

Brodsky Quartet
Beethoven
11 février

Quatuor Manfred, Bourgogne
Ligeti, Prokofiev
13 février

40.28.28.40

MINTEL 3915 CHATELET MAIRIE DE PARIS

VIVANTES DES CULTURES ET DU LIVRE EN VERSION ORIGINALE

9^e SALON DES LANGUES

EXPO LANGUES

8-11 FÉVRIER 91

PARIS - PORTE DE VERSAILLES

JOURNÉE PROFESSIONNELLE JEUDI 7 FÉVRIER

ANTENNE 2

AU PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS/PORTE MAILLOTT
À PARTIR DU 6 FÉVRIER 1991

BEJART

BALLET LAUSANNE

L'ÉVÉNEMENT DE LA SAISON 1991

DU MERCREDI 6 AU DIMANCHE 17 FÉVRIER
ET DU MARDI 5 AU SAMEDI 9 MARS

LA MORT SUBITE

AVEC UTE LEMPER
EN ACCORD AVEC LE FESTIVAL DE RECKLINGHAUSEN 1991

DU MARDI 12 AU DIMANCHE 24 FÉVRIER
CRÉATION À PARIS

DIBOUK

MUSIQUES DE SCHÖNBERG, ENIGEL
ET MUSIQUES TRADITIONNELLES JUIVES

MOZART-TANGO

MUSIQUES DE MOZART ET TANGOS ARGENTINS

DU MARDI 26 FÉVRIER AU DIMANCHE 3 MARS
CRÉATION À PARIS

PYRAMIDE

LE BALLET CRÉE AU CAIRE EN JUIN 1970

EUROPE 1

LOCATION/RENSEIGNEMENTS:
ENTRÉES-SPECTACLES: 48 78 75 00

日本

DE NOMBREUX VOYAGES AU JAPON A GAGNER AU GRAND CONCOURS STAR

"L'AVENIR, PASSION DU MONDE"

Pour vous faire découvrir le Japon, pays aux mille facettes, les imprimantes STAR lancent un grand concours: "L'AVENIR, PASSION DU MONDE". Vous êtes lycéen, vous êtes en second cycle, formez dès aujourd'hui votre équipe en réunissant 3 élèves et 1 adulte (parent ou professeur) et inscrivez-vous en tapant, sur votre minitel, le 3615 code L'ÉTUDIANT. Trois sujets de dissertation vous seront proposés et un jury d'exception sélectionnera les meilleures d'entre elles. 24 voyages au Japon sont à gagner, alors: tous à vos copies et que l'esprit des Samouraïs souffle sur vos imaginations débridées.

3615 L'ÉTUDIANT

star votre imprimante

L'avenir

Demande d'inscription au grand concours-Star, "L'avenir, passion du monde" à retourner à L'ÉTUDIANT, Service 3615 CONCOURS STAR, 27 rue du Chemin vert, 75743, PARIS cédex 11.

Je désire recevoir un dossier d'inscription au grand concours STAR*

Nom: _____ Prénom: _____ Date Naissance: _____

Adresse: _____ Code postal: _____ *Concours gratuit sans obligation d'achat

CULTURE

Où s'arrête la critique ?

Le procès, intenté par M. Olivier-Clément Cacoub contre la revue « Urbanismes » plaidé à Paris

C'est devant la 1^{re} chambre civile du tribunal de grande instance de Paris qu'a eu lieu, mercredi 30 janvier, le procès intenté par l'architecte Olivier-Clément Cacoub contre le mensuel *Urbanismes* et l'architecte Pierre Soria et la journaliste Carine Lenfant (le Monde du 8 août 1990). Au menu, les propos de Soria, retranscrits par Lenfant, sur l'immeuble Le Pontant, construit par Cacoub. Propos assurément sévères. Mais surtout, une formule lapidaire sur le projet du même architecte pour la porte Maillot, par laquelle Soria, selon le défenseur de Cacoub, lui aurait fait de façon peu confidentielle.

Dans un numéro spécial (et prémonitoire en avril) sur le thème « SOS Villers », et dans le fil d'une série d'interviews toniques de grands architectes, intitulée « Douze hommes en colère », Soria, coauteur de l'Institut du monde arabe, répondait à une demande sans doute un peu simpliste, mais pertinente par les temps qui courent: « Se moultier » en citant publiquement les bâtiments et les aménagements qui

constituent selon eux des catastrophes urbaines ».

Incitation à la délation? Sans doute, et les colères des douze valeureux architectes, si elles avaient été suivies d'effets immédiats, auraient sans doute épargné à l'histoire passée, présente et à venir, bien des résultats douloureux. Dans le peloton de tête des désastres, la porte Maillot, citée sans mention d'architecte par Jean-Pierre Buffi et Henri Ciriani, et, bien sûr, par Soria, qui est le tort de voir « la catastrophe la plus grave » dans le choix de la Ville de Paris, à savoir de « vouloir confier ce travail à Cacoub ». Théoriquement, sa formulation aurait dû protéger Soria, puisque elle mettait en cause les responsables de la Ville: ils se sont, c'est vrai, obstinés, après avoir été contraints de juger mauvaise la première copie, imprudemment estimée bonne au creux d'un été un peu chaud (le Monde du 1^{er} août 1988).

Mais on ne peut donner tort à Cacoub de se sentir visé. Homme charmant, bien élevé, ami des grands et des puissants de toute l'Afrique et d'une partie de la

France, hôte réputé pour sa générosité, mais aussi ferme et sûr de son talent, efficace et combatif, l'architecte Olivier-Clément Cacoub n'a pas voulu laisser passer l'affront. Renonçant à saisir l'instance professionnelle ad hoc, l'Ordre des architectes, que sa politique d'ouverture à la critique pouvait laisser supposer assez mou, et se référant des ailes de la 17^e chambre du tribunal correctionnel, spécialisée dans les affaires de presse, Cacoub a choisi le civil. Il escompte ainsi être à l'abri des variations du baromètre des mœurs et des humeurs du temps. Cacoub demande le franc symbolique et les perutions d'usage.

Au-delà d'une critique architecturale qui se nourrit de « scandales », de « catastrophes », et autres « abominations », c'est finalement le droit de critique et ses limites qui est revenu sur le devant de la scène, mais dans le domaine particulier de l'architecture. Ici en effet, les revues - rares - tirent au mieux à quelques vingt mille exemplaires, souvent beaucoup moins. Elles ont un public de spécialistes. La quasi-totalité des journalistes et

des intervenants y sont architectes. Il revient donc au tribunal de résoudre une série de problèmes beaucoup plus complexes qu'on ne l'aurait cru au regard des insolences de Soria: le journaliste, même peu informé, est-il nécessairement plus libre que le professionnel? Dans quel cadre un architecte peut-il s'exprimer sur un autre architecte sans risquer de procès: jurys, colloques, presse spécialisée, presse grand public? Y a-t-il une différence d'essence entre la critique de spectacles ou de livres, et celle de bâtiments auxquels personne n'échappera? Cela légitime-t-il une plus grande vigueur des attaques? Et puis, enfin, cette question: qui peut utiliser le droit de critique, quelles sont, dans la décennie 90, ses limites? On finit la retenue, où commence le courage? Selon un juriste cité par la défense, la critique peut conduire à être « sévère, voire féroce ». On s'arrête la féroce? Jugement le 27 février.

FRÉDÉRIC EDELMANN

CINÉMA

Fenêtre à guillotine

D'un sujet de comédie, « Fenêtre sur Pacifique » tente de faire un film d'horreur

Elle est superbe, la maison de Pacific Heights sur les hauteurs de San-Francisco. On comprend que le jeune couple se laisse aller à l'acheter bien qu'elle soit au-dessus de ses moyens. Quoi que le petit air psychédé de la bâtisse victorienne aurait dû leur mettre la puce à l'oreille: leur nouvelle acquisition va leur attirer de sérieux ennus.

Pour payer les traites, Drake et Patty louent la pièce du rez-de-

chaussée à un individu d'aspect parfaitement recommandable, puisqu'il a les traits de Michael Keaton, ex-Batman. Commencent les bruits bizarres, les loyers impayés, les invasions de blattes, simples prémices d'une spirale d'avanies dont le squatteur du dessous est l'évident, mais incoïncable responsable. Les malheureux propriétaires vont découvrir que la protection légale d'un locataire l'autorise, si on en croit le scénario, à se livrer impunément aux pires pratiques.

De ce sujet-type pour comédie de mœurs anodine, Schlesinger a choisi de faire un film d'horreur, et le réalisateur de *Marathon Man* s'y entend à ménager ses effets. Mais ce choix est parfaitement arbitraire, et *Fenêtre sur Pacifique* finit par témoigner des pratiques abusives du cinéaste plutôt que de celles du locataire. Du prologue aussi violent qu'incompréhensible à la chute (du méchant qui s'empale sur la plomberie en gargouillant), ce festival d'ombres inquiétantes, de farces méchantes au détriment du spectateur comme des personnages et de traficotages horribles de la bande-son n'amuse guère, n'effraie pas longtemps, canule bientôt.

JEAN-MICHEL FRODON

BRIGITTE ENGERER
piano
VEN. 8 FÉV. 18H30 - 65 F
2 pianos
avec Oleg Maisenberg
TCHAIKOVSKI
RACHMANINOV
DIM. 10 FÉV. 20H30 - 75 F
avec
O. Maisenberg, Quatuor Keller
et
Quatuor vocal
BRAHMS
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4*

Le Réformateur
Thomas Bernhard
André Engel
Serge Merlin
Nicky Rieti
- 24 FÉV. 48 31 11 45

Une famille à l'épreuve

« La Provocation », de Zivko Nikolic, une fable tissée de symboles

Dans une région montagneuse du Monténégro, deux familles se disputent les ruines d'un bastion jadis défendu contre les Turcs. L'une de ces familles possède la force - plusieurs fils et une volonté obstinée - l'autre a pour elle le droit, mais un seul fils qui, de plus, bien que marié, court les filles. Or une lettre annonce le retour de l'aîné, Milkan, que les siens, comme s'ils l'avaient vendu, ont laissé partir vingt ans en Amérique avec un oncle.

On choisit, selon la coutume, une femme pour Milkan: elle va rester une épouse silencieuse et sans mari, car celui-ci, que personne n'a reconnu, s'est installé dans un monastère voisin où, avec la complicité du facteur, il joue au saint homme, guérisseur, faiseur de miracles. De là, Milkan met à l'épreuve sa famille et

son épouse autour de qui rôdent les mâles... Tous les films yougoslaves présentés en France ont en commun de magnifiques photographies, un travail des couleurs très esthétique, ce qui, ici, a du charme plus que dans une œuvre purement réaliste. Car, tout en s'élevant, dans *La Provocation* contre les coutumes archaïques et la loi du talion dans cette société rurale figée dans le temps, Zivko Nikolic a réalisé une fable tissée de symboles culturels, religieux, philosophiques dont beaucoup nous échappent. Les paysages nous parlent plus que les personnages, et l'acteur français Alain Noury n'est pas très convaincant en yougo-américain. Pourtant, en dehors même de sa beauté plastique, le film touche par son émotion diffuse, sa grande dignité morale.

JACQUES SICLIER

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE CHATELAIN, 100 boulevard de la Chapelle, 75018 Paris
Film de Freddy BOLLER
DU NIL AU ZAMBÈZE
Un grand safari en Afrique orientale. De l'Ouganda au Zimbabwe. Forêts, merveilles de la brousse, Lac Kariba. Spectaculaire arché de Noël.
PROCHAIN SUREY: MEXIQUE - DU 17 AU 25 FÉVRIER 1991 - Tél.: 46-61-16-69

LA RESSERRE Le Seuil du Roi de W.B. YEATS
Traduction Yves de BAYSER
COMPAGNIE JEAN BOLLERY
LOCATION 45 89 38 69
Adaptation superbe, la représentation est d'une beauté rare. M. Gouinot LEMONDE

THEATRE NANTERRE AMANDIERS
1^{er} février-17 mars 1991
En attendant Godot
Beckett - Jouanneau
Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

THEATRE DES ARTS CERGY - PONTOISE
Du Vendredi 1^{er} au Mardi 5 Février
DERNIERES PROJECTIONS
INTEGRALE
AKIRA KUROSAWA
Renseignements Films et Horaires 30.30.33.33

مكتبة محمد السادس

هذا من الأصل

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 1^{er} février

TF 1
21.10 Variétés : Tous à la Une.
La France à la Une.
23.00 Spécial guerre du Golfe.
L'armée française dans la guerre.
0.20 Série : Crimes passionnels.
1.25 Journal, météo, Bourse.
1.50 Au trot.

A 2
20.45 Variétés : Avant que le ciel nous tombe sur la tête.
Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Tranches de vie. Invité : Haroun Tazieff (les Dîes et la Chance) ; Raymond Kijak, personnage principal d'un roman d'André Gide, de Daniel Goldenberg, Svetlana Alexievitch (les Carouels de zinc), Maurice Guénot (la Chance approchée).
23.20 Sport : Ski. Championnats du monde à Seefeld (Autriche).
23.30 Journal et Météo.
23.50 Cinéma : Les lumières de la ville. ■■■ Film américain de Charles Chaplin (1931).

FR 3
20.40 Magazine : Thalassa. La fucille et le maquereau. Dans les Highlands.
21.35 Napoléon et l'Europe. 4. Le blocus, de Jean

Grusset, avec Jean-François Stévenin, Béatrice Agenin.
22.30 Journal et Météo.
22.50 ► Traverses. Ukraine (1). De la petite Russie à l'Ukraine.
23.50 Magazine : Mille Bravo.
0.45 Musique : Carnet de notes.

Vous habitez une cité en Ile-de-France
Regardez FR3 samedi 2 février à 11 h 15
SCIC Gestion Ile-de-France parle de vous

CANAL PLUS
20.05 Sport : Football. Championnat de France : Bordeaux-Marseille.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Magazine : Exploits 2.
23.00 Cinéma : Gorilles dans la brume. ■ Film américain de Michael Apted (1988).

LA 5
20.50 Téléfilm : La cinquième victime.
22.25 Spécial Golfe.
0.00 Journal de minuit.

M 6
20.35 Téléfilm : Mortelle rencontre.
22.20 Série : Equalizer.

23.15 Magazine : La 6^e dimension.
23.45 Capital.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Concert : Les Gipsy Kings. Enregistré en 1988.
0.40 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT
21.00 Vidéoport (et à 23.55).
21.05 Téléfilm : Le beau est difficile.
22.15 Moyen métrage : Médin de mariage.
22.35 Documentaire : Enfance. Les enfants de la danse.

FRANCE-CULTURE
20.30 Radio-archives. Les voix de l'avant-garde.
21.30 Musique : Black and blue. Blue bird migrateur, maison de disques américaine.
22.40 Les nuits magnétiques. Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 3 novembre 1990 à Serebruck) : Collège Jean-Baptiste, de Paris. Concerto pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 2 en ré majeur op. 43, de Sibelius.
23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 2 février

TF 1
13.15 Magazine : Reportages. Sans famille, de Dominique Thourès et Jean-Michel Chappes.
13.50 La Une est à vous (et à 14.30 ; 15.25 ; 17.10).
13.55 Foutilleton : Salut les homards !
15.15 Tiroc à Vincennes.
15.30 Téléfilm : Dans la chaleur de la nuit.
17.30 Divertissement : Mondo dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.50 Variétés : Surprise sur prise.
22.30 Magazine : Ushuala.
23.00 Magazine : Formule sport.
0.20 Au trot.
0.30 Journal et Météo.

A 2
13.20 Magazine : Objectif économie.
13.55 Magazine : Animalia.
14.55 Magazine : Sport passion. Rétro ski ; Rugby.
18.00 Série : Qui c'est ce garçon ?
18.50 INC.
18.55 Série : Les deux font le paire.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Soirée spéciale : Les Victoires de la musique. En direct du Zénith. Le sublime cérémonial de remise des prix.
23.00 Magazine : Bouillon de culture.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Série : Médecine de nuit.
2.00 Magnétophone : Patinage artistique. Championnats d'Europe (120 min).

FR 3
13.00 Télévision régionale.
14.00 Magazine : Rencontres. De 15.00 à 19.00 le SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
0.00 Série rose : Lola et quelques autres.
0.30 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS
13.30 Téléfilm : La perfection fatale.
15.05 Documentaire : Lata Mangeshkar.

16.05 Série : Les inventions de la vie. 5. Les surdoués mous.
16.35 Jeu : V.O.
17.05 Les superstars du catch.
18.00 En clair jusqu'à 20.30 — Dessins animés : Dédé et ses Buny. Dessin animé : Les Simpson.
19.05 Flash d'informations.
19.30 Top 50.
20.30 Téléfilm : Les tribulations de Samantha.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Les superstars du catch.
0.00 Cinéma : Possessions I. Film français, classé X, de Pierre Reinhard (1977).
1.10 Cinéma : Son alibi. □ Film américain de Bruce Beresford (1988). Avec Tom Selleck, Pauline Polizzi, William Daniels (v.o.).

LA 5
13.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.30 Série : Simon et Simon.
15.30 Série : Galactica.
16.30 Série : Superdix.
17.05 Série : TV 101.
18.00 Magazine : Intégral (et à 0.10).
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.45 Téléfilm : Auto-école en folie. Leçons de conduite au lycée.
22.25 Téléfilm : Silence ! On tue... Meurtre pendant un tourage.
0.00 Journal de minuit.
0.40 Série : Salut champion (et à 3.15).

M 6
13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme invisible.
14.45 Série : L'arène.
15.30 Série : Les espions.
16.20 Série : Poigne de fer et séduction.
16.45 Série : La sainte.
17.40 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Ils étaient tous mes enfants. D'après le récit autobiographique de Lane Kuchler.
22.20 Téléfilm :

La fille du lac. A la recherche de son père disparu.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Musique : Rapline.
0.40 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT
13.20 Téléfilm : La chouette aveugle.
14.55 Vidéoport (et à 18.55, 19.30, 19.55).
15.00 Magazine : Dynamo.
15.30 Documentaire : Enfance.
16.00 Documentaire : Hôtel particulier. De Thierry Michel et Fabienne Ranard.
17.00 Magazine : Anicroches.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Spectacle : Des tréteaux en plein vent.
19.35 Journal de FR 3.
20.00 Chronique : Le dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 ► Magazine : Cinéma de poche.
22.25 Soir 3.
22.45 Vidéo : Trois brouillons pour un portrait d'Avery.

23.00 Magazine : Lire et écrire.
FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait. Jean-Noël Vuarnet, écrivain.
20.45 Dramatiques. Harry ou Henry, de Michel Schölvitz.
22.35 Musique : Opus. Les Hells, chanteurs-danseurs des îles du bout du monde.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 31 janvier à l'Opéra Bastille) : Un re in acuto, drame musical en deux parties, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. Steven Harap ; sol. : Donald McIntyre, Graham Clark, Graham Valentine, Edda Moser, Penelope Walton-Clark, Lucia Scappellato, Elisabeth Laurence, Robert Durne, Jean-Philippe Maréchal, Michel Philippe, Marie-Christine Pons, Martine Mahe, Antoine Garcin, Bernard Van der Meer, Denis Dubois.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 3 février

TF 1

10.05 Club Dorothée.
10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.17 La minute du trotteur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Tiroc à Vincennes.
15.20 Série : Agence tous risques.
16.15 Divertissement : Vidéo gag.
16.45 Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : L'Indie. ■ Film français de Serge Leroy (1982). Avec Daniel Auteuil, Thierry Lhermitte, Pascale Rocard.
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
22.35 Cinéma : A nous quatre, cardinal. □ Film français d'André Hunebelle (1973). Avec les Charlots, Bernard Hélier, Daniel Ceccaldi.
0.10 Au trot.
0.15 Journal et Météo.
0.35 Sport : Ski. Championnats du monde.

A 2

11.00 Messe. Célébrée en l'église Notre-Dame du Raincy (93).
12.05 Dimanche Martin. (et à 13.20 ; 15.45).
13.00 Journal et Météo.
14.55 Série : Mao Geyer.
16.35 Série : Eurofics.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Les dernières arènes.
18.25 Magazine : Stade 2. Basket-ball : Cyclisme ; Football : Handisport ; Patinage de vitesse ; Rugby ; Saut à ski ; Ski alpin ; Volley-ball : Les résultats de la semaine.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Passez une bonne nuit. Tom Lapski est chargé de protéger une star.
22.20 Magazine : Musique au cœur. Mozart en Barba.
23.30 Journal et Météo.
0.20 Série : Le saint.

FR 3

10.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30 Magazine : Musicales. Mozart 1781.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis de table : Cyclo-cross ; Ski alpin.
17.30 Magazine : Montagne. Le retour du lynx, de Christian Bouchard et Dominique Sanfourha.
18.00 Amuse 3.
19.00 La 19-20 de l'information. Invité : Jean Lecanuet. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Spectacle : Les grands cirques russes.
21.50 Magazine : Le divin. D'Henry Chaplin.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Cinéma : Rendez-vous avec la peur. ■■ Film britannique-américain de Jacques Tourneur (1957). Avec Dana Andrews, Peggy

Cummings, Nial McGinnis (v.o.).
0.05 Musique : Carnet de notes. La vaine bourrée, de Mozart, par Brigitte Engerer, piano.

CANAL PLUS

10.20 Cinéma : Gorilles dans la brume. ■ Film américain d'Irving Kershner (1968). Avec Sigourney Weaver, Bryan Brown, Julie Harris.
— En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : La filière du pouvoir.
15.45 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.40 Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : Natty Gan. ■■ Film américain de Jeremy Paul Kagan (1989). Avec Meredith Salenger, John Cusack, Ray Wisa.

— En clair jusqu'à 20.40 —
19.35 Flash d'informations.
19.40 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Dis Jérôme «...?». Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Mort à l'arrivée. ■■ Film américain de Rocky Morton et Annabel Jankel (1988). Avec Dennis Quaid, Meg Ryan, Charlotte Rampling.
22.10 Flash d'informations.
22.20 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : Basket-ball américain.

LA 5

11.05 Série : Bonanza.
11.55 Série : Wonder woman.
12.45 Journal.
13.15 Série : Deux filles à Miami.
14.10 Série : Simon et Simon.
15.05 Série : Saracen.
16.00 Série : Lou Grant.
16.50 Série : Bergerac.
17.50 Sport : Football.
18.00 Série : La loi de Los Angeles.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.45 Cinéma : La scoumoune. ■ Film français de José Giovanni (1972). Avec Jean-Paul Belmondo, Claude Cardinale, Michel Constantin.
22.30 Un fil aux trousses. ■ Film américain de Jeff Kanew (1982). Avec Kirk Douglas, John Schneider, Lee Purcell.
0.10 Le journal de minuit.

M 6

10.30 Magazine : Turbo.
10.50 Série : Hongkong connection.
11.50 Magazine : Sport 6 première. Informations : M6 express.
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.55 Série : Dis-donc, papa.
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 La famille Ramdam.
14.15 Téléfilm : Y'a-t-il un cerveau dans l'ordinateur ?
15.40 Série : L'ami des bêtes.
16.30 Série : Roseanne.
17.10 Série : Poigne de fer et séduction.
17.40 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les routes du paradis.

19.25 Magazine : Culture pub.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Cinéma : Les yeux de Laura Mars. ■■ Film américain d'Irving Kershner (1978). Avec Faye Dunaway, Tommy Lee Jones, Brad Dourif.
22.20 M6 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : L'enchaînement. □ Film italien de Giuseppe Patroni Griffi (1985). Avec Laura Antonelli, Tony Musante, Florinda Bolkan.
0.30 Six minutes d'informations.
0.35 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

10.00 et 12.00 Cours d'anglais.
12.35 Ici bat la vie.
13.00 Histoire parallèle.
13.55 Téléfilm : Le beau est difficile.
15.10 Documentaire : Les enfants de la danse.
16.15 Documentaire : I do not know what it is I am like.
18.00 Concert (œuvres de Beethoven).
19.30 Danse : A force de partir je suis resté chez moi.
20.00 Magazine : La SEPT-le Monde.
20.30 ► Cinéma : L'œuvre au noir. ■ Film belge d'André Delvaux (1988).
22.20 Court métrage : Jour de congé.
22.30 Cinéma : Jour de fête. ■■ Film français de Jacques Tati (1949).
23.55 Documentaires : Sur les pas de Monsieur Hulot ; A la recherche de la couleur perdue.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Tentative d'idyle au site syllabique.
22.35 Musique : Le concert (donné le 25 janvier à Tokyo) : Symphonie n° 35 en ré majeur K 385, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel ; Symphonie n° 3 en ut mineur op. 78, de Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Pascal Roge, piano, Naomi Metzger, orgue.
23.05 Poussières d'étoiles. Listes et itinéraires.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 janvier à Tokyo) : Symphonie n° 35 en ré majeur K 385, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel ; Symphonie n° 3 en ut mineur op. 78, de Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Pascal Roge, piano, Naomi Metzger, orgue.
23.05 Poussières d'étoiles. Listes et itinéraires.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING »
Une émission de GILBERT DEMOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 31 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SUPER-NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	80,0	Roue fortune 18,8	McGyver 12,8	19-20 21,4	Nulle part 2,0	K 2 000 2,6	Maison prête 3,2
19 h 45	84,9	Roue fortune 28,8	McGyver 15,4	19-20 12,2	Nulle part 3,6	Journal 3,4	Maison prête 3,9
20 h 15	73,6	Journal 30,9	20,5	8,5	3,2	5,4	5,0
20 h 55	71,9	Mimosa Rose 19,4	16,0	18,2	3,3	7,7	5,3
22 h 8	56,4	Mimosa Rose 19,6	9,1	16,9	1,5	7,4	3,0
22 h 44	33,2	Ex-Libris 4,3	12,0	7,6	1,2	4,6	3,2

ÉCONOMIE

La Bundesbank prend les marchés à contre-pied

Les déficits de la réunification

Les Allemands sont-ils de fiers égoïstes ou au contraire des parangons de vertu ? En relevant une nouvelle fois leurs taux d'intérêt, accentuent-ils les difficultés des nations industrialisées ou luttent-ils contre les risques d'une accélération de l'inflation chez eux et dans le monde ?

On pourra discuter de l'efficacité d'une politique monétaire de plus en plus restrictive pour combattre les dérapages que pourrait entraîner la réunification allemande. Mais une chose est sûre : des risques existent.

Le déficit des finances publiques de l'Allemagne a avoisiné 3 % du PNB (produit national brut) l'année dernière. C'est une véritable rupture avec les années qui viennent de s'écouler. En 1989, grâce à une très forte croissance économique, la RFA avait pratiquement équilibré l'ensemble de ses comptes, ceux de l'Etat, des Länder, de la sécurité sociale (- 0,2 % du PNB). Si, sur une plus longue période, le déficit avait été plus important, il n'aurait jamais excédé, depuis 1985 par exemple, 1,5 à 2 % de la richesse nationale.

L'année dernière, le besoin de financement des administrations publiques allemandes - en gros leur déficit - aura atteint 80 milliards de deutschemarks, soit l'équivalent de 270 milliards de francs. La situation ne devrait pas s'améliorer cette année. Au contraire. Le déficit global des finances publiques allemandes pourrait atteindre 110 milliards de DM (plus de 370 milliards de francs).

Cela malgré la décision prise récemment de réduire de 15 milliards de DM les dépenses et d'augmenter de 20 milliards les recettes. Le déficit de l'Etat fédéral atteindrait 65 milliards de DM, celui des régions et des communes 34 milliards, celui du Fonds pour l'unité allemande 31 milliards. Encore une fois, le régime de la sécurité sociale limitera les dégâts, avec un excédent de 20 milliards de DM.

Ainsi donc l'Allemagne va s'offrir, si l'on peut dire, en guise de cadeau fait à la réunification, un déficit public de l'ordre de 4 % du produit national. La France en est à 1,2 % pour 1991, après 1,4 % en 1990, et trouve ce fardeau bien lourd à financer.

Nos voisins d'outre-Rhin remontent leurs taux d'intérêt pour rester sages. Mais ils n'échapperont pas à des augmentations d'impôts. Malgré toutes les promesses faites il n'y a pas si longtemps par M. Helmut Kohl, qui vient d'ailleurs d'en reconnaître la nécessité.

Après des décisions semblables de M. Bush aux Etats-Unis, voici l'impôt en voie d'être réhabilité dans les grands pays industrialisés qui l'ont tellement critiqué.

Al. V.

La France ne réagit pas à la hausse des taux allemands

La décision, annoncée jeudi 31 janvier à l'issue de la réunion du conseil des gouverneurs de la Bundesbank, de relever les taux directeurs allemands a été peu suivie par les autres pays européens. Seuls les Pays-Bas et l'Autriche ont répondu par une hausse de 0,5 % point de leurs taux. La Belgique, qui a récemment mis en place une politique d'alignement sur le mark, n'a pas modifié le coût du crédit. En France, les responsables du ministère des finances et de la Banque de France n'ont pas souhaité réagir ou commenter publiquement la décision allemande. Le relèvement des taux directeurs outre-Rhin a pro-

voqué la surprise sur les marchés financiers, même si les opérateurs ont conscience depuis plusieurs mois de la volonté de la Bundesbank de maintenir une politique monétaire très stricte.

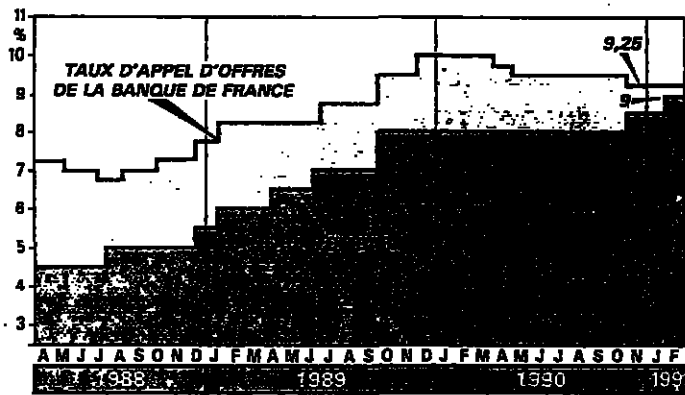
Le cours du mark s'est immédiatement raffermi, mais l'ampleur des mouvements est restée limitée. La monnaie américaine s'échangeait, vendredi 1^{er} février, à 1,48 DM, contre 1,49 DM la veille à la cotation officielle. La parité franc/mark a peu varié. Le cours de la monnaie allemande passant de 3,3963 francs jeudi à 3,3982 francs environ vendredi matin.

FRANCFORT
correspondance

A la surprise générale, malgré la guerre du Golfe et le ralentissement de la conjoncture mondiale dans les principaux pays industrialisés, la Bundesbank a annoncé, jeudi 31 janvier, une augmentation de ses taux directeurs d'un demi-point (lire nos dernières éditions du 1^{er} février). A compter du vendredi 1^{er} février, le taux d'escompte passe de 6 % à 6,5 % et le taux Lombard, qui avait déjà été réajusté d'un demi-point le 1^{er} novembre dernier, de 8,5 % à 9 %. Par ailleurs, la banque fédérale allemande a décidé de procéder, à la même date, à un appel d'offres pour les prises en pension d'effets de commerce à un taux fixe inchangé de 8,5 %.

Une fois de plus, cette décision d'augmenter le loyer de l'argent a été justifiée, à Francfort, par des arguments techniques. Dans un effort pour « dédramatiser » la situation, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, a souligné, lors d'une conférence de presse impromptue, qu'il s'agissait d'une « correction », d'ailleurs anticipée dans les cours observés sur les marchés monétaires. « Je suis conscient que cette décision ne va pas être bien accueillie, particulièrement à l'étranger », a-t-il déclaré, en ajoutant que le principal devoir de la Bundesbank est de préserver la stabilité monétaire.

Pour la Bundesbank, le crédit Lombard (avances sur titres) a un caractère exceptionnel de compensation à court terme sur le marché de l'argent. Il constitue, en quelque sorte, une limite supérieure et ne peut donc, en aucun cas, servir aux banques à se refinancer moins cher par rapport au taux au jour le jour comme c'est le cas depuis plusieurs semaines. Quant au taux d'escompte, qui avait été laissé inchangé en novembre, M. Pöhl a estimé qu'un réajustement même minime s'imposait par rapport au Lombard afin « d'éviter de subventionner encore davantage les banques ». Au-delà des arguments techniques, le chef de la Bundes-



bank a également cité un certain nombre de facteurs jugés « déstabilisateurs » par la Bundesbank. D'abord, les négociations salariales actuellement en cours, avec des augmentations de 10 % demandées par le syndicat de la fonction publique - « qui a la réputation de donner le ton » - et qui font donc courir un risque inflationniste, a-t-il précisé. Ensuite, l'endettement croissant du secteur public, qui devrait totaliser entre 140 et 160 milliards de deutschemarks cette année, soit plus de 5 % du PNB.

M. Pöhl
contre le laxisme

La Bundesbank s'est toujours montrée très critique en ce qui concerne tout laxisme budgétaire et a condamné le recours systématique à l'emprunt sur les marchés monétaires pour financer le coût de la réunification. Du point de vue de la politique monétaire, a précisé M. Pöhl, « toutes les augmentations d'impôts éventuelles ne pourront avoir que des effets négatifs sur les prix ». Il s'agit là d'un avertissement à l'attention du chancelier Kohl.

Pour sa part, M. Helmut Schlesinger, le vice-président de la Bundesbank, a souligné que le principal indicateur de la masse monétaire (M3) avait progressé au taux annuel de 7 % entre juillet et décembre, c'est-à-dire depuis

l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes. En janvier, cette croissance ne s'est pas ralentie, a-t-il précisé. L'objectif de croissance de la masse monétaire fixé annuellement par la Bundesbank est compris entre 4 % et 5 % depuis deux ans.

M. Pöhl, qui a une très longue expérience des négociations monétaires à l'étranger et donc la réputation d'être beaucoup plus « internationaliste » que M. Schlesinger au sein de la Bundesbank, s'est réjoui, quant à lui, de l'indépendance manifestée par la banque fédérale allemande, particulièrement dans la période difficile qu'elle est en train de traverser. « Four être crédibles, il ne faut pas que nos décisions - bonnes ou mauvaises - dépendent des politiques », a-t-il ajouté sans autre commentaire.

Répétant qu'un mark fort était le meilleur garant de la stabilité pour le système monétaire européen (SME), il a réfuté toute tension éventuelle au sein de ce dernier à cause de la nouvelle hausse des taux d'intérêt en Allemagne. Faisant plus particulièrement référence à la France, il a également indiqué que les pays membres du SME qui ne voulaient pas réaligner leur monnaie devaient vivre avec les conséquences de taux d'intérêt plus élevés.

CH. HOLZBAUER-MADISON

Bien que les opinions publiques soutiennent l'Irak

Les pays du Maghreb restent très dépendants de l'Europe

L'Europe pourrait-elle utiliser l'arme économique au cas où les gouvernements des pays du Maghreb devraient - sous la pression de leurs opinions publiques - s'engager totalement aux côtés du président irakien ? Ce n'est en tout cas pas l'intention du gouvernement français ni celle de M. Michel Vauzelle, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale qui effectue une visite dans les trois capitales arabes (Alger, Tunis et Rabat). Il y a en tout cas une imbrication totale entre les économies des Douze et celles des pays d'Afrique du Nord.

La fin de l'ère Bourguiba en Tunisie, la poussée des islamistes en Algérie, le refroidissement des relations franco-marocaines, tout a concouru dans une période récente à nourrir le sentiment que, de part et d'autre de la Méditerranée, le Maghreb et l'Europe, même élargie au sud, s'éloignent l'un de l'autre. L'éclosion de la guerre du Golfe a renforcé cette impression troublante que l'Afrique du Nord, somme toute si proche, devenait étrangère en se rangeant ouvertement derrière Saddam Hussein. Le Maghreb, francophone et aussi souvent francophile, est avant tout arabe, d'aucuns semblent le découvrir aujourd'hui. Mais cette solidarité politique en faveur du président irakien contre les « coalisés » est un élan du cœur plus qu'un appel de la raison.

Les opinions publiques maghrébines soutiennent le maître de Bagdad mais à Tunis comme à Alger ou à Rabat, nul ne perd de vue que le sort économique de la région repose sur une imbrication quasi siamoise avec l'Europe des Douze, la France, l'Italie et l'Espagne en particulier. Deux tiers des exportations du Maghreb trouvent leurs débouchés dans la Communauté qui fournit aux trois pays du « noyau » maghrébin 68 % de leurs importations. Depuis 1981 la CEE n'a cessé d'accroître son appui financier à travers des accords de coopération. De 489 millions d'écus entre 1981 et 1986, cette aide est passée à 786 millions d'écus puis à 1,8 milliard d'écus pour la période 1992-1996. De son côté, la France n'a pas ménagé ses aides directes : accordant, en 1989, 3,8 milliards de francs à l'Algérie, 1,9 milliard de francs au Maroc et 1,7 milliard de francs à la Tunisie, sans compter les soutiens indirects comme les crédits aux exportations ou les rééchelonnements de dettes. Pour 38 % les investissements étrangers au Maroc sont français. Paris achète 30 % du gaz et 15 % du pétrole exportés par l'Algérie. Chaque année, plus de 400 000 touristes quittent l'Hexagone pour

passer leurs vacances « à la-bas ». Un Maghrébin sur dix vit en Europe et les salaires rapatriés peuvent représenter, comme au Maroc, quelque 9 milliards de francs par an de recettes pour la balance des paiements.

Conjuguée à une croissance démographique forte, la dégradation du potentiel agricole et hydrique de l'Afrique du Nord a accentué, ces dernières années, sa vulnérabilité alimentaire. Le Maroc couvre la moitié seulement de ses besoins par ses exportations. L'Algérie dépense tous les ans environ 2 milliards de dollars pour ses achats de nourriture. Entre 1981 et 1986 le déficit céréalier marocain s'élevait à 32 %, celui de la Tunisie à 50 %, celui de l'Algérie à 70 %. Outre les Etats-Unis et leurs programmes d'exportation de grains subventionnés, c'est la CEE qui tient dans ses mains l'« arme » alimentaire. Comme a pu le remarquer un haut fonctionnaire de Bruxelles « une donnée est incontournable : en raison de l'ampleur des échanges de tous ordres, les pays du Maghreb sont économiquement dans la Communauté ».

« Déconnecter
la politique et l'économie »

A Paris on considère qu'il serait inconvenant d'utiliser ces dépendances évidentes comme des instruments de pression sur le Maghreb. Et les milieux officiels en contact avec les dirigeants ou même les opposants de ces pays savent que ces derniers ne souhaiteraient en aucun cas rompre en cause le partenariat avec la France ou avec les Douze. « La politique et l'économie sont entièrement déconnectées », témoigne un conseiller de M. Pierre Bérégovoy. Chacun est conscient qu'il faut au contraire resserrer les liens, entretenir des relations économiques intenses, accroître les investissements en Afrique du Nord. Une réflexion est ainsi menée pour créer un outil de financement en faveur du Maghreb.

Elle pourrait aboutir à la mise sur pied d'une banque comparable à la BERD pour les pays de l'Est. Le conflit du Golfe semble renforcer le désir d'une politique méditerranéenne plus volontariste entre deux partenaires condamnés par la géographie, sinon par l'histoire, à vivre ensemble. C'est-à-dire l'un près de l'autre. Malgré la guerre.

ERIC FOTTORINO

□ L'ONU estime que la crise du Golfe a réduit de 0,3 point la croissance mondiale. Dans un rapport publié jeudi 31 janvier et présenté au conseil économique et social de l'ONU, les experts de l'Organisation internationale estiment que « la crise du Golfe a imprimé un choc sérieux à l'économie mondiale, mais [qu'elle] n'a pas été la cause principale du ralentissement en 1990 ». Cependant, la hausse des prix du pétrole, les conséquences de l'embargo imposé à l'Irak les rapatriements des travailleurs émigrés dans le Golfe sont à l'origine d'une réduction de 0,3 point de la croissance de la production l'an dernier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIGT

BANQUE INTERNATIONALE
DE GESTION
ET DE TRÉSORERIE

Le directoire de la Banque internationale de gestion et de trésorerie, réuni le 21 janvier 1991 sous la présidence de M. André Martinez, a arrêté les comptes de l'exercice 1990. Ces comptes ont été présentés au conseil de surveillance le 28 janvier.

Après impôt, le bénéfice net de la banque s'élève à 52,6 millions de francs.

Le directoire proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 4 mars, la distribution d'un dividende de 10 %, donnant un revenu global de 37,50 francs par action, soit un dividende de 25 francs auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 francs.

Comme les années précédentes, l'affectation d'une partie importante des résultats aux réserves permettra une nouvelle augmentation des fonds propres nets qui s'élèveront, après affectation du résultat, à 472 millions au sens du ratio Cooke.

JOSÉE DOYÈRE

Après deux années fastes

Léger ralentissement de la croissance du commerce de détail en 1990

Après deux années de forte croissance, l'activité du commerce de détail a progressé un peu plus faiblement : de 2,6 % en volume au lieu de 3,2 % en 1988 et 1989. En valeur, la progression est de 5,2 %, le chiffre d'affaires étant passé de 1 556,3 à 1 636,7 milliards de francs.

Selon le premier bilan de la Commission des comptes commerciaux de la nation, qui s'est réunie le 31 janvier, « l'année 1990 apparaît comme une année de légère inflexion, mais le diagnostic global est plutôt bon ».

Le commerce de détail alimentaire a crû plus vite (+ 3,1 % en 1990 au lieu de 3,2 % en 1989) que le non alimentaire (hors pharmacie), qui n'a progressé que de 1,3 % en volume, soit près d'un point de moins que l'année précédente. Les pharmacies, de leur côté, ont enregistré une augmentation de 8,2 % en volume de leur chiffre d'affaires, un peu moins forte que la croissance de 8,6 % qui était la leur l'année précédente.

Du côté des grandes surfaces, les hypermarchés (plus de 2 500 m² de surface de vente) ont repris leur dynamisme, avec une progression de 7,4 % en volume, à comparer aux 4,2 % des supermarchés (de 400 m² à 2 500 m² de surface de vente), alors que, en 1989, les très grandes et les moyennes surfaces

avaient progressé au même rythme (+ 6,5 %), ce qui représentait un bon rythme. En revanche, les magasins populaires et les superettes enregistrent une baisse de régime (- 3,8 % et - 3,3 %), en raison essentiellement de fermetures ou de changement de classification (augmentation de surface, par exemple), sans que les performances des magasins en bonne activité permettent de compenser le phénomène.

Pour les grands magasins, 1990 a été très favorable, avec une augmentation de 5,5 % de leur chiffre d'affaires, tout comme pour la vente par correspondance (+ 4,5 %).

Du côté du petit commerce non alimentaire, l'équipement de la personne a connu de bons résultats, et spécialement les chaussures et la maroquinerie, tandis que les ventes d'équipement du foyer se ralentissaient. De plus, les parfumeries et l'optique ont bien progressé, tandis que les librairies, les horlogers-bijoutiers, les détaillants en articles de sport voyaient leur activité stagner.

Dans son ensemble, le commerce a créé 27 600 emplois salariés durant les neuf premiers mois de 1990, tandis que se créaient moins d'entreprises que par le passé : 36 900 au cours des trois premiers trimestres, au lieu de 40 000 durant la même période de 1989 (soit - 9,2 %).

Augmentation des impôts dès l'été ?

FRANCFORT
Correspondance

Il aura fallu la guerre du Golfe et la promesse du chancelier Kohl de verser 5,5 milliards de dollars (près de 30 milliards de francs) supplémentaires aux Etats-Unis, dans le cadre de la nouvelle contribution financière que le gouvernement allemand entend apporter à l'effort de guerre allié, pour que la discussion budgétaire prenne un tournant décisif en Allemagne.

Dans son discours programme devant le Bundestag, le mercredi 30 janvier, M. Helmut Kohl, qui avait construit toute sa campagne électorale sur la promesse qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts, a finalement laissé tomber le mot fatidique. Le chancelier s'est bien gardé, pour l'instant, d'entrer dans le détail. Il a chargé son ministre des finances, M. Theo Waigel, de présenter un « paquet » acceptable en avril.

Les laborieuses négociations entre les trois parts de la coalition au pouvoir en Allemagne, qui ont finalement abouti à un accord le 10 janvier pour réaliser 35 milliards de deutschemarks d'économies sur le budget de l'Etat fédéral, semblent lui donner raison. Ce « paquet », composé d'environ 15 milliards de réductions de dépenses et de 20 milliards de recettes supplémentaires, a surtout posé problème du côté des recettes : notamment les prélèvements sur la sécurité sociale, les services du chômage, la hausse des tarifs postaux ou la suppres-

sion d'avantages fiscaux pour Berlin et les anciennes régions frontalières.

Mais une fois que le gouvernement sera parvenu à un accord sur les nouveaux impôts, ceux-ci pourraient immédiatement entrer en vigueur - sans doute pendant l'été - dans la mesure où le chancelier Kohl s'est solennellement engagé à limiter le déficit de l'Etat en 1991 à 70 milliards de deutschemarks. Une chose reste certaine : les expédients auxquels la coalition gouvernementale a eu recours jusqu'à présent pour tarter de financer la réunification, comme par exemple les 2 milliards de deutschemarks prélevés sur les communications téléphoniques ou bien la tentative - avortée - d'instaurer une vignette annuelle pour l'utilisation des autoroutes, ne peuvent plus être utilisés.

Les partenaires de la coalition gouvernementale sont d'accord sur le principe d'un relèvement des impôts, même si un impôt « spécial » pour le Golfe est impensable après les violentes critiques dont l'Allemagne a été l'objet, à cause des manifestations pacifistes et des contrôles trop laxistes des ventes de technologie militaire à l'Irak. En revanche, une augmentation des taxes sur l'essence, une augmentation du taux de la TVA et la suppression de certains avantages fiscaux pour les plus hauts revenus semblent beaucoup plus probables.

C. H.-M.

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	31 jan.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New-York	21,55	+ 0,60
Brent à Londres	20,10	+ 0,04

(Source : Arbitrages pétroliers France)

A la veille du week-end, les opérateurs pétroliers continuaient d'observer la plus grande prudence. A Londres, comme à New-York la veille, l'inquiétude continuait à monter après l'annonce d'une nouvelle incursion irakienne en Arabie saoudite. Mais la plupart des professionnels restent absents du marché, les seuls intervenants désirant surtout liquider leurs positions avant la fermeture du marché pour deux jours.

Rentacis

هذا من الأصل

ÉCONOMIE

SOCIAL

Une clarification attendue

MM. Soisson et Laignel lancent la réforme du service public de l'emploi

Annoucée de longue date, la réforme du service public de l'emploi est engagée. MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, et André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, ont conjointement signé, le 15 janvier, une note d'orientation sur un nouveau découpage qui prend effet dès le début de l'année et qui sera achevé au 1^{er} janvier 1992.

Tant du point de vue de l'emploi que de la formation professionnelle, une mise en ordre des services était nécessaire. Bousculés par la montée du chômage, mises à mal par l'obligation d'agir sous l'urgence, les anciennes attributions ne correspondaient plus à rien. L'empilage de dispositifs concurrents et le mélange des genres, dus au traitement social, avaient entraîné une confusion qui commençait à nuire à l'efficacité des différents programmes. Il était impossible de s'y retrouver dans un dédale de formules voisines, mais relevant d'autorités différentes.

Une organisation plus compréhensible

La clarification s'imposait d'autant plus que, depuis la loi du 4 juillet 1990, votée par M. Laignel, d'autres tâches sont apparues. Le crédit individuel de formation (CIF), étendu aux adultes, salariés ou chômeurs, justifiait de nouvelles règles de répartition.

Mais l'arbitrage entre les deux ministres ne s'annonçait pas simple : l'un avait, dans cette perspective, déjà réformé l'ANPE, et l'autre tentait, non sans difficultés, d'en faire de même avec l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFAPA). Après de longues tergiversations, un accord a été scellé dans une note d'orientation, qui devra être précisée par des décrets et circulaires. Au prix de quelques compromis, l'architecture ressemble à ce

que souhaitait M. Soisson, soucieux de faire une large place aux partenaires sociaux ainsi qu'aux responsabilités des régions en la matière.

Est réaffirmée « une interdépendance forte » entre les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle qui militent en faveur d'une « articulation », même si « le champ de la formation professionnelle débordait » celui de l'emploi et du travail. L'objectif est de mettre en place une organisation proche du terrain, « claire et compréhensible par tous ».

Une programmation régionale

Deux partages précis sont proposés. D'une part, les services régionaux, avec la direction régionale du travail et avec la délégation régionale à la formation professionnelle, sous l'autorité du préfet de région, ont pour vocation de coordonner et de définir les orientations, de programmer les actions et de vérifier leur qualité. Ils ont un rôle d'impulsion et de prospective. D'autre part, les directions départementales du travail et de l'emploi deviennent l'échelon opérationnel et servent de guichet unique. A elles de diriger les actions de formation pour les demandeurs d'emploi et de déléguer les moyens pour les conventions négociées avec les entreprises. L'administration se définit ainsi comme un service de proximité, en liaison avec les zones de formation et les commissions locales d'insertion, instituées par M. Laignel.

Ainsi, les fonctions évitent à chacun d'être jugé et partie. La délégation régionale à la formation et la direction régionale du travail se limiteront à l'analyse de l'emploi et de la formation, à celle de leurs besoins respectifs, et définiront les axes stratégiques de l'intervention de l'Etat, en concertation avec les partenaires sociaux et la région. La délégation développera ses fonctions d'animation, de coordination, de programmation, d'évaluation et de contrôle.

des organismes de formation. Elle veillera à la cohérence entre la formation professionnelle continue et la formation initiale. A charge pour elle, tout en assurant la coordination entre l'ANPE et l'AFPA, d'établir une programmation régionale par objectifs, après avis, et d'attribuer les ressources budgétaires nécessaires dans le cadre d'une globalisation des enveloppes financières.

C'est elle, enfin, qui accordera l'habilitation aux organismes de formation, après consultation, et qui assurera, avec les partenaires sociaux, des conventions-cadres pour des actions de formation. Ce sera, en somme, le niveau de la politique générale.

Sur le terrain, la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, pour son compte, mettra en œuvre et gèrera financièrement les mesures en passant des conventions avec les organismes de formation et avec les entreprises. Elle dirigera donc les opérations en s'appuyant sur l'ANPE et sur les coordinateurs de zones, assurera la gestion du crédit formation pour les demandeurs d'emploi adultes et, à partir du 1^{er} janvier 1992, deviendra « l'échelon de droit commun » chargé de l'application des mesures et capable d'assurer le paiement des organismes de formation. Le suivi des stagiaires restera, lui, des opérations locales, et la tâche des rémunérations sera transférée à une caisse générale, le CANSEA, ou aux ASSÉDIC, le cas échéant.

Sous la complexité apparente des nouvelles dispositions, il s'agit bien d'une modernisation du service public de l'emploi. Le nettoyage des compétences devrait déboucher sur une simplification des procédures. Si tout se passe sans coup de théâtre, l'efficacité devrait être au rendez-vous, à un moment où salariés comme demandeurs d'emploi et entreprises affirment miser sur l'investissement en formation.

ALAIN LEBEAUCHE

Chômage technique à Renault-Cléon et à Peugeot-Sochaux

La direction de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) a annoncé, mercredi 30 janvier, qu'elle prévoyait « entre un et quatre jours de chômage technique selon les secteurs de fabrication » au cours du mois de février. La direction de l'usine, qui emploie 5 820 salariés, a justifié cette mesure par une baisse du niveau des commandes. Cette annonce fait suite à celle des responsables de l'usine de Sandouville, qui avaient indiqué, mercredi dernier, que les salariés seraient mis en chômage technique durant cinq jours supplémentaires en mars prochain (le Monde du 25 janvier).

D'autre part, la quasi-totalité des 23 000 salariés de l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) seront placés en chômage partiel le 1^{er} mars prochain, a annoncé, le jeudi 31 janvier, la direction du centre à l'issue d'une réunion du comité d'établissement. Une mesure similaire pourrait également concerner, le 4 mars, les agents de production les moins qualifiés, mais elle n'est pas encore confirmée. Ces décisions, qui font suite à sept jours de chômage entre décembre et février, sont de nouveau justifiées par la dégradation de la situation commerciale du marché automobile.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
45-55-91-82, poste 4330

BANQUES

Le résultat net de Paribas a chuté de 26,8 % en 1990

Le groupe Paribas a enregistré en 1990 une forte baisse de son bénéfice net consolidé (part du groupe). Selon les premières estimations, le résultat net consolidé devrait s'établir à 4,1 milliards de francs contre 5,6 milliards en 1989, soit une baisse de 26,8 %.

Le résultat en capital qui s'élevait à 1,7 milliard de francs en 1989 (dont 1,4 milliard pour la Compagnie financière) devrait augmenter de 0,8 milliard pour s'établir à 2,5 milliards de francs. Mais l'essentiel de cette hausse provient de plus-values exceptionnelles dues à des cessions mobilières et immobilières.

Au plan des opérations en revenu - qui représentent l'activité régulière de la compagnie financière - le communiqué indique que sur les 1,6 milliard de francs de bénéfices, la part de la Compagnie financière n'est que de 300 millions. En 1989, cette part de la Compagnie financière s'élevait à 2,1 milliards de francs (plus de 80 % de chute). Ces très mauvais résultats entraîneront une hausse des provisions de 1,2 milliard de francs par rapport à 1989, soit un total de 4,7 milliards. Bien que les résultats par filiales ne soient pas communiqués, il semble que la banque Paribas, véritable cœur du groupe, soit particulièrement frappée.

INDUSTRIE

En France et au Portugal

La Générale des eaux se renforce dans l'immobilier

La Générale des eaux se renforce dans l'immobilier : dans la construction. Sa filiale immobilière, Particimo, s'associe à la société Auguste-Thonard pour prendre, à parts égales, une participation de 80 % dans le capital de la société de gestion immobilière Cogeston, spécialisée en immobilier d'entreprises, qui gère notamment la tour Montparnasse, à Paris.

Par ailleurs, la Compagnie générale de bâtiment et de construction (CBC), qui est une filiale de la Générale des eaux, a signé, le 30 janvier, un accord avec M. Miguel Amaral, président de la société portugaise Socopol, dont elle prendra 56 % des actions. Socopol, basée à Lisbonne, a une activité de bâtiment de l'ordre de 110 millions de francs.

CSG : nouvelle circulaire d'application publiée au « Journal officiel ». - Le Journal officiel a publié, le jeudi 31 janvier, une nouvelle circulaire d'application du ministère du travail précisant les modalités techniques de l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, de la contribution sociale généralisée. Cette circulaire précise notamment la nature et la présentation des éléments de la CSG à préciser obligatoirement sur le bulletin de salaire. Il est rappelé qu'un « délai de mise en œuvre » peut être accordé « sous certaines conditions ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Rentaciel

(Sicav à revenus trimestriels)
Montant total des dividendes de l'exercice : F 12,62 + F 0,25 de crédit d'impôt soit une rentabilité de 8,28 % sur la base de la valeur liquidative au 28 septembre 1990.
Solde de l'exercice 1989-1990 mis en paiement le 31.01.1991 : F 3,57 + F 0,08 de crédit d'impôt.
Remplissage des dividendes globaux sans droits d'entrée jusqu'au 1^{er} mars 1991.

Le Président Jean-Marcel Pinquier a déclaré :
Devant faire face aux incertitudes économiques et politiques, Rentaciel a privilégié une gestion prudente qui a permis d'assurer en dépit des soubresauts du marché une stabilité du dividende.
En 1991 le montant des acomptes distribués devrait progresser de 4 à 5 % soit nettement plus que l'inflation attendue.

AGO du 23.01.1991

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FOP sur Minital 38.16 code ASSOCI.

GROUPE CIC

Le Monde

Le Monde • Samedi 2 février 1991 23

REPRODUCTION INTERDITE

Cadres

Les postes que BSN vous propose

- Fiscaliste
BSN Groupe Réf. SI/4MR
- Juriste international
BSN Groupe Réf. RB/221MR
- Responsable du service propriété industrielle
BSN Groupe Réf. RB/222MR
- Organisateur industriel
BSN Groupe Réf. RB/204MR
- Contrôleur de gestion
L'Alsacienne Réf. SI/1MR
- Responsable du projet industriel
VMC Réf. SI/9MR
- Responsable laboratoire central
Belin Réf. SI/51MR

En 20 ans, BSN s'est placé au niveau des plus grands groupes mondiaux de l'alimentaire. Les cadres qui nous rejoignent ont une double appartenance : la société qui les accueille et le groupe. Les échanges que nous souhaitons avoir avec eux nous permettent de les informer sur nos opportunités et d'approfondir leur projet professionnel. Car pour nous, la réussite est une alchimie complexe dans laquelle entrent le poste, l'environnement, les compétences, la personnalité et la motivation à travailler ensemble.

Pour en savoir plus sur tous ces postes, adressez votre candidature en précisant la référence du poste à BSN. Service recrutement cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

JEUNES DIPLOMÉS, CADRES,

DÉCOUVREZ LA DIVERSITÉ DES MÉTIERS PROPOSÉS PAR LE SECTEUR DES ASSURANCES

Les Métiers de l'Assurance

5 daté 6 FÉVRIER

ASSOCIATIONS

Sessions et stages

YOGA

Toujours en forme !
Stages pour débutants
11-02 - 25-02 à 17 heures
ou 18-02 - 27-02 à 18 h 30 :
postures-respiration-relaxation.
Centre de yoga Shweta, 123, bd
Stiméop, 2. Tél. : 40-28-77-48.

A.B.C. des LANGUES : cours de
langues sur mesure pour
particuliers et entreprises ;
cours privés, petits groupes
téléphone sélect d'admission
gratuite. Tél. : 42-25-05-80.

JAPONAIS Intensif

- Niveau 1 et 2 : mars-juin 91.
Contactez M. Masumi : 45-45-03-58
ou 45-22-35-13 (après-midi).
- Stage de Japon en août.
Le Collège de l'Est, 98-88-41-74.

ENGLISH IN PARIS
cours et sur mesure à profs
anglais. A partir de 90 F
Piccadilly Language Centre
37, av. F.-Roosevelt 75008.
Tél. : (1) 43-89-83-01.

Appel

POÉSIE EN LIBERTÉ
Tél. : (1) 45-50-32-33
Minut 3815 CLP

L'AGENDA

Cours

STAGE D'ÉCRITURE
ET DE COMMUNICATION
Cours du soir (mardi et
jeudi) par des professionnels
de la presse et de l'édition.
Programme :
- Atelier d'écriture.
- Techniques de reporting.
- Écriture journalistique.
- Pratique de la langue
française.
Tél. : 38 Centre de l'écriture et de
la communication pour documentation
et test de niveau.
45-42-43-97

Vacances

Tourisme

DRISCOLL HOUSE HOTELS
200 chambres indiv. 120 livres
start, par sem., bonne cuisine.
Rens. : 172 New Kent Road
London SE1 4YT, G.-B.
19/44-71-7034175.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

CHERCHE

MONITEUR

Niveau d'études BTS ou
DUT pour enseigner
secrétariat, sténodactylo.
Adressez-cv. au
CENTRE « LE PARC »
65340 OSSEA.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 22 a. Dlg. D.M. Bac G3 + 1
(dipl. CCIP option logistique
et pratique du commerce
intern.) cherche emploi ges-
tion de stocks en/ou de pro-
duction. Prêt à récip. pers.
M. HOUJY
Tél. : 43-55-16-17

J.H. 28 a., serveur, 5 ans
d'exp., ch. emploi stable
restauration traditionnelle.
Tél. 48-26-12-81

Le Monde

IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

Appart. de caractère
de 100 m² env. 45 m².
Living avec mezzanine
+ chambre, cuis., s. de bns.
48-22-03-80
43-59-88-04, p. 22

7^e arrdt

M^{re} ST-FRANÇOIS-XAVIER

Imm. 100 m² et ch. 60 m².
Séjour, 3 chbres, 2 bains.
4 p. cuis., bns, 160 m².
35, rue Serpenteau, 14^e arrdt.
Sem., dim. 14 h 30-17 h.

12^e arrdt

PRIX INTÉRESSANT

M^{re} PORTE-DORÉE

Imm. récent, 11 ch., 60 m².
Séjour, 3 chbres, 2 bains.
2 wc, cuis., 93 m² + loggia.
5, rue Colonel-Oudet
Sem., dim. 14 h-17 h.

OPÉRA BASTILLE

Bel imm. pierre de T. Stand.
150 m² 6/8 p., 2 bns, cuis.
100 m² ch. + 20 m² service.
Belle décoration. Chânes.
23, rue Michel-Charles
Sem., dim. 14 h-17 h.

14^e arrdt

PRIX INTÉRESSANT

M^{re} GAÏTÉ

Imm. récent, 11 ch., bns.
Studio, entrée, cuis., bns.
3, rue Maitron-Dieu
Sem., dim. 14 h-17 h.

16^e arrdt

PRIX INTÉRESSANT

CHARDON-LAGACHE

Imm. réc. stand. 60 m².
L.v. dble, 1 chbre + bureau.
bains 71 m². Service, belle.
Park. 28, rue Boffreau
Sem., dim. 11 h à 13 h 30.

78-Yvelines

GROBRY (78), près Seine,
8 km RER, dans parc paysa-
ger, appartement 70 m².
1^{er} étage, beau séjour,
2 chbres, cuis., et salle de
bns aménag., cave, cellier.
Libre 1 400 000 F.
Tél. 34-80-12-59 (h.b.)
38-78-22-98 (loc)

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Construction de sociétés
et services. 43-65-17-50

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, tres
d'écrit., domiciliaisons.
SIÈGES SOCIAUX, déma-
ches, formules et CREA-
TION immédiates toutes
entreprises. Serv. person-
nalisés : courtes, ridées, fax.
GROUPE ASPAC
1^{er} Réseau National
de Centre d'Affaires
ETOLE 10^e 47-23-61-88
GRANVILLE 15^e 42-23-61-81
ST-LAZARE 9^e 42-83-50-84
LA FAYETTE 9^e 42-23-61-81
BOULOGNE 92 48-20-22-25
VERSAILLES 78 30-21-48-48
+ 20 centres en France

hôtels particuliers

MIRABEAU

MOLITOR

Paris 18^e
2 hôtels particuliers
sur voie privée.
Rénovation totale.
Grand standing.
200 et 230 m².
Exposition plein sud.
SICIL Investissements
47-06-14-87

propriétés

UNIQUE
1 h 30 PARIS SUD
Pays 5 p., cuis., bns, wc, chf.
Grande dépend. sur 28 000 m².
P. 850 000 F. THYRAUT
T. (01) 86-91-57-88

MARCHÉS FINANCIERS

La réforme des marchés suisses

La Bourse de Lausanne a fermé ses portes

Le glas des Bourses de proximité ne sonne pas qu'en France. Au-delà des Alpes, il a momentanément couvert le son du traditionnel Alpenhorn. En effet, la Suisse a décidé de ramener le nombre de ses places boursières de sept à trois. Toutes les valeurs inscrites se trouveront transférées dans un premier temps à Zurich, Genève et Bâle.

Quatre places vont donc disparaître. Lausanne a été la première à fermer ses portes le 31 janvier et à transférer ses activités et la trentaine de valeurs cotées à Genève. Suivront Neuchâtel et Saint-Gall le 31 mars prochain, et Berne le 30 juin.

Cette démarche, explique M. Bernard Rueff, directeur de la Bourse de Lausanne, s'inscrit dans un processus de concentration de places, le

marché suisse n'ayant pas d'unicité de cotation, c'est-à-dire qu'une même valeur peut être inscrite à plusieurs Bourses.

A terme, c'est le traitement informatisé de toutes les opérations boursières qui est souhaité : après la mise en place du SOFFEX (le Monde du 25 mai 1988) viendra la création d'un futur sur les taux d'intérêt au mois d'avril prochain, puis le tour des obligations au printemps 1992, avant de traiter les actions.

Le chiffre d'affaires de la place vaudoise s'est élevé pour l'année qui vient de s'achever à 17,4 milliards de francs suisses, ce qui la classe en quatrième position derrière Zurich (518), Genève (158) et Bâle (71,6).

Des arrêtés modifient les conditions d'attribution des prêts aidés à l'accession à la propriété. Les mesures modifiant les conditions d'attribution des FAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) pour permettre à un nombre plus grand de familles de pouvoir en bénéficier ont été publiées au Journal officiel de jeudi 31 janvier. Elles avaient été annoncées par le ministre du logement, M. Louis Besson, lors du débat budgétaire au Parlement à l'automne dernier. Cet ensemble comprend à la fois un relèvement substantiel des plafonds de ressources au-delà desquels on ne peut plus prétendre à ces prêts (de 3 % à 15 % selon les zones géographiques); une augmentation de 2,8 % du montant des prêts; un relèvement (de 2,5 à 7 %) des prix témoins des logements donnant droit à PAP. Les prêts à taux fixe et à annuités progressives qui ont contribué à aggraver le surendettement de certaines familles sont supprimés, mais les accédants à la propriété pourront continuer à choisir, soit un prêt à taux fixe et à annuités constantes (PAP), soit un prêt à taux révisable et à annuités progressives (PAJ). En revanche, le taux d'intérêt du PAP est augmenté de 0,6 %, en raison de la tension sur les marchés financiers mondiaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

FRAIS DE GESTION SICAV COURT TERME

Le Crédit Agricole informe sa clientèle qu'à compter du 2 mai 1991, les frais de gestion annuels HT perçus par les SICAV suivantes seront de:

UNIVAR: 1 %
MONÉ-J: 0,85 %
ELICASH: 0,45 %
UNI-ASSOCIATIONS: 1 %

Ces pourcentages sont calculés sur l'actif net des SICAV évalué quotidiennement, déduction faite des parts de FCP et des actions de SICAV.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

52,9 milliards de francs
chiffre d'affaires consolidé 1990

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 52,9 milliards de francs pour l'exercice 1990 contre 48,7 milliards de francs en 1989. Après retraitement des données de l'exercice 1989 pour tenir compte du transfert de la société La Familiale de la Branche Biscuits à la Branche Epicerie, la répartition par Branche du chiffre d'affaires consolidé est la suivante:

DONNÉES PAR BRANCHE:		
(en millions de francs)		
	1990	1989
Produits Frais	13 264	12 827
Epicerie	10 603	10 008
Biscuits	12 766	11 047
Boissons	6 598	6 188
Champagne, Eau minérale	4 963	4 320
Emballage	5 877	5 357
Cessions internes	64 071	49 747
Total Groupe	111 741	107 537

Les données relatives à la Branche Biscuits intègrent le chiffre d'affaires des sociétés Bida (France), Jacob's (Angleterre) et Sainco (Italie), sur la totalité de l'année 1990, contre sept mois en 1989.

A structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivante:

Produits Frais	3,8 %
Epicerie	7,6 %
Biscuits	3,0 %
Boissons	3,0 %
Champagne, Eau minérale	16,5 %
Emballage	6,0 %
Total Groupe	7,5 %

Pour plus d'information, composez sur votre minitel: 3616 - CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

NEW-YORK, 31 janvier ↑

Nouvelle hausse

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont monté jeudi à Wall Street. Même si le mouvement s'est ralenti en l'absence de vingt-quatre heures, il n'en a pas moins été important et après quelques indécisions à coups, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait en clôture à 2 738,38, avec un gain de 23,26 points (+ 0,86 %). En trois jours, il a ainsi monté de plus de 3 %. Le bilan de la journée a encore été de très bonne qualité. Sur 2 010 valeurs traitées, 1 081 ont progressé, 504 seulement ont baissé et 425 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, le marché continue de parier sur la perspective d'une récession de courte durée, évincée par les dernières statistiques. Les bons résultats annoncés par de nombreuses entreprises confortent les investisseurs dans leur impression, sans qu'apparemment l'avertissement lancé par M. Alan Greenspan, président du FED, sur le risque d'une crise économique forte et longue si la guerre du Golfe ne s'arrête pas avant le printemps n'ait été entendu. Le consensus boursier semble rassuré après la rapatriation de la ville saoudienne de Khafji occupée par les forces irakiennes. Sur le marché obligataire, les taux des bons du Trésor à 30 ans, qui font référence, sont revenus de 8,21 % à 8,19 %, ce qui a contribué à entretenir l'optimisme.

VALEURS	Cours du 30 jan.	Cours du 31 jan.
Alcoa	54 3/8	54 3/8
AT&T	52 1/8	52 3/4
Banque	47 5/8	48 1/4
Chemical Bank	11 3/4	11 7/8
Du Pont de Nemours	25 3/4	26 1/4
Eastman Kodak	42 1/4	42 5/8
Exxon	51 3/4	52 1/4
Ford	27 7/8	28
General Electric	52 1/8	54
General Motors	38 1/4	38 1/2
Goodyear	21 1/4	20 1/4
IBM	127	128 3/8
ITT	50 1/2	50 3/4
Mobil Oil	58 5/8	59 3/4
Pfizer	59 1/8	59 7/8
Schleicher	57 1/8	57 1/2
Texas	58	58 1/8
US Corp. Ind. & Eng.	123 3/8	124 1/8
Union Carbide	58 1/8	59 1/4
USX	28 7/8	29 3/4
Windsor	71 1/8	72 1/4
Xerox Corp.	43 3/8	44 1/2

LONDRES, 31 janvier ↑

Nette hausse

Les valeurs ont clôturé en hausse jeudi au Stock Exchange de Londres. L'indice Fomle de cent grandes valeurs a progressé de 17,7 points à 2 170,3, soit un gain de 0,8 %. Le volume des échanges a atteint 1,1 milliard de titres (niveau record depuis début octobre) contre 558,9 millions la veille, gonflé par le placement d'un bloc de plus de 100 millions d'actions du groupe agroalimentaire Rank Hovis McDougall, conséquence de la vente de la participation de 29,9 % détenue par Sir James Goldsmith.

Les titres avaient fortement progressé en début de séance dans l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt. Leur avance a été réduite des deux tiers par le placement des titres allemands mais s'est ensuite reconstruite progressivement.

FAITS ET RÉSULTATS

Goldsmith cède sa participation dans Rank Hovis McDougall. Sir James Goldsmith a vendu à perte, jeudi 31 janvier, son dernier investissement significatif en Grande-Bretagne: une participation de 29,9 % dans le groupe de minoteries Rank Hovis McDougall (RHM). Les 100 millions d'actions acquises en 1989 au prix unitaire de 400 pence ont été cédées le 31 janvier au cours de 303 pence, représentant un manque à gagner d'environ 160 millions de livres. La perte finale serait tout de même moins élevée après prise en compte des fluctuations de change et des opérations de couverture. Sir James, cinquante-sept ans, a récemment annoncé qu'il souhaitait se consacrer aux problèmes de l'environnement, dont son frère aîné Edward est un spécialiste. Au cours de l'automne dernier (le Monde du 20 octobre), il avait échangé son groupe forestier Cavenham Forest Industries contre une participation de 42 % dans le producteur américain d'or Newmont Mining, reflétant son pessimisme sur l'évolution des marchés financiers.

Poly Pack: restructuration. Le groupe britannique Poly Pack International (PPI), placé sous administration judiciaire à l'automne dernier, a mis en vente jeudi 31 janvier trois de ses centres de distribution de fruits frais aux États-Unis, a annoncé l'administrateur du conglomérat, le cabinet Coopers and Lybrand Deloitte. Ces trois entités, qui n'incluent pas le joyau de Poly Pack, le distributeur de fruits Del Monte, sont Prevor Marketing (New-York et Sudet), Mendelson-Zeller (Californie) et Standard Fruit and Vegetable (Texas). L'administrateur judiciaire n'a donné aucune indication sur le prix qu'il comptait en obtenir.

Souffler vendu par La Rochette à la Générale des eaux. Le groupe papeter français La Rochette a cédé Souffler, première entreprise française de récupération et de recyclage de vieux papiers, avec un chiffre d'affaires de 660 millions de francs en 1990, à CGEA-Onyx, filiale de la Générale des eaux, premier groupe français de services aux collectivités. L'effondrement des prix, provoqué par la concurrence des industriels allemands, a entraîné une baisse de 20 millions du chiffre d'affaires de Souffler et des pertes en 1990. En fait, le recyclage du papier est de plus en plus sélectif, comme en Allemagne, aux activités de collecte et de traitement des déchets, dans lesquelles la Générale des eaux a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 3,8 milliards de francs l'an dernier. Premier dans le traitement des déchets industriels (par sa filiale SARP Industrie), le groupe n'est cependant pas engagé dans le recyclage du papier.

Dow Chemical: 45 % de bénéfice réalisé pour 1990. Dow Chemical, deuxième groupe chimique américain, annonce pour le quatrième trimestre 1990 un bénéfice net en baisse de 36 %, tant et si bien que pour l'ensemble de l'exercice écoulé son résultat net s'est établi à 1,38 milliard de dollars, soit à 45 % en-dessous du niveau de 1989. Le chiffre d'affaires annuel a en revanche progressé de 12 % à 19,77 milliards de dollars.

PARIS, 1^{er} février ↓

Petite baisse

Deuxième séance consécutive de baisse, vendredi, à la Bourse de Paris. En raison de 0,23 % des premières transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'accroître leurs pertes au fil des échanges. En fin de matinée, le repli moyen avoisinait 0,7 %. Le début d'après-midi, la tendance se stabilisait quelque peu. Plus tard dans la journée, peu avant le début des transactions à Wall Street, le repli de l'indice CAC 40 était ramené à - 0,42 %.

La place parisienne aura, malgré tout, fait preuve d'une assez bonne résistance à la hausse des taux d'intérêt, jeudi, par l'absence d'émission allemande. Cette résistance était également sensible sur le MATIF, qui est soutenu depuis quelques semaines par l'achat d'OTAT effectué par les investisseurs étrangers. Toutefois, après le durcissement de la politique monétaire d'outre-Rhin, les milieux boursiers s'interrogent sur l'évolution des taux et du franc français, tout comme sur le devenir de l'économie américaine et sur la durée de la récession. Sur le marché à règlement mensuel, les plus fortes hausses étaient enregistrées par Bie, Majorat et CCMC mais dans des volumes peu élevés.

Du côté des baisses, on notait la forte baisse de Paribas après l'annonce d'une chute de 28 % de ses bénéfices en 1990. Cette mauvaise nouvelle entraînera à la baisse d'autres valeurs du compartiment bancaire. Sur le marché de l'or on a vu une stabilisation à 380 dollars l'once. Le marché du pétrole (408 francs) et un effacement du lingot, qui s'échangeait à 60 000 francs (contre 60 500 francs).

TOKYO, 1^{er} février ↓

Nouveau repli

La baisse a de nouveau été au rendez-vous vendredi 1^{er} février à la Bourse de Tokyo. Et après une séance jugée fiévreuse par les spécialistes, l'indice Nikkei, un instant tombé sous la barre psychologique des 23 000 points, s'établissait en clôture à la cote 22 317,70, soit à 136,44 points (- 0,59 %) en dessous de son niveau précédent.

Manifestement, l'excellent tenue de Wall Street n'a pas réussi à déborder le marché japonais. Les courtiers tendent à l'Allemagne responsable du pessimisme ambiant en ayant relevé les taux d'intérêt. Cette décision est négative, d'autant qu'elle leur a permis de se débarrasser de 23 000 points, s'établissant en clôture à la cote 22 317,70, soit à 136,44 points (- 0,59 %) en dessous de son niveau précédent.

VALEURS	Cours du 31 jan.	Cours du 1 ^{er} fév.
Alcoa	530	520
Bridgstone	981	980
Canon	1 280	1 270
Fuji	2 800	2 800
Honda Motor	1 140	1 150
Marubishi Electric	1 850	1 850
Nippon Ind.	713	708
Sony Corp.	9 220	9 180
Toshiba Motors	1 730	1 730

PARIS : Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	2330	2325	Groupe Ogeyx	470	464 1/2
Amtrak Assurances	230	227	Guyot	550	543
Ayax	105	102	I.C.C.	227 50	225
B.A.C.	151 70	150	IDA	277 80	276
B.C.M.	840	830	Idarox	123	118 50
Bonnet (Ly.)	384	380	I.P.S.M.	118	116 70
Calsonic	177	175	Loca service	273	275
C.A.L.-de-Fr. (C.C.U.)	880	875	Locomac	83 50	83 90
Colson	377	385	Macro Comm.	124	125
Carif	485	480	Moire	117 10	120
C.E.G.E.P.	175	175	Olivier Logis	590	589
C.F.P.I.	257	255	Presbourg	75	75
C.N.I.M.	785	785	Publi-France	354	345
Comarag	287	278	Razel	451	454
Concorde	240	252	Rhone-Alp. Ecr. (Ly.)	304	303
Conformance	780	780	S.H. Mergon	181	180
Credite	198 50	196	Select Invest (Ly.)	95	98 70
Dapine	341	350	Serbia	429	429
Datam	634	630	S.M.T. Group	167 50	168 50
Demodis Worme Co.	350	350	Sopre	174	174
Desgouttes et Co.	942	925	Thomson H. (Ly.)	220	214
Dowling	625	625	Valley	155	160 10
Dreille	338	345	Viel et Co.	88	88 80
Dubois	165	169	Y. St-Laurent Group	630	617
Editions Balland	245	245			
Emp. Propulsion	319 50	319 50			
Finacor	140	120			
Frontoparc	155	161 50			
G.F.F. (group spa.)	280	279			
Grand Lavo	367	385 40			
Gravograph	175	175			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 31 janvier 1991
Nombre de contrats : 89 923.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	102,94	103,28	103,14
Précédent	102,85	103,16	103,12

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
103	0,63	1,56	0,82	1,35

CAC 40 A TERME

Volume : 13 579. (MATIF)			
COURS			
	Janvier	Février	Mars
Dernier	1 591	1 592	1 620
Précédent	1 587	1 601	1 592

CHANGES

Dollar : 5,0305 F ↓

Le dollar s'échangeant en baisse, vendredi 1^{er} février, après l'annonce jeudi du relèvement des taux d'intérêt en Allemagne. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,0305 F contre 5,0460 F la veille à la cotation officielle, et après être tombée jusqu'à 5,0190 F après l'annonce de la décision de la Bundesbank. Le mark s'est légèrement raffermi contre le franc, à 3,4015 F contre 3,3963 F jeudi au fixing. Les marchés des changes ont réagi globalement avec calme au réajustement de la politique monétaire outre-Rhin.

la politique monétaire outre-Rhin.		
FRANCFORT	31 jan.	1 ^{er} févr.
Dollar (en DM)...	1,490	1,481
TOKYO	31 jan.	1 ^{er} févr.
Dollar (en yens)...	131,40	131,25

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (1 ^{er} février)	9 7/8 - 10 %
New-York (31 janvier)	9 1/2 - 10 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	30 jan.	31 jan.
Valeurs étrangères	104,20	104,20
(SBF, base 100 : 31-12-91)	98,20	98,70
Indice général CAC	412,30	419,18
(SBF, base 1000 : 31-12-91)	1582,45	1580,67

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	30 jan.	31 jan.
	2 713,12	2 736,39

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs	30 jan.	31 jan.
	2 152,60	2 176,30

100 valeurs

30 jan.	31 jan.
1 686,50	1 697,90

Mines d'or

30 jan.	31 jan.
1 371,10	1 362,20

Fonds d'Etat

30 jan.	31 jan.
84,04	84,43

FRANCFORT

30 jan.	31 jan.
1 400,73	1 426,08

Dax

30 jan.	31 jan.
1 400,73	1 426,08

Nikkei Dow Jones

30 jan.	31 jan.
23 283,14	23 156,70

Indice général

30 jan.	31 jan.
1 710,93	1 704,26

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à l'ave.	à l'ave.	à l'ave.	au dépt.	à l'ave.	au dépt.	à l'ave.	au dépt.
E.-U.	5,0320	5,0390	+ 121	+ 131	+ 248	+ 268	+ 780	+ 840
can.	4,3267	4,3330	- 45	- 76	- 30	- 30	+ 5	+ 91
yen (100)	3,8324	3,8377	+ 51	+ 73	+ 101	+ 140	+ 391	+ 463
DM	3,3999	3,4032	+ 20	+ 38	+ 46	+ 71	+ 128	+ 191
florin	3,0159	3,0195	+ 13	+ 30	+ 31	+ 53	+ 108	+ 171
FB (100)	16,5146	16,5353	- 9	+ 104	+ 1	+ 281	+ 173	+ 740
FS	3,9937	3,9992	+ 48	+ 66	+ 105	+ 133	+ 373	+ 462
L (1 000)	4,5191	4,5258	- 104	- 545	- 192	- 111	- 494	- 543
£	9,8828	9,8938	- 307	- 268	- 155	- 152	- 543	- 1313

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1^{er} FEVRIER

[illegible]

COMPTANT

(selection)

VALEURS	% du coupon	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations									Etrangères		
Emp. Etat 0,96/77	120 50	8 12	Cedex	256	300	Alcatel	880	.....	A.E.S.	730	.....
Emp. Etat 0,95/78	95 40	8 47	Cogit	380	371	Alcan	117	117	Alco N° 1	238	.....
10,10/25 78/80	101 00	8 00	Comptex	430	399	Navigation (M.)	218	218	Alcan Alumin.	98	100
Emp. Etat 13,25/90	100	13 17	Co Industriels	4000	3800	Orsten	270	270	American Bricks	188	205
Emp. Etat 10,5/82	100	10 15	Co Ind. Al.	374	360	Ortel (S)	230	230	Arbed	145	10
Emp. Etat 14,0/83	100	12 30	Concor	808	810	Orly-Départ.	922	940	Austral. Mines	140	10
Emp. Etat 13,45/83	103	13 14	Concor M&P	33 30	29 50	Palaïo Roumanie	500	500	Autres Mines	145	10
Emp. Etat 12,25/84	108	12 26	Co Unif. Ind.	319 20	.....	Perle Maronn.	615	.....	Banques Pop. Esp.	400	450
Emp. Etat 11,5/85	107 40	10 38	Co Unif. Ind. (S)	490	494	Pfister	195	190	B. Bagnères Int.	22500	22600
Emp. Etat 10,25/86	101 80	9 16	Dadco	940	.....	Pfister (CP)	680	648	Co. Pichon	83	80 10
Emp. Etat 9,5/87	101 80	9 16	Dagobert	940	.....	Pfister France	215	210	Co. Pichon (S)	82 30	80 10
Emp. Etat 9,5/88	101 80	9 16	Dagobert (S)	1230	1288	Pfister Ind.	230	234	C.I.R.	9 15	9 25
Emp. Etat 9,5/89	101 80	9 16	Dagobert (S) (S)	1630	1650	Pfister Intert.	230	286	Commanche	800	805
DAT 9,5/82 12/1987	102 18	1 35	Décor Dist.	1200	1180	Pfister Ind. (S)	604	.....	Co. Bours (S)	137	.....
DAT 9,5/81 1/1988	100 50	0 05	Emi Dancis Vely	2280	2305	PLM	255	261 50	Co. Bours (S) (S)	137	.....
TT 11,25 85	98 20	1 87	Euro Vaut	910	930	Poulsen	730	730	Dow Chemical	247	250
TT 10,25 86	100 30	0 87	Ech	182	177	PRM	1088	1040	G&S (Rou Lan)	501	512
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Electro-France	774	.....	Publicis	108	.....	Globe Holdings Ltd.	85	85
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rochelande	690	111 80	Guayana Tm	107	107
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Guayana Tm & Co (H)	155 80	140
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	GTE Corp.	194 80	194 80
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Hongkong Int.	221	.....
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Johnaburg	49 50	.....
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Kubota	26	.....
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Lafarge	310	310
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Marine Bank	88	70
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Midland Ind.	69	70
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Olived Ind.	9 50	.....
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25	0 87	Emil-Beynag	334 80	325	Rouge	190	.....	Palmolive Ind.	602	600
Emp. Etat 5000F	99 25</										

SICAV

STOCK (selection)

317

VALEURS	Emission Finale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale incl.	Rachet net
A.A.A.	950 02	928 86	Frans-Opt.	37 24	36 60	Plastine	953 82	940 41
Action	194 71	180 50	Frans Court.	1269 77	1269 77	Plastine	953 82	114 36
Agroprom	706 22	677 72	Frans-Europe	236 98	232 21	Poste Geste	1111 36	5638 72
Agroprom	7255 08	7255 08	Frans-Europe	28 81	28 28	Prévies Océ	1088 17	1100 25
Agroprom	7255 08	7255 08	Frans-Europe	736 28	730 77	Publ. Econom.	100 38	806 28
AFB Actions en CP	844 40	801 35	Frans-Europe	26 00	25 00	Publications	26 02 17	26 02 17
A.F.I. 2000	955 18	970 19	Frans-France	1094 45	1094 45	Publications	26 02 17	26 02 17
AFI C&I	1028 44	1028 18	Frans-France	4822 23	4810 20	Quartz	117 82	100 00
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	1248 25	1217 30	Rachet	73 16	70 00
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289 80	Rachet	156 59	153 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	148 95	146 00	Rachet	5229 29	5229 29
AFI F&C	108 78	105 13	Frans-France	10325 60	10289			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : membre associé

La guerre du Golfe

Le porte-avions français « Clemenceau » s'apprête à appareiller

Le porte-avions français « Clemenceau » doit appareiller lundi 4 février du port militaire de Toulon pour la Méditerranée occidentale, a-t-on appris vendredi de source militaire française. Il s'agit, a-t-on précisé de même source, d'une mission d'entraînement.

Mais, selon le général Raymond Germain, chef du service d'information des armées, on ne peut

exclure « que nos porte-avions puissent venir s'insérer dans un dispositif plus large » intégré aux forces alliées dans le Golfe.

Le porte-avions « Clemenceau » possède mille neuf cents hommes à son bord, qui ont tous souscrit un engagement volontaire. Il embarque une quarantaine d'avions et d'hélicoptères de tous types.

L'action du secrétaire d'Etat aux handicapés

M. Michel Gillibert inaugurerait un centre pour invalides à Moscou

M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie, vient de dresser le bilan de son action au cours de l'année 1990 et a annoncé un prochain voyage à Moscou pour inaugurer un centre de rééducation destiné à des personnes invalides.

M. Gillibert devrait se rendre en Union soviétique à la fin du mois de février pour inaugurer un centre de rééducation pour invalides. C'est le premier résultat d'un programme d'aide technique mis au point entre les spécialistes français du traitement des handicapés et la République de Russie.

Le ministre français s'intéresse de près au sort des handicapés dans les pays de l'Est. En Roumanie, il a observé que les adultes invalides et les personnes âgées dépendantes, considérés comme irrécupérables, sont parqués dans des établissements ou abandonnés à leur sort, démunis de toute aide et même de fauteuils roulants. Une situation que M. Gillibert a qualifiée d'« inhumaine et atroce ». La première urgence consiste à former du personnel. Un plan de quatre ans a été mis sur pied.

En URSS, on évalue à au moins 20 millions le nombre des handicapés. Ceux-ci ne bénéficient apparemment d'aucun statut particulier. Jusque récemment, ils étaient même privés des droits d'un citoyen ordinaire. Des médecins soviétiques, dont la plupart adaptent les méthodes modernes de rééducation, sont venus accomplir des stages dans trois centres français, à Lorient, à Nancy et à Lyon. Un groupe de travail franco-soviétique s'est constitué. La première conséquence de ces échanges a été l'aménagement d'un centre de rééducation et d'adaptation des invalides moteurs à Moscou.

Les invalides du troisième âge

Ces satisfactions à l'extérieur de la France consolideront-elles le secrétaire d'Etat chargé des handicapés des déceptions éprouvées dans le pays? Certes, M. Gillibert a obtenu la mise en chantier d'un plan pluriannuel qui offrira aux adultes lourdement handicapés 4 480 places nouvelles dans des maisons d'accueil spécialisées (MAS). Le programme de création de 2 800 places par an dans les centres d'aide par le travail (CAT) a été poursuivi en 1990, et de nouvelles mesures facilitent l'accès des transports en commun, des lieux publics et des salles de spectacles ont été lancées.

Mais le ministre ne cache pas les difficultés que sa politique rencontre en plusieurs domaines. Ainsi, Renault n'a pas encore réussi à mettre au point l'autobus adapté aux handicapés qui est demandé depuis longtemps au constructeur. Les municipalités qui, à l'occasion du renouvellement de leur parc, veulent s'équiper de véhicules accessibles non seulement aux invalides, mais aux enfants, aux mères de famille et

aux personnes âgées, envisagent donc de s'adresser à des constructeurs étrangers.

Du côté de l'emploi des handicapés, le ministre n'est pas satisfait non plus. Les entreprises ne montrent aucun enthousiasme pour embaucher des infirmes et préfèrent s'acquitter de leur obligation légale en payant la taxe prévue. De leur côté, nombre de handicapés, trop longtemps accoutumés à être assistés, rechignent à chercher du travail. Une fois décidés, ils doivent constater que leur qualification est insuffisante.

Enfin, une nouvelle préoccupation se fait jour. Les progrès de la médecine et la meilleure intégration des handicapés dans la société engendrent une prolongation marquée de leur espérance de vie. Le nombre des invalides du troisième âge grossit, et avec lui le problème de leur accueil dans les foyers de personnes âgées.

« Il faut s'y atteler et trouver des solutions », c'est ce que nous allons faire en 1991 », a conclu le ministre.

MARC AMBROISE-RENDU

A l'Académie française

Michel Serres reçu par Bertrand Poirot-Delpech

L'assistance, d'une densité inhabituelle, qui se pressait jeudi sous la Coupole, pour la réception d'un nouvel académicien, espérait-elle entendre de la bouche de Michel Serres quelques échos à ses préoccupations majeures? Elle n'a pas été déçue. Ses applaudissements sans fin l'ont prouvé. L'ailleur à cette « bruyante et archaïque régression vers l'éden (...), paradis perdu aujourd'hui devenu l'enfer d'une guerre où s'affrontent les trois grands monothéistes de la postérité d'Abraham » ne pouvait, par exemple, passer inaperçue.

Michel Serres extrapolait pour ainsi dire son siège d'Edgar Faure, la trajectoire de son prédécesseur « de la violence à l'économie, de celle-ci à la pédagogie » pour lancer un appel angoissé en faveur de l'avenir de nos enfants qui sera sans doute celui de la paix.

Ce fut une « véritable leçon inaugurale » sur les évolutions du siècle, comme devait le souligner dans sa réponse Bertrand Poirot-Delpech, réponse elle aussi longuement applaudie.

Cat de public, en dépit des craintes de notre collaborateur, n'avait semblé trouver le discours du philosophe mathématicien, écouté dans le recueillement, ni trop difficile ni trop ennuyeux. Les lecteurs du Monde pourront d'ailleurs s'en rendre compte en parcourant les textes des deux discours qui seront publiés dans notre numéro daté 3-4 février.

JEAN-MARIE DUNOYER

UNE FEMME :
- «CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU!»
SON AMIE :
- «FORCÉMENT ILS JETTENT LEURS TISSUS PAR LES FENÊTRES...»

COUPONS-SOLDES (MODE ET DÉCORATION)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LES LANGUES EN RESIDENTIEL
Loin de vos préoccupations, rentabilisez votre temps :
ENGLISH • DEUTSCH • ESPAÑOL
NEDERLANDS • FRANÇAIS
Etude et mise en pratique :
68 semaines avec vos professeurs.
Pour personnes motivées :
affaires, diplomatique, etc.

CERAN
Prestige & Adressat
Tél. 01 42 22 22 22
Fax 01 42 22 22 22
2001 PARIS-CEDEX 10

PRATIQUEZ
Le sport de la personnalité

ET GAGNEZ
• Impact sur un public
• Qualité des contacts
• Influence en réunions
• Motivation en entraînements
• Renforcement de votre personnalité

CONFÉRENCES D'INFORMATION
PARIS :
80 Champs Élysées 75008
les 4, 5, 6 et 7 février
de 15 h 30 à 17 h 15 ou
de 18 h à 20 h 45
PARIS Gare de Lyon 75012
lundi 4 février
de 19 h à 20 h 45
Friedrich, 2 Place Louis Armand
à noter :

ENTRAÎNEMENT DALE CARNEGIE®
Leader mondial de la Formation
Présenté en France par la Sté Wayne
2, Rue de Marly - 78150 Le Chesnay
Tél 1 39 54 61 06 - Fax 1 39 54 61 25

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Aie pas peur !

J'ai l'air de rien, comme ça, hein, à faire concierger dans ce journal. Je balaie mes quarante-cinq pages, je vide les poubelles des collègues, je leur sers le café. Jamais une gratification, un sourire, un mot aimable. Le contraire : Dégage, tu veux ! Et puis en arrivant, là, aujourd'hui, qu'est-ce que je trouve dans ma loge ? Encadrés de noir, cinq mots imprimés dans un rectangle blanc : SARRAUTE CLAUDE... CONDAMNÉE A MORT !

Tout le filaire, toute contente, je dégringole à la rédaction et je leur fourre le carton sous le nez : Tenez, regardez un peu ce qu'elle a reçu, Mame Michu. Une menace de Saddam, pareil que le président Bush !

Ils ont verdi. L'angoisse ? Pen- sez-vous ! La jalousie ?

- Non, mais t'as la folie des grandeurs. Tu t'imagines quand même pas que Saddam, il est là, assis sur tes croutes dans son bunker et qu'il te donne de l'urticale.

- La preuve !

- Quelle preuve ? C'est pas signé.

- Normal, il l'a dicté à sa secrétaire. Là-dessus, alerte à la

bombe. Et quand il est ressorti de sous son lit, elle était déjà allée le poster. De toute façon, la question n'est pas là, va falloir me protéger.

- T'as qu'à mettre un gilet pare-balles.

- Sûrement pas. Ça irait pas avec ma jupe à fleurs, et puis ça grossit. Non, faut que vous m'obteniez une autorisation de port d'arme.

- Manquerait plus que ça ! T'es tellement trouillard et tellement maladroite que tu tirerais sur la chasse d'eau en croyant voir un terroriste tapi dans les toilettes pour dames !

- Bon, ben, une protection rapprochée, des vigiles, des supergendarmes, des... Tiens, j'y pense, ils sont très gentils, les flics postés sous les fenêtres de mon Minir. Je les croise matin et soir en passant rue de Bièvre. Il pourrait peut-être m'en refiler un.

- Impossible. Yves Montand vient de lui en piquer deux. Il crève de peur. Il a traité Chevènement de déserteur.

- Alors, ils vont me réduire en miettes, moi !

- Avec un peu de chance, oui. T'as pensé à garder l'enveloppe ? Ça permettra d'orienter l'enquête après l'attentat.

EN BREF

□ Le Figaro augmente ses prix. - Le prix de vente du quotidien Le Figaro est passé, le vendredi 1^{er} février, de 4,50 F à 5 F, s'alignant ainsi sur la plupart des quotidiens parisiens. La dernière augmentation du prix du Figaro (de 4,30 F à 4,50 F) datait du 18 novembre 1985.

□ A la Société des employés du Monde. - Au cours de l'Assemblée générale de la Société des employés du Monde, qui s'est tenue le mercredi 30 janvier, la candidature de Jacques Lesourne, a recueilli 78,02 % de votes favorables, contre 10,44 %. Il y a eu 9,89 % d'abstentions et 1,65 % de blancs ou nuls.

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

SCIENCE & VIE

NOUVEAU RADAR CONTRE AVIONS INVISIBLES

Le F 117, le chasseur bombardier "furtif" de l'US Air Force est-il déjà dépassé ? Des électroniciens français auraient mis au point un super radar capable de voir les avions "invisibles". Tous les détails dans Science & Vie.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Une attaque aérienne comme un jeu vidéo
- Peut-on vivre jusqu'à 100 ans ?
- Drogue : les pays "dépendants"

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

L'ESSENTIEL

DÉBATS

France-Allemagne : « L'unification ne nous divise pas », par Franz Pfeiffer. Pacifisme : « La dérive de SOS-Racisme », par Guy Konopnicki..... 2

ÉTRANGER

La guerre du Golfe..... 3 à 10

Journal d'un amateur

« Chevenement », par Philippe Boucher..... 9

Le terrorisme en Allemagne

Un « repenti » condamné à douze ans de prison..... 13

Relations franco-chinoises

Reprise de la coopération économique..... 13

La tension en URSS

Le comité central du parti demande le retour à l'ordre constitutionnel..... 13

POLITIQUE

L'avenir de l'opposition

Les rénovateurs ne croient plus à M. Noir..... 14

SOCIÉTÉ

L'affaire Bouquât..... 15

Le congrès de la FEN

Un entretien avec M. Yannick Simbron..... 16

CULTURE

La Contrebasse

Jacques Villeret au Théâtre Hébertot..... 17

ÉCONOMIE

Le commerce en 1990

Un léger ralentissement de la croissance..... 22

La réforme du service public de l'emploi

Une clarification attendue..... 23

SANS VISA

• L'Himalaya descend vers le Gange • Coup d'œil : « Armes et bagages » • Vent d'ouest à Novgorod • Visite au château d'Arstetten (Autriche) • Parcours : Jean Rouch, l'errant..... 27 à 34

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 23
Carnet..... 20
Jeux..... 32
Loto et Tac-o-Tac..... 20
Marchés financiers..... 24-25
Météorologie..... 20
Philatélie..... 20
Radio-Télévision..... 21
Spectacles..... 19

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 1^{er} février 1991
a été tiré à 599 549 exemplaires.

Le Monde
ÉDITIONS

De Gaulle et
Le Monde
Pierre Sainderichin

مكتبة

Le Monde

S A N S • V I S A

L'Himalaya descend vers le Gange

Avec pour tout viatique cette foi qui renverse les montagnes, ils étaient près de deux cent mille, venus de tous les coins de l'Himalaya et même du Tibet pour entendre leur chef spirituel, le dalaï-lama, et participer à la grande initiation du Kalachakra, à Sarnath, près de Bénarès, là où, il y a plus de deux millénaires et demi, le Bouddha historique prodigua son premier enseignement. Cérémonie hors du temps mais combien ancrée dans le présent!



PHOTO BARTHOLOMEW/ANAMA

Descendus de la haute montagne, des Ladaïas, dans leur turban de vin.



PHOTO KEVIN KLING

ETAIT-CE le moment – le passage d'une année à l'autre, où la voie étroite entre guerre et paix ? Était-ce l'endroit – le site sacré pour ses fidèles où le Bouddha Sakyamouni a fait son premier discours au Parc aux démons ? Était-ce simplement la ferveur et l'attention de bouddhistes venus par milliers écouter leur guide spirituel, le dalaï-lama ; à Sarnath près de Varanasi, la cité sacrée qu'on appelait autrefois Kashi, l'éclatante, ou encore Bénarès ? En tout cas, tant que durèrent les préliminaires, l'enseignement préparatoire et l'initiation à la Roue du Temps, le hameau d'ordinaire somnolent et presque désert à l'heure du silence tibétain, du moins himalayenne.

Rythmé par des appels de conques, de lancinants roulements de tambour et le son aigrelet des flûtes mourant dans l'éclatement des cymbales, le flot de pèlerins ne cessait chaque jour de

grossir jusqu'à la veille de l'initiation du Kalachakra. Ce jour-là, danses sacrées et profanes se mêlaient avec défilé sur la vaste esplanade au pied du petit temple surélevé où les moines avaient élaboré, dans la tranquillité des petits matins, le diagramme méticuleux et coloré de la Roue du Temps. Cet enseignement singulier, l'un des plus complexes et des plus riches de la tradition tibétaine, est considéré comme créateur de vibrations bénéfiques visant à apaiser les tensions dans la société des hommes.

Étrange sensation que de se retrouver dans un espace sacré hors du temps, relié par d'invisibles passerelles à la plus haute antiquité du Toit du monde, et pourtant solidement ancré dans l'actualité immédiate ! Multiple, bigarrée, paisible et souriante, forte de son credo et de la puissance de l'esprit, la foule aux mille visages témoignait par le vêtement de ses origines diverses et néanmoins cousines. Certains avaient cheminé des jours, parfois des semaines, à pied, en autocar brinquebalant, en voiture, en train ou même en char à bœufs, pour être au rendez-vous de la pleine lune de décembre.

Descendus de la haute montagne, Ladaïas en tuniques lie-de-vin, Lahoulis vêtus de brun et gens de Spiti drapés dans de vastes châles de laine blanc cassé, retrouvaient les Monpas des vallées reculées de l'Arunachal Pradesh avec leurs drôles de petits chapeaux aplatis de feutre noir à quatre gouttières. Ils étaient arrivés de Bomdila où pousse le thé et de Tawang, qui vit se réincarner le sixième dalaï-lama, poète frondeur et malicieux dont les frasques sont restées célèbres dans l'histoire du Pays des neiges. Du Sikkim montagneux et secret, ils étaient quelque quinze mille, heureux de retrouver des gens d'ailleurs et de partout, ravis d'échanger les nouvelles et de regagner ensuite leurs vallées isolées d'où, naguère, plusieurs chemins menaient au Tibet. Des communautés tibétaines en exil depuis maintenant plus de trente ans, ils étaient venus du nord et du sud du sous-continent indien, même si un certain nombre avaient renoncé au pèlerinage en



raison des troubles qui ont dernièrement secoué le pays.

Car, peu avant le grand rassemblement, Varanasi avait été elle aussi soumise à un couvre-feu d'abord total, pendant deux jours, puis partiel, finalement levé à l'approche des cérémonies de Sarnath. La cité sacrée au bord du Gange n'a pas été épargnée par les affrontements intercommunautaires qui ensanglantent la vie quotidienne de l'Inde, et à Bénarès même, les hindous veulent maintenant récupérer le site de l'actuelle mosquée Gyanvapi, érigée par le belliqueux empereur Aurangzeb sur les ruines du temple de Vishwanath, détruit pour proclamer la grandeur d'Allah. Ayodhya, où se situe le nœud de la querelle *mandir-masjid* (temple-mosquée) à propos du sanctuaire du dieu Rama, n'est qu'à 200 kilomètres de Bénarès, juste sur la route des pèlerins du Népal.

Cela n'a pas empêché trente mille d'entre eux, Tamangs, Gurungs, Sherpas et Newars, de descendre jusqu'à Sarnath et de participer à la fête. Quelques-uns de leurs représentants, dont deux anciens ministres, ont invité le chef spirituel tibétain à venir donner un enseignement à Katmandou à la fin de février. Une manière comme une autre pour eux de s'assurer que la démocratie est bien en marche dans le seul royaume hindou de la planète, devenu depuis peu monar-

chie constitutionnelle par la vertu de manifestations pacifiques dans les rues.

Les Bhoutanais, en revanche, étaient nettement moins nombreux qu'à une cérémonie analogue cinq ans auparavant à Bodhi-Gaya : les renoués qui agitent l'aimable royaume bouddhiste enserré dans les montagnes montrent qu'il n'est plus à l'abri des bruits du monde et combien il est malaisé aujourd'hui de demeurer à l'écart des courants qui secouent la planète. Autre signe des temps, le président de la Société orientale de Tartu, en Estonie, avait fait le voyage en compagnie de celui de la Société bouddhiste d'Union soviétique. Il fallait voir l'émotion de ce dernier devant cette image bariolée d'un autre temps, et l'éclatante d'espoir de son regard quand il nous confiait que, bientôt, le grand sanctuaire bouddhique, qui avait été l'un des fleurons artistiques de Saint-Petersbourg allait être réouvert ! Et l'étonnement du lama kalmouk, abbé du temple d'Elstia en Asie soviétique, qui a tenu à nous préciser que, soviétique peut-être encore, il n'était en tout cas pas russe, mais bel et bien fierement mongol.

Même langage chez ses compagnons bourlats, jeunes lamas en quête d'instruction spirituelle, à la recherche de racines oubliées, et chez le civil fortement charpenté, à la poitrine constellée de médailles, qui les chaperonnait. Venu des bords du lac Baïkal, il

s'étonnait de découvrir l'Inde si différente de ce qu'il avait imaginé, mais s'avouait touché d'une ferveur occultée des lustres durant dans son pays. Serait-ce un effet de la perestroïka, leur voyage encore impensable il y a une année ? Il refusa de répondre explicitement, mais avec une moue désabusée, son geste fut plus éloquent que n'importe quel discours.

Tout aussi significative, la présence d'hôtes de marque de Mongolie. Depuis qu'ils ont lancé, il y a quelques mois à peine, l'appel ancestral « *Mongols, à vos chevaux !* », les cavaliers des steppes d'Asie centrale semblent avoir déjà parcouru un bon bout de chemin. Non seulement Davaa Dorji, le plus haut dignitaire bouddhiste d'Oulan-Bator, était venu en personne, accompagné d'une dizaine de lamas aux solides carrures dans leurs robes carmin sur lesquelles ils arboraient un badge à l'effigie de Gengis Khan, mais il avait toujours sur ses talons une équipe officielle de la télévision mongole. Agiles comme des chats, réalisateur et preneur de son se faufilaient entre les rangs serrés d'une bonne dizaine de milliers de moines tibétains aux longues tuniques grenat, plongeant dans la foule pour en émerger plus loin, émerveillés de tant d'innatenda, avides de tout saisir et de tout mettre en boîte afin, au retour, de pouvoir dire qu'eux aussi, avaient participé à un événement exceptionnel. Comme le sera sans doute également l'initiation du Kalachakra que le dalaï-lama a accepté d'aller conférer à la pleine lune de juillet prochain chez eux, à Oulan-Bator.

Sous le tole de toute sorte décorée des symboles auspiciose de longue vie ou de pérennité de l'enseignement bouddhiste, tendus aux quatre coins de l'esplanade, la marée humaine crée un fond de chaleur sur lequel tangue et vient rouler un chant issu du plus profond des entrailles de la terre ou des âmes : rien n'est plus discernable quand la sourde litanie monte, gronde, s'amplifie, s'enroule et se déroule comme pour emporter dans sa vague purificatrice tous les maux de l'instant. Privilège de la voix aux

résonances d'outre-nulle part, elle invoque un univers qui éclate en un rugissement tonitrueux et se résout en silence. Celui du début des temps. Sagement assis en tailleur, ils sont des centaines, des milliers, moines, nonnes, laïcs, jeunes et vieux, enfants turbulents et vieillards parcheminés, matrones et jolies filles, à écouter des heures durant le dalaï-lama commenter un texte sacré et à se recueillir de concert. Attentive, l'assemblée n'en est pas moins dérangée, et devient joyeusement bourdonnante au moment de la pause qui entrecoupe l'enseignement : dans une envolée de toges, de jeunes novices munis de grosses théières parcourent au galop les rangs de plus en plus serrés des participants pour verser à chacun un bol de breuvage brûlant. La psalmodie des moines ne désempe pas durant l'intermède, enveloppant dans un cocon sonore et protecteur une famille si nombreuse qu'elle semble étendre ses ramifications loin au-delà des murs qui l'enserment.

Si les journées de préparation furent bien remplies, à charge notamment pour les moines de Namgyal, le monastère privé du dalaï-lama où se retrouvent les quatre grandes écoles du bouddhisme tibétain, de dresser le diagramme sacré, les quatre jours de l'initiation proprement dite ne le furent pas moins. Dès potron-minet, alors que des vents froids balayaient la région comme jamais depuis vingt ans, des silhouettes fantomatiques emmitouflées dans des châles ou de simples couvertures s'affairaient sur les lieux afin que tout soit impeccable quand, un peu plus tard, s'installeraient les participants. L'élaboration du mandala du Kalachakra, de la Roue du Temps, est à elle seule d'une minutie défiant l'imagination : un masque quasi chirurgical sur la bouche et le nez, les moines bâillaient grain après grain, couleur après couleur, trait après trait, symbole après symbole, une œuvre d'art d'autant plus extraordinaire qu'elle est éphémère. Elle ne dure que le temps de l'initia-

Jean-Claude Buhner
Lire la suite page 30

AU SOMMAIRE



Jean Rouch, entretien avec le cinéaste lors du Festival de Manosque consacré à l'errance p. 34

Le bagage, âme du voyageur p. 28

Novgorod construit ses hôtels à l'occidentale. Rencontres avec la population et les promoteurs p. 31

Arstatten, résidence des Habsbourg p. 31

Vin, quand le boire quand il s'agit d'un grand cru ? p. 33

Échecs (p. 28) • Jeux (p. 32)
Télex (p. 28) • Table (p. 33)

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

RAYMOND ROUSSEL, qui n'était pas la moitié d'un voyageur, se déplaça longtemps en solitaire, n'emportant avec lui qu'une valise. Jusqu'au jour où il inventa la voiture-caravane, menée par un chauffeur et servie par deux valets, maison miniature où il put disposer de toutes les commodités et serrer d'amples provisions de sonary, sa drogue. Avant sa retraite dans une banlieue moyen-occidentale, William Burroughs préférait, lui, la serviette d'agent du FBI reculant un wagon entier à un Valéry Larbaud débarrassé du démon de la propriété immobilière, pour trimballer sa mélancolie, ses douze douzaines de caleçons d'été, la clochette que Barnabooth dérobe avec un frisson au comptoir d'une papeterie de luxe et tout un arsenal hétéroclite, de Cahors à Scheveningue, du beau Danube aux flots bleus à Palavas-les-Flots.

Les voyages forment la jeunesse et, ajoute l'humoriste, déforment les valises. Chacun élit les siennes au gré de son tempérament et de ses besoins. Les gens du voyage, les vrais, les nomades ancestraux, emportent toutes leurs possessions et forment de lentes caravanes où s'accumulent d'étranges marchandises, de blancs éléphants et des tigres du Bengale, de faux nez écarlates et des maillots d'écuyère saupoudrés de poussière d'étoile. Les autoroutes américaines sont hantées de démanagements compulsifs véhiculés par des remorques U-Haul, identifiables d'un coup d'œil à leur couleur orange, ou, mieux, par des moitiés de maisons

mobiles exposant tantôt une façade entière et tantôt une coupe vide, comme les coulisses d'un théâtre. On pourrait donc, si on le voulait, tout emporter, à l'exception de sa patrie, à la semelle de ses souliers. Mais le voyageur amateur, lui, doit choisir, privilégier le contenu ou le contenant, l'un commandant l'autre et réciproquement.

Rien n'empêche, il est vrai, celui qui se veut léger de voyager sans bagage aucun, pourvu qu'il ait en poche quelques-unes de ces jolies cartes de plastique bleu, vert, or ou irisé que lui dédive avec générosité sa banque (si la fortune l'a placé entre les mains d'une personne du sexe). Le promeneur moins audacieux devra évaluer le volume des objets indispensables à sa survie provisoire le temps d'un week-end, d'une villégiature à Saint-Jean-de-Luz ou d'une marche dans les Abruzzes. Et se doter du contenant approprié.

Le dernier cri, c'est la ceinture noire munie d'une poche à fermeture éclair se portant sur les reins, la hanche ou le nombril selon l'humour du moment. De faible contenance (un peigne, un mouchoir de papier, un passe-papier, une brosse à dents, sa pâte dentifrice, une pince à épiler, un préservatif, une tablette de che-



wing-gum par exemple), il ne répond qu'à des besoins limités, de brefs transports et suppose de fréquents retours au port. Entre cet objet minuscule et la malle de fer des exils transocéaniques, l'ingéniosité humaine, qui n'a pas de limites, a inventé toute une gamme de bagages de toutes formes et de toutes couleurs, des durs et des mous, des gros et des

petits, des oblongs et des parallélépipédiques. Il y a des valises de carton et de cuir sauvage, des trousses, des rucksacks et des sacs de matelot. Mais quoi? La société industrielle et même post-industrielle n'aurait-elle rien conçu qui les résumât tous et toutes : l'objet idéal et beau, définitif et imperfectionnel? La valise des valises, la malle des

malles, le bagagisme? Ce pourrait être, par exemple, celui que présentait récemment une exposition au Musée de la Poste, un rêve d'écrivain en voyage : le coffre-secretaire, haute malle qui, ouverte, déploie un petit plan de travail revêtu de maroquin fauve, soutenu par un piétement de bois fragile. On devine que c'est le genre d'appareil qu'aurait pu emporter dans son périple le docteur Livingstone, je présume, avant qu'un journaliste en mal de sensationnel l'allât soustraire aux magies de l'Afrique. On se trompe : cette malle avait été faite à la commande en 1936 pour le chef d'orchestre Léopold Slogowski afin qu'il pût travailler pendant ses tournées.

À regarder de plus près, l'objet offrait quelques traits particuliers : dans un creux ménagé sous le couvercle, une étiquette indiquant un nom et un numéro de série (illisibles) et un bout de ficelle; plus bas, deux étagères médianes servant de bibliothèque, une manière de promener son bagage culturel. On pouvait y inventorier trois tomes d'une œuvre théâtrale, la *Vie de la Sœur Rosalie*, un Victor Hugo, les lettres du Baron Nordenskjöld, les *Coups d'épingle* de Capendu et la *Mionette* de Mulier (dans un même recueil),

l'Homme intérieur de Charles Guérin, la *Chanson de Roland*, ainsi que sept volumes divers dont ne se lisait que la tranche et qui auraient pu être les *Mémoires d'outre-tombe* aussi bien que celles de Saturnin, portier des Chartreux. On se dit que les musiciens ont de drôles de lectures, du moins en voyage.

Une visite à la maison-mère, inventeuse de cette malle-cabine, laisse à penser que, depuis un siècle, elle faisait de la communication sans le savoir. Un beau jour, elle s'est trouvée propulsée au zénith du succès par la grâce d'un sigle d'initiales entremêlées ponctuant régulièrement la toile brune dont elle enveloppait ses coffres de peuplier. Un chercheur qui s'interrogeait sur les raisons de sa gloire nipponne prétend qu'elle est due à un à-peu-près sémantique, et que la marque évoquerait un pictogramme signifiant «jeune homme mélancolique marchant sous les cerisiers en fleurs au pied du Fuji». Un concurrent déloyal aurait même été puni : le logo qu'il s'était inventé signifiait «fro-nage», d'où une déroute (méritée) sur le marché.

La boutique est vaste et feutrée. Des hôtes discrètement effaçés guident aimablement le chaland. La malle offre les options «tous tiroirs» ou «tiroir + penderie». Elle mesure 110 x 62 x 55 ou 140 x 62 x 55. Le grand modèle coûte 65 000 francs, le petit, 55 000. Mais elle peut servir d'armoire dans une maison de campagne. Pour une malle, c'est dur de renoncer au voyage.

Olivier Boissière

ESCALES

Quand le Club bouge

Jusqu'à un passé récent, Club Méditerranée était synonyme de «villages». Mais les temps changent, et le spécialiste des loisirs organisés évolue. Par exemple en jouant dans les villages la carte de la souplesse et des services hôteliers, ainsi qu'en témoignent les derniers-nés, Opio en France ou Waterville en Irlande. Ou encore en regardant vers l'Est (avec l'ouverture d'un village en Roumanie) ou en larguant les amarres, à l'image du *Club Med 1*, qui croise aux Antilles et en Méditerranée, ou du futur *Club Med 2*, qui opérera dans le Pacifique. A présent, voilà les GM invités à quitter leur base pour partir à la «Découverte». Un mot qui figure à la une de la deuxième édition d'une brochure qui propose plus de soixante-dix circuits, dont onze nouveautés. Parmi ces dernières, des croisières sur le Nil et en Grèce (où est également programmée une randonnée) et des circuits en Asie du Sud-Est (de Hongkong au delta du Mékong), en Andalousie et au Maroc, en Italie, au Portugal, en Turquie (croisière + randonnée) et aux Etats-Unis (notamment pour le Festival de jazz de La Nouvelle-Orléans), pays qui fera, au printemps, l'objet d'un dépliant spécial. Des itinéraires proposés au départ de Paris (avec possibilité d'extension dans un village ou compris dans des forfaits incluant un séjour dans un village). Renseignements au 42-96-10-10 à Paris, au 93-77-41-00 en province et par Minitel code 3615 Club Med.

Champollion l'Egyptien

Ce fut un intellectuel précoce. A quinze ans, Champollion maîtrisait plusieurs langues anciennes, dont le latin, le grec, le copte et l'hébreu, auxquelles il ajouta plus tard le persan, l'arabe et le sanskrit. Une préparation idéale pour décrypter les hiéroglyphes de la pierre de Rosette. Paradoxalement, il effectua un seul voyage, de 1828 à 1830, sur la terre objet de sa passion, l'Egypte. Un ensemble cohérent d'exposition, de films et de conférences, intitulé «Autour de Champollion», présente à l'Espace Kronenbourg Aventure (30, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 44-31-16-00) les témoignages de quelques contemporains de ce grand savant

ainsi qu'une trentaine de dessins, lithographies et aquarelles de Frédéric-Auguste Bartholdi - le sculpteur alsacien auteur de la statue de la Liberté. Parmi les objets présentés, une tête de reine de la XVIII^e dynastie, en granit rose, un vase à parfum du Moyen Empire en marbre bleu et une tête de femme avec une couronne de lotus, en calcaire peint. Deuxième volet, les conférences, le mardi et le mercredi à 16 heures, le samedi à 14 heures. Le 12 février, Christine El Mahdy, professeur d'égyptologie et écrivain, développera le thème «Ménages, mythe et magie»; le 27 février, Jean Lacouture parlera

PHOTO FRANÇOIS DELEBECQUE



Le phare du Stiff (île d'Ouessant).

Feux de mer

Ils dressent leur architecture ronde et solitaire au-dessus des flots. Motifs poétiques pour qui les regarde du plancher des vaches, les phares sont la sauvegarde du marin en mer. Leur origine remonte, dit-on, au III^e siècle avant J.-C., époque à laquelle le roi Ptolémée II d'Egypte fit construire sur l'île Pharos, près d'Alexandrie, une très haute tour sur laquelle on allumait un feu pour guider les navigateurs. La tour, le feu, le nom même : le phare était défini et dessiné. En Bretagne, le Finistère, avec ses 795 km de

mer (entre 1907 et 1916), de Stiff commandé par Vauban et flanqué de deux tours de fer, le phare de Saint-Mathieu et celui de Trezien. Cette Route des phares et balises fait l'objet d'une très jolie plaquette disponible à la Maison de la Bretagne (17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris, tél. : 45-38-73-15).

Neige garantie

Garantir la neige! Rêve de toutes les stations. Aux Deux-Alpes (tél. : 76-79-22-00 et, à Paris, au 48-37-74-96), on en a fait un slogan. Encouragé, sans doute, par le précédent de l'hiver 89/90, cauchemar de la montagne française, mais où les Deux-Alpes avaient maintenu ouvertes une trentaine de pistes, comprises entre 2 000 mètres et le sommet du glacier, le plus grand équipé d'Europe. En fait, il s'agit de deux (le mont de Lans et la Girose), au pied de la Meije, qui les contemple du haut de ses 3 987 mètres. Ajoutez aux glaciers, la bonne exposition des pistes et, si nécessaire, l'enneigement artificiel du bas des pistes, et vous voilà en mesure de garantir la neige, de décembre à la mi-mai. Sur un domaine skiable qui s'étend des pistes boisées aux neiges éternelles. Au total,

196 kilomètres de pistes balisées desservies par 63 remontées mécaniques, un domaine de ski hors-piste de qualité et un site exceptionnel pour le parapente. Malgré un tel capital, la station n'en a pas, pour autant, oublié une race menacée d'extinction : le piéton. Aux Deux-Alpes, plusieurs remontées mécaniques sont accessibles aux non-skieurs, notamment le Dôme Express, construit sous le glacier du mont de Lans (ce qui en fait le plus haut funiculaire de France), Jandri Express, un double téléphérique qui permet lui aussi aux promeneurs d'accéder au sommet du glacier qui offre une vue unique sur les Alpes. En bas, au cœur de la station, vient d'ouvrir un club Aquarius (agences Aquarius et au 42-96-14-12, ou par Minitel code 3615 Aquarius) de 300 chambres (avec restaurant, terrasse, salle de spectacles et mini-club pendant les vacances scolaires) qui, lui, s'est donné pour objectif de faire fondre... les prix. On peut y passer une semaine à partir de 2 200 F, tout compris, hébergement en pension complète, forfait remontées, cours quotidiens.

Premier catalogue de quarante-six produits touristiques, de qualité contrôlée, pour les activités vélo, eau vive et cheval en espace rural. Une initiative de la Fédération nationale des pays d'accueil touristique, en liaison avec treize organisations nationales de consommateurs. Un contrôle indépendant aide à garantir la qualité des produits proposés. Renseignements au siège de la FNPAI, BP 538, 35305 Fougeres Cedex, tél. : 99-99-75-75.

Le guide international de la location de bateaux est paru. Ses informations sont réparties selon trois clés : les 300 loueurs de 35 nationalités et leurs bases de départ, les 360 lieux d'embarquement de 54 pays, les 950 bateaux. En quatre langues, 900 pages, cartes et pictogrammes, 170 F (frais de port, 25 F). Horizons immédiats, B. P. 222, 92366 Meudon-la-Forêt Cedex, tél. : 45-37-17-17.

Le carnaval de Venise aura finalement lieu, du 2 au 12 février. Sur un mode mineur étant donné le contexte international. Une décision prise par la mairie de la ville, le syndicat d'initiative et l'association des hôteliers. Programme des manifestations : office italien du tourisme (tél. : 42-66-66-68).

Paris-Madrid-Paris, 1 490 F jusqu'au 17 mars avec Iberia (31, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : 47-23-01-23). Egalement au départ de Paris et en aller-retour, vols vers Séville et Malaga, 1 600 F, Palma, 1 300 F, ainsi qu'un Lyon-Madrid, 1 670 F et un Nice-Madrid, 1 460 F.

Traverser la Manche, du Havre ou de Cherbourg à Portsmouth, jusqu'au 10 mars avec PO Ferries : 350 F pour 2 personnes et leur voiture (3 personnes, 430 F; 4 personnes, 450 F). Cette offre spéciale permet de passer trois jours en Angleterre. Dans les agences de voyages et auprès de PO Ferries (Paris, 42-66-40-17; Le Havre, 35-21-36-50; Cherbourg, 33-44-20-13).

La Musée instrumental de Bruxelles, l'un des plus beaux au monde de l'avis des musicologues, présente des instruments d'époque ayant pu servir dans des œuvres de Mozart : un oboe à vent, un cor de basset (clarinette basse) de Johann Ziegler et un piano de Johannes Andreas Stein, notamment. La bibliothèque du Conservatoire royal de Bruxelles prête des éditions d'époque et des documents originaux de la main de Constance

Mozart. Jusqu'au 26 mai, du mardi au samedi, de 14 h 30 à 16 h 30, le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30. Entrée gratuite. Renseignements auprès du musée (Petit-Sablon, 17, 1000 Bruxelles, tél. : 2-512-08-48) et à l'office du tourisme belge à Paris (21, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42-72-41-18).

Routair relie les villes de province aux aéroports par la route. Tous les jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en Renault Espace. Les tarifs, dégressifs selon le nombre de personnes, comprennent tous les frais (péage, essence, assurance, parking). Exemple : Reims-Roissy : 200 F par passager pour une réservation de 4 ou 5 personnes; un seul passager, 250 F. Supplément de nuit : de 50 F à 80 F. Pour hommes d'affaires et personnes âgées voyageant seules, notamment.

A Singapour, ouverture d'un second terminal voyageurs à l'aéroport Changi. Avec 10 compagnies aériennes, 132 comptoirs d'enregistrement, 100 boutiques, 20 restaurants et 2 centres d'affaires pour 24 millions de voyageurs par an, c'est le plus grand aéroport de la région du Pacifique asiatique. Conçu comme une ville au cœur de l'aéroport, il a reçu le nom d'Airtropolis.

Retrouver la Chine, thème du forum annuel de Voyageurs en Chine, à l'occasion du nouvel an chinois. Des images, un reportage et un débat sur les enjeux de la période actuelle. Avec Raymond Barre, Alain Peyrefitte, Claude Larre, Jean-Luc Domenach, Patrick Sabatier et Jean-Pierre Cabestan. Samedi 16 février, de 9 h 45 à 18 heures. Programme et inscriptions (100 F ou 50 F par personne) : Voyageurs en Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-08-28.

«La montagne d'été», catalogue spécial du Club Aquarius (dans les agences de voyages). Son forfait tonique allie sport et détente dans quatre stations : les Deux-Alpes, la Plagne, Tignes et Val-Thorens. Aux Deux-Alpes, dix prestations (ski sur glacier, tennis, équitation, tir à l'arc, kayak, etc.) à partir de 1 960 F la semaine, en pension complète.

Réservé aux passagers UTA voyageant au plein tarif en classe économique sur le réseau Afrique (vingt-deux villes desservies), le nouvel Espace Harmony accueille une soixantaine de passagers bénéficiant d'un espace accru, d'un accueil privilégié à l'enregistrement et de nouvelles attentions en vol.

Vent d'Ouest
à Novgorod

هنا من أصل

SANS VISA

... La Monde • Samedi 2 février 1991 29

ÉPOQUE

Vent d'Ouest à Novgorod

Comment une municipalité soviétique s'adresse à un promoteur occidental pour créer, avec un hôtel de quatre cents chambres, confort compris, la halte qui remettrait la ville sur la carte du voyageur.

Le mot revient constamment dans la phrase russe de ces élus, de ces hommes politiques, de ces cadres d'usine : « Joint-venture ». De même que nous avons adopté *glasnost* et *perestroïka* sans les traduire, même si on doit se demander aujourd'hui si la portée de ces deux slogans est toujours aussi « claire », de même les Soviétiques ont intégré à leur vocabulaire un mot de l'anglais des affaires qu'ils prononcent à la russe avec confiance et délectation et qui désigne ce que les réformes économiques les autorisent à entreprendre : l'association de capitaux ou d'intérêts dans des projets qui les mettent directement en relation avec les investisseurs étrangers.

L'hôtellerie est l'un des domaines où s'exerce cet art. A Moscou, à Leningrad, mais aussi dans des étapes moins connues et qui aspirent à le devenir, en organisant le développement du tourisme, ou de l'industrie, ou des deux. C'est le cas de Novgorod, où une société autrichienne construit un hôtel de quatre cents chambres de classe internationale pour le compte d'une société mixte constituée avec les pouvoirs locaux.

Novgorod, l'une des cités qui ont compté dans l'histoire de la création de l'Etat russe. Bien placée sur la route commerciale de la Baltique à la mer Noire, ancienne ville libre, elle fut, du douzième au quinzième siècle, à la tête d'un territoire qui, jusqu'à l'Oural, couvrait un huitième de la Russie actuelle.

Le centre de Novgorod (240 000 habitants) a été reconstruit après la guerre, sur les plans de l'architecte moscovite Chourov, adepte de l'historicisme et du régionalisme. Il avait fait préserver des espaces libres autour des églises, plusieurs dizaines, dont beaucoup sont restaurées - mais souvent fermées (deux sont restées constamment ouvertes au culte et on parle de rendre la cathédrale aux fidèles), - et leur présence ponctue les perspectives dégagées. L'atmosphère de grand village de la cité au plan orthogonal, celle du dix-neuvième siècle, celle qui fait face à la citadelle, kremlin entouré d'une muraille de brique rouge, protégeant dans un grand parc mélancolique les bâtiments les plus vénérables.

En ce 12 janvier qui est la veille d'une fête importante du calendrier orthodoxe, le baptême du Christ, la fine couche de neige, fine mais persistante, semble posée là pour adoucir le paysage, estomper les formes et l'unifier. En entrant dans la cathédrale Sainte-Sophie, construite au onzième siècle, le visiteur est surpris par la sonorité de l'endroit (des chœurs enregistrés mais qui ont l'air vivants), et la luminosité assourdie d'un mur d'icônes, sur cinq rangs. Époque : du douzième au dix-septième siècle. État, excellent. La restauration du monument s'est achevée en 1989 : au sommet d'un des cinq « bulbes », le plus haut, celui qui est doré, est posée une colombe. « Novgorod ne sera pas détruite tant que la colombe ne l'envolera pas », nous dit Tatiana Vendrik, qui commentera tout à l'heure avec une conviction passionnée les plus belles icônes du musée, qui en conserve un millier et ne montre que les plus importantes, une centaine.

« Nous comptons beaucoup sur les visiteurs pour nous apprendre à regarder les monuments de notre ville que nous ne remarquons plus », dit un habitant de Novgo-

rod. Discrets, très « nordiques » dans leurs propos, nos interlocuteurs exprimeront à la fois l'assurance que « ce ne sera plus jamais comme avant », qu'on ne leur cultivera pas le droit de parler, de rencontrer les autres. Mais le ferme désir de vivre mieux sera toujours assorti d'une sorte de réserve, une pudeur que résume cette femme d'une cinquantaine d'années, professeur de français, qui se souvient que la vie a été dure pour elle, pour ses parents (« la guerre, une guerre civile, les privations, encore la guerre, et toujours la vie dure ») et qui comprend, mais sans la partager, l'agressivité des jeunes à exiger plus et tout de suite. Des jeunes, avides de contacts avec l'étranger, qui se souviennent de la visite des étudiants de Rochester (Etat de New-York) et tiennent à faire savoir qu'il y a, même à Novgorod, des endroits pour le disco, la musique rock et la danse, les clubs des collèges de l'université, où l'on entre pour 50 kopecks, soit un demi-franc.

Un tour de ville ne se fait pas sans que l'on vous indique les premières banques - invisibles, il est vrai, derrière des façades ordinaires - et que l'on vous conduise au premier café « libre ». Chez Ramon Rapoport, la tasse de café vaut 66 kopecks (au lieu de 28 à la buvette étatique) mais on peut s'asseoir dans l'atmosphère chaleureuse de ce sous-sol auquel les miroirs teints qui couvrent les murs, les candélabres électriques et un petit compteur orné de quelques badges (« Novgorod », « côté de George Bush ») et de quelques paquets de cigarettes de marque étrangère donnent l'air d'un bar d'aéroport militaire dans une contrée éloignée de tout.

Rassemblés en un solennel demi-cercle sous un profil de Lénine inscrit dans une marquetterie de bois, une douzaine de hauts responsables politiques sont prêts, dans une salle du soviet municipal, à répondre aux questions des journalistes occidentaux à propos de l'hôtel en chantier près du fleuve. Des officiels qui n'hésiteront pas à répondre aussi, pour donner le ton, aux questions d'actualité, quelques jours après les morts de Vilnius : « Il ne faut plus verser le sang. On ne résoudra pas les problèmes par la force. Cherchons des issues politiques. » Et même : « Les Lituanais ont leur propre terre, leur langue, leur culture. Ils ont droit à l'autonomie. » Opinions qui donnent un éclairage et une force aux autres déclarations : « Nous sommes pour toutes les formes de la propriété privée. Les sociétés étrangères ne pourront pas acheter la terre. Mais ce ne sera pas un obstacle. »

Le maire de Novgorod, Viktor Ivanov, et ses collègues de la région, sont décidés, ils le disent, à développer la coopération et ils espèrent attirer des entreprises étrangères pour la restauration des monuments qui, en vertu de la décision n° 816, a reçu du gouvernement de la Russie une dotation de 900 millions de roubles sur sept ans. Le tourisme, c'est l'accueil. L'accueil, c'est le nouvel hôtel qui ouvrira en septembre et pour lequel la municipalité est directement engagée dans le « joint-venture ». Quel est son apport ? Eh bien, le terrain, justement, et ce qui pourrait être trouvé sur place, le ciment, l'acier, ou bien, à l'autre bout de la chaîne, les œuvres picturales d'artistes locaux qui ornent les murs.

Entre les deux, peu de chose. Même le ciment, à entendre l'investisseur autrichien, Heinrich Ferstel, a pu, à un moment, poser problème. « Le chantier a dû être arrêté pendant trois mois. Trois mois de retard. Difficile même de faire admettre cette idée dans une société qui n'a pas la notion du coût, ni du prix du temps. » La compagnie autrichienne ABV est à la tête de quatre chantiers en URSS, à Moscou, à Leningrad, à Tbilissi et à Novgorod, qui n'est sans doute pas la localisation la plus prometteuse mais elle faisait partie du lot. « Les grandes sociétés hôtelières, dit Heinrich Ferstel, comme Intercontinental, Hil-

ton, Méridien, sont en pourparlers avec les Soviétiques. Depuis longtemps. Mais rien n'a abouti, car ils ne veulent pas apporter la totalité du financement. Ici, pour réussir, il faut venir avec les architectes, les ingénieurs, les plans et le financement. »

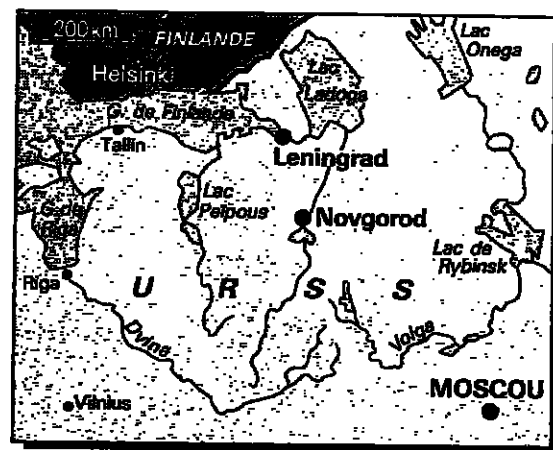
D'ailleurs, nous devons tout importer, y compris de quoi nourrir le personnel sur le chantier. Les ouvriers sont polonais, tchèques, russes aussi. Les vitres, les ascenseurs viennent d'Autriche, les carrelages sont produits en Italie et posés par des Yougoslaves. S'il nous manquait des clous, ou des vis, il n'y aurait pas un endroit à Novgorod où l'on puisse en trouver. Il faudrait attendre. Le transport lui-même est une aventure : le chauffeur ne quitte jamais son camion, il emporte l'eau, l'essence, sa propre subsistance. La nuit, ils s'arrêtent à plusieurs, servent porte contre porte, et organisent des tours de garde. »

Dans un pays où le rouble ne vaut pas un kopeck - la panique engendrée par le retrait des grosses coupures de la circulation l'a confirmé tout récemment - comment un « capitaliste » gagne-t-il sa vie ? « Nous gagnons par étapes », explique Heinrich Ferstel. Notre société doit prendre son bénéfice au stade de la construction et le financement est assuré par des prêts de banques autrichiennes. Le constructeur, 100 % étranger, vend l'hôtel à une société d'économie mixte qui va le gérer en dehors du monopole d'Intourist. Nous estimons qu'un taux de remplissage de 60 % la première année, étant donné le faible coût des salaires, serait correct. Nous avons commencé à recruter : il y aura une vingtaine d'étrangers, chef de cuisine, directeur, et, pour le personnel soviétique, nous retenirons beaucoup plus que d'éventuelles compétences techniques, une véritable disposition à l'accueil, à l'hospitalité. Lénine leur avait dit : vous ne servirez pas, ce sont les esclaves qui servent, résultat, vous entrez dans un restaurant, on vous désigne une table, sans un sourire. Ou bien le personnel lui-même est attiré, et ne bronche pas. »

Le plus délicat est sans doute de mener sa barque dans la législation et la réglementation soviétiques. C'est là qu'apparaît le rôle-clé que peut jouer, tel un mutant, un personnage formé dans le pays mais décidé à passer « de l'autre côté ». Pour l'hôtel en construction à Leningrad, derrière des façades anciennes conservées de la perspective Nevski, ABV a fait appel à un jeune homme de vingt-cinq ans, formé à l'université de la ville qui raconte, avec l'accent de Cambridge (Massachusetts) et la froideur vernissée d'un *golden boy*, comment on lui a enseigné l'histoire du Parti communiste et le droit marxisme-léninisme, « et le droit seulement le tiers du temps », mais qui saura parfaitement par quels cheminement pénétrer l'âme bureaucratique. Ce que ne pourront pas importer les hôteliers, même les plus entrepreneurs, dans leurs camions bichés et surveillés, ce sont les lignes de téléphone. « On en discute, dit Heinrich Ferstel. Sans doute pourra-t-on installer quelques cabines au rez-de-chaussée, à Tbilissi par exemple, reliées au réseau par satellites. Mais ce n'est pas sûr. »

Aussi le voyageur aura-t-il encore le plaisir exotique, après avoir dégusté son petit déjeuner d'importation dans sa chambre d'importation, de demander une communication téléphonique et de s'entendre répondre, comme c'est aujourd'hui le cas à l'hôtel Intourist de Novgorod, où les télévisions fonctionnent parfois dans les chambres, et où désormais il y a des savonnettes sur les lavabos, que l'on essaiera « après 9 heures », mais seulement demain. Aujourd'hui, maintenant, non, vraiment, on ne voit pas comment.

de notre envoyée spéciale
Michèle Champenois



Maintenant, l'Argentine regarde au-delà de l'horizon

Quand ils se tournent vers l'horizon, les argentins prennent conscience de l'incroyable beauté de leur pays : que ce soit les Andes aux neiges éternelles, les routes tortueuses menant aux chutes d'Iguazu ou les merveilles naturelles exceptionnelles de la Patagonie.

Mais les argentins voient plus loin, que cela, ils voient que leur pays a pris un nouveau départ. L'Argentine est une

nation responsable, fiable, qui tient ses engagements et qui s'aligne sur le rythme des autres pays modernes grâce à son éthique solide dans le monde du travail et à son esprit créatif et ambitieux.

Telles sont les raisons qui doivent motiver votre visite chez nous afin de vous rendre compte par vous-même de nos séduisantes opportunités d'investissement. Nos horizons vous ouvrent d'impressionnantes possibilités.

L'Argentine
Un pays riche de découvertes et d'investissements à faire.



L'Himalaya descend vers le Gange

Suite de la page 27

Le temps pour les pèlerins de s'imprégner de son sens, d'en percevoir les multiples détails, d'en percevoir certaines significations, puis d'y pénétrer mentalement en en faisant le tour, de se remplir le regard de cette débauche de couleurs hautement significative et puissamment évocatrice — un chef-d'œuvre d'une insigne beauté, voué à la destruction dès qu'il aura joué son rôle de véhicule porteur d'une parcelle de sagesse.

Enseignement philosophique transmis de génération en génération, de maître à disciple, la Roue du Temps occupe une place particulière dans la tradition tibétaine : c'est l'essence en quelque sorte d'un apprentissage long et ardu, secret dans ses phases initiatiques dispensées à quelques élus ayant apporté la preuve de leurs capacités et de leur engagement personnel par des années d'études solitaires et assidues. Paradoxalement, c'est aussi le seul à pouvoir être dispensé en toute prodigalité à tous ceux qui veulent prendre la peine de l'écouter : un jour, dans une autre vie peut-être, les précieuses semences ainsi engrangées porteront leurs fruits, qui sont connaissance et sagesse conjuguées pour le bien de tous.

« Il était de tradition, autrefois au Tibet, nous disait le dalaï-lama, de conférer cette initiation publique quand les tensions se faisaient menaçantes parmi les hommes. Nous vivons ces dernières années des moments difficiles, et c'est peut-être pourquoi il est nécessaire de recourir plus souvent à ce genre de rituel. Même si l'effet n'est pas immédiat, cela ne fait de mal à personne d'arrêter pendant quelques jours de courir dans tous les sens, d'écouter le silence et de réfléchir. Le but ultime du Kalachakra, de la Roue du Temps, est de créer la paix intérieure. Encore faut-il en connaître les moyens et la méthode.

Cet enseignement peut y contribuer, non seulement sur le plan individuel dans un sens très pratique et terre à terre, mais également en cette époque où les tensions sociales éclatent sur notre planète et où les nations sont engagées dans la compétition et la lutte pour le pouvoir. Je suis persuadé de sa valeur, aussi modeste puisse-t-elle paraître, car cet enseignement supérieur de sagesse est directement lié à la terre où nous vivons, pour avoir été dispensé par le Bouddha à la requête du roi de Shambhala, le royaume légendaire d'où tant de grands sages ont reçu les clés pour s'accomplir sur les chemins de la connaissance. »

Cela ne veut pas dire que chacun des participants à l'initiation de Sarnath ira aussi loin. Simple-ment, il aura partagé avec des milliers d'autres les instants d'un arrêt privilégié à l'horloge du temps, quand hier et demain perdent de leur acuité pressante et que seul compte l'instant intensément vécu. Une manière de joie grave était perceptible, comme si ce rassemblement d'une dimension insolite était porteur d'un espoir malaisé à exprimer. Malgré le sérieux du rituel, il régnait une atmosphère de fête dans le village de tentes aménagé en marge du site archéologique de Sarnath. Des couples à beurre et des bougies brûlaient sans arrêt en guise d'offrandes purificatrices près du stupa d'Ashoka, un bazar s'était improvisé sous les arbres : fruits frais, glaces, verroterie poussiéreuse et objets de piété voisinaient en bonne entente, tandis qu'amuseurs publics et montreurs de singes faisaient rire petits et grands agglutinés tout autour. Dès midi cependant, le flot coloré se canalisa vers l'esplanade, et jusqu'à la tombée du soleil, les activités profanes tournaient au ralenti. Même les mendicants en grappes serrées étaient de la fête.

Pas le moindre incident durant ces deux semaines n'a retenu l'attention du commandant des forces de police dépêchées sur place pour veiller au maintien de l'ordre. Les *lathi*, ces solides et longs gourdin que les gardes indiens manient avec dextérité, n'ont servi à rien. Pourtant, il y eut des bousculades, mais jamais méchantes : quand, le premier

jour de l'initiation, des moines avaient pour tâche de distribuer à chacun un grand brin d'herbe *kusha* consacrée et trois plus petits, à mettre sous l'oreiller et le matelas avant de s'embarquer pour les rivages nocturnes. Nuit des rêves : à interpréter au lever du jour, selon la couleur, l'humour du moment, la tonalité de l'entre-veille — rêve prémonitoire ou songe avertisseur d'un temps à venir, rappel d'un instant oublié, nuit magique à traduire en termes de quête spirituelle ou d'aspiration à une meilleure connaissance de soi. Immense tapis vivant frémissant frangé de grenat et d'orange, hérissé de plumeaux réveillant des tourbillons de poussière et de graines — symbole, peut-être, que ces visions déroulées à la vitesse du kaléidoscope sur une mer d'ombres mouvantes et émouvantes, portée par le chant lancinant venu d'une autre dimension d'être.

Où encore cette nuit particulièrement agitée, celle du Nouvel An justement, où l'orage à vilainement frappé, dans un déluge aussi rapide qu'inattendu, le village de toile. Certes, la tradition prétend qu'une initiation du Kalachakra sans une petite pluie purificatrice, ça n'existe pas, mais là vraiment, point tant n'en fallait. Nul affolement pourtant, pas le moindre accident à déplorer, même si, au petit matin, le spectacle était désolant de boue, de tentes effondrées et de gamins barbouillés s'en donnant à cœur joie dans les flaques, tandis que les adultes s'efforçaient de nettoyer l'esplanade. Ils se sont tellement affairés qu'à midi, comme si de rien n'était, chacun a pu reprendre sa place. La grande toile tendue au-dessus avait été enlevée, le soleil avait séché le sol jonché de paille fraîche, et de longues oriflammes colorées proclamaient à tous vents : « Longue vie au dalaï-lama ! » La bonne humeur était au rendez-vous, et le soleil tapait si fort sur les crânes rasés qu'une forêt de parapluies jaillit soudain pour faire office d'ombrelles. Visiblement, ce n'étaient pas les caprices d'un temps déboussolé qui allaient perturber l'initiation à la Roue du Temps.



Moines devant le centre de recherches.

Le lendemain, ce fut la lente pérégrination de milliers de pèlerins pour voir le mandala, ou plus exactement y « entrer » symboliquement. De dix heures du matin à minuit passé, la double file d'attente serpenta sans discontinuer jusqu'au temple où s'entassaient, au fur et à mesure, des milliers de *khatas*, ces longues écharpes blanches qu'échangent les Tibétains pour se souhaiter bonne chance ou qu'ils reçoivent des maîtres de sagesse comme bénédiction. Après, ce devait être la fin de l'enseignement initiatique et la fin du mandala.

En ce dernier jour, pour le remercier, les participants ont offert une cérémonie de longue vie au dalaï-lama. Pendant toute la matinée, sous un soleil d'hiver froid et lumineux, le rituel de la *pouja* roula sur la foule avant que ne défile l'interminable théorie des porteurs de cadeaux. Sur son trône tendu de brocard, le chef

spirituel tibétain ne cillait pas, un sourire chaleureux aux lèvres et l'œil attentif à la fête déroulant ses fastes en son honneur. Non seulement, il s'était déposé sans compter pour faire de ce rassemblement un moment inoubliable de la vie de ses fidèles, mais il avait aussi remis à des représentants de diverses communautés des sacs de semences d'abricot, de pomme, de goyave et de papaye. Il avait saisi l'occasion de rappeler son constant souci de l'environnement et combien il fallait prendre soin des jeunes plantes, les cultiver avec diligence et attention pour qu'elles donnent des fruits afin de nourrir les hommes. La répartition, en fin de *pouja*, des tas d'offrandes — pommes, mandarines, biscuits, argent et *tandas*, gâteaux rituels d'orge en forme de petites pyramides dodues — donna ensuite lieu à de joyeuses empoignades sans la moindre gravité, au milieu d'éclats de rires et d'une précipitation sans retenue.

Il y eut aussi cette rencontre

de personnes, de suivre tout déplacement dans les zones frontalières et, le cas échéant, de renforcer les contrôles et d'appliquer toutes les mesures qui s'imposent. » Ce document confidentiel de six pages porte la date du 11 novembre 1990, et en dit long sur l'ambiance dans la région dite autonome du Tibet sous la botte chinoise. D'ailleurs, nombre de ces voyageurs sans bagage et sans visa nous ont confirmé que, en dépit des affirmations officielles, la répression n'avait guère fléchi sur le Toit du monde et que, jamais, peut-être, les relations entre les deux communautés n'avaient été aussi tendues.

C'est le dernier jour, quand les organisateurs commencent enfin à se dire que tout s'était bien passé, que le drame faillit se produire. Une partie des pèlerins n'avaient pas réussi la veille à voir le mandala et croyaient pouvoir encore entrer dans le temple avant sa destruction. Mais tel n'était pas l'ordonnement du rituel, et la demi-douzaine de moines qui balayaient le petit sanctuaire pour le préparer à l'ultime cérémonie n'avaient aucune intention de l'empêcher. Alors que deux d'entre eux se dépêchaient de ranger les monceaux moussus de *khatas* au pied de l'autel en en retirant les menues boîtes qu'elles contenaient — ils avaient même trouvé une pièce de 1 rouble enveloppée dans l'une d'elles, — une foule compacte, suppliante et grondante, s'agglutina sur les marches vers la porte d'accès. Parmi les premiers, un jeune nomade venu du Tibet s'obstinait à franchir le pas fatidique, une détermination farouche dans le regard : il n'aurait pas de cesse qu'il n'ait jeté un coup d'œil au diagramme sacré. Il lui fallut une demi-heure pour monter une marche, la dernière, mais il était animé d'une telle force que nul ne semblait en mesure de l'arrêter. Une vitre vola en éclats, et, profitant de la diversion, il put se prosterner devant le mandala et repartir, un sourire radieux illuminant son visage. Quelques secondes plus tard, le dalaï-lama arrivait pour procéder selon les rites au démantèlement de l'emblème sacré.

Coup de baguette magique ou tour de passe-passe ? Toujours est-il que, dans la litanie ondoyante psalmodiée par une poignée de lamas, après une brève prière, le dalaï-lama s'approcha du mandala et, en quelques minutes, il ne resta plus rien du lumineux arc-en-ciel porteur d'un prodigieux message spirituel : quelques grains d'or par-ci, des socles brisés par-là aux quatre points cardinaux, des rayons vivement tracés d'un doigt expert dans les dix directions de l'espace, et la magie subtile des teintes se brouilla, les sables colorés perdirent leur éclat pour redevenir simplement sable. Belle démonstration pratique, au-delà des mots et de la vision fugitive, de l'impermanence des choses, et résumé saisissant de la loi d'airain qui gouverne le monde : poussière d'étoile, poussière de

lumière, poussière de sable. C'est aussi cela, la Roue du Temps, savoir saisir et apprécier la beauté de l'éphémère, car nous ne faisons à jamais que passer.

Et puis la fin, celle qui porte déjà les germes du recommencement. Une fois soigneusement ramassés les grains, tous les grains de sable dans l'urne votive, et accomplie une rapide circumambulation du temple pour la plus grande joie de centaines de Tibétains assis sur l'esplanade, le regard brillant et les mains levées en geste d'offrande, c'est le départ en voiture et vers le fleuve. Quand l'Himalaya descend vers le Gange... Là, après une brève prière à l'effigie de la Shakti créatrice, le dalaï-lama descendit les marches de l'Adi Keshav Ghât au confluent de la Varuna et du Gange, le dernier ghât sacré de la ville, pour emprunter une barque et aller jusqu'au milieu du fleuve disperser aux quatre vents le sable de ce qui fut le mandala du Kalachakra à Sarnath. Une image

se grave dans la mémoire, celle d'un moine souriant vêtu de grenat et de safran, qui sème à sa manière les graines d'un avenir aux contours encore indéfinis dans la brume du fleuve sacré.

Il sait, lui, que Shangri-la n'existe plus, des hommes l'ont saccagée. Pourtant, il sait aussi, et il s'efforce inlassablement de le faire comprendre à l'entour, que la vallée heureuse existe toujours et encore, dans le cœur d'autres hommes qui l'appelaient Shambhala ou la Montagne sacrée, et qui la conservent précieusement comme le joyau le plus pur de la connaissance. De la sagesse ou de la beauté, qui sont autant de visages d'une même réalité. Celle qu'ils sauront toujours et à jamais retrouver, pour peu qu'ils en fassent l'effort, car, selon la tradition de la Roue du Temps, la source est en eux-mêmes.

de notre envoyé spécial
Jean-Claude Bahrez

Guide

● A une dizaine de kilomètres de Varanasi (Bénarès), ville sacrée des hindous par excellence, Sarnath est l'un des hauts lieux du bouddhisme. Après avoir atteint l'Eveil à Bodhi-Gaya, à quelque 250 kilomètres de là, c'est à Sarnath que Bouddha prodigua son premier enseignement sur les quatre Nobles Vérités et la cessation de la souffrance, dans le Parc aux daims. Les cinq brahmanes qui l'écouteront devinrent ses premiers disciples, donnant ainsi naissance à l'école de la Voie du Milieu.

Trois cents ans plus tard, l'endroit devait prendre un rapide essor après le passage du grand roi Ashoka, qui s'était converti au bouddhisme à la suite d'une sanglante bataille avec le roi de Kalinga. Le souverain en fit un important centre bouddhiste, dont on peut voir encore les vestiges aujourd'hui : fondations d'anciens monastères, le Parc aux daims, le pilier d'Ashoka et deux imposants stupas. Le musée archéologique abrite certaines des plus belles pièces de l'art bouddhique indien.

Saccagé en grande partie par les invasions mongoles à partir du douzième siècle, Sarnath n'a jamais cessé d'attirer les pèlerins et est en passe de retrouver une parcelle de sa grandeur passée. Un nouveau sanctuaire, le Mulagandhakuti Vihara, a été construit en 1922 pour abriter des reliques du Bouddha découvertes à Taxila, sur le territoire actuel du Pakistan. Ensuite sont venus s'ajouter des temples chinois, thaïlandais, birman, japonais et surtout l'Université des hautes études tibétaines. En quelques années, cette dernière a su se faire une brillante réputation parmi les érudits. C'est en ses murs que s'est déroulée l'initiation du Kalachakra.

La bibliothèque de la Société Mahabodhi vaut également le détour pour ses livres rares et ses anciens manuscrits bouddhiques, sans oublier le Parc aux daims qui abrite toujours plusieurs dizaines de ces charmants animaux. Parmi les fêtes les plus courues de Sarnath, celles de Bouddha Pournima en mai (mobile, selon le calendrier lunaire) et de la pleine lune de novembre, attirent des milliers de fidèles.

Les possibilités d'hébergement à Sarnath sont modestes, avec deux auberges, l'une de l'office du tourisme de l'Uttar Pradesh et le Birla Resthouse. En revanche, les hôtels de toutes catégories ne manquent pas à Varanasi. De la cité sainte des bords du Gange, on peut se rendre à Sarnath en taxi, en rickshaw à bicyclette ou à moteur, voire en autobus. Varanasi est reliée par des vols quotidiens à New-Delhi et à Katmandou, au Népal. C'est aussi un bon point de départ pour visiter d'autres hauts lieux du bouddhisme : Lumbini, où naquit le Bouddha historique, à la frontière népalaise ; Bodhi-Gaya, où il a atteint l'illumination ; Rajgir, célèbre pour son Pic aux vautours ; les vestiges de la fameuse université de Nalanda, et Kushinagar, où le Sage des Sakya est entré dans le Nirvana, tous situés dans le Bihar.

Déclarée Année du tourisme, 1991 devrait attirer bon nombre de visiteurs en Inde. Mais avec les incertitudes de la situation internationale et les troubles intercommunautaires qui n'ont pas épargné certains sites touristiques comme Agra, Jaipur et même Varanasi, les voyageurs étrangers se montrent réticents et s'annoncent moins nombreux que prévu. ■

Visite

هنا من أصل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 2 février 1991 31

DÉCOUVERTE

Visite au château d'Artstetten

Le 22 juillet 1778, le comte Romée de la Poëze d'Hambourg, originaire du pays basque, épouse Son Altesse Sérénissime la princesse Anita de Hohenberg. Dans la corbeille de mariage, le château d'Artstetten qui, à 95 kilomètres à l'ouest de Vienne, domine le Danube, voie royale de toutes les invasions.

AINSI la maison changera treize fois de propriétaire jusqu'en 1823, année de son acquisition par l'empereur François II du Saint Empire, plus (ou encore moins) connu sous le titre de François I^{er} d'Autriche. Régneront ensuite sur ce lieu l'archiduc François-Joseph, l'archiduc Charles-Louis, frère de l'empereur François-Joseph, l'archiduc Maximilien, empereur du Mexique, l'archiduc François-Ferdinand, successeur au trône et, depuis 1914, la famille ducal de Hohenberg.

Lorsque le comte et son épouse arrivent à Artstetten, en 1781, la demeure, fermée à l'exception du caveau, n'a pas été rénovée depuis 1914. De l'ancien château fort qui occupait le site au treizième siècle, il ne reste rien. Quant aux bulbes qui coiffent les tours, ils datent de 1912, tout comme la partie basse du château qui, construite par François-

Ferdinand et ornée de deux tourelles, constitue aujourd'hui l'entrée du musée.

Un musée entièrement consacré à la maison de Habsbourg dont le château sera, à deux reprises, la résidence officielle. D'abord pour la veuve de l'empereur François, l'impératrice Caroline Auguste, ensuite pour l'archiduc Charles-Louis, père de François-Ferdinand, qui en fera sa résidence d'été et la modernisera en l'électrifiant et en y installant chauffage central, salle de bains et ascenseur. Sensible au (mauvais ?) goût de l'époque, il transformera le château dans un style Renaissance à la Viollet-le-Duc, avec créneaux, cour gothique et tours coiffées de toits pointus. C'est lui qui dessinera également le parc et y fera planter la plupart des arbres qui l'ont encore aujourd'hui. C'est là que François-Ferdinand passera tous les étés de sa petite enfance, et son souvenir y est encore tellement omniprésent (il repose dans le caveau familial avec sa femme et ses descendants) qu'il donne à cette résidence des allures de manoir écossais.

En fait, deux familles cohabitent à Artstetten : celle de François-Ferdinand, effacé des mémoires et marginalisé par le régime record de l'empereur François-Joseph - soixante-huit ans ! - mais aussi celui d'une grande famille historique, la maison de Habsbourg, plus connue, à partir du quinzième siècle, sous le nom de maison d'Autriche. Une famille longtemps considérée par les souverains français comme l'ennemi héréditaire, mais comme surtout, dans l'imaginaire populaire, comme une mine de personnages et d'épisodes romanesques « revus et corrigés » par des écrivains et des

cinéastes plus ou moins bien inspirés. Citons, parmi les vedettes, l'impératrice Sissy ou le drame de Mayerling.

Visiter Artstetten, c'est, d'abord, clarifier une histoire touffue et embrouillée. Remonter jusqu'à Charles Quint et ses royaumes sur lesquels le soleil ne se couchait jamais, évoquer son abdication et le partage de son empire entre une branche espagnole et une branche allemande et déboucher sur la crise de succession, au début du dix-huitième. Une crise qui mettra un terme à la vocation européenne des Habsbourg, désormais repliés sur le Danube. Reste ensuite à démêler l'arbre généalogique qui orne l'une des pièces du château.

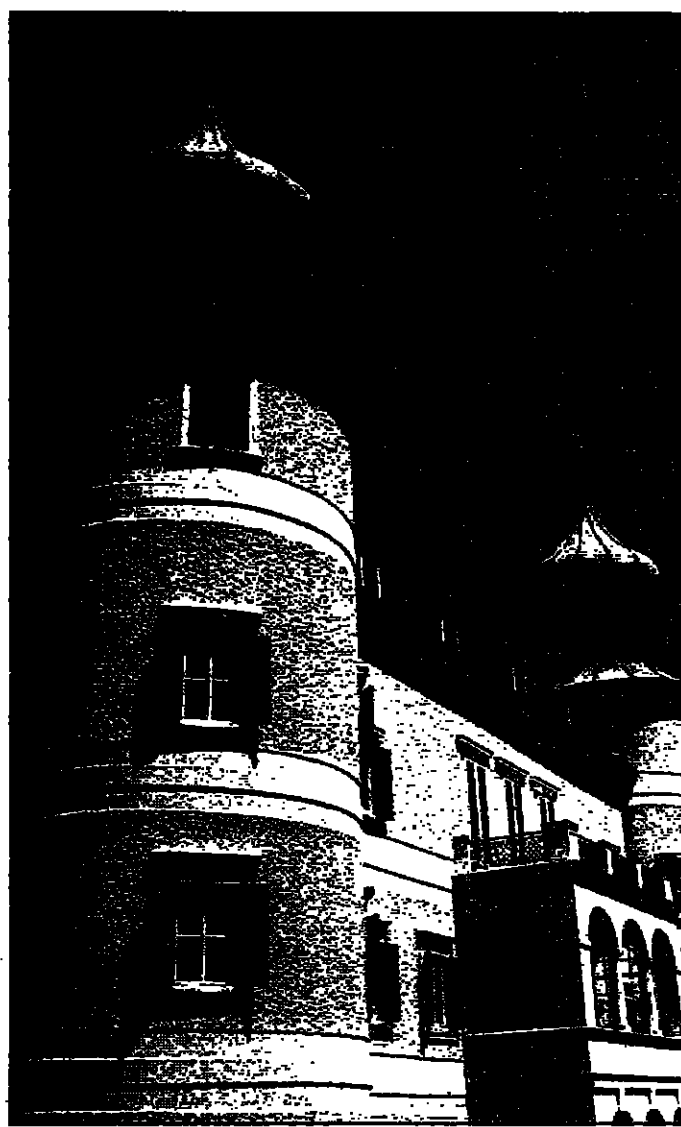
François-Joseph épouse la princesse Elisabeth (l'impératrice Sissy) qui lui donnera quatre enfants, trois filles et un fils, Rodolphe, marié à une princesse de Belgique. Contestataire et dépressif, il mettra fin à ses jours à Mayerling, en compagnie de sa dernière maîtresse, la baronne Vetsera. Une énigme historique majeure (on ne compte pas moins de douze versions officielles de sa mort) et la première « histoire triste » d'une famille qui, souligne le comte d'Hambourg, les collectionnera. Le frère de l'empereur, Maximilien, sera fusillé au Mexique. Son épouse, Sissy, sera assassinée à Genève. Son neveu, François-Ferdinand (promu héritier du trône en raison du désintéressement de son père pour la politique), tombera, avec sa femme, sous les balles d'un jeune révolutionnaire serbe, à Sarajevo. Et les deux fils de ce dernier seront déportés à Dachau.

Beaucoup de drames pour une dynastie qui avait pourtant choisi de « faire l'amour plutôt que la guerre ». « Heureuse Autriche, tu le mères », disait-on à l'époque. Faire l'amour, certes, mais l'amour « utile ». Car, un membre de la maison Habsbourg-Lorraine ne pouvait épouser qu'un membre d'une autre maison souveraine ou assimilée. Ave, pour résultat, une histoire sentimentale où les unions étaient aussi soigneusement programmées que les études. Ce qui n'empêchait pas les bavures.

Prenez, par exemple, une certaine archiduchesse Isabelle de Toscane. La voilà qui invite assidûment l'archiduc François-Ferdinand, alors en garnison à Presbourg (aujourd'hui Bratislava), dans l'espoir qu'il jette son dévolu sur l'une de ses cinq filles. Jusqu'au jour où l'archiduc oublie sa montre-gousset près d'un terrain de tennis. Un laquais le rapporte à l'archiduchesse qui, brillant d'y découvrir le visage de la future impératrice d'Autriche, l'ouvre. Pour y découvrir la frimousse de sa propre dame d'honneur, la comtesse Sophie Chotek, avec laquelle l'archiduc entretenait une liaison secrète. Scandale !

L'archiduchesse est furieuse, l'empereur informé, la presse alertée, la comtesse Sophie congédiée, l'archiduc obligé de se déclarer et l'empire ébranlé. Issue possible : un mariage morganatique. Mais le cas ne s'était encore jamais produit pour un futur empereur. François-Ferdinand tient bon, la comtesse Sophie résiste aux pressions des autorités religieuses et, après deux ans et demi de négociations, l'empereur François-Joseph finit par céder. Non sans poser ses conditions, notamment la renonciation à tout droit souverain pour l'épouse et ses enfants. La comtesse Chotek reçoit le titre de princesse puis celui de duchesse de Hohenberg. On l'appelle altesse mais, à la cour de Vienne, le protocole continu de l'ignorer. Ce qui n'empêche pas le couple d'avoir une vie familiale exemplaire et heureuse.

Une vie familiale relativement brève. Ils se marient en 1900. Ils ont une fille et deux garçons. En 1914, les parents sont assassinés. Les enfants sont orphelins et la fille aînée a quatorze ans. Ils passent la guerre dans une propriété de Bohême. En 1918, la république est proclamée en Tchécoslovaquie. La famille Hohenberg est expropriée et conduite à la frontière autrichienne. En 1938, au moment de l'Anschluss, les deux fils, le duc Max et le prince Ernst, sont déportés à Dachau. Les Allemands s'emparent d'Artstetten dont le contenu est destiné au futur grand musée de Hitler, à Linz. En 1945, les Russes épargnent la demeure de ce duc, adversaire du régime nazi et chef du parti monarchiste. Ils en font même le maire du village et lui restituent ses propriétés.



tés. Ainsi, malgré tous les malheurs de ses occupants, le château a-t-il traversé les siècles pour nous apparaître aujourd'hui tel qu'il était autrefois.

Visiter Artstetten, c'est effectuer une plongée émouvante dans une histoire à visage humain. « Dans cette maison », relève le comte, « on a toujours été du côté de l'amour et non du trône ». De pièce en pièce, de vitrine en vitrine, revivent ainsi les existences d'êtres attachants qui, en marge de l'Histoire, ont vécu ici au rythme de leurs passions.

« Chaque jour, précise le comte, François-Ferdinand recevait trois télégrammes. Le premier lui donnait l'état de santé de ses enfants lorsqu'il n'était pas avec eux. Le deuxième l'informait du temps qu'il faisait dans chacune des propriétés où il pouvait se rendre car, tuberculeux, il évitait les atmosphères trop humides. Et au printemps, un troisième télégramme lui précisait quelle rose avait fleuri dans son jardin favori, celui du château de Konopischt, en Bohême. » En famille, on parlait français et les enfants écrivaient des cartes postales. Sur l'une, on lit : « Nous avons mangé. Nous allons au jardin maintenant. L'orage se promet tout autour. »

Prémonition ? Le visiteur, lui, sait qu'au bout de cette existence paisi-

ble attendent les balles des nationalistes serbes, des balles qui, au-delà d'un homme, visent surtout un symbole, un pouvoir potentiel, un futur empereur. Victime d'une fonction qu'il n'exercera jamais, François-Ferdinand n'en apparaît que plus touchant. D'autant qu'il a des objets exposés, des gravures et des photos accrochées, s'impose à qui ignore presque tout de lui, bornés sa mort, une personnalité riche et attachante.

De cet homme, quelle image retient ? D'abord celle, déjà critiquée à l'époque et démodée aujourd'hui par les écoles autrichiennes, d'un remarquable fusil qui, en trente ans, aurait inscrit à son tableau de chasse 274 889 pièces, toutes espèces confondues, avec un record annuel de 18 799 pièces ! Etant entendu que ces scores impressionnants doivent sans doute beaucoup aux battues officielles où l'on s'efforçait, bien entendu, de pousser vers cet invité d'honneur le maximum d'animaux possibles. Ce qui ne retire rien à une adresse qui le vit, par exemple, atteindre deux pièces jetées en l'air à l'occasion d'un défi lancé par un prince indien. Ni au fait qu'il gère avec une grande compétence ses divers domaines de chasse et le gibier qui s'y trouvait.

Plus original, en revanche, le rôle

de touriste avant la lettre que lui valut son goût des voyages, qu'il s'agisse de déplacements officiels (en Allemagne, en Russie, en Espagne, en Roumanie ou en Grande-Bretagne à l'occasion des soixante ans de règne de la reine Victoria) ou privés, voire secrets, lorsqu'il s'agissait de rencontrer la comtesse Chotek. En vedette, le tour du monde qu'il effectuera, de 1892 à 1893, afin de se préparer à son futur rôle politique et mieux comprendre les régimes étrangers et leurs politiques.

Ainsi, c'est un touriste « éclairé » qui, après un an et demi de négociations avec l'empereur qui jugeait cette idée saugrenue, s'embarque le 15 décembre 1892 à Trieste, à bord d'un croiseur désarmé rebaptisé *Impératrice Elisabeth*. Accompagné d'une vingtaine d'amis, il vogue vers Ceylan et Bombay, via le canal de Suez. Après avoir traversé les Indes jusqu'à Calcutta, il gagne Singapour, Sumatra, Bornéo, la Nouvelle-Guinée, puis l'Australie, la Chine et le Japon. Il s'embarque ensuite pour les États-Unis à bord d'un croiseur de ligne, traverse l'Amérique du Nord, de Vancouver à New-York, et regagne Vienne le 18 octobre 1893.

Deux anecdotes. En Nouvelle-Calédonie, il reçoit deux invitations, rédigées en français, l'une des calédoniennes, l'autre des Canaques. « Déjà. Au Japon, pays à l'époque totalement fermé aux étrangers, il se présente avec sa suite, en uniforme de marine, tout de blanc vêtu, ignorant que là-bas cette couleur est réservée au deuil. Pour se venger, le peintre japonais qui fixe la scène pour la postérité, les vêtira de noir et leur bridera les yeux... »

De son périple, François-Ferdinand ramènera un journal de bord qui, une fois expurgé des passages trop critiques à l'égard de certains gouvernements étrangers (il dénonçait notamment la politique coloniale des Français et celle des Anglais aux Indes), sera publié par la cour deux ans plus tard. Il rapportera également de très nombreux souvenirs (31 000 très exactement dont un tiers en cadeaux officiels) qui font aujourd'hui la fierté du Musée d'art et d'ethnographie de Vienne et, plus modestement, de celui d'Artstetten, dont ils occupent quatre vitrines.

Pendant la seconde guerre mondiale, la majorité des objets rassemblés par François-Ferdinand fut exposée au Musée de l'armée allemande, à Prague. En 1944, sur ordre de Hitler, près de 73 000 objets furent réunis à Vienne en attendant de rejoindre le futur musée du Führer alors en construction à Linz. Pendant la débâcle allemande, ils furent cachés dans d'anciennes mines de sel et, en 1946, renvoyés, en dépit des protestations du gouvernement autrichien et du duc de Hohenberg, au château de Konopischt, en Tchécoslovaquie. Acheté par l'archiduc en 1887, ce dernier fut sans doute l'une de ses résidences préférées en raison, notamment, de son exceptionnelle roserie.

Reste que le clou de la visite d'Artstetten, ce sont les pièces consacrées à l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, où, à l'occasion de manœuvres, François-Ferdinand, chef des armées, se rend en visite officielle, à la demande de l'empereur. On y voit notamment les photographies prises par des amateurs et saisies par la police pour servir de preuves contre les assassins ; ainsi que les portraits des « soldats » de l'armée serbe, également membres de la Main noire, organisation révolutionnaire qui militait pour la récupération des régions annexées par l'Autriche et qui allait recruter et armer de jeunes étudiants pour accomplir une action héroïque.

L'enterrement de François-Ferdinand durera trois semaines, le temps nécessaire pour ramener le corps jusqu'à Vienne, par bateau et par train avec, à chaque arrêt, une oraison et une messe. Les assassins sont jugés. Tous mineurs, ils seront emprisonnés. François-Joseph s'éteint en 1916. Charles I^{er} d'Autriche lui succède. Il régnera jusqu'à l'effondrement de la monarchie, à l'automne 1918. Aujourd'hui, c'est son fils, l'archiduc Otto, député au Parlement européen, qui demeure le chef de la maison d'Autriche. Et à 95 kilomètres de Vienne, Artstetten continue de raconter l'histoire d'un prince nommé François-Ferdinand.

De notre envoyé spécial
Patrick Francis

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-43-11 - Téléc. 970275
Fax 93-39-19-48.
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06180 CAP-D'ANTIBES

MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy, A 500 m de la mer.
STUDIOS et ch. Park, piscine, 2 pers.
1150 F la sem. 1780 F 2 sem. 3100 F.
4 sem. t.c. (sauf juil., août, sept.).
Tél. : 93-61-68-30.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON

Best Western***
Hôtel de charme près mer,
salon, grand confort.
5 CL INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-67-56 - Téléc. 474418.
Téléphone direct, minibar.

HÔTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plaisir centre-ville, cuisine.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur câble.
Téléphone direct, minibar.

Côte basque

ANGLET

HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF***

(3 km de Biarritz)
« Un doux hiver à 300 m de l'océan et
au calme de la forêt de pins »
Séjours en studios équipés tout confort
(téléphone direct, TV Canal +)
Prix 2 pers. : 1 400 F la semaine
valable du 1-11-90 au 28-03-91
Possib. petit déjeuner et repas sur demande
Navette ville et aéroport
104, boulevard des Pigeons, ANGLET
Tél. direct : 59-52-15-16.
Téléc. : 573 412. Fax : 59-52-11-23.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
Logis de France
Toutes chambres avec w.c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS,
préfect de golf gratuits.
1/2 pension à partir de 196 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE

Plage magnifique.
Chambres supérieures.
Cuisine internationale raffinée.
Sports nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Renseignements et réservations :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
Fax : (33-1) 45-61-66-60.

TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV.
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franc-comtoise
du XVIII^e, confortable, rénovée,
chambres 2 personnes avec s. de bain, w.c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. max. tables d'hôte.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au four à bois). Poss.
marché, piscine, sauna à glace, tennis,
VTT. Pension complète + vin
+ matériel de ski + accompagnement
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.
Renseignements et réservations :
(06) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU
La Longeville - 25630 MONTBENOIT.

Guide

■ Situé à une centaine de kilomètres de Vienne, le château d'Artstetten (tél. : 74-13-83-02) est ouvert de 9 heures à 17 h 30, du 1^{er} avril au 2 novembre et, le reste de l'année, sur rendez-vous. On y revit la période allant de la mort de l'archiduc Rodolphe à Mayerling, à l'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc François Ferdinand dont sont évoquées la vie et les idées. On visite également le caveau familial et une exposition sur les mariages morganatiques : « Le trône ou l'amour ». Un billet combiné permet d'accéder, dans les environs, à la superbe abbaye de Melk, au château de Schallaburg et à celui de Luberegg, au bord du Danube, où se tient une exposition intitulée « Napoléon, le

Congrès de Vienne, Metternich ». Autant de visites qui constituent une excellente introduction à la découverte de Vienne.

Mis au point par Jet Tours, avec Austrian Airlines et Air France, la brochure *Vacances autrichiennes* (dans les agences, chez Air France et chez Jet Tours) propose notamment des formules « avion+hôtel+voiture » pour un week-end à Vienne et diverses escapades en Autriche. Pour s'informer : l'Office du tourisme autrichien, 407, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57. A lire *l'Histoire de l'empire des Habsbourg*, de Jean Bérenger (Fayard, 198 F), et le Guide bleu *Autriche* (Hachette, 209 F). ■

Bridge

n° 1420

UNE RUSE SANS RISQUE
Une ruse gratuite aurait permis sans doute de réussir ce chelem qui était théoriquement infaisable. Mais ce n'était pas facile, même pour un expert.

♠ D
♥ 74
♦ A97643
♣ D852

♠ R762
♥ R10862
♦ 85
♣ 107

♠ A9543
♥ V95
♦ V95
♣ 9643

♠ V108
♥ A D 3
♦ R D V 10
♣ A R V

Ann : S. don. Pers. vuln.
Sud Ouest Nord Est
2 SA passe 3 SA passe
4 0 passe 6 0 passe

(La réponse de 3 SA était un Texas qui promettait une longue à Carreau.)

Ouest ayant fait l'entame neutre du 10 de Trèfle, comment Shenkin aurait-il dû jouer pour essayer de gagner ce PETIT CHELEM A CARREAU ?

RÉPONSE

Il est certain que, si le Roi de Carreau est en Est, le chelem réussira, et le problème est d'essayer de gagner même si ce Roi est mal placé.

Au premier abord, il semble normal de jouer la Dame de Pique du mort en espérant que Est plongera avec l'As, ensuite le déclarant fera l'entasse à Pique sur Ouest pour défoncer un Carreau sur le Valet de Pique (ou le 10 de Pique si Ouest a converti avec le Roi de Pique).

Cependant, même au début du coup, Est, qui connaît A R V de Trèfle (à cause de l'entame) et Roi Dame de Carreau, peut supposer que Ouest a le Roi de Pique et ne doit donc pas jouer son 22^e. Alors Sud n'aura plus que la ressource de l'impatte à Carreau.

Mais, heureusement, il y a un bon moyen psychologique de l'inciter à couvrir la Dame de Pique avec l'As. Quel est ce piège ?

Il faut simplement, quand on joue tout au début, commencer par le Roi de Carreau et continuer avec le Valet de Carreau pris par l'As comme si l'on renonçait à faire l'impatte à la Dame de Carreau (parce qu'avec neuf cartes on peut tirer les honneurs en tête); ensuite, après l'As de Carreau, on jouera la Dame de Pique, et Est se précipitera

sur son As s'il pense que Ouest a un atout maître avec la Dame de Carreau...

Malheureusement, le déclarant ne pensa pas à cette astuce et il chuta.

IL Y A QUARANTE ANS

Cette magnifique défense a été réalisée par Hélène Sobel au Championnat d'Amérique de 1951. Elle montre le haut niveau que le jeu de la carte avait déjà atteint à cette époque. Cachez soigneusement les mains d'Est (votre partenaire) et de Sud (le déclarant) et mettez-vous en Ouest, à la place de la fameuse championne américaine.

♠ A R 8 2
♥ A R 4 2
♦ D 6
♣ 6 5 2

♠ 10 9 4 3
♥ 10 3
♦ 9 2
♣ 10 7 3

♠ D V 7
♥ D 9 7 5
♦ 10 5 4
♣ D 8 4

Ann : S. don. Pers. vuln.
Sud Nord Est
1 0 contre passe 1 0
2 0 contre passe 2 0

Hélène Sobel en Ouest attaque le Roi et l'As de Carreau, puis elle rejoue le Valet de Carreau sur lequel le déclarant défend le 2 de Trèfle du mort et Est (Goren) le Valet de Trèfle.

Comment Hélène Sobel a-t-elle ensuite joué pour faire chuter (avec six levées) ce contrat de DEUX CŒURS ?

COURRIER DES LECTEURS

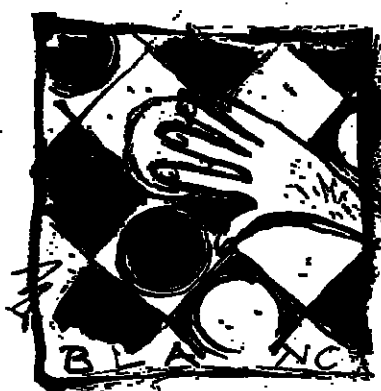
La Coupe Rosenblum (n° 1400)
Rien n'échappe à certains lecteurs, comme le prouve cette remarque du Dr. Desbois au sujet de la façon de gagner le petit chelem à Carreau joué par Soulet.

« Est n'ayant plus de Trèfle et Ouest ne détenant qu'un Carreau, la place du Roi de Pique est indifférente :

♠ A 9 7 2 0 9 8
♦ D 4 A R 10 8 8

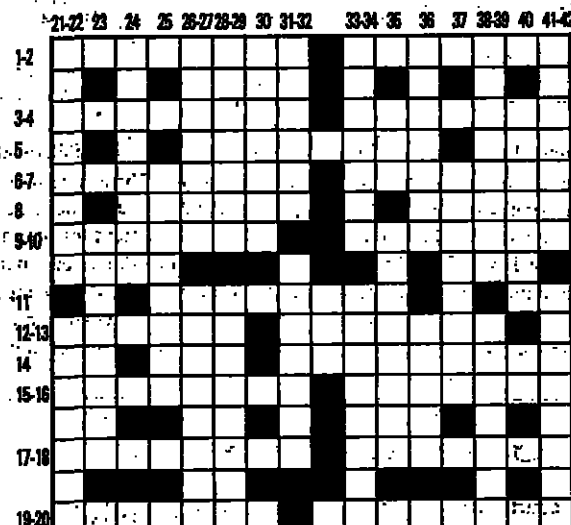
Sur le 2 de Carreau (le sixième atout) Est doit défoncer un Pique pour conserver D V 7 à Carreau. Alors, le déclarant jette le 10 de Carreau devenu inutile, puis il tire l'As Roi de Carreau sur lequel la défense d'Ouest libère le 9 de Pique ou le 8 de Trèfle. La Dame de Pique n'était donc qu'un trompe-l'œil.

Bravo pour cette analyse.
Philippe Brugnot



Anacroisés (R)

n° 651



HORIZONTALEMENT

1. CIORETTU. - 2. AABCNNO. - 3. ACINRTTU. - 4. AEMNNNU. - 5. AEGLOST (+ 5). - 6. CCEINTU. - 7. EENRTTU. - 8. AEKSSU. - 9. AILSTU. - 10. EINORTT. - 11. CEEBORSU (+ 1). - 12. CELOR (+ 1). - 13. AEGLOST. - 14. EILLNST + E. - 15. EEMSSV. - 16. AEFUUX. - 17. AEFUUX. - 18. CEINOS. - 19. FEILMSU. - 20. EENORSSV.

VERTICALEMENT

21. CIORETTU. - 22. AACCEEL. - 23. AACCEEL. - 24. CEEILRTU. - 25. EKKLSUU. - 26. ACEERTT (+ 4). - 27. CILNOOS (+ 1). - 28. AILLOS. - 29. AEFILNR (+ 1). - 30. EENNOOS. - 31. EESTTT. - 32. CEEILRU (+ 1). - 33. ACCORRU. - 34. ACEESTTU. - 35. AEMRSU (+ 10). - 36. ABOORS (+ 14). - 37. EELUORT. - 38. EELUORT (+ 2). - 39. AEFILST (+ 2). - 40. AAMNST. - 41. EENRTU. - 42. AEFILST.

SOLUTION DU N° 650

1. CHANTREUR (RAUCHENT). - 2. ROBERTS. - 3. HAVENUS. - 4. ALERTE (ALERTE). - 5. PUPITRE. - 6. INEGALEE. - 7. LEPORETT, lievre ou lapin. - 8. OSCILLE. - 9. GASTRO, homme dans l'art des femmes coiffées. - 10. ARRETOIR. - 11. SURIKAI. - 12. ORMIER (MOIRER). - 13. COLOSSAL. - 14. IMMENSE. - 15. MAJORES. - 16. CABANON. - 17. BORASSUS, palmier. - 18. PENTUS (PENTUS SUPENT). - 19. DEBOURS (BRODEUSE). - 20. ASSOULV. - 21. CHARLOT (CHLORAT). - 22. FURIBARD.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1422

Tournoi international de Reggio-Emilia, 1991.

Blancs : R. Vaganian.

Noirs : L. Portisch.

Partie anglaise.

1. C3 d5 22. Dc2 (c) e4 23. Cc3 e5 24. Cc3 e6 25. Dc2 (c) f4 26. Dc2 (c) f5 27. Dc2 (c) f6 28. Dc2 (c) f7 29. Dc2 (c) f8 30. Dc2 (c) f9 31. Dc2 (c) f10 32. Dc2 (c) f11 33. Dc2 (c) f12 34. Dc2 (c) f13 35. Dc2 (c) f14 36. Dc2 (c) f15 37. Dc2 (c) f16 38. Dc2 (c) f17 39. Dc2 (c) f18 40. Dc2 (c) f19 41. Dc2 (c) f20 42. Dc2 (c) f21 43. Dc2 (c) f22 44. Dc2 (c) f23 45. Dc2 (c) f24 46. Dc2 (c) f25 47. Dc2 (c) f26 48. Dc2 (c) f27 49. Dc2 (c) f28 50. Dc2 (c) f29 51. Dc2 (c) f30 52. Dc2 (c) f31 53. Dc2 (c) f32 54. Dc2 (c) f33 55. Dc2 (c) f34 56. Dc2 (c) f35 57. Dc2 (c) f36 58. Dc2 (c) f37 59. Dc2 (c) f38 60. Dc2 (c) f39 61. Dc2 (c) f40 62. Dc2 (c) f41 63. Dc2 (c) f42 64. Dc2 (c) f43 65. Dc2 (c) f44 66. Dc2 (c) f45 67. Dc2 (c) f46 68. Dc2 (c) f47 69. Dc2 (c) f48 70. Dc2 (c) f49 71. Dc2 (c) f50 72. Dc2 (c) f51 73. Dc2 (c) f52 74. Dc2 (c) f53 75. Dc2 (c) f54 76. Dc2 (c) f55 77. Dc2 (c) f56 78. Dc2 (c) f57 79. Dc2 (c) f58 80. Dc2 (c) f59 81. Dc2 (c) f60 82. Dc2 (c) f61 83. Dc2 (c) f62 84. Dc2 (c) f63 85. Dc2 (c) f64 86. Dc2 (c) f65 87. Dc2 (c) f66 88. Dc2 (c) f67 89. Dc2 (c) f68 90. Dc2 (c) f69 91. Dc2 (c) f70 92. Dc2 (c) f71 93. Dc2 (c) f72 94. Dc2 (c) f73 95. Dc2 (c) f74 96. Dc2 (c) f75 97. Dc2 (c) f76 98. Dc2 (c) f77 99. Dc2 (c) f78 100. Dc2 (c) f79 101. Dc2 (c) f80 102. Dc2 (c) f81 103. Dc2 (c) f82 104. Dc2 (c) f83 105. Dc2 (c) f84 106. Dc2 (c) f85 107. Dc2 (c) f86 108. Dc2 (c) f87 109. Dc2 (c) f88 110. Dc2 (c) f89 111. Dc2 (c) f90 112. Dc2 (c) f91 113. Dc2 (c) f92 114. Dc2 (c) f93 115. Dc2 (c) f94 116. Dc2 (c) f95 117. Dc2 (c) f96 118. Dc2 (c) f97 119. Dc2 (c) f98 120. Dc2 (c) f99 121. Dc2 (c) f100 122. Dc2 (c) f101 123. Dc2 (c) f102 124. Dc2 (c) f103 125. Dc2 (c) f104 126. Dc2 (c) f105 127. Dc2 (c) f106 128. Dc2 (c) f107 129. Dc2 (c) f108 130. Dc2 (c) f109 131. Dc2 (c) f110 132. Dc2 (c) f111 133. Dc2 (c) f112 134. Dc2 (c) f113 135. Dc2 (c) f114 136. Dc2 (c) f115 137. Dc2 (c) f116 138. Dc2 (c) f117 139. Dc2 (c) f118 140. Dc2 (c) f119 141. Dc2 (c) f120 142. Dc2 (c) f121 143. Dc2 (c) f122 144. Dc2 (c) f123 145. Dc2 (c) f124 146. Dc2 (c) f125 147. Dc2 (c) f126 148. Dc2 (c) f127 149. Dc2 (c) f128 150. Dc2 (c) f129 151. Dc2 (c) f130 152. Dc2 (c) f131 153. Dc2 (c) f132 154. Dc2 (c) f133 155. Dc2 (c) f134 156. Dc2 (c) f135 157. Dc2 (c) f136 158. Dc2 (c) f137 159. Dc2 (c) f138 160. Dc2 (c) f139 161. Dc2 (c) f140 162. Dc2 (c) f141 163. Dc2 (c) f142 164. Dc2 (c) f143 165. Dc2 (c) f144 166. Dc2 (c) f145 167. Dc2 (c) f146 168. Dc2 (c) f147 169. Dc2 (c) f148 170. Dc2 (c) f149 171. Dc2 (c) f150 172. Dc2 (c) f151 173. Dc2 (c) f152 174. Dc2 (c) f153 175. Dc2 (c) f154 176. Dc2 (c) f155 177. Dc2 (c) f156 178. Dc2 (c) f157 179. Dc2 (c) f158 180. Dc2 (c) f159 181. Dc2 (c) f160 182. Dc2 (c) f161 183. Dc2 (c) f162 184. Dc2 (c) f163 185. Dc2 (c) f164 186. Dc2 (c) f165 187. Dc2 (c) f166 188. Dc2 (c) f167 189. Dc2 (c) f168 190. Dc2 (c) f169 191. Dc2 (c) f170 192. Dc2 (c) f171 193. Dc2 (c) f172 194. Dc2 (c) f173 195. Dc2 (c) f174 196. Dc2 (c) f175 197. Dc2 (c) f176 198. Dc2 (c) f177 199. Dc2 (c) f178 200. Dc2 (c) f179 201. Dc2 (c) f180 202. Dc2 (c) f181 203. Dc2 (c) f182 204. Dc2 (c) f183 205. Dc2 (c) f184 206. Dc2 (c) f185 207. Dc2 (c) f186 208. Dc2 (c) f187 209. Dc2 (c) f188 210. Dc2 (c) f189 211. Dc2 (c) f190 212. Dc2 (c) f191 213. Dc2 (c) f192 214. Dc2 (c) f193 215. Dc2 (c) f194 216. Dc2 (c) f195 217. Dc2 (c) f196 218. Dc2 (c) f197 219. Dc2 (c) f198 220. Dc2 (c) f199 221. Dc2 (c) f200 222. Dc2 (c) f201 223. Dc2 (c) f202 224. Dc2 (c) f203 225. Dc2 (c) f204 226. Dc2 (c) f205 227. Dc2 (c) f206 228. Dc2 (c) f207 229. Dc2 (c) f208 230. Dc2 (c) f209 231. Dc2 (c) f210 232. Dc2 (c) f211 233. Dc2 (c) f212 234. Dc2 (c) f213 235. Dc2 (c) f214 236. Dc2 (c) f215 237. Dc2 (c) f216 238. Dc2 (c) f217 239. Dc2 (c) f218 240. Dc2 (c) f219 241. Dc2 (c) f220 242. Dc2 (c) f221 243. Dc2 (c) f222 244. Dc2 (c) f223 245. Dc2 (c) f224 246. Dc2 (c) f225 247. Dc2 (c) f226 248. Dc2 (c) f227 249. Dc2 (c) f228 250. Dc2 (c) f229 251. Dc2 (c) f230 252. Dc2 (c) f231 253. Dc2 (c) f232 254. Dc2 (c) f233 255. Dc2 (c) f234 256. Dc2 (c) f235 257. Dc2 (c) f236 258. Dc2 (c) f237 259. Dc2 (c) f238 260. Dc2 (c) f239 261. Dc2 (c) f240 262. Dc2 (c) f241 263. Dc2 (c) f242 264. Dc2 (c) f243 265. Dc2 (c) f244 266. Dc2 (c) f245 267. Dc2 (c) f246 268. Dc2 (c) f247 269. Dc2 (c) f248 270. Dc2 (c) f249 271. Dc2 (c) f250 272. Dc2 (c) f251 273. Dc2 (c) f252 274. Dc2 (c) f253 275. Dc2 (c) f254 276. Dc2 (c) f255 277. Dc2 (c) f256 278. Dc2 (c) f257 279. Dc2 (c) f258 280. Dc2 (c) f259 281. Dc2 (c) f260 282. Dc2 (c) f261 283. Dc2 (c) f262 284. Dc2 (c) f263 285. Dc2 (c) f264 286. Dc2 (c) f265 287. Dc2 (c) f266 288. Dc2 (c) f267 289. Dc2 (c) f268 290. Dc2 (c) f269 291. Dc2 (c) f270 292. Dc2 (c) f271 293. Dc2 (c) f272 294. Dc2 (c) f273 295. Dc2 (c) f274 296. Dc2 (c) f275 297. Dc2 (c) f276 298. Dc2 (c) f277 299. Dc2 (c) f278 300. Dc2 (c) f279 301. Dc2 (c) f280 302. Dc2 (c) f281 303. Dc2 (c) f282 304. Dc2 (c) f283 305. Dc2 (c) f284 306. Dc2 (c) f285 307. Dc2 (c) f286 308. Dc2 (c) f287 309. Dc2 (c) f288 310. Dc2 (c) f289 311. Dc2 (c) f290 312. Dc2 (c) f291 313. Dc2 (c) f292 314. Dc2 (c) f293 315. Dc2 (c) f294 316. Dc2 (c) f295 317. Dc2 (c) f296 318. Dc2 (c) f297 319. Dc2 (c) f298 320. Dc2 (c) f299 321. Dc2 (c) f300 322. Dc2 (c) f301 323. Dc2 (c) f302 324. Dc2 (c) f303 325. Dc2 (c) f304 326. Dc2 (c) f305 327. Dc2 (c) f306 328. Dc2 (c) f307 329. Dc2 (c) f308 330. Dc2 (c) f309 331. Dc2 (c) f310 332. Dc2 (c) f311 333. Dc2 (c) f312 334. Dc2 (c) f313 335. Dc2 (c) f314 336. Dc2 (c) f315 337. Dc2 (c) f316 338. Dc2 (c) f317 339. Dc2 (c) f318 340. Dc2 (c) f319 341. Dc2 (c) f320 342. Dc2 (c) f321 343. Dc2 (c) f322 344. Dc2 (c) f323 345. Dc2 (c) f324 346. Dc2 (c) f325 347. Dc2 (c) f326 348. Dc2 (c) f327 349. Dc2 (c) f328 350. Dc2 (c) f329 351. Dc2 (c) f330 352. Dc2 (c) f331 353. Dc2 (c) f332 354. Dc2 (c) f333 355. Dc2 (c) f334 356. Dc2 (c) f335 357. Dc2 (c) f336 358. Dc2 (c) f337 359. Dc2 (c) f338 360. Dc2 (c) f339 361. Dc2 (c) f340 362. Dc2 (c) f341 363. Dc2 (c) f342 364. Dc2 (c) f343 365. Dc2 (c) f344 366. Dc2 (c) f345 367. Dc2 (c) f346 368. Dc2 (c) f347 369. Dc2 (c) f348 370. Dc2 (c) f349 371. Dc2 (c) f350 372. Dc2 (c) f351 373. Dc2 (c) f352 374. Dc2 (c) f353 375. Dc2 (c) f354 376. Dc2 (c) f355 377. Dc2 (c) f356 378. Dc2 (c) f357 379. Dc2 (c) f358 380. Dc2 (c) f359 381. Dc2 (c) f360 382. Dc2 (c) f361 383. Dc2 (c) f362 384. Dc2 (c) f363 385. Dc2 (c) f364 386. Dc2 (c) f365 387. Dc2 (c) f366 388. Dc2 (c) f367 389. Dc2 (c) f368 390. Dc2 (c) f369 391. Dc2 (c) f370 392. Dc2 (c) f371 393. Dc2 (c) f372 394. Dc2 (c) f373 395. Dc2 (c) f374 396. Dc2 (c) f375 397. Dc2 (c) f376 398. Dc2 (c) f377 399. Dc2 (c) f378 400. Dc2 (c) f379 401. Dc2 (c) f380 402. Dc2 (c) f381 403. Dc2 (c) f382 404. Dc2 (c) f383 405. Dc2 (c) f384 406. Dc2 (c) f385 407. Dc2 (c) f386 408. Dc2 (c) f387 409. Dc2 (c) f388 410. Dc2 (c) f389 411. Dc2 (c) f390 412. Dc2 (c) f391 413. Dc2 (c) f392 414. Dc2 (c) f393 415. Dc2 (c) f394 416. Dc2 (c) f395 417. Dc2 (c) f396 418. Dc2 (c) f397 419. Dc2 (c) f398 420. Dc2 (c) f399 421. Dc2 (c) f400 422. Dc2 (c) f401 423. Dc2 (c) f402 424. Dc2 (c) f403 425. Dc2 (c) f404 426. Dc2 (c) f405 427. Dc2 (c) f406 428. Dc2 (c) f407 429. Dc2 (c) f408 430. Dc2 (c) f409 431. Dc2 (c) f410 432. Dc2 (c) f411 433. Dc2 (c) f412 434. Dc2 (c) f413 435. Dc2 (c) f414 436. Dc2 (c) f415 437. Dc2 (c) f416 438. Dc2 (c) f417 439. Dc2 (c) f418 440. Dc2 (c) f419 441. Dc2 (c) f420 442. Dc2 (c) f421 443. Dc2 (c) f422 444. Dc2 (c) f423 445. Dc2 (c) f424 446. Dc2 (c) f425 447. Dc2 (c) f426 448. Dc2 (c) f427 449. Dc2 (c) f428 450. Dc2 (c) f429 451. Dc2 (c) f430 452. Dc2 (c) f431 453. Dc2 (c) f432 454. Dc2 (c) f433 455. Dc2 (c) f434 456. Dc2 (c) f435 457. Dc2 (c) f436 458. Dc2 (c) f437 459. Dc2 (c) f438 460. Dc2 (c) f439 461. Dc2 (c) f440 462. Dc2 (c) f441 463. Dc2 (c) f442 464. Dc2 (c) f443 465. Dc2 (c) f444 466. Dc2 (c) f445 467. Dc2 (c) f446 468. Dc2 (c) f447 469. Dc2 (c) f448 470. Dc2 (c) f449 471. Dc2 (c) f450 472. Dc2 (c) f451 473. Dc2 (c) f452 474. Dc2 (c) f453 475. Dc2 (c) f454 476. Dc2 (c) f455 477. Dc2 (c) f456 478. Dc2 (c) f457 479. Dc2 (c) f458 480. Dc2 (c) f459 481. Dc2 (c) f460 482. Dc2 (c) f461 483. Dc2 (c) f462 484. Dc2 (c) f463 485. Dc2 (c) f464 486. Dc2 (c) f465 487. Dc2 (c) f466 488. Dc2 (c) f467 489. Dc2 (c) f468 490. Dc2 (c) f469 491. Dc2 (c) f470 492. Dc2 (c) f471 493. Dc2 (c) f472 494. Dc2 (c) f473 495. Dc2 (c) f474 496. Dc2 (c) f475 497. Dc2 (c) f476 498. Dc2 (c) f477 499. Dc2 (c) f478 500. Dc2 (c) f479 501. Dc2 (c) f480 502. Dc2 (c) f481 503. Dc2 (c) f482 504. Dc2 (c) f483 505. Dc2 (c) f484 506. Dc2 (c) f485 507. Dc2 (c) f486 508. Dc2 (c) f487 509. Dc2 (c) f488 510. Dc2 (c) f489 511. Dc2 (c) f490 512. Dc2 (c) f491 513. Dc2 (c) f492 514. Dc2 (c) f493 515. Dc2 (c) f494 516. Dc2 (c) f495 517. Dc2 (c) f496 518. Dc2 (c) f497 519. Dc2 (c) f498 520. Dc2 (c) f499 521. Dc2 (c) f500 522. Dc2 (c) f501 523. Dc2 (c) f502 524. Dc2 (c) f503 525. Dc2 (c) f504 526. Dc2 (c) f505 527. Dc2 (c) f506 528. Dc2 (c) f507 529. Dc2 (c) f508 530. Dc2 (c) f509 531. Dc2 (c) f510 532. Dc2 (c) f511 533. Dc2 (c) f512 534. Dc2 (c) f513 535. Dc2 (c) f514 536. Dc2 (c) f515 537. Dc2 (c) f516 538. Dc2 (c) f517 539. Dc2 (c) f518 540. Dc2 (c) f519 541. Dc2 (c) f520 542. Dc2 (c) f521 543. Dc2 (c) f522 544. Dc2 (c) f523 545. Dc2 (c) f524 546. Dc2 (c) f525 547. Dc2 (c) f526 548. Dc2 (c) f527 549. Dc2 (c) f528 550. Dc2 (c) f529 551. Dc2 (c) f530 552. Dc2 (c) f531 553. Dc2 (c) f532 554. Dc2 (c) f533 555. Dc2 (c) f534 556. Dc2 (c) f535 557. Dc2 (c) f536 558. Dc2 (c) f537 559. Dc2 (c) f538 560. Dc2 (c) f539 561. Dc2 (c) f540 562. Dc2 (c) f541 563. Dc2 (c) f542 564. Dc2 (c) f543 565. Dc2 (c) f544 566. Dc2 (c) f545 567. Dc2 (c) f546 568. Dc2 (c) f547 569. Dc2 (c) f548 570. Dc2 (c) f549 571. Dc2 (c) f550 572. Dc2 (c) f551 573. Dc2 (c) f552 574. Dc2 (c) f553 575. Dc2 (c) f554 576. Dc2 (c) f555 577. Dc2 (c) f556 578. Dc2 (c) f557 579. Dc2 (c) f558 580. Dc2 (c) f559 581. Dc2 (c) f560 582. Dc2 (c) f561 583. Dc2 (c) f562 584. Dc2 (c) f563 585. Dc2 (c) f564 586. Dc2 (c) f565 587. Dc2 (c) f566 588. Dc2 (c) f567 589. Dc2 (c) f568 590. Dc2 (c) f569 591. Dc2 (c) f570 592. Dc2 (c) f571 593. Dc2 (c) f572 594. Dc2 (c) f573 595. Dc2 (c) f574 596. Dc2 (c) f575 597. Dc2 (c) f576 598. Dc2 (c) f577 599. Dc2 (c) f578 600. Dc2 (c) f579 601. Dc2 (c) f580 602. Dc2 (c) f581 603. Dc2 (c) f582 604. Dc2 (c) f583 605. Dc2 (c) f584 606. Dc2 (c) f585 607. Dc2 (c) f586 608. Dc2 (c) f587 609. Dc2 (c) f588 610. Dc2 (c) f589 611. Dc2 (c) f590 612. Dc2 (c) f591 613. Dc2 (c) f592 614. Dc2 (c) f593 615. Dc2 (c) f594 616. Dc2 (c) f595 617. Dc2 (c) f596 618. Dc2 (c) f597 619

En robe

Le périple de la papa (ce tubercule alimentaire péruvien qui allait devenir la pomme de terre) est connu. Francisco Pizarro l'y découvrit au début du seizième siècle chez les Incas et la ramena en Andalousie (on l'y appelle encore *papa* familièrement).

D'Espagne en Italie, où par « correspondance » avec la truffe on la nomma *taratouffli*, et *tarufoli* dans les Alpes italiennes, elle arriva en Savoie sous le nom de *carouffles* et, plus tard, en Allemagne sous celui de *kartoffel*.

Mais, en même temps ou presque, du Mexique elle gagna la Virginie, puis le Canada, d'où quelques corsaires britanniques la ramenèrent en Irlande et en Angleterre : par analogie avec cet autre tubercule américain, la patate, on la nomma *potato*.

Et la France, direz-vous ? Il y

avait encore des Pyrénées qui la stoppaient depuis l'Espagne, et Paris fut long à l'admettre à ses tables. Puis vint Antoine-Augustin Parmentier...

Il ne faut pourtant pas oublier qu'Olivier de Serres, dès l'an 1600, la faisait pousser en Vivarais ni que les réfugiés irlandais l'introduisirent en Bretagne dès 1760. Ne pas oublier aussi qu'en 1765 l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert estimait que « cette racine fade et farineuse ne saurait être comptée parmi les aliments agréables ».

Il n'empêche, Parmentier restera un symbole. A sa mort, en 1813, l'annuelle production, en France, est estimée à 100 millions de quintaux. Et, plus tard, Vincent Hyppa pourra chanter le «...célèbre Monsieur Parmentier, pharmacien humanitaire, / Si fort connu dans son quartier / Il inventa la pomme, pomme, pomme de terre ! »



J'ai reçu dernièrement *Cette étonnante pomme de terre*, petit recueil de connaissances et d'expériences signé de M. Max Labbé (3, rue Emile-Lévy, 75017 Paris). Bien passionnant ouvrage, complété de 228 recettes moins convalescentes. Passons...

J'ai parlé ici de l'élite des pommes de terre frites que sont les pommes soufflées. Je voudrais évoquer plus simplement les pommes de terre cuites dans leur peau, c'est-à-dire « en robe des champs », comme l'on doit écrire, on en « robe de chambre », comme, le

des champs

mot faisant image, il est souvent écrit.

La cuisson est simple, mais d'abord il convient de choisir une race ne se défaisant point, et de pommes de terre « non traitées » si possible. On les choisira de grosseur identique. On les lavera avant de les mettre en casserole, largement couvertes d'eau salée. Porter à ébullition et cuire le temps nécessaire (il faut que la pointe du couteau pénètre aisément de 25 à 30 millimètres dans la pulpe). Egoutter et servir brûlant.

On les peut manger telles, avec du beurre frais (d'échiré demi-sel, bien sûr). Evidemment chez soi, car, au restaurant, il ne saurait être question de les proposer non épluchées au client. Un petit effort en cuisine devrait permettre de les servir, brûlantes encore quoique péchées, avec, par exemple, des filets de hareng. Une merveille !

Et encore avec le saucisson chaud lyonnais que, sottement, on nous sert avec des pommes « à l'huile » (gras sur gras, erreur diététique autant que gustative).

J'ai parlé de la cuisson à l'eau, la plus facile. On peut également les cuire au four, toujours dans leur peau, comme dans la recette des œufs Toupinel et bien d'autres encore. L'intéressant dans cette cuisson « en robe des champs » est de garder au légume « tout son fruit », si j'ose écrire, et sa richesse en vitamine C, avec de surcroît, surtout s'il s'agit de rates, un accord de goût parfait dans la « mâche », tant avec la chair du hareng que celle du porc.

La Reynière

P.S. - J'oubliais... En Alsace on les propose avec le munster, et cela encore est bien agréable.

MIETTES

CORI-LUNCH. - En ouvrant sa *Belle Corisande* (14, rue Léopold-Bellan), annexe en quelque sorte de *Jean de Châlosse* (l'excellent restaurant de la rue La Trémouille), Jean-Charles Diehl « y croyait », certes. Mais son succès dépasse ses espérances, au point qu'il a créé dans ce quartier d'affaires des plateaux-déjeuners « Cori-Lunch », livrés gratuitement, présentés fermés avec couverts, serviette, sel, poivre et pain, de 49 F (le Galland) : harengs norvégien, jambon d'agneau en carpaccio, mousse au chocolat (anci) à 98 F (le Corisande) : salmou à l'aneth, caillé au foie-frais, brebis des Pyrénées et salade d'oranges aux épices. Des vins en demi-bouteille et bouteille pas chers. Tél. : 42-36-78-79.

CONFITURE DE BAR-LE-DUC. - La vieille maison du « papa » Amiable, fondée il y a plus d'un siècle (M. Dutriez, successeur), recommandée par la « ducale » et tapépineuse sénatorialité des gouteurs de groseilles « (ouf !), perpétue cette confiture de groseilles, rouges ou blanches, épinées à la main. Vous en trouverez au Verger de la Madeleine (4, bd Malesherbes, à Paris) et dans quelques rares maisons.

AU LUXEMBOURG. - C'est le fief de Léa Linster, Boucse d'Or (à Frisange), nul n'en ignore. Mais le duché est riche en bonnes maisons, et - à Luxembourg même - un Breton, Pierriek Guillo, a initié ses clients à la cotriade. Très bonne maison donc que le *Saint-Michel* (32, rue de l'Eau; tél. : 232-15).

DÉCOUVERTES DE LECTEURS. - Aux Isambres, le *Saint-Pierre* (tél. : 94-96-89-67), restaurant de poissons dont le patron-pêcheur-cuisinier fut l'ami du fameux Loulou de Crois-de-Capnes. C'est tout dire. Et à Veuil (à 6 km de Valençay), l'*Auberge Saint-Fiacre* (tél. : 54-40-32-78), à la carte courte mais savoureuse.

L.R.

SEMAINE GOURMANDE

Le Clos de l'Alma

Bistrot de quartier de qualité, avec de bonnes entrées (foie gras « maison », raviolis au bien d'Auvergne, œufs brouillés aux coques, moules marinières, terrines), quelques poissons, mais surtout d'excellentes viandes des Boucheries nivernaises, que l'on peut accompagner d'un gratin dauphinois, et l'andouillette AAAA. Claude Chazalon, son épouse, son chef J.-P. Coquemont et Christine en salle savent donner le ton amical qui convient à cette mini-ambassade d'un art de vivre que les temps veulent nous faire oublier. Compter 230-280 F.

► Le Clos de l'Alma, 17, rue Malar, 75007 Paris; tél. : 45-55-78-77. Fermé samedi et dimanche. Parking : Invalides. CB. Chiens acceptés.

Le Lyonnais

Le voilà revenu ! Du *Bellecour* au *Qual des Ormes* en passant par Neuilly, revoici Yves Bourrier, et à bonne enseigne puisqu'il affiche, dans cette petite maison sympathique (30 couverts) « sa » cuisine : le saladier lyonnais, les pieds d'agneau (à Lyon, on dit salade de clapotons !), le gras-double sauté aux oignons (on dit tablier de sapeur du côté des traboules !), la matelote d'anguille et les quenelles, les caillottes venues du Vivarais voisin, la cervelle de canut (fromage blanc pour les Parisiens !), le saint-marcellin et la crème brûlée. J'oubliais le poulet au vinaigre, lui aussi bien lyonnais et qu'escortent « patoisialement » le beaujolais en pot. Personnellement, je lui préfère le saint-joseph de chez Rouvière, à Chavanay, qui fait merveille avec les œufs cocotte au vert d'oignon et le filet de bœuf dauphinois. La

carte est courte mais, on le voit, parfaitement étudiée, régionaliste et succulente. En y choisissant deux plats et le dessert, l'addition, sans le vin, monte à 148 F. Trois plats et dessert (ou fromage, le meilleur des desserts) pour 210 F. Cette ambassade manquait au Paris gourmand. Précipitez-vous donc chez ce Lyonnais de bonne enseigne.

► Le Lyonnais, 26, rue d'Armaille, 75017 Paris; tél. : 45-72-00-82. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Ternes. Chiens acceptés.

Le Champart

J'ai signalé récemment son ouverture (par Fami Liches, ex-sommelier du *Bacchus gourmand*, aujourd'hui fermé). Une nouveauté pourtant, et qui vaut d'être signalée : quatre entrées et quatre plats de la carte, un fromage ou un dessert sont signalés par un petit cœur, et cela fait midi ou soir, un repas à 130 F vin et café compris. Qui dit mieux ? Mon menu ce jour-là : chiffonnade de jambon de pays, rognons sautés, crème caramel avec une demi-carafe de coteaux vivarois.

► Le Champart, 132, rue Cardinet, 75017 Paris; tél. : 42-27-36-78. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE. Chiens acceptés.

Helodidi à Courbevoie

Juste un rappel pour signaler en cet agréable étape banlieusarde vouée au poisson (cassoulet, marmite du pêcheur, bouillabaisse, etc.) un menu du soir à 160 F excellent. Carte : compter 300-350 F.

► Helodidi, 46, boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie, tél. : 43-33-53-09. Fermé dimanche. CB-AE-DC.

Les Bacchantes

Celles du patron, Raymond Pocus, frémissent de plaisir à celui affiché par les clients, sans interruption de midi à minuit, qui se régalaient des tartines diverses, des assiettes froides, du foie gras « maison », des assiettes chaudes, des œufs sous toutes leurs formes, de l'andouillette de Duval (AAAA), du pavé grillé à la sauce du jour, des plats de l'ardoise quotidienne, des fromages du jour, des desserts... le tout arrosé de vins au verre bien choisis, quelquefois inconnus mais toujours de prix honnêtes (de 10 à 15 F le verre, de 60 à 120 F la bouteille). Avec le Lillet apéritif, des jerez puissants, des single malt d'exception. Le tout dans le brouhaha de la bonne humeur et de l'amitié. A la carte, compter 130 F pour un repas complet. Au bar, pour une assiette froide, une tartine chaude, un dessert et un verre, compter 75-85 F.

► Les Bacchantes, 21, rue Caumartin, 75009 Paris; tél. : 42-65-25-35. T.I.J. CB-AE. Chiens acceptés.

Restaurant Germain

C'est une vieille enseigne et une toute petite maison, récemment reprise en mains. Honnête cuisine dite « bourgeoise » (lentilles payannes, salade aux gésiers confits ou au chèvre chaud, ongles échalote, jarret lentilles, coq au vin, poule au riz, tarte Tatin, mousse au chocolat. Des vins en pichets de 25 et 50 cl (un excellent tournaise rouge à 27 F le pichet). Service rapide aux déjeuners et bon accueil féminin.

► Restaurant Germain, 19, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris; tél. : 43-59-29-24. Fermé samedi et dimanche. CB.

Epicure 108

Nouveau chef pour cette petite maison-boudoir que Denis Tourrette dirige en amoureux de son métier. C'est Hugues Flaugnati, qui travailla chez Troisgros, entre autres. Originalité du cabillaud cuit sur sa peau à l'écrasée de pommes de terre, des raviolis de seiche, des médaillons de veau à la crème de betterave rouge. Simplicité du saumon cru au sel de morue ou de la côte de bœuf à l'os, bons fromages d'Alain Dubois et le clafoutis aux myrtilles rivalisant avec la feuillantine de chocolat amer et praliné. Une petite cave bien « orientée ». Un menu (choix d'entrées, plat, fromages et dessert) à 220 F et la carte : compter 300-350 F.

► Epicure 108, 108, rue Cardinet, 75017 Paris; tél. : 47-63-50-91. Fermé samedi midi et dimanche. Salon 6-12 couverts. CB. Chiens acceptés.

VIN Les promesses de l'attente

A partir de quel moment précis est-on « autorisé » à boire un grand vin ? Parmi les innombrables pièges ayant pour fonction de dissuader les amateurs encore novices, les démons de l'œnologie se régalaient de celui-ci. A les écouter, ce serait une quête sans espoir, une plénitude gustative sans véritable objet et, à ce titre, constamment renvoyée à plus tard. Bordeaux, sa multitude de vins fins et son infinie sophistication illustrent à merveille ce dilemme pour nouveaux riches.

En pratique, il est au mieux trop tôt : « Le vin n'est pas encore fait », « Il gagnerait à vieillir », « Quel dommage de boire aujourd'hui une telle promesse ! ». Plus rarement, il est définitivement trop tard, l'objet du partage étant alors qualifié de « passé » devant des amateurs dépités de ne pas avoir à temps sa saisir leur chance.

C'est dire l'importance des paramètres prédictifs qui pourraient guider dans l'appréciation à distance d'une appellation ou d'un millésime. Depuis 1975, une année dit-on de sinistre avenir (« *Souviens-tu d'un jour ?* »), on assiste à l'échec régulier à l'organisation, sur la place bordelaise, de dégustation « horizontales » de vins déjà assemblés et vieillissant au contact du bois dans l'attente de la mise en bouteille. Dernière en date, celle organisée il y a quelques jours quai de Paludate par la société Les Vins des grands vignobles, qui fêtait à cette occasion ses sept premières années d'existence autour du millésime 1989.

Que rapporter sans trahir de cette réunion hors de l'ordinaire qui, au bord de la Garonne, groupait dans la froideur de janvier une cinquantaine de châteaux classés, bourgeois et autres meilleurs de la galaxie bordelaise ? On dira malgré tout, et dans le désordre, la bonne tenue relative d'un millésime que la précocité exceptionnelle des vendanges, jumelles de 1893 (le *Monde* daté 3-4 septembre 1989), avait trop tôt autorisé à se hausser du col. Paulliac (Château Pichon-Lalande, Lynch-Bages, Mouton-Baronne-Philippe ou Duhart-Milon) est à dire vrai encore beaucoup trop monolithique et

sculptural pour pouvoir être goûté, tout comme saint-estèphe (superbe astringence poivrée du Château Montrose) encore bien difficile, honnêtement, à saisir. Par ailleurs, plus que margaux et saint-julien (mentions positives à Léoville-Las Cases, Ducru-Beaucaillou, Lagrange et Beychevelle, ce dernier encore beaucoup trop boisé), ce sont saint-émilion et pomerol qui, grâce sans doute à leur pourcentage élevé de cépage merlot, expriment aujourd'hui les plus grandes potentialités (Château Ausone et Château Canon).

Etranges graves rouges enfin où, face à de très beaux châteaux (Pape-Clement, de Chevalier, Carbonnière), dont un remarquable (la Mission Haut-Brion), le célébrissime Haut-Brion faisait curieusement figure de parent pauvre.

Quant aux sauternes - en l'absence regrettée des Châteaux Yquem et de Fargues - Rieussec, Climens, Rayne-Vigneau et, plus que tout, Guiraud montraient à quel point les blancs liquoreux savent mieux que les rouges d'assemblage honorer les promesses de ces millésimes trop tôt annoncés comme devant réaliser des promesses exceptionnelles. Pour l'heure, le cours du dollar, la spéculation internationale et les angosses planétaires étant ce qu'ils sont, on assiste sur la place girondine à des opérations de retour des vins millésimés 1989 vendus en primeurs (modèle bordelais) il y a un an et qui, bien que n'ayant jamais quitté leurs barriques, commencent déjà à changer de mains.

Jean-Yves Nan

◻ Les amoureux de littérature et de grands vins prendront avec plaisir connaissance de la dernière livraison de *L'Amateur de bordeaux*, dans lequel M. Robin Cook (l'aristocrate britannique spécialiste de littérature policière et non le médecin américain auteur de romans à fort tirage) narre sa visite au Château Beau-Séjour-Bécot (saint-émilion), un château que l'on dit avoir été il y a quelques années injustement déclassé. ► *L'Amateur de bordeaux*, 22, rue des Reculettes, 75013 Paris; tél. : (1) 43-31-44-99.

Camino
Entrez dans la légende

L'Amérique fascine toujours. Cette année, dans notre brochure *Légendes Américaines*, vous découvrirez, en plus de nos classiques, des nouvelles circuits, selon vos moyens, selon vos goûts.

CAMINO, 28 ans de savoir-faire qui nous ont permis d'offrir des prix plus que compétitifs et d'inventer deux systèmes particulièrement attrayants.

SABIR BIRD, PLUS TÔT C'EST ROMANCIER. Plus tôt vous payez votre circuit accompagné et noté à votre goût. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3000 F par personne !

OFFRE FIDELITE GARANTIE LE DOLLAR BLOQUE À LA HAUSSE. Le dollar à quel prix ? Rien n'est plus dérangeant qu'une hausse du dollar. En versant 70 %

d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné ne peut plus être révisé à la hausse.

Consultez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le prix de votre **CAMINO** le plus profitable des voyages.

CAMINO 21, rue Alexandre-Charpentier 75017 PARIS. Tél. : (1) 45 72 06 11

La Medina
Spécialités orientales

56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

Jean Rouch, l'errant



PHOTO SYLVIE BARRIN

A Manosque, en janvier, on fête l'ami Jean. Non pas Jean Giono, mais Jean Rouch, qui s'est pris de passion pour les Rencontres cinématographiques de la cité provençale. Un festival sans compétition, sans remise de prix. Le vieux lion africain ensorcelle le public par son grand rire et son bonheur de conter. Thème de ces Rencontres 1991 : l'errance. Entretien avec l'auteur de *Jaguar*, qui préside aujourd'hui la Cinéma-thèque française.

« Votre caméra a sûrement trouvé une définition de l'errance ? »

— Quand j'ai tourné *la Chasse au lion*, les Africains parlaient de « la brousse qui est plus loin que loin ». Pour nous, c'était le pays de nulle part. L'errance, c'est la recherche de ce pays de nulle part. On finira bien peut-être par le trouver un jour, en conservant les yeux et surtout un cœur d'enfant...

— Pourquoi Rimbaud est-il parti en Abyssinie ?

— Je n'ai pas de réponse. A vingt ans, il avait tout écrit. Vous vous souvenez de l'affaire du faux de Rimbaud en 1949, on disait que c'était une suite des *Illuminations* écrite en Arabie. Plein de jeunes intellectuels ont marché avant que Breton ne dénonce tout ça. Non, à mon avis, il est allé là-bas pour prouver qu'il pouvait diriger une maison de commerce. Pour moi, c'est un testament. La suite des aventures, ce sont toutes les récupérations possibles.

— Rimbaud, en tout cas, avait appris son métier en faisant des vers latins. C'est la clé de la poésie. Moi, j'en ai fait dans le secondaire qui étaient mal fichus. Mais c'est comme ça que j'ai appris le montage des films. Un film, ça se construit comme un vers latin, à partir du dernier mot de la phrase, avec du rythme.

— Qu'est-ce que vous pensez des errances touristiques contemporaines ?

— Bien sûr, j'ai eu horreur de ça. Quand, en cours de tournage ethnographique, j'avais des touristes dans le champ de ma caméra, je me débrouillais toujours pour les prendre de biais. Mais je comprends très bien qu'on aille voir les Dogons. Il y a aussi ce fait que les religions traditionnelles, dites fétichistes, sont terriblement menacées depuis toujours par l'islam. Aujourd'hui, les intégristes musulmans détruisent les bois sacrés, mettent le feu aux idoles. Curieusement, le tourisme peut être la défense de la culture des Dogons. Le tourisme — d'autant plus que là-bas il est bien canalisé — peut être la justification de la modération de l'antipaganisme. Ça m'a fait beaucoup réfléchir. Car certains parmi nous rejetaient le tourisme, d'instinct. Le Paris-Dakar, bien sûr, c'est scandaleux. J'ai d'ailleurs fait partie du « Padak ».

— Vous dites souvent : « On ne peut pas faire d'anthropologie si on n'aime pas les gens ». Pour le cinéma, c'est pareil. Comment est née votre vocation ethnographique ?

— En octobre 1941, j'arrive sur les bords du Niger comme ingénieur. Je rencontre Damouré, qui

cherchait du boulot. Il me dit qu'il était relieur. J'avais emmené trois livres de Paris occupé : *l'Afrique fantôme* de Leiris, un *Rimbaud* du Mercure de France, et *la Phénoménologie de l'esprit* de Hegel. Je lui demande de me couvrir le Hegel avec du cuir et je lui dis qu'on tapera le titre à la machine sur une peau de mouton pour faire joli. Je m'aperçois qu'il a mis tellement de colle qu'on ne peut pas ouvrir le livre (rires). C'était un signe du destin.

— Damouré est rentré aux Ponts et Chaussées comme relieur. Un jour, je reçois un télégramme d'un chef de chantier à 10 kilomètres de Niamey : la foudre avait frappé dix manœuvres. C'était le temps du travail forcé. A vingt-cinq ans, j'étais responsable de vingt mille types qui faisaient des routes et des ponts comme au temps des Romains. Dans mon bureau, des voix s'élevaient : « On ne touche pas un foudroyé ! » Puis celle de Damouré : « Ça, c'est le travail de ma grand-mère ! »

— La vieille Songhaï était merveilleuse, à la fois digne et drôle. Nous sommes partis dans un gazon avec des batteurs de calabasse, des violonistes, des danseurs de possession. J'ai assisté à l'un des rituels les plus sauvages et les plus beaux de ma vie, elle-même purifiant les corps en les frottant avec du lait qu'elle crachait sur eux puis organisant une danse de possession pour demander au génie du tonnerre les raisons de son acte. J'étais dans le domaine de l'imagination. On ne m'avait jamais appris ça à l'école des Ponts, rue des Saints-Pères, pourtant près du Flore et des Deux-Magots. Je retrouvais ce que j'avais lu dans Leiris sur les cultes des Zars en Abyssinie. J'ai tout vu sans prendre une seule photo, j'étais terrifié.

— Une semaine après, un homme est tué sur le fleuve, et j'assiste à un autre rituel. Avant de partir en Afrique, j'avais vu Marcel Gréaule au Musée de l'Homme. Je lui tape un petit texte. Un mois après, j'avais une réponse : « C'est bien, continuez ! » Avec une question : « Si cet homme s'était noyé, aurait-il le nombril et les narines coupés ? » Je vais voir la vieille Kalya : « Si tu sais ça, me dit-elle, pourquoi viens-tu m'ennuyer ? Tu sais beaucoup de choses ! » Je m'aperçois brusquement qu'il y avait une science singulière qui était l'anthropologie. Au pays des Dogons, le génie de l'eau est réputé couper les narines et le nombril par lequel il suce le sang des noyés. Ce fut le virage de ma vie.

— Trente ans après, je dois le

dire, je n'ai toujours rien compris aux rituels de possession, pourquoi des humains deviennent quelqu'un d'autre. Nous ne le savons pas. Nous avons perdu les « techniques du corps », pour reprendre l'expression de Mauss. Peut-être à cause des religions du Livre, qui considèrent comme diaboliques toutes les incarnations des esprits. Il n'y a pas de possession angélique... Les livres saints, oui, ils sont saints parce qu'ils sont anciens, mais la parole ancienne... Avec les Dogons, on découvre qu'un cycle de soixante ans permet de transmettre des choses très anciennes. Bref, on passe son savoir au bout de soixante ans. Un siècle de cent ans, c'est idiot ! Les Dogons ont un système de comptage très intéressant : une semaine de cinq jours, un ensemble de cinq villages, un marché tous les cinq jours, comme les cinq doigts de la main. Vous imaginez les complications administratives si, en plus, on rajoute le calendrier de l'hégire.

— Nous avons fait des erreurs : nous nous sommes affublés de haricots rationalistes, d'un système décimal. C'est Saint-Exupéry qui disait, je crois : « L'avenir du monde, c'est d'additionner nos différences et ne pas les soustraire. »

— Que s'est-il passé la première fois que les gens se sont vus filmés ?

— C'était en 1954. J'ai projeté *Bataille sur le Grand Fleuve*, une chasse à l'hippopotame sur le Niger, devant les pêcheurs. Presque tous n'avaient jamais vu de cinéma. Rires et pleurs se sont succédés. Dix fois durant la nuit, la

projection a recommencé. Puis ils ont commencé à me critiquer : la musique était une faute puisqu'un hippopotame entend très bien sous l'eau et que ça allait lui donner du courage. Avec un petit film de vingt-cinq minutes, plein de choses se passaient. Je venais de soutenir une thèse d'Etat que je leur avais envoyée, mais j'avais retrouvé le livre en miettes, les photos accrochées chez eux. Je découvrais qu'on écrivait sur les gens des choses auxquelles ils n'avaient pas accès. L'anthropologie ne pouvait être que visuelle... Et puis, un jour, j'ai entendu un pirogier qui n'avait reconnu dire à son collègue : « C'est Jean-Jacques Roucheau ! » (Rires).

— *Jaguar* est un film sur l'errance africaine mais aussi une belle et bonne leçon d'économie.

— Oui, c'était en 1954 aussi, et mon premier film de fiction. Il m'a marqué à jamais. Ce que je fais maintenant, c'est toujours *Jaguar*. Ce film est également une leçon de bonne économie partagée. Aujourd'hui, tous les intellectuels le savent, le Sahel ne peut pas vivre sans l'Afrique forestière. Le fleuve Niger part de la forêt, monte vers le Sahara, puis il tourne parce qu'il n'a rien à faire là-haut, il redescend vers la forêt. C'est l'image de ce que devrait être l'Afrique de demain. Aucun de ces pays n'est économiquement indépendant. L'uranium au Niger n'a payé que d'affreux buildings à Niamey et quelques grands travaux qui ont enrichi des architectes et des marchands de ciment.

— Et pourtant, à l'époque, tous les administrateurs coloniaux, de Bamako à Ougadougou, considéraient qu'aller en Gold-Coast (le Ghana d'aujourd'hui) était une démission de la francophonie, et qu'aller en Côte-d'Ivoire, c'était la démission de la mission du Sahel.

— Dans les villages, on se moquait des hommes qui n'avaient pas fait ce voyage initiatique. A leur retour, les initiés étaient célébrés au milieu des danses des femmes parées, et leurs récits étaient pleins de mensonges : on prenait continuellement la « pirogue du ciel » (l'avion) pour aller d'Accra au marché de Kumbasi.

— Un jour, bien plus tard, je présentais *Jaguar* à la Cinéma-thèque, et on est venu me prévenir qu'un de mes amis africains, qui jouait dans le film et qui était dans la salle, avait un malaise. C'était Lani qui pleurait devant son image de berger peul. « Ne montre plus ce film, me dit-il. Là où je suis avec mes bœufs, il n'y a plus un arbre, il n'y a plus un bœuf. » *Jaguar* devenait le témoignage indiscutable de la mort d'un pays où l'on travaillait trois mois par an... et où l'on prenait neuf mois de vacances pour aller au Ghana. Il faut sécher ses larmes.

— J'ai l'espoir, finalement, que l'on redécouvre que l'Afrique occidentale peut être un pays comme l'Europe ; et aussi, que la libération de Mandela permettra de réussir en Afrique du Sud ce qui a été raté en Afrique du Nord : la naissance d'une communauté multiraciale et multireligieuse.

— Alors, on s'est toujours trompé en Afrique ?

— Je me suis pas mal battu contre l'idée que la technique et le savoir pouvaient résoudre tous les problèmes. J'ai assisté à plein de projets fous de développement. L'un des plus grands échecs français a été, par exemple, le premier barrage de l'Office du Niger ; cela a donné lieu à un film, *l'Homme du Niger*, joué par Harry Baur qui arrivait plein de bonne volonté — une des plus graves maladies de cette époque. Il s'agissait de transformer le delta, fossile du Niger, en mer intérieure et de faire du coton. On a transplanté, maintenu par la force, des hommes pour faire ce travail gigantesque. Finalement, on s'est aperçu que le Niger n'était pas le Nil. Cela a coûté beaucoup de malheurs pour pas grand-chose. Quand j'ai été expulsé, fin 1942, l'ingénieur du projet a quitté le pays avec le gouverneur pour rejoindre Pétaña. Ce ne pouvait être qu'un mauvais ingénieur.

— Qu'est-ce que l'Afrique vous a enseigné ?

— La joie, le rire. Ensuite, que le temps n'existe pas. On me demande souvent comment je me partage. Je réponds toujours : « Je passe six mois en France, six mois en Afrique et six mois ailleurs. » Je suis ponctuellement en retard, comme disait Jane, ma femme.

— A la Cinéma-thèque, nous sommes en train de mettre au point une programmation dépassant la génération. Comme cela, la Cinéma-thèque devient immortelle ! Ça, c'est l'Afrique qui me l'a appris. Et puis, de ne pas avoir peur de la mort. Nos religions sont sinistres, on est menacé de l'Enfer. La clé de la guerre qui est en train de se développer, c'est bien celle-là : « Si je tue un infidèle, je vais au paradis ! » C'est un passage scandaleux. C'est la même chose en Afrique du Sud où on a introduit l'apartheid en interprétant la *Genèse*. La seule façon de faire la paix, c'est la tolérance.

— Vous préparez un film ?

— Oui, donquichottesque. Ça doit s'appeler *Madame l'Eau*. La bande de *Jaguar* va faire de l'anthropologie partagée en Hollande pour découvrir ce pays de nulle part puisqu'il vit sous le niveau de la mer. Elle espère ramener au Niger un moulin à vent pour l'irrigation. « Ah ! que salubre est le vent ! » C'est une citation de Rimbaud qu'on accrochera en sous-titre du film.

Propos recueillis par
Régis Guyotat

